

## Kosovo : les traces du crime contre l'humanité



RUSSELL BOYCE/REUTERS

TANDIS QUE des incidents ont continué d'opposer, lundi 14 juin, les soldats de la Kosovo Force (KFOR) à des paramilitaires et à des tireurs embusqués serbes dans le sud du Kosovo, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a confirmé la découverte de « lieux de crimes présumés » et annoncé des enquêtes. Plusieurs fosses communes, qui pourraient cacher des charniers, ont été repérées, ainsi que des tombes fraîchement creusées dans des cimetières. Les premiers témoignages recueillis par nos reporters montrent que les forces serbes ont, avant leur départ, systématiquement cherché à masquer les traces de leurs exactions. L'un de nos envoyés spéciaux, Rémy Ourdan, raconte comment, le 19 avril, le village albanais de Halac a plongé en enfer. Vingt personnes ont été assassinées du-

**A Kacanik, dans le sud du Kosovo, une militaire britannique devant l'une des tombes d'une fosse commune.**

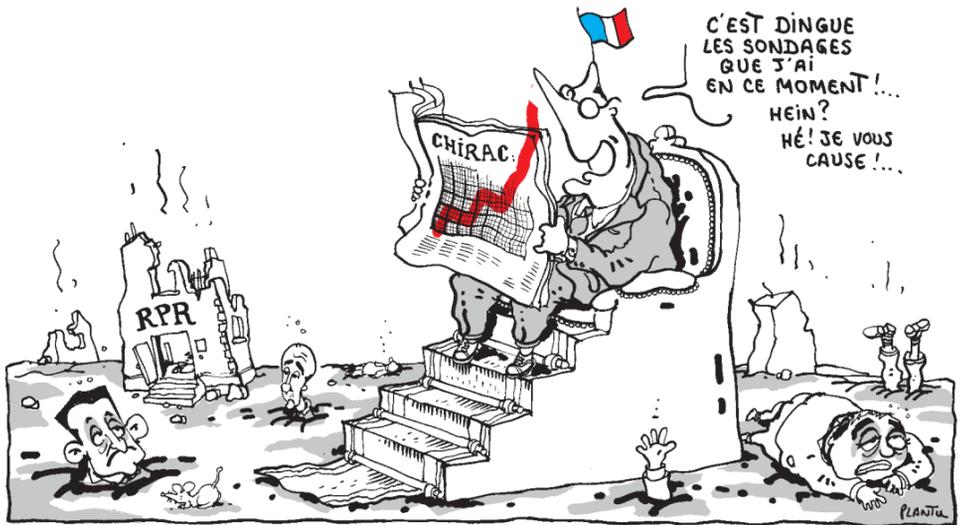
rant cette tuerie qui témoigne d'une guerre dont l'épuration ethnique était le but. Les négociations se poursuivent entre Moscou et Washington pour déterminer le statut exact des forces russes au Kosovo. Plusieurs sources indiquent que les Russes pourraient finalement recevoir une « zone » à cheval sur trois secteurs : le français, l'anglais et l'américain, au nord du Kosovo.

Lire pages 2 à 5

## Jacques Chirac s'en remet à Alain Juppé

- Désemparé face à la crise du RPR, le chef de l'Etat organise le retour de l'ancien premier ministre
- M. Pasqua fonde son Rassemblement pour la France
- M. Bayrou refuse un grand parti « du président »
- Dans « Le Monde », M. Balladur propose sa stratégie de reconstruction

LE NOUVEAU PAYSAGE dessiné, à droite, par les élections européennes donne les premiers rôles à Charles Pasqua, qui a annoncé la création du Rassemblement pour la France (RPF), et à François Bayrou, qui refuse la perspective d'un grand parti « du président ». Dans ce contexte, et alors que Nicolas Sarkozy a quitté la présidence intérimaire du RPR, Jacques Chirac compte sur Alain Juppé pour reprendre la direction de son ancien parti. Sous le coup d'une procédure judiciaire pour prise illégale d'intérêt dans ses anciennes fonctions de secrétaire général du RPR et d'adjoint au maire de Paris, l'ancien premier ministre attend, mercredi 16 juin, la décision de la Cour de cassation sur le pourvoi qu'il a formé. Mardi matin, en réunion restreinte avec M. Sarkozy et avec Edouard Balladur, le maire de Bordeaux étudiait les modalités d'une reprise du RPR. Dans un point de vue adressé au Monde, M. Balladur détaille sa stratégie de reconstruction de la droite.



- La création du RPF ; la crise du RPR
- Charles Pasqua s'installe à son compte
- Les manœuvres de l'Elysée
- La surprise des chasseurs

- p. 10 ● Gauche « plurielle » : l'enjeu des municipales p. 13
- p. 10 ● Le point de vue d'Edouard Balladur : « Reconstruire, maintenant ou jamais ! » p. 21
- p. 11 ● La chronique de Pierre Georges p. 44
- p. 12



D.K.

## Benyamin Nétanyahou se venge de ce peuple « fatigué » qui ne le méritait pas

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Paraphrasant sans le savoir Bertolt Brecht qui conseillait aux dirigeants incompris de dissoudre le peuple indocile et d'en élire un autre plus complaisant, Benyamin Nétanyahou vient de tirer la leçon de son échec électoral en lançant une aigre diatribe contre ses compatriotes coupables de ne pas l'avoir entendu. « Le peuple est fatigué, il ne pense plus qu'à faire bouillir la marmite », a-t-il déclaré dans un entretien au quotidien Maariv, sans autrement s'interroger sur les raisons de cette fatigue plébéienne.

Publié le 11 juin, ce premier entretien accordé depuis les élections du 17 mai n'est qu'un long filet d'amertume, où l'ancien premier ministre se révèle sans fard ni autocritique, méprisant les électeurs qui ne lui ont pas apporté leurs suffrages. A son pays désormais privé de ses services, il prédit des lendemains d'apocalypse, tout en apparaissant d'abord soucieux d'assurer son propre avenir matériel, en dépit des périls qu'il dénonce. Interrogé sur le livre qu'il prépare, M. Nétanyahou laisse entendre qu'il contiendra quel-

ques bons morceaux : « Ai-je le choix ? Il faut bien que je gagne ma vie. Un vrai scandale ! Après dix-sept ans dans le service public, on vient de me calculer ce que je vais toucher en quittant mes fonctions de premier ministre. Vous savez combien ça fait ? Allez, devinez, je vous le donne en mille : 1 600 dollars par mois ! [9 600 francs] Qui peut nourrir sa famille avec une pareille somme ! » A croire qu'une retraite plus confortable aurait fait un livre moins fourni...

Menaçant à l'égard de certains de ses anciens ministres du Likoud - « De leur part, rien ne me surprend, rien ne m'étonne. Je sais tout : ce que disent les serpents et les hyènes et ce qui se murmure dans mon dos. Ceux-là creusent leur tombe avec leur langue ; je ne vais pas m'en occuper maintenant ; ce n'est pas encore l'heure », « Bibi » qui, aux affaires, s'était fait le champion de l'économie dérégulée et du dynamisme du marché, se lance ensuite dans une critique quasi gauchiste du nouveau gouvernement, « soutenu et financé par de riches industriels et de gros capitalistes qui veulent exploiter la paix pour faire des profits » !

Selon l'ancien premier ministre, qui reprend là une analyse classique au sein de l'extrême droite israélienne, les Arabes ne respectent aucun des accords qu'ils signeront. Il ne sert donc à rien de faire des concessions, et encore moins d'obtenir des garanties, lorsque s'ouvriront les négociations sur le futur Etat palestinien car, « dans un court laps de temps, cet Etat sera un Etat ennemi, armé jusqu'aux dents qui ignorera tous les accords qu'il aura pu signer et qui nouera des alliances [contre nous] avec qui bon lui semblera ».

Amer et pessimiste, M. Nétanyahou n'a cependant guère d'illusions sur la portée de son message : « On va, dit-il, faire une sorte de festival de la paix, avec feux d'artifices, flonflons et tout le Saint-Frusquin. Chacun fera semblant de croire que le conflit israélo-arabe est terminé et la nation approuvera largement les accords par référendum. Ce peuple est fatigué. Le sionisme est en train de baisser pavillon. »

Avec un peuple aussi veule, M. Nétanyahou, courageux et résolu comme il l'était, ne pouvait évidemment pas gagner.

Georges Marion

## Non aux farines animales

LES MINISTRES de l'agriculture des Quinze se sont montrés peu réceptifs aux propositions françaises, présentées lundi 14 juin à Luxembourg, sur l'alimentation des porcs et des volailles. Paris souhaite étendre à ces espèces l'interdiction des farines et graisses d'origine animale, en vigueur pour l'alimentation des bovins depuis la crise de la « vache folle », en 1996. La Grande-Bretagne et le Portugal, les plus touchés à l'époque par l'épidémie, ont déjà adopté unilatéralement une interdiction totale. Les industriels français de la nutrition animale se déclarent prêts à un tel effort, qui coûterait 5 milliards de francs la première année.

Lire page 26  
et notre éditorial page 24

## Biennale de Venise

La 48<sup>e</sup> édition fait la part belle aux artistes internationaux, remisant les bastions nationaux dans les pavillons du même nom. p. 38 et 40

## SG Paribas, la surenchère

Pour contrer le projet de fusion à trois de la BNP, la Société générale a annoncé lundi soir une amélioration surprise de son offre sur Paribas. p. 27

## L'échec du « codéveloppement »

Les « contrats de réinsertion dans le pays d'origine », destinés aux déboutés de la régularisation Chèvènement, devaient rénover la politique d'immigration. Un an après, le bilan est sévère. p. 14

## Privatisation du Lyonnais

La majorité des analystes se disent confiants dans la réussite de l'ouverture du capital de la banque publique. p. 28 et le portrait de Jean Peyrelevade p. 19

## Albion sans armée

Le célèbre plateau perd ses missiles le 16 juin. La reconversion civile reste floue. p. 17

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$ ; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 616 - 7,50 F



Reverso Gran'Sport

REVERSO  
JAEGER-LECOULTRE

DUBAIL

21, Place Vendôme Paris 1<sup>er</sup> 66, rue François 1<sup>er</sup> Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 01 42 61 11 17 Tél. 01 53 57 42 00

Aura le plaisir de vous remettre gracieusement le Livre de la Manufacture Jaeger-LeCoultre.

## Indonésie, premiers pas vers la démocratie

UN AN APRÈS la chute de Suharto, les élections générales du 7 juin en Indonésie ont levé quelques hypothèques. Mais des incertitudes demeurent dans cet archipel qui s'étend sur 5 000 kilomètres d'est en ouest et où vivent plus de 200 millions d'Indonésiens répartis en plus de trois cents ethnies différentes. Au lendemain de trente-deux ans d'un règne autocratique, la transition risque de s'y étaler sur plusieurs années.

La lenteur controversée du dépouillement du vote n'a pas voilé une forte aspiration au changement. Même si le Golkar, le parti au pouvoir, et ses alliés peuvent encore tenter de briguer la présidence en novembre, ils n'ont plus mandat à gouverner. Qu'ils tentent, ce qui est le cas, de demeurer en place, avec le soutien au moins partiel des forces armées, ne pourrait qu'enflammer la situation, comme en 1998. La vie politique s'est réorganisée autour d'un nouveau pôle, le Parti démocratique indonésien de Megawati Sukarnoputri.

Pour l'instant, la menace d'une balkanisation du vaste archipel a reflé. Le Timor-Oriental constitue l'exception, puisque l'annexion par Djakarta en 1976 de cet ancien territoire portugais n'a jamais été re-

connue par la communauté internationale. Son sort doit se sceller le 8 août par un référendum, aux termes d'un accord signé le 5 mai, sous l'égide de l'ONU, avec Lisbonne. Que cette consultation populaire s'annonce mal et débouche sur des désordres supplémentaires, quel qu'en soit le résultat, est une autre affaire.

Le séparatisme atjehnaï, dans le nord de Sumatra, est en partie au moins le fruit d'une décennie de brutale répression. Même si la prochaine administration indonésienne adopte une politique respectueuse du particularisme atjehnaï, il faudra sans doute des années pour calmer le jeu dans cette province. Mais la partition de Sumatra n'a guère de sens et le mouvement indépendantiste atjehnaï ne peut pas compter sur des appuis à l'étranger. La remarque est également vraie de l'Irian Jaya, où l'aspiration à l'indépendance est forte. Les autres points de tension à travers l'archipel, qui sont ethniques ou religieux (ou les deux à la fois), annoncent encore moins un démantèlement.

Jean-Claude Pomonti

Lire la suite page 24

## Le nouveau sphinx de Gizeh



ZAHY HAWWAS

DÉFENSEUR des trésors égyptiens qu'il voudrait mieux protéger, Zahi Hawwas, le puissant directeur archéologique du plateau de Gizeh, est devenu une star de la télévision depuis l'ouverture en direct de la tombe d'un grand prêtre. Il vient de se faire à nouveau remarquer avec la découverte, à l'ouest du Nil, d'une « Vallée des momies ».

Lire page 34

International.....	2	Tableau de bord.....	30
France.....	10	Aujourd'hui.....	34
Société.....	14	Météorologie, jeux.....	37
Régions.....	17	Culture.....	38
Carnet.....	18	Guide culturel.....	41
Horizons.....	19	Kiosque.....	42
Entreprises.....	26	Abonnements.....	42
Communication.....	29	Radio-Télévision.....	43





## La plus grande confusion règne à la frontière albanaise

**MORINA (Nord-Est Albanie)**

de notre envoyée spéciale

La frontière est ouverte mais la guerre n'est pas finie. Au point de passage entre l'Albanie et le Kosovo, lundi 14 juin, la douane albanaise de Morina a pris une tournure burlesque. A la place des deux protagonistes habituels – les douaniers serbes et les douaniers albanais – on en compte désormais trois. Trois forces en présence sur ces deux minuscules poste-frontière qui se disputent le pouvoir en une curieuse partie de chaises musicales.

Les douaniers serbes ont quitté les lieux dimanche 13 juin. Dans la foulée, leur poste-frontière a été pillé et les drapeaux serbe et yougoslave mis en pièces. En fin de journée, de nouvelles couleurs ont fait leur apparition sur le toit du cabanon : aigle rouge sur fond noir, c'est le drapeau de l'Albanie. Car sans demander la permission à personne, une brigade de l'UCK a investi les lieux. En face, de l'autre côté de la zone neutre, flotte également le drapeau albanais. C'est le poste-frontière albanais. Il n'a pas bougé. Les douaniers du pays y ont repris tous leurs droits. Un peu plus loin encore, à l'endroit même où commence le Kosovo, un troisième poste-frontière a pris place. Pas de cabanon, cette fois, mais quelques barbelés disposés pour la forme et trois blindés allemands de la KFOR, où les militaires ont élu domicile depuis le passage de leurs troupes.

Du coup, pour un réfugié kosovar désireux d'aller vérifier l'état de sa maison, de l'autre côté, il lui faut passer trois barrages : celui des policiers albanais, celui de l'UCK, enfin celui des Allemands. Mais il serait trop simple de s'en tenir là. Une quatrième force essaie désespérément de faire entendre sa voix : celle du Haut-commissariat des Nations-unies pour les réfugiés (HCR), qui distribue des tracts d'information dans le vague espoir de dissuader les Kosovars d'emprunter les chemins et les champs truffés de mines.

Le plan de paix n'avait pas prévu la présence de l'UCK à la frontière. Au contraire, il est bien stipulé que l'Armée de libération du Kosovo doit perdre toute fonction militaire. Comment se passent les relations avec les soldats allemands ? « Super », répond un officier de l'UCK. « Pour l'instant, tout va bien », nuance un Allemand, plus scept-

tique. Avaient-ils prévu que l'UCK investirait les lieux ? « Non », admet l'Allemand. En ont-ils le droit ? « Normalement, non », poursuit-il, un peu embarrassé. « On n'a pas reçu d'ordres pour le moment, et comme ils ont l'air contents d'être là... »

**FILTRE DE L'UCK**

Lundi, dans l'après-midi, la frontière a été ouverte. Depuis, le petit jeu entre les trois protagonistes a repris avec quelques variantes. Les Allemands laissent passer tout le monde. L'UCK, qui se partage les tâches entre soldats (tenue camouflée) et police militaire (tenue tout en noir), filtre les entrées. « On ne laisse passer que les chefs de village, pour qu'ils aillent voir l'état de leur maison », dit le militaire. « On contrôle les Albanais qui font du trafic en allant piller les villages kosovars », dit le policier. Les Albanais, eux, ne laissent passer personne. Du moins officiellement. A raison de 1 000 leks (environ 60 francs), le Kosovo peut devenir comme par magie moins dangereux et moins interdit. Dindon de la farce, le HCR est humilié par les douaniers de chaque espèce qui ignorent ses recommandations.

Ce que magouillent les douaniers albanais, les Allemands ne veulent pas le savoir. Les agissements de l'UCK, mine de rien, les préoccupent davantage. « La situation politique n'est pas claire, reconnaît un officier de la KFOR. L'UCK n'a pas à contrôler ceux qui passent. C'est nous qui avons le contrôle de la frontière ». Justement, la police militaire de l'UCK vient de prouver le contraire en arrêtant une voiture d'Albanais venus de Prizren, au Kosovo. Du coffre, on extrait de quoi emplir la caverne d'Ali-Baba, des paquets de cigarettes aux guirlandes de Noël. Les deux Albanais de la voiture sont arrêtés de façon musclée. On passe les menottes au plus récalcitrant. Mais voilà : qu'en faire à présent ? Ceux de l'UCK, en s'octroyant le droit de contrôler les passages, n'ont pas prévu ce cas de figure. Au hasard, ils envoient les deux prisonniers du côté des Allemands, qui s'en moquent éperdument. Lundi soir, les deux bougres attendaient debout sur le macadam, tels deux enfants envoyés au coin, que quelqu'un veuille bien s'occuper d'eux.

Marion Van Renterghem

## L'UCK entre dans Prizren

« Les Serbes sont encore très forts. Ils sont tendus, certains sont agressifs. Mais ils se retirent selon le plan prévu. Le problème ce sont les unités irrégulières, incontrôlées, surtout présentes dans les campagnes. Nous ne savons pas exactement comment traiter ce problème », déclarait lundi matin Hans Klasing, un des porte-parole de la KFOR à Prizren. « Nous devons également protéger le départ des Serbes », ajoute-t-il. « Nous nous sommes engagés à ne provoquer personne, à ne pas tirer de coups de feu », affirme pour sa part le commandant Drini.

A Prizren, les Serbes n'étaient plus guère nombreux lundi soir. Dans l'après-midi, un long convoi composé de militaires yougoslaves, de policiers et de civils serbes avait quitté la ville, encadré par la KFOR, sous les lazzis de quelques centaines d'Albanais, réunis sur la place

centrale, et sous les pierres lancées par une poignée d'entre eux, fermement maîtrisés par un cordon de militaires allemands.

« La KFOR nous a promis d'assurer la sécurité générale de la ville, mais sans pouvoir garantir celle de chaque famille », déclarait, peu avant le départ du convoi, un responsable de l'église orthodoxe de la ville. « Nous n'avons pas forcé les civils serbes à partir », affirmait pour sa part le commandant Drini. « Mais la guerre ne sera pas finie tant qu'un soldat serbe sera encore sur notre territoire. Nous savons que les Serbes essaieront de sauvegarder le statu quo actuel (sous-entendu l'autonomie prévue par la communauté internationale), alors que nous voulons le changement : l'indépendance, que seule l'UCK pourra défendre. »

Christophe Châtelot

# Au Monténégro, les colonnes de réfugiés serbes passent sous le regard des Albanais chassés du Kosovo

**ROZAJE (frontière Monténégro-Kosovo)**  
de notre envoyé spécial

Au checkpoint de Dacici, les policiers monténégrins soignent leur vague à l'âme grâce à une bouteille d'eau-de-vie du Kosovo abandonnée par un chauffeur de poids lourds soucieux d'abréger les formalités d'entrée au Monténégro. Ces derniers jours, ils ont vu passer des milliers de voitures, de tracteurs et de camions emportant des familles slaves fuyant le Kosovo par l'étroit col de Kula. Un bref contrôle des papiers, un coup d'œil à la recherche d'armes à confisquer, une rasade de gnôle. Ce serait la routine sans l'étrangeté de la situation : l'exode des albanophones à peine tari, les familles de Serbes et de Monténégrins demeurant au Kosovo ont emprunté le même chemin pour gagner le Monténégro. Depuis le 9 juin, les policiers ont ainsi enregistré l'entrée de plus de quinze mille Slaves par ce principal point de passage entre le Kosovo et le Monténégro, selon les chiffres qu'ils ont communiqués au Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR).

Dans cette petite Yugo rouillée, qui remorque un bric-à-brac d'électroménager et de valises, un couple et ses deux enfants sont vêtus de noir. « Mes deux cousins sont morts au Kosovo pour la défense de la patrie, dit le conducteur, lundi

14 juin. On ne pouvait pas rester, les Albanais ne nous auraient pas fait de cadeaux ». La femme pleure doucement. Comme la plupart des familles interrogées à leur arrivée de la région de Pec, les deux époux pensent qu'ils ne reviendront pas dans la province passée sous contrôle de la communauté internationale. Ils ne s'éloignent pourtant pas trop du Kosovo, ayant loué un appartement dans les environs. Un autre couple de quads dragénaires, Rade et Sonja, des agriculteurs voyageant en tracteur, se disent « *déçus de tout* ». Ils se rendent au bord de la mer Adriatique, près des bouches de Kotor, chez des parents auxquels ils apportent deux cochons rescapés de l'exode. « *Tout ce qu'on a laissé à la maison, les meubles, le bétail, va rapidement être volé* », se lamentent-ils.

**TRANSIT**

A l'instar de tous les automobilistes sondés à ce point de contrôle isolé dans une forêt de pins, Vladimir, trente ans, affirme que sa sécurité n'était plus assurée après le retrait des militaires et des policiers yougoslaves du Kosovo. Il n'avance toutefois aucune brutalité commise, aucune menace précise. Il ajoute n'avoir rencontré aucune difficulté sur la route. Comme plusieurs autres voyageurs, il envisage de rentrer après le 20 juin, quand la

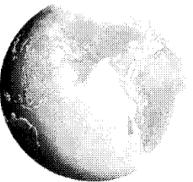
situation se sera « *calmée* » du fait des forces armées internationales. « *Je n'ai rien fait de mal à personne, surtout pas aux Albanais* », plaide-t-il, avant de reprendre le volant en direction de la Serbie. Le HCR considère qu'environ la moitié des « déplacés » slaves dernièrement venus du Kosovo ont ainsi rejoint la Serbie après un bref transit au Monténégro.

Attablé dans un café, Zoran a décidé de laisser sa famille dans la ville de Berane, à une quarantaine de kilomètres de la frontière avec le Kosovo. Quelque soixante-dix réfugiés ont passé une nuit d'étape dans le centre sportif de la commune. Zoran s'apprête à rentrer seul à Pec, pour juger par lui-même de l'évolution de la situation. « *Les Albanais sont très nationalistes, ils luttent pour la Grande Albanie* », estime-t-il, avant d'ajouter, d'un même trait et en baissant la voix, que « *Milosevic doit quitter le pouvoir* ». Birgana, une serbe originaire de Bosnie-Herzégovine, emmène ses deux enfants dans une voiture à la galerie surchargée : « *Je n'ai rien à vous dire. J'étais déjà venue de très loin, de Sarajevo, pour me réfugier au Kosovo* ».

Les albanophones réfugiés au Monténégro observent avec un grand calme le passage des colonnes de véhicules immatriculés dans des villes du Kosovo. « *On aurait pu s'attendre à des manifesta-*

*tions d'hostilité, mais tout s'est passé très paisiblement. Cette impression d'indifférence, cette placidité des déplacés albanais au passage de leurs ex-voisins m'a beaucoup frappé. Comme si la certitude de bientôt rentrer chez eux, au Kosovo, où les Serbes ne seront plus, leur suffisait* », relève Nathalie Karsenty, responsable du HCR à Rozaje, la ville monténégrine la plus proche du poste-frontière, où demeurent plus de douze mille albanophones partis du Kosovo après les bombardements de l'OTAN. Il faut dire que la police monténégrine a soigneusement encadré les passages des convois, conseillant aux albanophones de ne pas se grouper au bord de la route et de rester à l'intérieur des usines désaffectées et des mosquées où ils sont hébergés. Certains ont assuré reconnaître leur voiture, leur tracteur ou leur remorque. Pour les récupérer, ils ont remis les documents attestant de la propriété de leur véhicule aux policiers. Mais ces derniers se sont contentés de prendre note, sans procéder à des saisies qui auraient compromis le voyage des familles slaves. Quant aux militaires de l'armée fédérale yougoslave, ils se sont faits discrets dans la région de Rozaje, même s'ils demeurent nombreux des deux côtés de la frontière entre le Kosovo et le Monténégro.

Erich Inciyan



RETRAIT ET EXODE SERBES AU KOSOVO



Dans la ville dévastée de Pec, au Kosovo, un soldat serbe s'apprête à monter dans un convoi en partance pour la Serbie. Les forces de Belgrade, qui doivent avoir totalement évacué la province d'ici au dimanche 20 juin à minuit, croisent dans leur retraite les colonnes blindées de la KFOR (ici une unité de marines près de Pozaranje) tandis que des civils serbes quittent la région de Prizren.



ERIC FEFERBERG/AFAP

JIM HOLLANDER/REUTERS

Réapparition publique de Slobodan Milosevic

BELGRADE correspondance

Filmée par la télévision d'Etat, la foule brandit des panneaux proclamant « De nouveaux ponts pour un nouveau siècle ! » ou « Allons de l'avant ! ». Devant elle, entouré de dignitaires du régime et de militaires, Slobodan Milosevic proclame au micro : « Les onze semaines les plus difficiles de notre histoire sont terminées ». « Maintenant que la paix est là, nous devons nous atteler à la tâche de reconstruire le pays », ajoute-t-il.

Pour la première fois en deux mois et demi de frappes aériennes contre son pays, le président yougoslave s'est rendu, lundi 14 juin, sur un site bombardé, en l'occurrence à Novi Sad, chef-lieu de la province de Voïvodine, dans le nord de la Serbie.

Parlant devant l'un des ponts de la ville démolis et enfoncés dans le Danube, il apparaît raide, le visage inexpressif, image du chef distant et impassible à laquelle les Serbes se sont accoutumés. Le pont en question, annonce-t-il – faisant sourire plus d'un téléspectateur –, sera rebâti dans des délais stakhanovistes : « quarante jours », car « déjà, pendant les bombardements, les ouvriers préparaient dans le secret la reconstruction ». Pour plus de symbolisme, il ajoute : « Les ponts relient les gens entre eux, et ce n'est pas un hasard si la reconstruction commencera ici, dans la province multi-ethnique de Voïvodine. »

Mais pour Biljana, une jeune habitante de Novi Sad, de passage à Belgrade pour obtenir un visa auprès d'une ambassade oc-

cidentale, il est trop tard. Elle a décidé d'émigrer. « Je ne vois pas d'avenir pour moi ici », dit-elle, persuadée que l'arrêt des frappes de l'OTAN n'est qu'un « répit » dans la longue litanie de guerres qu'a connue son pays depuis 1991.

La destruction des ponts de sa ville natale, où des milliers d'habitants sont contraints d'emprunter chaque jour des bacs pour traverser le fleuve, l'a profondément bouleversée : « Un morceau de moi s'est cassé. » Elle réagit aussi avec émotion à l'entrée de troupes étrangères au Kosovo : « C'est l'occupation d'une partie de mon pays. » Privée d'emploi (elle travaillait dans le secteur touristique), manquant de ressources et craignant les difficultés économiques de l'hiver à venir, elle part chercher fortune ailleurs, comme de nombreux autres jeunes Yougoslaves qualifiés.

« RELATIONS PUBLIQUES »

D'autant qu'un chamboulement à la tête du pays lui paraît peu probable. L'annonce, lundi, du retrait du Parti radical (ultranationaliste) du gouvernement serbe, où ces extrémistes opposés à la signature de l'accord avec l'OTAN détiennent 15 des 32 portefeuilles, la laisse indifférente. « En Serbie, ce genre d'événement ne veut pas dire grand-chose : Milosevic peut toujours intervertir ses alliés » au sein de la coalition.

Pour d'autres, la prestation de Slobodan Milosevic, lundi, montré traversant la foule et serrant des mains, représente un soudain souci de « relations publiques » chez le maître de Belgrade, resté pratiquement invisible durant toute la guerre.

Le président yougoslave cherchait notamment à éviter d'être débordé par les ultranationalistes, surtout au moment où commence à se répandre la nouvelle de l'exode de milliers de Serbes du Kosovo. Ceux-ci seraient, selon des sources dans les milieux d'opposition à Belgrade, « 30 000 à avoir quitté la province depuis mercredi, dont 10 000 vers le Monténégro ».

L'Union des partis démocratiques, un regroupement de six petits partis d'opposition, a lancé lundi une pétition demandant la démission de Slobodan Milosevic. Sans trop se faire d'illusions, à entendre l'un des organisateurs, Zarko Korac : « Avec le maintien de l'état de guerre [sorte d'état d'urgence], le verrouillage des médias reste total. »

François Bonnet

Anna Petrovic

Moscou veut un accord « avant la fin de la semaine » sur sa participation à la KFOR

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie veut sortir au plus vite de la crise diplomatique déclenchée par l'installation surprise de deux cents de ses parachutistes sur l'aéroport de Pristina. L'objectif est d'aboutir à un accord sur les conditions de sa participation à la force de paix au plus tard lors de la tenue, à Cologne du 18 au 20 juin, du sommet du G 8. « Tous les malentendus doivent être réglés avant la fin de la semaine », a annoncé, mardi 15 juin, le premier ministre, Sergueï Stepachine.

« Les pourparlers sont conduits sans interruption ; nous avons toutes les raisons de croire qu'ils déboucheront sur un succès », avait déclaré la veille Vladimir Poutine, secrétaire du conseil national de sécurité. Les contacts se sont multipliés au plus haut niveau, avec un nouvel entretien, lundi, entre Boris Eltsine et Bill Clinton. « Le dialogue doit être intensifié »,

a fait savoir le Kremlin, rapportant que le président russe avait dénoncé « les provocations de la soi-disant Armée de libération du Kosovo » et « ses menaces » contre les soldats russes. Les deux présidents se rencontreront le dernier jour du sommet de Cologne.

Une série de conversations dont une entre Madeleine Albright et Igor Ivanov, ministre russe des affaires étrangères, devrait permettre de définir ce que sera cette « zone où la responsabilité [russe] sera claire et visible », comme l'avait annoncé, dimanche, le secrétaire d'Etat adjoint américain, Strobe Talbott.

REMISES EN ORDRE

Moscou paraît déterminée à aboutir pour deux raisons. La première est de faire oublier l'extrême confusion politique qui a accompagné l'entrée de troupes au Kosovo, l'initiative des militaires prenant à contrepied le minis-

tère des affaires étrangères. La seconde est la situation des deux cents soldats russes à Pristina qui, privés de tout ravitaillement, vont rapidement être réduits à l'impuissance.

Lundi, la réunion du conseil national de sécurité, organe consultatif placé auprès du président Boris Eltsine, a permis quelques remises en ordre. « Il a été demandé aux responsables des ministères et des agences de sécurité de coordonner leur travail avec le ministère des affaires étrangères », a déclaré Vladimir Poutine. Le journal Kommersant, dans son édition du 15 juin, croit savoir que les responsables militaires n'ont pas eu la parole. « Seuls les deux Igor dupés ont parlé », écrit-il, faisant référence à Igor Ivanov et Igor Sergueïev, qui ont ignoré la décision d'envoyer des troupes à Pristina.

Si le ministre, M. Ivanov, semble ainsi reprendre en main la conduite des affaires, les militaires s'inquiètent de leur contingent ba-

sé à Pristina. Toujours sous le sceau de l'anonymat, un « haut responsable » a critiqué, dans une déclaration à l'agence Interfax, « l'incapacité du ministère des affaires étrangères à obtenir un couloir aérien » pour les forces russes. La Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie ont en effet refusé le survol de leur territoire à des avions militaires russes, renvoyant à un accord avec l'OTAN. Plus d'un millier de parachutistes sont en attente sur des bases aériennes, prêts à relever ou renforcer le contingent de Pristina. Moscou s'était engagé, dimanche, à ne pas déployer de troupes supplémentaires au Kosovo.

« Les soldats albanais tiennent en joue les soldats russes, et les Serbes ceux de l'OTAN ». Le contingent russe ne disposerait de vivres et de carburant que pour deux jours, selon Kommersant, qui parle d'« impasse ».

François Bonnet

Anna Petrovic

Un espace russe à cheval sur trois secteurs alliés

Selon les discussions en cours, Moscou bénéficierait d'un « espace à dominante russe » au nord-est du Kosovo. A l'OTAN, on évite d'utiliser les notions de « secteur » et même de « zone », afin de signifier que cet « espace » ne disposera pas d'un commandement particulier sur le modèle des cinq secteurs alloués à la KFOR. Cet « espace » appuyé sur la frontière serbe, serait à cheval sur trois secteurs : celui des Français (PC à Mitrovica), celui des Britanniques (à Pristina) et celui des Américains (à Gnjilane). L'OTAN espère ainsi éviter que la présence russe puisse être interprétée comme une amorce de la partition du Kosovo.

Comment un banquier suédois, Peter Castenfelt, a négocié la paix avec le maître de Belgrade

LA PAIX au Kosovo est-elle due à la rencontre d'un financier suédois bien en cours à Moscou avec un politologue allemand ayant ses entrées à la chancellerie ? Le Financial Times a révélé, lundi 14 juin, que l'homme d'affaires Peter Castenfelt avait servi d'intermédiaire, au début du mois de juin, pour transmettre à Slobodan Milosevic, sinon les propositions de l'OTAN, du moins quelques idées sur lesquelles un accord pouvait être trouvé entre la direction yougoslave d'une part, les émissaires russe et finlandais, Viktor Tchernomyrdine et Martti Athisaari, d'autre part. Directeur de la Société allemande de politique étrangère et ancien conseiller de Gerhard Schröder pendant la

campagne électorale, Karl Kaiser nous a confirmé la véracité de ces informations. Karl Kaiser et Peter Castenfelt se rencontrent en avril à Berlin à l'occasion d'une conférence. Ils déplorent l'impasse dans laquelle se trouve le conflit du Kosovo. Le banquier suédois explique à l'universitaire allemand qu'il peut parler aux dirigeants de Moscou et notamment à Viktor Tcherno-

myrdine. Les Russes sont alors préoccupés par l'échec des tentatives de médiation parce qu'ils craignent de subir, eux aussi, les conséquences de la guerre. L'idée est donc de tenter une prise de contact non officielle avec Slobodan Milosevic pour explorer les points sur lesquels il pourrait exister une marge de manœuvre. Le projet est précisé au cours de plusieurs conversations entre

Peter Castenfelt et Karl Kaiser qui, le 26 mai à Bonn, arrange pour le Suédois des entretiens avec le secrétaire d'Etat allemand aux affaires étrangères, Wolfgang Ischinger, puis avec le conseiller diplomatique du chancelier, Michael Steiner. C'est fort de ces conversations que Peter Castenfelt se rend à Belgrade, via Sofia où il est pris en charge par les services de sécurité russes, avec des

« vues personnelles » sur les possibilités d'accord. Il rencontre Slobodan Milosevic dans un bunker alors que l'OTAN bombarde la capitale serbe, deux jours avant la visite décisive de Martti Athisaari et Viktor Tchernomyrdine. L'intermédiaire suédois fait valoir les points qui peuvent représenter des progrès aux yeux des Yougoslaves : mandat des Nations unies, présence russe dans la force internationale, arrêt des bombardements. Une des difficultés portait sur la chronologie entre et l'accord militaire sur le retrait des forces serbes du Kosovo et le vote d'une résolution aux Nations unies. La semaine dernière, le Frankfurter Allgemeine Zeitung indiquait, sans le nommer, qu'un pays de l'OTAN avait à ce sujet soutenu une revendication serbe présentée par la Russie. Il pourrait s'agir de l'Allemagne.

Marc Roche

Daniel Vernet

**O I S E**

L'anglais à Oxford  
L'anglais à Dublin  
L'anglais à Bristol  
L'allemand à Heidelberg  
L'anglais à Cambridge  
L'anglais aux USA

OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.

Informations et inscriptions:  
Bordeaux 05 56 00 99 99 Lille 03 20 40 28 38  
Lyon 04 78 24 60 74 Paris 01 53 59 44 44  
Rennes 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 45 38 00

**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
**Office Spécial de Publicité**

47, rue Louis Blanc  
92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE RIOM**

Par arrêt de la Chambre Correctionnelle de la Cour d'Appel de RIOM du 10/12/1998 la Société Anonyme BREA, sise "Les Trilliers" à VAUX (03190) a été condamnée pour homicide involontaire dans le cadre du travail commis à VAUX, le 22 Mai 1996 à :  
- 100.000 F d'amende ;  
- Publication dans le journal "Le Monde".  
- Affichage aux portes de l'entreprise. Le Greffier en Chef.

**PROFIL**  
**UN BUSINESSMAN ÉNIGMATIQUE**

Suédois, diplômé de la Harvard Business School, Peter Castenfelt, après un passage à Wall Street chez Dillon Reed et CSFB, s'est installé à son compte dans le private equity, l'investissement en actions non cotées, avec ses fonds propres et ceux de riches clients, en créant Archipelago Entreprises. Son aventure russe commence en 1990 à la suite d'une rencontre avec Iouri Grigorovitch, responsable des ballets du Bolchoï, qui le charge de lever des fonds privés occidentaux pour construire un nouveau théâtre.

Deux ans plus tard, Boris Eltsine le nomme au comité économique présidentiel. En février 1994, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, crée pour lui le poste de conseiller spécial en matière de réforme économique mais il entend surtout l'avoir à sa disposition pour des missions délicates auprès des

organismes financiers internationaux méfiants à son encontre. Au nom du chef du gouvernement, le Suédois négocie directement un prêt de 1,5 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) avec le FMI à l'insu même du représentant de la Russie au conseil d'administration du Fonds. Par la suite, son action permet de dénouer bien des différends comme la dispute entre la Russie et le Kazakhstan à propos de l'oléoduc de la mer Caspienne, l'octroi d'une aide spéciale du Japon ou le désaccord entre Moscou et le Congrès juif mondial.

« Je ne suis pas un économiste, mais un businessman qui s'occupe de décanter une sale situation sur le terrain », a déclaré cet homme de l'ombre dans l'une de ses rares confidences. A l'inverse des banquiers occidentaux timorés qui exigent des Russes des commissions fixes et de grosses avances avant de s'engager, cet intermédiaire accepte d'être rémunéré pro bono, c'est-à-dire d'après le résultat. « Ce mode de fonctionnement risqué démontre qu'il est sûr de lui, qu'il fait preuve de sang-froid », déclare

un gestionnaire de fonds londonien. Ce savoir-faire explique les éloges dont réformistes comme conservateurs abreuvant cet expert des relations Est-Ouest qui a su rester au-dessus des luttes de pouvoir. Enfin, beaucoup de chaleur, accolades et autres embrassades, beaucoup de curiosité et de bon sens lui ont permis de réussir sa dernière prestation, à Belgrade comme à Moscou.

Bac +2  
**Osez le cinéma !**  
et les métiers de l'image

Assistant de réalisation, assistant de production, montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques

Diplôme national homologué par l'Etat  
2 années d'études + stage professionnel

**Documentation au 01 43 42 43 22**

**ESEC**  
21, rue de Clichy  
75012 PARIS

# Kofi Annan définit les missions de l'administration civile internationale

Le HCR, l'OSCE et l'Union européenne seront chacun chargés d'un secteur

Le secrétaire général de l'ONU décrit, dans un rapport, l'organisation de la mission qui assumera l'administration civile du Kosovo, la Minuk. En raison de diver-

gences entre Européens et Américains, M. Annan n'a pas encore pu nommer le titulaire de cette mission, provisoirement confiée au Brésilien Sergio Vieira de Mello.

**NEW YORK (Nations unies)**  
de notre correspondante

Chargé par le G 8 de l'administration civile du Kosovo, une « responsabilité monumentale » selon ses propres termes, le secrétaire général des Nations unies a voulu s'attaquer sans tarder à la tâche. Dans son premier rapport d'après-guerre sur la province, Kofi Annan expose « le concept d'opération pour l'organisation d'ensemble » de la présence civile internationale au Kosovo. Destiné au Conseil de sécurité de l'ONU et publié lundi 14 juin, ce rapport décrit « le cadre d'une structure hiérarchique bien définie » pour la mission des Nations unies au Kosovo, baptisée la Minuk. Le secrétaire général souligne notamment la nécessité d'une coordination étroite entre les activités de l'administration civile et celles de la force multinationale, qui doivent « s'appuyer un soutien mutuel et poursuivre les mêmes buts ».

A cette fin, le représentant du secrétaire général sur le terrain s'est déjà entretenu avec le commandant militaire de l'OTAN au Kosovo. Ces réunions, explique-t-on à New York, seront « quotidiennes » et le représentant de l'ONU sera assisté par une unité de liaison militaire.

Arrivés à Pristina dans les heures qui ont suivi le début du déploiement des forces de l'OTAN au Kosovo, les premiers contingents humanitaires de l'ONU ont déjà commencé à apporter de l'aide aux populations locales. Quatre camions du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ont atteint, lundi, la zone de Glogovac, à l'ouest de Pristina, pour porter secours à une vingtaine de milliers de personnes déplacées qui campent dans des conditions éprouvantes.

Dans son rapport, M. Annan propose que le représentant spécial soit secondé par quatre adjoints, chargés chacun d'un secteur :

- administration provisoire civile : ONU ;
- affaires humanitaires : HCR ;
- démocratisation des institutions : OSCE ;
- reconstruction : Union européenne.

La création d'une force de police, qui s'annonce comme une des tâches les plus délicates de l'après-guerre, sera du ressort des Nations unies. L'ONU a défini trois missions dans ce domaine : une unité de police internationale civile, mais armée, devra prendre en charge la formation d'une police locale ; une unité spéciale sera chargée du maintien de l'ordre public ; une autre unité assumera la police des frontières. Selon des sources à l'ONU, la force de police civile devrait se composer de trois à quatre mille hommes.

Chargé des affaires humanitaires, le HCR devra veiller à ce que tous



les réfugiés et personnes déplacées puissent rentrer chez eux « en toute sécurité et sans entrave ». Le Haut-Commissariat doit aussi assurer la protection des groupes minoritaires et leur fournir une assistance. Un centre d'action antimine, qui aura pour tâche d'éliminer la menace que constituent les mines terrestres, sera créé par la Minuk.

Dick Spring. Toujours selon des sources à New York, la Russie et la Chine « préfèrent » que le futur haut-représentant de l'ONU pour le Kosovo ne soit pas citoyen de l'un des pays membres de l'OTAN.

Afsané Bassir Pour

# Reporters sans frontières dénonce les « bavures » médiatiques de l'OTAN

L'Alliance atlantique a perdu sa crédibilité aux yeux de la presse internationale en diffusant de fausses informations et en tentant, à plusieurs reprises, de masquer ses responsabilités

« POUR S'ASSURER de cet autre but de guerre qu'est l'adhésion de l'opinion publique, l'OTAN aurait-elle pris quelques libertés avec la vérité ? ». Après avoir dénoncé le verrouillage de l'information en Yougoslavie par Slobodan Milosevic (Le Monde daté 2 et 3 mai), Reporters sans frontières (RSF), qui traque les entraves au travail des journalistes, a recensé les tentatives de manipulation de l'OTAN depuis le début des bombardements, le 24 mars. Dans un document publié mardi 15 juin, l'ONG affirme que « l'OTAN n'a pas fait preuve de bonne foi dans ses relations avec les médias et a malmené à plusieurs reprises la vérité ».

Le 29 mars, par exemple, alors que l'opération « Force alliée » commence, l'OTAN annonce à Bruxelles l'exécution par les forces serbes du principal conseiller d'Ibrahim Rugova, Fehmi Agani, et de cinq autres personnalités albanaises dont Baton Haxhiu, le rédacteur en chef du quotidien *Koha Ditore*. L'information provoque un vif émoi et fait la « une » de la presse internationale - notam-

ment américaine. Des quotidiens britanniques et italiens publient les nécrologies des victimes. Avant l'heure : M. Haxhiu apprend sa mort par la radio et M. Agani sera tué, mais trois semaines plus tard, alors qu'il tente de fuir le Kosovo avec sa famille.

## VOILE DE FUMÉE

Le 8 mai, pour masquer les responsabilités du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, l'OTAN tente un nouveau voile de fumée. Le déménagement de l'ambassade de Chine, plusieurs années auparavant, n'aurait pas été enregistré par les services de renseignements. Pourtant, l'adresse de l'ambassade de Chine figure dans les annuaires téléphoniques de Belgrade et il s'agit « d'un vaste bâtiment (...) avec une cour, une plaque sur la porte et un drapeau », rappelle RSF. Mais c'est le 14 avril, lors du bombardement de deux colonnes de réfugiés au sud-ouest du Kosovo, que les journalistes sont sidérés. D'abord Bruxelles reconnaît que « l'un [des] avions [a] lâché par erreur une bombe sur un

véhicule civil dans un convoi ». Deux jours plus tard, le porte-parole de l'OTAN, Jamie Shea affirme encore : « Nous sommes sûrs d'avoir visé des véhicules militaires ». Le 19 avril, l'OTAN reconnaît enfin avoir largué neuf bombes mais diffuse, pour se justifier, la bande-son d'un pilote qui affirme que les véhicules « étaient de type militaire ». Démentis par une contre-enquête du quotidien britannique *The Express*, « les responsables de l'OTAN admettent que la bande-son diffusée le 19 avril n'a rien à voir avec le bombardement des convois », fait observer RSF.

Bon nombre de journalistes ont souvent douté de la véracité et de l'exactitude des informations fournies par les responsables de l'Alliance. Certes, la communication est aussi une arme de guerre, « mais on pouvait espérer qu'une coalition de démocraties qui prétend lutter pour le droit et la morale se comporterait plus honnêtement que la dictature qu'elle combat », conclut le rapport de RSF.

Florence Amalou

**AU COEUR DE L'ACTUALITÉ AVEC PARIBAS**

PARIBAS ADVISES PETROFINA ON TOTAL'S SHARE OFFER.

Having acquired a 41% block of Petrofina, Total has launched a bid for the remainder of the company's shares. The bid will allow it to regain its status as the parent of the company. The offer will be made with a 25% discount on the market price of the shares.

**QUAND PARIBAS CONSEILLE LES PÉTROLIERS, ÉVIDEMMENT, LA PRESSE EN PARLE.**

Après avoir acquis un bloc de 41% de Petrofina, Total a lancé une offre publique sur le solde du capital de la société. Cette transaction permet de créer le 5ème groupe pétrolier mondial. Petrofina a demandé à Paribas de l'accompagner en tant que banque-conseil dans cette opération, qui s'est traduite par une offre publique d'échange sur les

bourses de Bruxelles et de New York. Dans le cadre de sa mission, Paribas a notamment rendu une attestation d'équité sur les termes de la transaction pour les actionnaires minoritaires de Petrofina. Ce rapprochement est la plus grande fusion jamais réalisée entre deux groupes pétroliers européens à cette date.

\*Paribas conseille Petrofina dans le cadre de l'offre publique lancée par Total.

**PARIBAS** Une banque vaut ce que valent ses idées

## La flamme de la poésie dans la nuit du Kosovo

LORSQU'ELLE a fui sans bagages son appartement de Pristina le 2 avril, la romancière et poète Faket Rexha s'est emparée de l'un de ses manuscrits. Elle ne l'a plus lâché. Elle l'avait dans son sac quand elle a fait le voyage jusqu'en France. Là, elle l'a confié à un traducteur qui préparait un recueil de textes kosovars, une littérature peu connue jusqu'ici en français. Dans quelques jours, *Kosovo dans la nuit*, le titre de cet ouvrage qui rassemble vingt-deux auteurs albanais, dont Faket Rexha, sera en librairie (Ed. de l'Aube, 220 p., 80F).

C'est l'un des écrits qui a été lu, lundi 14 juin, à la Maison de la poésie à Paris, lors d'une soirée dédiée aux écrivains du Kosovo. Malgré l'entrée de l'OTAN, Faket Rexha est très pessimiste : « Il faudra au moins cinq années avant que le Kosovo revienne à une vie normale, tellement les destructions physiques et les blessures morales sont profondes. » Son compatriote

Sabri Hamiti, universitaire et écrivain réfugié en France, n'est guère plus optimiste : « Les Albanais du Kosovo ne sont pas consultés par les puissances qui ont négocié l'accord avec Slobodan Milosevic. Comment peut-on faire la paix sans eux ? »

Devant ces incertitudes, il reste l'espoir d'une solidarité. La soirée à la Maison de la poésie avait été prévue avant l'annonce du plan de paix. Dans une ambiance fort mélancolique, plusieurs artistes originaires d'Albanie ou du Kosovo ont donné un moment de musique ou de lecture. En plus de l'ouvrage *Kosovo dans la nuit*, un recueil de l'écrivain Egrem Basha, *Les Ombres de la nuit* (Fayard), doit sortir d'ici la fin du mois. Le 20 juin, le Centre Georges-Pompidou organise une rencontre sur le thème « Des écrivains kosovars nous parlent ». Mais après ces gestes de solidarité, les exilés repartent dans leur solitude.

Catherine Bédarida



## La marine sud-coréenne coule un navire nord-coréen

**SÉOUL.** Un navire nord-coréen a été coulé par la marine sud-coréenne, mardi 15 juin, après une bataille entre les marines des deux pays dans une zone contestée de la mer Jaune, selon le ministère sud-coréen de la défense. Sept marins sud-coréens ont été également blessés dans la bataille, a ajouté le ministère. L'armée sud-coréenne a été placée en état d'alerte maximale après le déclenchement de la bataille, lorsqu'un patrouilleur sud-coréen a éperonné un bateau du Nord pour tenter de l'empêcher de pénétrer dans une zone tampon revendiquée par Séoul. Deux autres bâtiments nord-coréens ont été « gravement endommagés » au cours de la bataille. Les Nord-Coréens ont ouvert le feu les premiers lorsque leur bâtiment a été éperonné, a affirmé Séoul.

Ce nouvel incident s'inscrit dans une escalade de la « guerre des nerfs » que se livrent depuis une semaine les deux pays en mer Jaune, à l'ouest de la péninsule, s'accusant mutuellement d'intrusion dans leurs eaux territoriales respectives. La zone tampon où se sont déroulés les accrochages est l'extension maritime de la zone démilitarisée qui sépare les deux pays depuis la fin de la Guerre de Corée (1950-53). - (AFP)

## Le pape victime en Pologne d'un accès de fièvre

**VARSOVIE.** Le pape Jean Paul II a dû renoncer à célébrer la messe, mardi 15 juin, à Cracovie, à cause d'un accès de fièvre, a annoncé son entourage. Près de 2 millions de personnes attendaient le pape sous une pluie battante. C'est finalement l'archevêque de Cracovie, le cardinal Macharski qui a présidé la cérémonie. Dimanche, à Varsovie, le pape avait célébré la messe devant 1 million de personnes sur la place Pilsudski là où, vingt ans plus tôt, il avait présidé une cérémonie qui reste le symbole du début de la chute du régime communiste. Jean Paul II est apparu fatigué avec un pansement sur la tempe droite, résultat d'une chute qu'il a faite samedi matin dans sa résidence à la nonciature. Selon le porte-parole du Vatican, la blessure du pape est légère. Jean Paul II doit s'arrêter en Arménie, vendredi 18 juin, avant de rentrer à Rome. Cette courte étape, qui n'était pas programmée, doit lui permettre d'aller au chevet du Catholicos Karékine I<sup>er</sup>, chef de l'église apostolique arménienne, gravement malade. - (corresp.)

### AFRIQUE

■ **ERYTHRÉE : les combats se sont poursuivis mardi 15 juin pour la 6<sup>e</sup> journée consécutive** sur le front ouest de la frontière entre l'Éthiopie et l'Erythrée, a affirmé le ministère érythréen des affaires étrangères dans un communiqué. Entre jeudi et lundi, « en cinq jours de combats intenses », l'Erythrée a mis « hors d'action » plus de 18 000 soldats éthiopiens, précise le communiqué, transmis à l'AFP à Nairobi. L'Éthiopie a « perdu deux avions de chasse Mig 23, un hélicoptère Mi-35 et cinq tanks », ajoute Asmara, qui affirme que « les tentatives éthiopiennes de gagner du terrain ont été toutes repoussées ». Un communiqué éthiopien diffusé dimanche faisait état de plus de 8 200 soldats érythréens tués, blessés ou capturés entre mercredi et samedi sur les fronts est et ouest. - (AFP)

### ASIE

■ **CACHEMIRE : les forces indiennes ont lancé de violentes attaques** à l'artillerie, mardi 15 juin, contre des combattants islamistes retranchés dans la montagne du Cachemire indien après avoir enregistré de nouveaux gains, selon des sources militaires indiennes. L'armée indienne a indiqué lundi avoir repris deux pics à 4 600 m dans le secteur de Drass (côté indien de la « ligne de contrôle » séparant l'Inde du Pakistan) dans la plus importante attaque terrestre depuis le début du conflit le 9 mai, au prix de 17 morts côté indien. - (AFP)

### EUROPE

■ **ROYAUME-UNI : le ministre britannique de la défense, George Robertson, a annoncé, lundi 14 juin à Londres, que la Grande-Bretagne participera au programme européen de missile antichars Trigat MP, aux côtés de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique.** Le Trigat MP est une arme d'infanterie, qui porte à 2 400 mètres. Il sert à détruire des blindés ou des objectifs, au sol, renforcés et défendus.

### PROCHE-ORIENT

■ **IRAK : le plan soumis par l'Irak pour la distribution de l'aide humanitaire** pour les six mois à venir dans le cadre du programme « pétrole contre nourriture » a été approuvé, ont annoncé, lundi 14 juin, les Nations unies. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan a informé vendredi dernier par lettre le président du Conseil de sécurité qu'il « approuvait » le plan. Bagdad est autorisé à vendre du pétrole à hauteur de 5,2 milliards de dollars par semestre pour acheter vivres et médicaments. - (AFP)

■ **Le président Saddam Hussein a limogé son cousin, le général Ali Hassan El Majid, de son poste de commandant militaire du sud de l'Irak, a affirmé lundi 14 juin le parti communiste irakien (PCI, opposition).** Dans un communiqué, le PCI, citant des habitants de la ville de Bassorah, indique que le chef de l'Etat irakien a pris cette décision après qu'un conflit entre son fils cadet, Qoussaï et les fils d'Ali Hassan El Majid eut dégénéré en échauffourée, au cours de laquelle Qoussaï pourrait avoir été défiguré. Toujours d'après le PCI, Iyad Fatih El Rawi, ancien commandant de la Garde républicaine, unité d'élite de l'armée, et ancien chef d'état-major, a été nommé à la place d'Ali Hassam El Majid, qui a été rappelé à Bagdad. - (AFP)

■ **IRAN : la représentation iranienne aux Nations unies** a fait savoir, lundi 14 juin, qu'outre les 13 juifs iraniens accusés d'espionnage au profit d'Israël, d'autres personnes soupçonnées d'espionnage avaient été arrêtées récemment en Iran. Dans un communiqué, la représentation n'a pas précisé le nombre total d'arrestations, mais indique qu'« un certain nombre de membres actifs d'un réseau d'espionnage a été identifié et arrêté » et que « parmi les individus arrêtés, 13 sont soupçonnés d'avoir espionné au profit d'Israël ». « Parmi les personnes arrêtées figurent à la fois des musulmans et des juifs et leur arrestation fait suite à une opération de grande ampleur », ajoute le communiqué. - (Reuters.)

## Le Mexique espère 11 milliards de dollars de la communauté internationale

**MEXICO.** Le gouvernement mexicain devrait disposer sous peu de quelque 11 milliards de dollars de prêts de la communauté internationale, qui lui permettront d'éviter les turbulences financières à l'approche des élections présidentielles de décembre 2000, comme ce fut le cas lors des quatre dernières échéances électorales. Juste après le précédent scrutin en 1994, la dévaluation du peso avait menacé l'équilibre du système financier international. L'enveloppe financière attendue par Mexico comprendrait un crédit de 4,2 milliards de dollars de la part du Fonds monétaire international et 6,8 milliards de dollars consentis par les banques centrales des Etats-Unis et du Canada, qui sont les partenaires du Mexique au sein de l'Alena. Le pays pourrait doubler les fonds mis à sa disposition grâce à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement. Le président Zedillo, dont le mandat avait débuté en pleine tempête financière s'est fait un point d'honneur de ne pas quitter le pouvoir dans les mêmes circonstances. Le Mexique pourrait ainsi être le premier pays à bénéficier du fonds de prévention des crises créé par le FMI à la suite de la crise asiatique.

# L'ancien président Carlos Salinas a effectué une visite surprise au Mexique

Vivant en exil depuis quatre ans, il a annoncé à Mexico qu'il ne ferait plus de politique

L'ancien président Carlos Salinas a fait, samedi 12 juin, une visite surprise au Mexique. Carlos Salinas avait fui le Mexique, en mars 1995, au mo-

### MEXICO correspondance

L'ancien président Carlos Salinas de Gortari a fait, samedi 12 juin, une visite spectaculaire à Mexico qu'il avait fui il y a quatre ans, tenu pour responsable du désastre dans lequel son pays avait brusquement sombré. En février 1995, un mois avant son départ précipité, son frère aîné Raul avait été arrêté, soupçonné d'avoir amassé une immense fortune à l'ombre du pouvoir et accusé du meurtre du président du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir, José Francisco Ruiz Massieu.

A peine quelque mois pour que tout bascule, car l'année 1994, la dernière du mandat de Carlos Salinas, aurait dû être celle de l'apothéose. Il avait, en effet, été porté aux nues par les investisseurs étrangers et par ses compatriotes pour avoir donné au Mexique un statut de pays développé, en signant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 avec les Etats-Unis et le Canada l'Accord de libre échange nord-américain (Alena). La fraude électorale qui, selon l'opposition, lui avait permis six

ans plus tôt, en décembre 1988, d'arriver au pouvoir en volant la victoire au leader de la gauche, Cuauhtémoc Cardenas, l'actuel maire de Mexico, semblait bien oubliée. Mais après l'assassinat, en mars 1994, du candidat à la présidence Luis Donaldo Colosio, la fin de l'année tournait au cauchemar. Carlos Salinas n'avait pas réussi à régler le problème de la guérilla du Chiapas et, vingt jours seulement après avoir remis le pouvoir à l'actuel président Ernesto Zedillo, le Mexique explosait : une crise financière sans précédent ruinait des millions de Mexicains.

### « UN ACTE CYNIQUE »

Après quatre ans d'exil à Dublin, ponctué de diverses visites à La Havane, Carlos Salinas, qui n'a jamais été poursuivi par la justice, est revenu chez lui, samedi, régler en quelques heures des affaires de famille : voir son père malade, rassurer son frère en prison, assister à la remise du diplôme de fin d'études de son fils et être témoin au mariage de sa belle-sœur.

Rien de politique dans tout cela.

ment d'une grave crise financière et après une brève grève de la faim pour protester contre la détention de son frère Raul, accusé du meurtre

Mais, d'une main de maître, Carlos Salinas a transformé une visite privée en événement médiatique, provoquant un vif émoi au sein de la classe politique. « *Un acte cynique* », a dit leader de la droite, Vicente Fox. « *Un facteur déterminant de la défaite du PRI en l'an 2000* », a affirmé celui de la gauche, Cuauhtémoc Cardenas. Embarrassé, le PRI est resté plus réservé et le chef du parti, José Antonio Gonzalez, a simplement déclaré : « *Il est revenu pour des raisons personnelles.* »

L'ex-président a assuré, lors de ses interviews, qu'il ne ferait plus de politique. Mais il n'a pas oublié de se présenter comme « un pionnier des privatisations » tout en soulignant qu'au cours de son mandat, « *la pauvreté avait diminué* ». Prudent, il a reconnu qu'il aurait dû être plus attentif aux activités de son frère, condamné en janvier à la peine maximale, cinquante ans de prison, et dont une partie de la fortune - 100 millions de dollars provenant du blanchiment de l'argent de la drogue - reste bloquée en Suisse.

de José Francisco Ruiz Massieu, à l'époque secrétaire général du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929).

En vingt-quatre heures, Carlos Salinas a en quelque sorte pris le pouls de son pays pour voir si un retour définitif était possible. Il n'a fixé aucune date, mais a clairement fait connaître son intention. « *Le Mexique sera toujours mon lieu de résidence permanente* », a-t-il dit. Pour qu'il en soit ainsi, il lui faudra peut-être obtenir le pardon de ceux qui le rendent encore responsable de leur ruine. Devant la somptueuse villa de Coyoacan, un quartier chic de Mexico, où Carlos Salinas avait convoqué la presse, des centaines de personnes se sont rassemblées spontanément et ont laissé exploser leur rage.

« *Il faut l'arrêter, le juger et le forcer à rendre tout l'argent qu'il a volé* », ont-elles crié. A quelques pas de là, au feu rouge d'une grande artère, des enfants de la rue, comme ils le font tous les jours, tournaient en dérision l'ex-président, exécutant pour gagner quelque pesos un tour de cirque le visage recouvert par d'un masque de Carlos Salinas.

André Renaud





## FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 16 JUIN 1999

**DROITE** Charles Pasqua a annoncé, lundi 14 juin, sur TF 1, le lancement du Rassemblement pour la France (RPF), avec Jean-Jacques Guillet, député (RPR) des Hauts-de-Seine,

comme secrétaire général, et Nicolas Dupont-Aignan, député (RPR) de l'Essonne, proche de Philippe Séguin, comme délégué à l'organisation. Le rôle de Philippe de Villiers n'était pas

précisé mardi matin. ● **NICOLAS SARKOZY** avait annoncé en fin d'après-midi sa démission de la présidence intérimaire du RPR et son renoncement à être candidat à la pré-

sidence de ce parti, qui, selon les statuts élaborés par M. Séguin, doit être pourvue par le vote des militants. M. Sarkozy reste secrétaire général du RPR. ● **ALAIN JUPPÉ** est le

candidat de Jacques Chirac à la direction du RPR. Un déjeuner est prévu, jeudi 17 juin, au Sénat, avec l'ensemble des présidents des groupes parlementaires de la droite.

## M. Juppé est appelé à reprendre les rênes d'un RPR menacé par M. Pasqua

Le conseil et le bureau politique du RPR devaient se réunir, mardi 15 juin, pour tenter de trouver une solution à la crise provoquée par la démission de M. Sarkozy et par l'annonce de la création d'un Rassemblement pour la France à l'initiative du cofondateur du mouvement

**ET DE DEUX!** Le 16 avril, Philippe Séguin claquait la porte du RPR en dénonçant, entre autres, les « tentations d'une cohabitation émolliente », les « stratégies suicidaires » de l'entourage présidentiel, l'absence de « loyauté ». Lundi 14 juin, au lendemain de l'échec de la liste qu'il conduisait aux élections européennes, son successeur, Nicolas Sarkozy, s'est trouvé un peu trop « seul ». Après avoir rencontré le président de la République et s'être entretenu avec lui, à plusieurs reprises, pendant la journée de lundi, le président par intérim du RPR a annoncé, dans une brève déclaration, sa démission. Il a remis la « totalité des pouvoirs » au conseil politique, organe non statutaire qu'il avait mis en place le 16 avril. M. Sarkozy, qui demeure secrétaire général du mouvement jusqu'à l'installation d'une nouvelle direction, a précisé qu'« en toute hypothèse » il ne sera pas candidat à la présidence du RPR.

La veille, le député des Hauts-de-Seine avait accepté, à la demande

pressante de Jacques Chirac, de rester à son poste. Les fourchettes, très imprécises, données par les instituts de sondage plaçaient alors la liste RPR-DL devant celle de Charles Pasqua. M. Sarkozy a changé d'avis dans la nuit lorsque les résultats ont inversé l'ordre des deux listes. « Que voulait dire assumer la responsabilité de l'échec, si tout devait continuer comme avant ? », s'est interrogé M. Sarkozy. Tout au long de la soirée électorale, il a pu aussi mesurer sa solitude. Selon un des ses proches, M. Séguin ne lui a pas téléphoné, et M. Sarkozy s'est aussi ému du « silence abyssal » d'Edouard Balladur. L'ancien premier ministre n'a, en effet, réagi dans un communiqué qu'après l'annonce de la démission de son ancien porte-parole, pour la regretter.

Par son geste, arrêté d'un commun accord avec M. Chirac et avec Alain Juppé, l'ex-président par intérim du RPR cherche à favoriser une clarification. Le mouvement gaulliste est-il ou non le parti du président ? Est-il libéral ? Est-il

européen ? Est-il un parti de droite ou un rassemblement ? Quelle articulation faut-il imaginer entre ce mouvement et l'action d'un président de la République aux prises avec la cohabitation ? Toutes ces questions M. Sarkozy les aurait soumise, s'il avait obtenu un meilleur résultat aux européennes, à des « assises de la rénovation ». Il n'est plus en situation de le faire. Il entend donc se mettre en retrait, afin de ne pas payer seul « toutes les additions », qui vont du mécontentement engendré à droite par la politique de M. Juppé aux conditions du départ de M. Séguin, en passant, bien sûr, par la dissolution manquée de l'Assemblée nationale.

Enfin, tout au long de la campagne, M. Sarkozy a pu mesurer le poids des divisions internes, dont beaucoup lui apparaissent comme « du chinois ».

Dernier épisode en date, dimanche, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, a fait savoir à M. Pasqua qu'il allait lancer un ap-

pel à la convocation de nouvelles assises pour « retrouver les sources du gaullisme ». « Nous sommes tout de même le seul parti à présenter deux listes aux européennes, et personne ne dit rien ! C'est comme si, au PS, on avait eu une liste Hollande et une autre conduite par Martine Aubry ! », s'étonne, anonymement, un membre de l'état-major du RPR.

### « C'ÉTAIT INÉVITABLE »

Mardi, MM. Juppé, Debré et Balladur, en compagnie de Christian Poncelet et Josselin de Rohan, devaient donc décider de la suite des opérations, puis faire avaliser leurs propositions par le bureau politique. M. Sarkozy, qui devait assister à ces réunions, a laissé libre l'ordre du jour. La nouvelle direction collégiale va devoir s'employer rapidement à contenir une éventuelle hémorragie des militants et des élus en direction de M. Pasqua.

Sans tarder, en effet, le sénateur des Hauts-de-Seine a annoncé, lundi soir, sur TF 1, la création du Rassemblement pour la France.

« Ce courant qui a donné naissance à la deuxième force politique de ce pays, il faut l'organiser. C'est ce à quoi je vais me consacrer », a affirmé M. Pasqua, avant d'annoncer deux nominations : celle de Jean-Jacques Guillet, député (RPR) des Hauts-de-Seine, comme secrétaire général du nouveau RPF, et celle de Nicolas Dupont-Aignan, député (RPR) de l'Essonne, comme délégué à l'organisation.

Regrettant que le chef de l'Etat se soit impliqué dans la campagne des européennes, l'ancien ministre a indiqué qu'il ne se range pas « derrière la bannière de Jacques Chirac, mais pas contre non plus ». « Ce qui se passe au RPR ne me concerne plus. J'ai regretté la dérive, l'abandon des principes, des idées qui avaient présidé à sa création, je ne peux que constater avec regret le résultat, mais c'était inévitable. Il lui appartient de trouver en son sein, s'il le peut, les moyens de sa rénovation, mais ce sera sans moi », a ajouté M. Pasqua.

Seuls quatre députés – MM. Guillet et Dupont-Aignan,

Lionnel Luca et Jacques Myard – et quatre sénateurs – Charles de Cuttoli, Paul d'Ornano, Christian de la Malène et Jean-Pierre Schosteck – s'étaient engagés pendant la campagne aux côtés de M. Pasqua. Compte tenu du résultat du 13 juin, les parlementaires pourraient être plus nombreux à avoir le courage de prendre des distances avec l'appareil du RPR. L'association Debout la République, présidée par M. Dupont-Aignan, en comptait dix-huit lors de sa création, au mois de mars. Vingt députés RPR et vingt-trois sénateurs RPR avaient par ailleurs voté, le 18 janvier, au Congrès de Versailles, contre la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam.

Au niveau des militants, le fonds de commerce pourrait être d'autant plus important que les entreprises de renouvellement menées par M. Juppé, puis par MM. Séguin et Sarkozy ont évidemment engendré des déçus.

Jean-Louis Saux

### Trois présidents en quatre ans

● **12 novembre 1994** : après l'annonce de sa candidature à l'élection présidentielle, Jacques Chirac annonce, lors d'un congrès exceptionnel du RPR, sa démission de la présidence du parti, qu'il occupait depuis sa création, en 1976. Alain Juppé est nommé président par intérim.

● **9 mai 1995** : au lendemain de l'élection de M. Chirac à la présidence de la République, Jean-François Mancel est nommé secrétaire général du RPR.

● **15 octobre** : M. Juppé, seul candidat, est élu président du RPR.

● **6 juillet 1997** : un mois après l'échec de la droite aux élections législatives anticipées, des assises extraordinaires du RPR élisent Philippe Séguin à la présidence du mouvement. M. Mancel est écarté du secrétariat général.

● **31 janvier 1998** : M. Séguin fait approuver par des assises nationales

le projet de modernisation du RPR. Nicolas Sarkozy est nommé secrétaire général et Charles Pasqua conseiller politique auprès du président.

● **12-13 décembre** : pour la première fois, le président du RPR est élu par l'ensemble des adhérents. M. Séguin, qui recueille 95 % des suffrages, est confirmé à son poste.

● **1<sup>er</sup> janvier 1999** : M. Pasqua annonce sa décision de conduire une liste aux élections européennes du 13 juin. Sa décision intervient au lendemain de la convocation du Parlement en Congrès pour ratifier le traité d'Amsterdam, alors qu'il réclamait l'organisation d'un référendum.

● **16 avril** : M. Séguin démissionne brutalement de la présidence du RPR en dénonçant la politique du président de la République. Le 21 avril, M. Sarkozy est nommé président par intérim.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
**Office Spécial de Publicité**  
47, rue Louis Blanc 92984 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.01.84 - Fax : 01.43.33.51.36

**75** Vte s/liquid. Jud. et Baisse de M. à Prix au Palais de Justice de PARIS  
**Jeu 24 Juin 1999 à 14h 30 - En un seul lot**  
**APPARTEMENT (7 P. P.) à PARIS 17<sup>ème</sup>**  
**6, avenue Mac Mahon**  
à usage mixte - 256 m<sup>2</sup> environ au 3<sup>ème</sup> étage  
**MISE A PRIX : 2.000.000 F**  
S'adr. à la SCP B. de SARIAC, A. JAUNEAU, Avocats à PARIS 8<sup>ème</sup>, 42, avenue George V - Tél : 01.47.20.43.76 (uniquement de 10h à 12h)  
**Me Ch. BARUCQ**, Avocat à PARIS 16<sup>ème</sup>, 85, avenue Mozart  
**Tél : 01.42.88.10.34 - Me JOSSE**, Mandataire Judiciaire à PARIS 1<sup>er</sup>, 4, rue du Marché-Saint-Honoré - **Me PIERREL**, Mandataire Judiciaire à PARIS 13<sup>ème</sup>, 211, boulevard Vincent Auriol  
*S/lieux pour visiter les Vendredi 25 Juin et Mardi 29 Juin 1999 de 10h à 11h*

**75** Vente au Palais de Justice de PARIS,  
**Lundi 28 Juin 1999 à 14h**  
**HOTEL PARTICULIER à PARIS 16<sup>ème</sup>**  
**18, Villa Scheffer** - de 226,5 m<sup>2</sup> - Inoccupé  
**MISE A PRIX : 3.000.000 F**  
S'adresser à la SCP GRANRUT VATIER BAUDELLOT & Associés (Maître Daniel PAQUET), Avocats, demeurant, 12, Rue d'Astorg 75008 PARIS - Tél : 01.53.43.15.47  
*Visites lex : Jeudi 24 Juin 1999 entre 12h et 18h  
Vendredi 25 Juin 1999 entre 12h et 18h  
Samedi 26 Juin 1999 entre 10h et 13h*

**78** Vente s/Folle Enchère au Palais de Justice de VERSAILLES  
3, place André-Mignot - **Mercredi 30 Juin 1999 à 9h**  
**PROPRIETE à ACHERES**  
à usage de maison de retraite  
**41, rue Paul-Vaillant-Couturier**  
**MISE A PRIX : 5.000.000 F**  
*Avec faculté de baisse*  
Pour tous renseignements, s'adresser à la SCP SILLARD et Associés, 73 bis, rue du Maréchal Foch (78000) VERSAILLES  
**Tél : 01.39.20.15.75 - Fax : 01.39.20.15.99**  
http://www.jurisva.com/SILLARD-AVOCATS et  
E-mail : sillard.avocat@jurisva.com - MINITEL 3617 ADJUDIC

## Charles Pasqua s'installe à son compte

L'« **HOMME DE L'OMBRE** » est – enfin – passé à son compte. Au lendemain d'un scrutin qui l'a propulsé au sommet des décomptes de la droite, Charles Pasqua, qui a fêté son soixante-douzième anniversaire le 18 avril, a franchi le

### PROTRAIT

Le sénateur des Hauts-de-Seine, qui estime que l'héritage du général a été « trahi », veut faire revivre ses engagements passés

pas. En rallumant, au soir d'une carrière politique entièrement vouée au service du gaullisme, la flamme du RPF – dont il a été l'un des membres fondateurs, dans les Alpes-Maritimes, en avril 1947 –, le sénateur des Hauts-de-Seine, qui estime que l'héritage du général a été « trahi », veut faire revivre ses engagements passés.

Son admiration pour le général, teintée de piété religieuse – à l'automne 1985, il emmène les sénateurs RPR en pèlerinage en Irlande –, date d'un engagement contracté à seize ans dans la Résistance, qui lui a valu la médaille de la France libre. Fils de fonctionnaire, il gravit, à partir de 1952, les échelons de la société Ricard, dont il est nommé, en 1963, directeur général des ventes et exportations. Parallèlement, il recrute pour l'un des services d'ordre du mouvement gaulliste, le Service d'action civique (SAC). Il en est le vice-président lorsqu'il fonde, en 1968, les Comités de défense de la République (CDR). Après avoir organisé, le 30 mai, la grande manifestation de

soutien au général, il se décide à entamer une carrière politique publique, tout en prenant officiellement ses distances avec son activité dans les réseaux. Il démissionne du SAC en 1969.

Elu député des Hauts-de-Seine en 1968, il devient conseiller général à Levallois-Perret en 1970, et perd son siège de député trois ans plus tard. Président du conseil général des Hauts-de-Seine de 1973 à 1976, il entre en 1974 dans l'état-major de l'Union pour la défense de la République (UDR) et se voit confier l'animation du mouvement.

Orphelin de De Gaulle, il cherche un héritier au gaullisme, et place ses espoirs dans la personne de Jacques Chirac. Il met ses compétences de « chef mécanicien » à son service lors de la transformation de l'UDR en RPR, en 1976. Cinq ans plus tard, alors que des défaites aux législatives et aux cantonales l'ont conduit à trouver refuge au Sénat, il est encore le bras droit du maire de Paris – engagé dans la course à la présidentielle –, comme « responsable de l'organisation pratique et matérielle » de sa campagne. Il est récompensé en 1986, lors de la première cohabitation, en devenant ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Jacques Chirac. Mais dès l'automne de 1986, le charme est rompu. La rupture est consommée après la nouvelle défaite de son mentor, en 1988, que solde la réélection de François Mitterrand.

En février 1990, il tente une première fois de se mettre à son compte. Mais l'offensive contre la direction du RPR, qu'il conduit avec Philippe Séguin, tourne court. Deux ans plus tard, les deux rebelles se retrouvent une nouvelle fois côte à

côte face au président du RPR, lors de la bataille de Maastricht. Ni la – courte – victoire du « oui » lors du référendum de septembre 1992, ni la sévère défaite personnelle qu'il enregistre, un an plus tard, dans la course à la présidence du Sénat, ne le dissuadent de creuser, auprès de l'électorat populaire, le sillon du « souverainisme ». Il se décide à jouer la carte de l'indépendance d'action et de parole.

### DERRIÈRE BALLADUR EN 1995

Après avoir été marginalisé au Palais du Luxembourg, il obtient, en 1988, la présidence du groupe RPR du Sénat et retrouve, la même année, celle du conseil général des Hauts-de-Seine. En 1993, il revient Place Beauvau ; à sa demande, Edouard Balladur a ajouté l'aménagement du territoire à ses attributions de 1986. Deux ans plus tard, il soutient M. Balladur, contre M. Chirac, lors de la campagne présidentielle. Très vite, il prend ses distances avec la politique conduite par le gouvernement d'Alain Juppé. Plusieurs mois avant la dissolution de l'Assemblée nationale, il parle de « déconfiture ».

Après l'échec de la droite aux élections législatives de juin 1997, il est à la manœuvre pour faire accéder Philippe Séguin à la présidence du RPR, dont il devient le conseiller politique. A la fin de 1998, il démissionne de ces fonctions pour préparer son entrée dans la campagne des européennes. Le 16 avril, le renoncement de son ancien compagnon de route l'incite un peu plus à rompre définitivement les amarres avec le RPR.

Jean-Baptiste de Montvalon

## A Toulon, M. Marchiani s'impose en homme « providentiel » pour la droite

### TOULON

de notre correspondant

Il est près de minuit quand il fait son apparition, dimanche 13 juin, dans le vaste salon du quatrième étage de la préfecture du Var. Le préfet, Hubert Fournier, a du mal à cacher son étonnement. Jean-Charles Marchiani le salue avec affectation, l'entraîne à l'écart et lui demande quelques informations sur le dépouillement en cours. M. Fournier, qui quitte le département le lendemain, y perdrait de son affabilité, tant la rencontre lui paraît déplacée. Il s'esquive, tandis que son prédécesseur distribue sourires et poignées de main, demande à voir un fonctionnaire des renseignements généraux, hèle un serveur qui lui présente un whisky.

Improvisant une courte conférence de presse, M. Marchiani s'étonne à la fois du succès de la liste Pasqua-de Villiers, sur laquelle il vient d'être élu député européen et qui flirte avec les 21 % à Toulon, et du score de l'extrême droite, qui « se maintient bien » dans la ville-préfecture (17,57 %) : « Il va falloir encore que je me droitis... », commente-t-il. L'ancien préfet du Var est engagé dans la campagne des élections municipales à Toulon, avec la bénédiction de quelques élus d'extrême droite

et d'Hubert Falco, sénateur (DL) et président du conseil général. Durant les vingt-deux mois qu'il avait passés dans le département, de novembre 1995 à juillet 1997, il s'était trouvé bien des convergences « chrétiennes » et « morales » avec le Front national local. « M. Marchiani a laissé une bonne impression dans notre ville. Par le passé, nous nous sommes retrouvés sur des combats communs. Il y a d'autres points sur lesquels on pourrait encore se retrouver », assure le maire, Jean-Marie Le Chevallier (apparenté FN).

« Les conditions sont maintenant remplies pour que je sois candidat avec une équipe nouvelle »

L'ancien préfet n'a jamais fait mystère de ses sympathies pour certains élus frontistes « comme Mme de la Brosse ou M. Gestat de Garambé, dont les valeurs morales,

dit-il, sont proches des miennes ». Si la première refuse de quitter Jean-Marie Le Pen, le second semble prêt à rejoindre le nouveau député européen dans une équipe municipale, tant, estime-t-il, « nos idées et nos valeurs sont proches ». D'autres élus et sympathisants d'extrême droite se prennent à espérer en une aventure avec M. Marchiani, plus prompt à fustiger les responsables de l'« ancien système basé sur le clientélisme, le partage des places, le manque de convictions » qu'à attaquer la majorité municipale en place depuis 1995.

Dans le département, l'extrême droite a subi un recul, réunissant 14,52 % des suffrages, dimanche, alors qu'elle en avait obtenu 19,46 % aux élections européennes de 1994 et 28,99 % aux régionales de mars 1998. A Toulon, la liste Pasqua-de Villiers, arrivée en tête, a devancé de plus de 4 000 voix celle que conduisait Nicolas Sarkozy. « Toutes les conditions sont maintenant remplies pour que je sois candidat pour Toulon avec une équipe nouvelle, qui conduira la ville sur des chemins nouveaux », a déclaré M. Marchiani. Son message a été reçu au-delà même de ses espérances puisque, dès lundi, M. Falco lui a fait savoir, par un

émisnaire, qu'il le soutiendrait aux municipales de 2001, avant de publier un communiqué exhortant l'électorat de droite à se rassembler « autour du candidat le mieux placé pour gagner ».

Installé dans son rôle d'homme providentiel, M. Marchiani affirme : « On ne peut laisser Toulon dans la désespérance, dans l'inquiétude. Cette ville a besoin d'une ambition, besoin d'être dirigée en dehors des partis politiques. » Et M. Le Chevallier lance en écho : « Le Rassemblement pour la France et le Front national, c'est exactement pareil au-delà des sigles. M. Pasqua exprime des idées qui sont celles que j'ai défendues durant quinze ans au Parlement européen. Il y a une sensibilité de droite qui devrait, aux prochaines municipales, s'imposer et, si toutes les droites ne font pas trop de bêtises, comme ce fut le cas par le passé, on ne donnera pas Toulon à la gauche comme on lui a donné la région PACA. »

Voilà donc M. Marchiani en « blanchisseur » de voix et d'élus d'extrême droite, la droite toulonnaise y voyant le moyen de n'avoir pas à payer le prix d'un compromis dont elle espère tirer les bénéfices.

Josef Lenzi



# Après ce nouvel échec électoral, l'Elysée tente de contenir l'impatience des ambitions

**JUSQU'À 15 %-16 %**, Jacques Chirac avait une stratégie. En dessous, il n'en a pas. Cela fait des mois qu'à l'Elysée on prépare l'« après-13 juin », mais on n'avait jamais imaginé qu'il ressemblerait aux premières heures de ce lundi 14 juin, lorsque le pire a été confirmé : Charles Pasqua a devancé Nicolas Sarkozy. Dès lors, tout ce qui avait été envisagé, la veille – et, notamment, le maintien de M. Sarkozy à la présidence par intérim du RPR – est devenu caduc. En quelques heures, il a fallu choisir, trancher, freiner les initiatives qui se multipliaient, subir les autres, avec le sentiment fâcheux de ne pas maîtriser grand-chose.

Comme d'habitude, c'est vers Alain Juppé que Jacques Chirac s'est tourné. Celui-ci avait une exigence : préserver son avenir au sein du RPR. Après tout, pour l'ancien premier ministre, les résultats du 13 juin sont presque un soulagement. La débâcle des autres – la démission fracassante de Philippe Séguin en pleine campagne, l'échec sans précédent de M. Sarkozy – relativise sa propre impopularité et, surtout, sa fragilité judiciaire. Mercredi 16 juin, M. Juppé devrait d'ailleurs obtenir une première indication sur son avenir, en fonction du rejet ou non de son pourvoi, par la Cour de cassation, dans l'affaire du financement du RPR instruite par le juge d'instruction de Nanterre Patrick Desmure.

Parallèlement, il importait pour le chef de l'Etat de contenir tout de suite une éventuelle révolte des parlementaires, que Charles Pasqua et Philippe de Villiers s'empresseraient d'exploiter. Les présidents de groupe de l'opposition, à l'Assemblée comme au Sénat, ont donc été priés de tenir fermement leurs troupes. Dans l'après-midi, les communiqués se sont ainsi multipliés, pour indiquer aux parlementaires que la rénovation, la reconstruction, la refondation, bref rien de moins que l'avenir de l'opposition repose sur eux. Un des fidèles de M. Chirac, l'ancien ministre Dominique Perben, a été chargé de transmettre la consigne présidentielle. Appelant lundi au « rassemblement des parlementaires de l'opposition » destiné à « construire un projet commun derrière le président de la République », il a indiqué que « ce rassemblement devra se traduire dans une profonde réorganisation des structures de l'opposition ».

Il ne présente que deux avantages : s'appuyer sur le « club de 50 % », selon la formule d'un responsable, c'est-à-dire sur ceux qui, à droite, savent qu'ils ne pourront être réélus dans leur mairie ou dans leur circonscription que si l'opposition est unie face à la gauche ; intégrer les deux présidents centristes, Philippe Douste-Blazy, pour l'Assemblée et Jean Arthuis pour le Sénat, afin de tenir les troupes centristes de François Bayrou, dont le chef de l'Etat redoute désormais les ambitions présidentielles. Cette organisation de l'opposition parlementaire devrait se doter sous peu d'un porte-parole, au choix duquel M. Chirac se montrera particulièrement attentif puisqu'il deviendra implicitement le sien.

## Redistribution des cartes dans la bataille de Lyon

**LYON**  
*de notre correspondant régional*  
Les élus RPR de Rhône, restés « légalistes », pour la plupart, durant la campagne des élections européennes, ont été mis « KO » par le résultat calamiteux obtenu dans leur département, mais aussi à Lyon, par la liste Sarkozy-Madelin. Dans cette ville que le parti gaulle souhaitait conquérir en 2001, à la faveur du départ programmé de son maire, Raymond Barre (app. UDF), la liste du RPR et de DL, avec 14,34 % des voix, a été devancée, comme dans le Rhône, par celle de Charles Pasqua et Philippe de Villiers (14,77 %). C'est une énorme surprise, reconnaît un cadre du RPR, qui comptait fermement sur ce scrutin pour imposer définitivement la candidature d'Henry Chabert (RPR), deuxième adjoint au maire de Lyon et député du Rhône. M. Chabert, qui avait occupé le même poste auprès de Michel Noir de 1989 à 1995, est entré très tôt en campagne, n'hésitant pas à s'opposer publiquement à certaines initiatives du maire, mais aussi à ferrailler avec celui qui était considéré, il y a quelques mois encore, comme le « dauphin » de M. Barre, Christian Philippe (UDF).

Lyon vit depuis plusieurs mois au rythme d'une précampagne électorale, ponctuée de sondages tous favorables au député de la Croix-Rousse. Lorsque Nicolas Sarkozy est venu, le 10 juin, pour sa dernière réunion publique des

élections européennes, il a mis ostensiblement en avant M. Chabert, dont le rival au sein du RPR, Jean-Michel Dubernard, lui aussi adjoint au maire et député, était tenu à l'écart. Ce jour-là, tout semblait indiquer que cette formation mènerait coûte que coûte la bataille de Lyon, si nécessaire contre l'UDF.

Le mauvais score obtenu par la liste RPR-DL met-il en cause cette stratégie ? « Non », affirme avec véhémence Michel Forien, président du comité départemental du RPR et un des plus ardents partisans de la candidature de M. Chabert. Cependant, les amis de Charles Pasqua – dont le maire du 2<sup>e</sup> arrondissement, Albéric de Lavernée (RPR) – ne resteront probablement pas à l'écart de la bataille, non plus que Charles Millon, ancien président du conseil régional, qui a apporté son soutien, trois jours avant le scrutin européen, à la liste Pasqua-de Villiers.

La gauche, pour sa part, se montre de plus en plus combative. Depuis 1995, elle dirige trois arrondissements sur neuf. Election après élection, elle gagne du terrain. Gérard Collomb (PS), maire du 9<sup>e</sup> arrondissement, savoure les résultats des élections européennes, qui ont placé son parti en tête dans cinq arrondissements, et les Verts dans un arrondissement. « Pour la première fois, le Parti socialiste est la première force politique à Lyon », souligne M. Collomb, candidat à la mairie. La

gauche « plurielle » ne totalise, cependant, sur l'ensemble de la ville, que 37,61 % des suffrages, contre 42,16 % à la droite modérée. Conseiller régional, Etienne Tête (Verts) reste prudent : « Gagner Lyon sera difficile. Pour obtenir le meilleur résultat, il faudrait que des leaders politiques s'engagent à Lyon, comme le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Jean-Jack Queyranne, mais ce serait ouvrir la guerre entre lui et Gérard Collomb », analyse le chef de file des écologistes.

Claude Francillon

## François Bayrou et l'UDF veulent préserver leur liberté d'action

**LA CRISE** du RPR offre à la direction de l'UDF un prolongement apprécié à la satisfaction du pari gagné dans les urnes, dimanche 13 juin. Apprécié et légèrement goguenard : pour avoir elle-même éclaté, au printemps 1998, à la suite des élections régionales, l'UDF est bien placée pour savoir que les prochains mois risquent d'être difficiles pour le parti gaulliste. En attendant d'en savoir plus sur la tournure que prendront les événements, les centristes restent prudents. « On regarde le RPR et on attend de voir ce qui en sort » avant de prendre des initiatives, commentait-on, lundi, au siège de l'UDF.

François Bayrou s'est même accordé le petit plaisir de prodiguer quelques conseils à ses partenaires RPR et de se poser en pôle de stabilité. « L'UDF a réussi à reconstituer un courant politique majeur (...). J'espère que les autres en feront autant » et que le RPR trouvera, « comme l'UDF

l'a fait en son temps, ses réponses et que sa rénovation s'accomplisse », a-t-il déclaré sur France-Info, lundi. Le président de l'UDF a ajouté souhaiter que Nicolas Sarkozy, « après la période agitée qui vient d'être vécue, trouve sa place dans le dispositif de l'opposition ».

**DÉMOCRATIE LIBÉRALE PLOMBÉE**  
La magnanimité n'exclut cependant pas la méfiance. Alors que, lundi, Raymond Barre a encouragé l'UDF à « maintenir l'autonomie acquise », la direction centriste récusé par avance toute initiative qui aurait pour objectif de rogner sa liberté d'action. « L'union, d'accord, mais pas dans les conditions d'hier. Aujourd'hui, une chose est posée : il y a une opposition plurielle, et il n'y a plus de parti dominant », explique Marielle de Sarnez, conseillère de M. Bayrou et nouvelle députée européenne. Interrogé sur l'opportunité, à droite, d'états généraux,

le président de l'UDF a rappelé ses priorités : « Chacun fait les états généraux qu'il veut. Nous, nous sommes en bonne santé (...) et notre travail et nos forces vont être concentrés sur le projet, sur la préparation de l'avenir, le soutien à des équipes nouvelles que nous mettons sur le terrain. Nous n'en sommes plus à l'hésitation, nous en sommes à l'action. » Mercredi, un bureau politique doit préciser le cadre de cette action.

Le bilan politique du scrutin sera plus amer pour les responsables de Démocratie libérale, qui se réunissent mardi matin. L'alliance privilégiée avec le RPR coûte cher au parti d'Alain Madelin, entraîné par le fond avec le score de M. Sarkozy. Une réorganisation de l'opposition sur la base d'une alliance à trois entre le RPR maintenu, Charles Pasqua et M. Bayrou ne serait pas de nature à l'aider à remonter.

Pascale Robert-Diard

Cécile Chambraud

Problème de pellicules?

Neutralia dermo-protecteur des Laboratoires Garnier.  
Le seul shampooing antipelliculaire & soin apaisant qui élimine durablement les pellicules et calme chaque jour les démangeaisons.

NEUTRALIA : LA SANTÉ DU CUIR CHEVELU.

GARANTI PAR LES LABORATOIRES GARNIER PARIS

# A Marseille, le succès de la liste Pasqua-Villiers n'inquiète pas Jean-Claude Gaudin (DL)

Le PS craint que l'éclatement du FN ne joue à son détriment lors des prochains scrutins

Les proches de Jean-Claude Gaudin, le maire (DL) de Marseille, affichaient leur sérénité, lundi 14 juin, en dépit des résultats du scrutin euro-

péen au niveau de la municipalité : la liste conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers a récolté 13,41 % des suffrages exprimés et

devance celle de Nicolas Sarkozy (RPR) et d'Alain Madelin, le président de Démocratie libérale, qui a obtenu 11,42 % des voix.

## MARSEILLE

*de notre correspondant régional*  
Dans l'entourage du maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin (DL), sénateur des Bouches-du-Rhône, on affichait, lundi 14 juin, une relative sérénité, malgré l'incontestable gifle que représente l'arrivée en tête, dans la ville, de la liste Pasqua-Villiers, alors qu'aucune personnalité connue n'a pris position ici pour les thèses « souverainistes » ! Aux pessimistes et oublieux, qui croyaient y lire un revers pour le maire et son premier adjoint, Renaud Muselier (RPR), militants de la liste Sarkozy-Madelin, on rappelait d'abord que la déferlante Tapie de 1994 (28 % des voix) avait été suivie de la victoire de la droite aux municipales en 1995, l'année suivante.

L'analyse des chiffres venait ensuite renforcer cette interprétation optimiste. La gauche représentait, en 1994, avec Bernard Tapie, Michel Rocard, Francis Wurtz et Jean-Pierre Chevènement, 46 % des voix ; elle n'en réunit cette année (PS, PCF et Verts), que 39 %. Pour le bloc des droites républicaines, les addi-

tions montrent au contraire une progression de plus de 3 points de pourcentage, pour autant qu'on agglomère les suffrages des listes Sarkozy (11,42 %), Bayrou (6,88 %) et Pasqua-Villiers (13,41 %), ce que Charles Pasqua précisément, refuse de faire.

En fait, si le calme régnait à la tête de la droite marseillaise, c'est surtout en raison de deux paradoxes. Le premier tient précisément au fait que M. Pasqua a réalisé son score sans chef de file local reconnu. Bernard Leccia, ancien député des quartiers nord, adjoint au maire, est réputé être son plus proche ami, mais c'est un personnage qui ne dispose pas d'un très grand poids, et on ne l'a pas entendu récemment ni, même, pendant la campagne.

M. Muselier, patron départemental du RPR et premier adjoint au maire, devait rencontrer M. Leccia, lundi soir, pour sonder ses intentions, mais il s'agissait probablement plus d'une affaire de parti que d'une affaire de mairie. Les amis de M. Pasqua peuvent peser lourd dans le gaullisme, car la fédération est plus « séguino-pasquaienne »

que « sarkozo-madeliniste », mais ils ne disposent pas, pour le moment, d'une personnalité pouvant bousculer l'équipe Gaudin-Muselier. Comme le soulignait un collaborateur de M. Gaudin, un candidat à la mairie, ça ne se fabrique pas comme ça. Le score surprise de M. Pasqua, outre qu'il doit être relativisé puisqu'il ne représente que 3,6 points de plus que celui de Philippe de Villiers seul en 1994, ne suffit pas à menacer le personnel politique de la droite locale.

L'autre paradoxe réjouissant pour la droite est la parité approximative entre Jean-Marie Le Pen et Bruno Mégret : le « vieux » est en tête, avec 9,19 % des voix, contre 8,41 % pour « l'olibrius ». L'entourage de M. Gaudin y voit la garantie qu'ils vont encore passer quelques années à s'étriper, et il n'y a rien de meilleur pour la droite marseillaise. Très cyniquement, et *off the record*, un dirigeant socialiste confirmait le propos : « *Ce qui est dramatique, c'est la partition parfaite du FN : cela signifie qu'ils ne passeront pas la barre des 10 %, sauf peut-être dans nos secteurs. On aura donc des duels au lieu*

*de triangulaires.* » Ce cas de figure est évidemment inquiétant pour le PS, qui a pris l'habitude de gagner grâce au poids du FN.

A Marignane et à Vitrolles, en revanche, le débat semble tranché. Le Mouvement national a laminé le Front national - 26,41 % contre 7,36 % dans le premier cas, 24,03 % contre 2,86 % dans le second -, ce qui réjouissait fort la fédération mégrétiste. Mécontent de son score marseillais, le MN était satisfait, en revanche, d'être sorti victorieux de son duel à l'échelle départementale (8,70 % pour la liste Mégret, 7,10 % pour la liste Le Pen). Hubert Fayard, secrétaire départemental du MN et premier adjoint au maire de Vitrolles, se félicitait surtout du faible score des listes de droite dans sa commune. Réunies, elles représentent 20 % des voix, tandis que la liste Mégret en rassemble plus de 24 %. C'est plus qu'aux élections régionales de 1998, même si cela reste loin du premier tour des élections municipales de 1997, où Catherine Mégret rassemblait 44 %.

Michel Samson

# Les mauvais résultats du FN alimentent de nouvelles critiques contre M. Le Pen

Le président du FN face aux rivalités de ses lieutenants

L'AUTOCRITIQUE n'est pas dans la culture de l'extrême droite représentée par le président du Front national, Jean-Marie Le Pen. Le communiqué diffusé à l'issue du bureau politique, lundi 14 juin, en est une caricature. Il explique en effet que le BP « a observé, avec satisfaction, que les résultats de la liste [FN] démentaient les prédictions pessimistes ou malveillantes présentées tout au long de la campagne ». Il se réjouit d'un « succès global » et « définitif ». Et, « à l'unanimité, s'honore d'avoir en Jean-Marie Le Pen l'homme qui tiendra d'ici 2002 les promesses de l'aube nationale ».

Cet unanimité dans l'allégeance au président-fondateur anticipe quelque peu sur le congrès du parti prévu à Pâques 2000. Il traduit surtout une volonté de Jean-Marie Le Pen de maîtriser, sinon tuer dans l'œuf, des contestations et des prétentions qui ne demandent qu'à s'exprimer. S'estimant débarrassé de son ex-délégué général, Bruno Mégret, Jean-Marie Le Pen n'est pas, pour autant, quitte de tout souci. Il lui faut faire face aux critiques sur son insuccès dans cette campagne européenne dont il a voulu être le seul et unique responsable : avec moins de 6 % des voix et 5 députés européens contre onze sortants, le FN réalise son plus mauvais score depuis quinze ans. Et il lui faut répondre à la contestation étouffée mais réelle, au sein de ses fidèles,

contre son népotisme, son autocratie et également son entêtement dans l'affrontement avec les mégrétistes qui a amené à la scission. Son seul atout vient de l'éclatement des contestataires. Liés par leur animosité contre Bruno Mégret, ils ont aujourd'hui des intérêts divergents.

Dimanche soir, Samuel Maréchal, gendre de M. Le Pen et actuel directeur de la communication, a expliqué qu'il plaiderait pour une « restructuration » du parti afin de tenir compte des demandes d'« expression » et de préparer l'après-Le Pen, qu'il souhaite « le plus tard possible, quand le président le voudra ». Il a relancé son projet de création de « plusieurs directions » remplaçant le secrétariat général et la délégation générale.

Or cette hypothèse a été immédiatement rejetée par l'actuel délégué général, Carl Lang, pour qui « le fonctionnement collégial est le meilleur moyen de rendre les structures impuissantes ». Et M. Lang d'affirmer que lui et Bruno Gollnisch, le secrétaire général, dont beaucoup critiquent le manque de disponibilité, ne démissionneront jamais. Interrogé, dimanche soir, sur les propositions de M. Maréchal, M. Le Pen a réagi avec colère : « Je n'ai jamais entendu parler de cette idée. Jusqu'à preuve du contraire, il y a un président et c'est lui qui dirige. »

Christiane Chombeau

# En Aquitaine, les chasseurs consolident leur position d'arbitres

## BORDEAUX

*de notre correspondante*  
Les chasseurs girondins sont restés très sages, lundi 14 juin, à la lecture des résultats de « leur »

## REPORTAGE

« Les ruraux se rendent compte qu'on est les seuls à les écouter »

liste, Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT). Celle-ci est arrivée dans le département, avec 12,49 % des voix, deuxième derrière la liste socialiste (23,93 %). Aux élections européennes de 1994, elle avait obtenu 9,50 % des suffrages. Les Landes et la Charente-Maritime voisines, autres fiefs de chasseurs, sont parmi les départements où CPNT a obtenu ses meilleurs résultats, loin de la Somme (27 %), mais, comme la Manche, au-dessus de 16 %. Avec la Picardie, l'Aquitaine est la région où les chasseurs se sont le plus mobilisés. En Gironde, dans treize cantons sur cinquante-quatre, la liste CPNT est arrivée en tête, avec des scores de 17 % à... 44 %. Ses plus gros succès se situent dans le Médoc et le Blayais, au nord du département, et dans le Bazadais, au sud.

Henri Sabarot savoure cette victoire. « Enfin la reconnaissance de notre parti ! », souffle le président de la fédération des chasseurs de Gironde et du conseil régional cynégétique. Depuis 1997, il est à la tête de la plus grande fédération de France (soixante mille adhérents). En trente-troisième position sur la liste CPNT, il était encore, lundi matin, un peu abasourdi par le score. Carcans, la petite commune de 1 500 habitants qu'il administre depuis 1995, installée entre les pins et l'océan Atlantique, au milieu du Médoc, n'a pas manqué à l'appel : 43,7 % des suffrages sont allés gonfler les résultats de CPNT, soit 10 points de pourcentage de plus qu'en 1994.

Les trois quarts des hommes du village chassent. C'est culturel : ici, on se contente d'une séance de cinéma par semaine et de l'animation touristique l'été. On préfère de loin le spectacle de la nature, fusil au bras, au cas où... Un chasseur digne de ce nom a quatre chiens et autant de fusils. « Pour

une bonne partie du Médoc, la chasse est le seul plaisir à portée de tous, affirmait M. Sabarot dans le *Journal du Médoc*, hebdomadaire local. C'est la soupe de sécurité au niveau sociologique. »

Les récentes décisions judiciaires, nationales et européennes, ont mis le feu aux poudres. Au Café du Commerce, on ne parlait que de ça. « Les discussions étaient houleuses, se rappelle Sylvie Landureau, cogérante du café et femme de chasseur. Ici, les gens chassent parce qu'ils aiment ça, c'est leur sport. Alors, quand ils se sont sentis menacés, ils sont allés voter CPNT. » « Mais la politique, continue-t-elle, ça ne les intéresse pas vraiment. Aujourd'hui, ils savent qu'ils ont des élus et ils comptent sur eux pour défendre leurs positions. » Le maire, amateur de chasse à la bécasse, parle d'un vote de confiance et de sanction. « Les ruraux en ont marre qu'on les prenne pour des cons avinés, dit M. Sabarot, et ils se rendent compte qu'on est les seuls à les écouter, alors que les autres partis font des promesses au moment des élections. »

## DANSE DU VENTRE DU PS

Cette nouvelle donne va renforcer le poids de CPNT au conseil régional d'Aquitaine, où les chasseurs, avec neuf élus, jouent déjà les arbitres, la gauche « plurielle » ne disposant que d'une majorité relative (quarante sièges sur quatre-vingt-cinq). Le président du conseil régional, Alain Rousset (PS), n'a pas pu faire adopter son budget 1999 en raison du vote contre de CPNT (*Le Monde* du 17 février). De leur côté, les Verts (trois élus) ont demandé, récemment, plus de clarté de la part des socialistes, qui font la « danse du ventre » devant les élus chasseurs. Pendant la campagne des européennes, le socialiste Gilles Savary, vice-président du conseil régional et maintenant député européen, s'était prononcé pour une grande loi cynégétique (*Le Monde* du 29 mai).

Même si Jean Saint-Josse, tête de liste CPNT, élu au Parlement européen, a annoncé sa démission de son mandat de conseiller régional, le rapport de forces pourrait se durcir. A l'horizon des municipales de 2001, la chasse... aux voix est ouverte.

Claudia Courtois

# À quoi bon faire des affaires à l'international si vos bénéficiaires partent dans la facture de téléphone ?

1,08 F/mn HT

Pas d'abonnement • Seulement 0,44 F/mn TTC (0,37 F/mn HT) jour et nuit partout en France\*\* • Pas de frais de dossier • Aucun frais fixe • Pas d'engagement dans la durée • Aucun changement d'appareil téléphonique et fax • Pas de coût minimum par appel • Utilisation simple : remplacer le premier 0 par le 4.

INSCRIPTION GRATUITE AU:

# TELE2

\* Vers l'Union Européenne, la Suisse, la Norvège et Monaco. Sauf la Grèce et le Portugal.

\*\* Pour tout appel en dehors de votre département, hors mobiles et numéros spéciaux ou courts. Les départements 75 - 92 - 93 - 94 sont considérés comme un seul département de même pour la Corse (2A-2B). Offre applicable sur la majeure partie du territoire français hors DOM-TOM à la date de son lancement. Se référer aux conditions de l'offre. Offre soumise à condition.





## 58 familles africaines squattent des logements vides au Franc-Moisin, à Saint-Denis

Beaucoup étaient sur liste d'attente HLM

**AVEC PRÉCAUTION**, la jeune femme a entrouvert la porte. Dans un français hésitant, elle explique qu'elle habite là parce qu'elle « n'a pas de maison » depuis douze ans, depuis qu'elle vit en France. Elle exhibe une lettre où figure son ancienne adresse, un squat du onzième arrondissement, à Paris. Elle n'a rien payé pour entrer dans les lieux, jure-t-elle, c'est « *quelqu'un* » qui lui a signalé qu'il y avait ici, à la cité du Franc-Moisin, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), des logements vides. Alors, le 15 mai, elle s'est installée avec cinq autres familles.

Aujourd'hui, elles sont cinquante-huit, toutes africaines, avec environ cent quatre-vingts enfants, réparties dans plusieurs bâtiments de la cité. Plusieurs ont investi le premier bâtiment, à l'entrée de la cité, dont certaines montées d'escaliers n'abritent plus que quelques locataires en titre. La saleté repoussante des parties communes où les agents d'entretien de l'Office public d'habitation (OPH) de la ville « n'osent plus entrer », comme le reconnaît Alain Laut, son directeur, n'a pas découragé les squatters.

Tous affirment qu'ils sont venus grâce au « bouche-à-oreille ». Les élus, les responsables de l'office HLM et le préfet de Saint-Denis, Thierry du Bouthiez, ont une autre version des faits. Ces familles, qui selon le DAL (Droit au logement) habitaient déjà pour moitié en Seine-Saint-Denis, auraient été installées par une bande du quartier. Des jeunes caïds de la cité se seraient chargés, moyennant finance, de démurir les logements et de faire des branchements électriques de fortune. « Plusieurs personnes, parmi les premières arrivées, nous ont raconté qu'elles avaient payé jusqu'à 8 000 francs pour entrer dans les lieux », souligne Stéphane Peu, maire-adjoint, chargé du logement à la mairie de Saint-Denis, qui parle de « *dérive mafieuse* ». « Nous avons même reçu des appels de personnes qui ont été démarchées à la sortie de la mission locale d'Aubervilliers et qui trouvaient bizarre de se voir attribuer un logement à Saint-Denis contre 5 000 francs. »

### PREMIÈRE VAGUE D'ARRIVÉES

Aucune plainte n'a été déposée, mais il y a apparemment des complicités à l'intérieur même de la cité. Après la première vague d'arrivées, le 15 mai, les entreprises envoyées sur place par l'office HLM pour murer certains logements se sont fait violemment prendre à partie par des jeunes, bien décidés à préserver leur territoire et leur commerce. Les opérations de murage ont finalement eu lieu sous protection policière, quelques jours plus tard. Entretiens, d'autres familles s'étaient installées.

La présence des squatters, pauvres parmi les pauvres, est vécue par les habitants comme une nouvelle épreuve. Les rares locataires qui ouvrent leur porte n'expriment pas vraiment d'agressivité, mais il y avait deux cents personnes, le 1<sup>er</sup> juin, à la réunion d'explication organisée par le maire (PC), Patrick Braouezec. « On n'avait pas vu cela depuis très longtemps », souligne une habitante de la cité, qui « n'a rien contre les squatters », mais qui

comprend qu'ils soient « *rejetés* ». « Ici, vous savez, la vie est très dure, alors on se protège. » Le soir même de la réunion avec le maire, à minuit, un jeune de vingt-quatre ans, Abdeli Sadaoui, a été abattu au pied du bâtiment 1 de l'allée Saint-Exupéry par deux hommes circulant à moto (*Le Monde* du 4 juin). Pour l'instant, l'enquête n'a rien donné. Il y a encore des fleurs, beaucoup de fleurs, au pied de l'immeuble où habitent les parents du jeune homme. Au sein de la population, le sentiment que la barque est pleine, « *qu'on n'avait pas besoin des squatters, en plus* », est partagé par tous. Ces familles de squatters, qui ont choisi de mettre fin à leur errance en s'installant dans les logements vides du Franc-Moisin, renvoient aux habitants l'image, insupportable, de leur propre précarité. Les deux groupes s'ignorent, ne se parlent pas.

### APPARTEMENTS INLOUABLES

Pour les élus et l'office HLM, l'épreuve est d'un autre ordre. Si ces familles ont élu domicile au Franc-Moisin, c'est parce qu'il y a des logements vides dans la cité – 120 selon l'office HLM – comme dans beaucoup d'autres communes de Seine-Saint-Denis et d'ailleurs. Des bâtiments entiers ont été désertés, les appartements des rez-de-chaussée, voire des premiers étages, sont inlouables, explique Alain Laut, « *parce que personne ne veut plus habiter là* ». Mais ces familles africaines – la moitié, selon l'association DAL, qui soutient l'occupation, disposent de revenus salariés – n'ont pas fait la fine bouche. Et certaines sont inscrites sur les listes d'attente des HLM.

Cette intrusion dans une cité en bute à d'énormes difficultés renvoie élus, bailleurs, mais aussi représentants de l'Etat – très discrets et plutôt lents à la détente dans cette affaire – à leurs contradictions et, surtout, à leur incapacité à assumer collectivement, à l'échelon de la région tout entière, le sort des mal-logés, particulièrement des étrangers. Mais elle met aussi à mal la « *stratégie de reconquête* » que la mairie de Saint-Denis tente d'amorcer dans cette cité qui compte parmi les plus difficiles de la région parisienne : parmi les 60 logements squattés, huit font partie du programme de 60 « logements-jeunes » en cours. Pour résorber la vacance, l'office rénove, équipe et loue sans caution, avec un loyer limité, des deux-pièces à des jeunes de la cité en parcours d'insertion qui souhaitent prendre leur autonomie.

Bien décidés à « *mouiller* » les services de l'Etat et à ne pas assumer seuls le relogement des squatters, les élus et l'Office ont obtenu du sous-préfet de Saint-Denis qu'une « cellule de crise » soit mise en place et que chaque situation soit étudiée, au cas par cas. Le fonds de solidarité logement du département a donné son accord pour financer le suivi des relogements. Chaque famille fait, en même temps, l'objet d'une procédure d'expulsion en référé, déposée par l'OPH, et dont l'audience a été fixée au 28 juin. Une autre contradiction qu'il va falloir leur expliquer ainsi qu'à leurs voisins.

Christine Garin

## Les sujets de philosophie du baccalauréat technologique

**LES 185 300 CANDIDATS** des quatre séries du bac technologique ont passé, lundi 14 juin dans l'après-midi, leur épreuve de philosophie, dotée d'un coefficient deux. Trois sujets au choix leur étaient proposés : 1) Peut-il y avoir savoir-faire sans savoir ? 2) Faire régner la justice, est-ce seulement appliquer le droit ? 3) Commentaire d'un texte de Rousseau, dans lequel il fallait notamment expliquer la phrase : « *L'homme vraiment libre ne veut que ce qu'il peut et fait ce qu'il lui plaît.* »

Sujets de la série industrielle arts appliqués : 1) Juge-t-on du beau ou le perçoit-on ? 2) Le droit nous dit-il ce qu'il est juste de faire ? 3) Commentaire d'un texte de Bergson, assorti de plusieurs questions, dont : « *Faut-il renoncer à connaître ce qui est changeant ?* »

## Le rapport Forestier dresse un constat alarmant sur la voie technologique au lycée

Le recteur dénonce la « balkanisation » d'une filière qui comptait 130 000 bacheliers en 1997

Dans un rapport rendu public, mardi 15 juin, le recteur de l'académie de Versailles, Christian Forestier, critique la « *balkanisation* » des filières

technologiques, qui ont conduit au baccalauréat (6 différents, eux-mêmes divisés en 21 spécialités) 130 000 lycéens en 1997. Les bacheliers

technologiques tertiaires sont ceux qui connaissent le plus de difficultés d'insertion et le plus grand taux d'échec à l'université.

**OBJET SCOLAIRE** mal identifié et typiquement français, la « voie technologique » est faite d'une jungle de diplômes allant du brevet de technicien (BT) aux baccalauréats technologiques en passant par les BTS, les DUT, certains DEUG ou les formations d'ingénieurs. En présentant, mardi 15 juin, ses « *propositions pour une rénovation de la voie technologique au lycée* », à la demande du ministère de l'Éducation nationale, Christian Forestier, recteur de l'académie de Versailles, a tenté de clarifier les enjeux de cette filière, au moins au niveau du baccalauréat.

Environ 130 000 bacheliers, soit un quart de l'ensemble, sont sortis des séries technologiques en 1997, répartis entre six baccalauréats, eux-mêmes divisés en vingt et une spécialités, l'une d'entre elles comptant six sous-spécialités, soit vingt-cinq diplômes différents. « *Une telle balkanisation peut trouver une justification s'il s'agit de formations professionnelles* » mais pas s'il s'agit « *de formations ayant vocation à préparer à des études supérieures, courtes ou longues* », commente le recteur Forestier.

Parmi ces formations, la série STT (sciences et techniques tertiaires), domine numériquement toutes les autres. Elle représente 55 % des bacheliers technologiques, contre 26 % pour la série sciences et technologies industrielles (STI), 4 % pour les sciences et techniques de laboratoire (STL), 12 % pour les sciences médico-sociales (SMS). Pourquoi une telle hégémonie pour une série qui a certes joué « *un rôle de promotion sociale* » en permettant l'accès au bac à des élèves qui en étaient exclus naguère, mais qui offre des débouchés professionnels incertains ?

Une raison essentielle tient à l'offre scolaire : le modèle dominant du lycée français (excepté à Paris), est aujourd'hui celui qui prépare à la fois aux bacs généraux (L, ES, S) et à la série STT, c'est-à-dire des lycées généraux et technologiques. Les lycées technologiques et professionnels sont beaucoup moins nombreux et le modèle du lycée technologique seul a prati-

quement disparu. Conclusion : « *La voie technologique est d'autant plus facile à alimenter qu'elle est associée à la voie générale* ».

### DÉLESTAGE

Elle sert donc bien souvent de délestage à une voie générale où l'on ne veut garder que les bons élèves. Entre 1970 et 1997, les anciens bacs G et F8 (STT et SMS) ont progressé de 343 %, tandis que la plus faible augmentation revenait au bac scientifique (62 %). Parmi les bacheliers technologiques tertiaires, 30 % appartiennent aux catégories socio-professionnelles favorisées, 70 % aux agriculteurs, artisans, commerçants, employés, ouvriers, inactifs. Ce sont eux qui connaissent les plus grandes difficultés d'insertion et les plus grands taux d'échec à l'université. « *Tous les observateurs s'accordent pour signaler l'insuffisance de bacheliers scientifiques (S) et technologiques industriels (STI)* » écrit M. Forestier qui tire « *le signal d'alarme* ».

A une offre scolaire mal pensée au niveau des établissements, s'ajoute une orientation mal gérée.

Selon la direction des enseignements scolaires, toutes les séries technologiques fonctionnent sur le modèle de la seconde prédéterminée (alors qu'elle est dite « *de détermination* »), par le jeu complexe des options. Sauf la série STT pour laquelle aucune contrainte n'est mise. De plus, « *la rénovation pédagogique des lycées semble avoir eu pour conséquence de fragiliser la place des options technologiques industrielles* », écrit M. Forestier.

Le rapporteur propose donc, notamment, d'introduire la deuxième langue vivante dans le tronc commun en seconde, ainsi qu'un enseignement « *de technologie, attractif et moderne* ». Il préconise de supprimer les couplages d'options et recommande de réorganiser les baccalauréats technologiques en les simplifiant. Il souhaiterait voir créer en particulier un bac « *sciences et technologies* » fondé sur les sciences appliquées. Dommage que cette réflexion arrive après la réforme des lycées de Claude Allègre.

Béatrice Gurrey

## Quand certaines mesures font bien leur travail, l'emploi des jeunes est en pleine croissance.



Le succès des Contrats d'Insertion en Alternance se vérifie à l'aune des chiffres. Il s'explique facilement.

Le principe du Contrat d'Insertion en Alternance repose en effet sur l'association de la formation et de l'expérience professionnelle. Cette dualité est une force. D'un côté, le jeune voit son insertion professionnelle favorisée par l'expérience qu'il aura eu l'occasion d'acquérir en entreprise.

De l'autre, l'entreprise trouve son compte en embauchant des jeunes réellement formés à ses propres activités, sensibilisés à ses méthodes et à sa culture.

Avec les Contrats d'Insertion en Alternance, les chiffres sont au vert aussi bien pour l'avenir des PME que pour l'emploi des jeunes.

TERRITOIRES

# Le témoignage de son fils fait peser un doute sur le procès de Thierry Gaitaud

## Devant la cour d'assises de Paris, Nicolas Gaitaud a confirmé ses mauvaises relations avec la femme et la petite fille que son père est accusé d'avoir assassinées

**IL A VINGT ANS**, le regard fluide et le visage d'une gravure de mode. Ce n'est qu'un témoin parmi une bonne vingtaine dans le procès de Thierry Gaitaud, accusé devant la cour d'assises de Paris du double assassinat de sa maîtresse, Susan Belasco, et de la fille de celle-ci, Melinda, en 1992, à Vista (Californie). Pourtant, depuis qu'il est entré dans la salle d'audience, la personnalité, l'attitude, et le rôle de Nicolas Gaitaud dans le drame qui vaut à son père d'être dans le box des accusés, ont donné un nouveau rythme aux débats. Le « happening » des premiers jours a pris forme. Les dérapages entre enquête à l'américaine et audience à la française ont laissé la place à l'examen des faits et à l'étude des hommes. A lui seul, il a fait naître de terribles questions, apporté des débats de réponses, et laissé planer juste ce qu'il faut de doutes pour installer la tension.



**PROCES**  
Melinda, en 1992, à Vista (Californie). Pourtant, depuis qu'il est entré dans la salle d'audience, la personnalité, l'attitude, et le rôle de Nicolas Gaitaud dans le drame qui vaut à son père d'être dans le box des accusés, ont donné un nouveau rythme aux débats. Le « happening » des premiers jours a pris forme. Les dérapages entre enquête à l'américaine et audience à la française ont laissé la place à l'examen des faits et à l'étude des hommes. A lui seul, il a fait naître de terribles questions, apporté des débats de réponses, et laissé planer juste ce qu'il faut de doutes pour installer la tension.

Ce vendredi 11 juin, le jeune homme est très attendu. De la relation « fusionnelle » qui le lie à son père, à l'époque des faits, des affrontements incessants qui l'opposaient à Susan Belasco, enceinte de son père, on sait déjà beaucoup. On a appris qu'un jour de rage, il a brûlé les jouets de Melinda. Qu'il aurait aussi ravagé l'appartement du couple. Certains pensent qu'il pourrait avoir tout vu.

« Ça se passait bien avec Susan Belasco ? », interroge le président.  
– Non, c'était une femme très méchante. Mes frères et sœurs et moi étions constamment punis. Elle enfermait mon petit frère dans sa chambre pendant des heures. »

Le président dresse sa biographie, passe de la base de l'US Navy en Sardaigne où il vit aujourd'hui avec sa femme, à la prison qu'il a brièvement fréquentée dans son adolescence. « Je ne pense pas que ça vous regarde », coupe-t-il. Il n'accepte de parler de lui-même qu'à condition que cela soit en rapport avec les faits, comme ces accusations d'attouchements sur Melinda, portées contre lui par la grand-mère de la fillette. Ou ces soupçons diffus qui pèsent depuis le début du procès et que l'avocat général, Philippe Bilger, évoque franchement :

« Deux collègues de Thierry Gaitaud ont pensé que vous auriez pu commettre les meurtres et que votre père vous couvrait ; qu'en

pensez-vous ?  
– Rien, il l'ont peut-être pensé. (...)  
– Auriez-vous été capable de faire une telle chose ?  
– Oui.  
– Même tuer une petite fille de trois ans ?  
– N'importe qui est capable de ça. »

Cette dernière phrase, lâchée comme un défi envers le tribunal, hante encore les esprits, lundi matin, quand reprend l'audience. Au programme, un récit de trois feuillets, extirpé de la mémoire de l'ordinateur de Thierry Gaitaud. « Teresa était une femme très heureuse. Elle avait un bon travail d'infirmière (...). Peter, le petit ami de Teresa, avait trente-quatre ans, des cheveux bruns et des yeux verts. » Le début paraît anodin. Mais dans les lignes qui suivent, le double meurtre – femme et enfant – et le cadavre retrouvé dans le coffre de la voiture évoquent inmanquablement les faits survenus en juin 1992, à Vista. Tout ne tombe pas juste, loin s'en faut. Mais les « similitudes », comme dit Thierry Gaitaud, paraissent singulièrement troublantes.

– « Auriez-vous été capable de faire une telle chose ? »

– Oui  
– Même tuer une petite fille de trois ans ?

– N'importe qui est capable de ça. »

L'électronicien assure n'avoir jamais écrit ce récit, ne pas savoir ce qu'il « foutait dans l'ordinateur ». « La seule hypothèse que je vois, c'est que mes enfants, à qui j'ai appris à utiliser le traitement de texte, ont fait des petites histoires. » Des fautes d'orthographe, une syntaxe approximative, soulignée par son avocat, M<sup>e</sup> Olivier Saumon, et voilà l'ombre du fils de retour dans le prétoire. N'a-t-il pas reconnu avoir parfois utilisé l'ordinateur de son père ?

Un pilier de la préméditation s'effrite. Un autre s'élève, sous les traits de Crawford Hielt. Le courtier en assurances évoque sa visite, le 29 avril, au domicile que Thierry Gaitaud et Susan Belasco

partageaient à Los Angeles drive. Lorsque un mois plus tard, il vient leur remettre le contrat d'assurance-vie pris sur la tête de la jeune femme, le couple a démenagé. Elle est retournée chez sa mère. Lui s'est installé seul, à Arena Circle. Des détails que Thierry Gaitaud passe sous silence quand, le 11 juin, il vient payer la première prime du contrat susceptible de lui rapporter, en cas de décès de Susan et Melinda, 200 000 dollars. Le 17 juin, le chèque est présenté à la banque de Gaitaud, mais celui-ci vient de fermer son compte et de s'envoler vers l'Europe. Entre-temps, dans la nuit du 15 au 16, la femme et la fillette ont été tuées. Le chèque ne sera pas encaissé et le contrat annulé.

« Pourquoi avoir fait toutes ces démarches alors que vous étiez séparés ?, demande le président. – Nous avions l'intention de nous remettre ensemble quand le problème avec Nicky serait réglé, répond Thierry Gaitaud. En attendant, Susan voulait des choses. Je lui ai même acheté une télévision. – Je ne parle pas de télévision, mais d'une assurance-vie. » L'accusé hésite : « Elle disait que c'était important pour sa mère, qui travaillait dans les assurances. » Sur son banc, l'intéressée, petite femme blonde de cinquante-cinq ans qui s'est portée partie civile à l'audience, se prend la tête dans les mains. L'avocat général demande à Thierry Gaitaud : « Est-ce que vous n'auriez pas plutôt souscrit cette assurance en prévision de l'assassinat de Susan et Melinda ? » « C'est ridicule, répond l'accusé. Je ne pouvais pas faire du mal à la mère de mon bébé, et j'ai toujours traité Melinda comme ma fille. »

La mère et la belle-mère de Susan Belasco qui sèchent leurs larmes ; la sœur, le frère et les parents de Thierry Gaitaud qui se retrouvent après des années de séparation ; des traducteurs qui se croisent tandis qu'à l'étage des experts informatiques français tentent d'extirper du disque dur ce que les spécialistes du FBI n'ont pas pensé à chercher : la cour d'assises reprend, en cette fin d'après-midi, des airs de cour de récréation. Lorsque le président suspend l'audience, un brouhaha s'empare de la salle.

Seul Nicolas reste à l'écart de cette agitation. Il attend, puis, soudain, s'approche du banc des avocats, l'escalade et embrasse son père. Depuis le début du procès, leurs regards ne s'étaient pas croisés.

Nathaniel Herzberg

# Smaïn Ait Ali Belkacem reconnaît à l'audience sa participation aux attentats de 1995

## Un responsable du réseau confirme ses déclarations aux policiers

Le procès des membres présumés du réseau des attentats de 1995 s'est poursuivi, lundi 14 juin, par l'examen des faits reprochés à Boualem Bensaïd, absent de l'au-

dience. Smaïn Ait Ali Belkacem a reconnu sa responsabilité dans la préparation des attentats, sans mettre en cause ses coprévenus.

**LA FAMILLE** de Boualem Bensaïd a perdu sa trace en 1993 quand il a quitté son domicile de Bouzareah, dans la banlieue d'Alger. Deux ans plus tard, elle apprenait son arrestation à Paris dans le cadre de l'enquête sur les attentats de 1995. Au procès des vingt-deux membres pré-



**PROCES**  
sumés du réseau soupçonné d'avoir préparé ces attentats, Boualem Bensaïd, trente-deux ans, est présenté comme l'un des principaux responsables, chargé de coordonner l'action des groupes opérationnels de Lyon, Lille et Paris. Depuis plus d'une semaine il refuse de comparaître, et c'est en son absence que la 14<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris a examiné, lundi 14 juin, les faits qui lui sont reprochés.

Quatrième d'une fratrie de onze enfants, le prévenu a toujours vécu en Algérie où il travaillait comme éducateur sportif. Trois de ses frères le décrivent comme un jeune homme ayant « fait de bonnes études », « pas engagé politiquement », « pratiquant, mais pas extrémiste ». Son frère Azzedine, soupçonné de sympathies islamistes, a fait de la prison en Algérie, mais, Boualem, « bon vivant qui aimait sortir avec les filles et s'amuser », ne semblait pas prendre ce chemin. Au bout de plusieurs mois d'absence, sa famille s'est pourtant rendue à l'évidence : « On se doutait qu'il était parti rejoindre le maquis. »

En 1995, Boualem Bensaïd est en France. Il est placé sur écoute téléphonique depuis que son nom est apparu au cours de l'enquête sur les attentats. Après une conversation avec un membre présumé du commando de Lille laissant penser qu'un attentat se préparait sur un marché de la ville, il est

interpellé le 1<sup>er</sup> novembre. Son interlocuteur est alors identifié. Il s'agit de Smaïn Ait Ali Belkacem. A l'audience, ce dernier réagit à la lecture de la retranscription de cette conversation, il accepte de répondre aux questions, mais veut d'abord faire une déclaration. « Dix minutes, c'est tout », dit-il à la présidente du tribunal, Janine Draï, sortant des feuilles de papier de sa poche.

**« NOUS AIMONS LA MORT »**  
« Au nom d'Allah le très miséricordieux, commence-t-il. Ma présence ici n'est possible que grâce à la volonté d'Allah, aussi je ne crois pas en votre justice, vous êtes la voie du mal. » La suite se veut une justification de la « guerre sainte » menée par le Groupe islamique armé (GIA). « Depuis toujours, la France est l'ennemi de l'islam, elle a aidé un gouvernement tyrannique pour empêcher l'installation d'un Etat islamique en Algérie. Je prends Allah à témoin, vous êtes des terroristes. Quoi que vous fassiez vous serez perdants. Nous ne reculons devant aucun sacrifice car nous aimons la mort comme vous aimez la vie. Le djihad est une obligation. Allah Akbar ! Maintenant vous avez la parole. »

En réponse, Janine Draï reprend la lecture de la conversation téléphonique entre Boualem Bensaïd et Smaïn Ait Ali Belkacem. Lecture entrecoupée de questions à ce dernier. « Quand vous dites "j'ai essayé le truc", de quoi s'agit-il ? – De la préparation de l'attentat qui devait pêter au marché Wazemmes de Lille, répond le prévenu. J'avais un ordre de Tarek », surnom d'Ali Touchent, émir présumé du GIA en Europe.

Pour la première fois depuis le début du procès, un prévenu accepte ainsi d'assumer sa responsabilité. Jusque-là, les interrogatoires se résumaient à une succession de revirements, chacun reniant ses déclarations devant les policiers,

obtenues, disent-ils, « sous la menace ». Smaïn Ait Ali Belkacem a décidé de tout dire mais évite de mettre en cause ses coprévenus : « C'était mon plan, les autres n'étaient pas au courant. » Un seul nom revient, celui d'Ali Touchent. Il aurait donné les informations techniques pour confectionner les bombes, se serait chargé de faire venir l'argent de Grande-Bretagne pour financer le réseau, aurait présenté Nasseridine Slimani comme le successeur de Khaled Kelkal à la tête du commando de Lyon. Ali Touchent a aussi tenu avec un soin scrupuleux les comptes de l'organisation sur des carnets retrouvés au domicile de Boualem Bensaïd.

Lors de sa garde à vue, dont les procès-verbaux ont été lus à l'audience, ce dernier avait lui aussi évoqué le rôle de l'émir du GIA. « Il m'a proposé de monter à Paris pour l'aider, expliquait-il. C'était le chef militaire. Il est responsable de tous les attentats commis en France. Il agissait au nom de Djamel Zitouni [chef du GIA], qui seul arrêtera le bras vengeur de l'islam. » Mettant nommément en cause des membres du réseau, Boualem Bensaïd reconnaissait sa participation à la tentative d'attentat contre le TGV Lyon-Paris en août 1995.

« J'ai préparé la bombe avec Khaled Kelkal et nous sommes allés la poser pendant que Karim Koussa faisait le guet. » Il admettait avoir choisi le lieu de l'attentat du 6 octobre 1995 : la station de métro Maison-Blanche, à Paris, en hommage à Khaled Kelkal, tué quelques jours plus tôt devant l'arrêt de bus Maison-Blanche près de Lyon. « J'ai mis une journée pour confectionner l'engin, mais je n'ai pas réglé l'heure, ni posé la bombe. » Absent à l'audience, Boualem Bensaïd n'a pas saisi l'occasion d'expliquer à ses juges pourquoi il était revenu sur l'essentiel de ses accusations en fin d'instruction.

Acacio Pereira

# Rejet de la demande de remise en liberté de l'ancien préfet de Corse Bernard Bonnet

**LA COUR D'APPEL** de Bastia a rejeté, lundi 14 juin, la demande de remise en liberté de l'ancien préfet de Corse, Bernard Bonnet, mis en examen pour « complicité de destruction de biens par incendie en bande organisée » pour les incendies criminels des paillotes Chez Francis et Aria Marina, et placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. La chambre d'accusation a ainsi confirmé le rejet d'une première demande de mise en liberté décidée par le juge d'instruction d'Ajaccio, Patrice Camberou.

Dans une ordonnance rendue le 28 mai, le juge avait estimé que la détention provisoire était « l'unique moyen d'empêcher une pression sur les témoins, les victimes et les autres personnes impliquées ». Relevant que M. Bonnet « nie avoir donné l'ordre d'incendier les deux paillotes Aria Marina et Chez Francis malgré sa mise en cause formelle par les autres mis en examen et notamment ses plus proches collaborateurs », le juge estimait que « des confrontations sont à envisager et qu'il convient de prévenir toute tentative de pression sur les témoins et les victimes de cette affaire ». Une première confrontation aura lieu le 23 juin entre Bernard Bonnet et le lieutenant-colonel Bertrand Cavalier et une seconde le 28 juin entre Bernard Bonnet, son ancien directeur de cabinet, Gérard Pardini, et le colonel de gendarmerie Henri Mazères.

**« L'UNIQUE MOYEN »**  
En attendant, le juge estimait que la « détention provisoire est l'unique moyen d'éviter toute collusion frauduleuse entre M. Bonnet et les personnes mises en examen », d'autant que « des complicités de personnes non encore identifiées ne sont pas exclues à ce stade de l'instruction ».

Patrice Camberou faisait égale-

ment état de la « pression » qui « peut résulter de la tentative de médiatisation importante qu'impose M. Bonnet par ses communiqués de presse qui tendent, semble-t-il, à déstabiliser l'enquête (...) ». « Il est à craindre que laissé en liberté, il ne tente d'intensifier cette pression », écrivait-il.

Patrice Camberou estimait également que la détention provisoire est « l'unique moyen de conserver les preuves et les indices matériels en ce que des perquisitions, saisies et expertises doivent être diligentées prochainement ».

Le juge ajoutait que « M. Bonnet a reconnu formellement lors de son interrogatoire au fond en date du 21 mai 1999 avoir contribué à la dis-

simulation d'une preuve capitale [la destruction de la photocopieuse du cabinet du préfet] ; qu'il est à craindre qu'à ce stade de l'enquête, laissé en liberté même sous contrôle judiciaire, il ne tente délibérément de dissimuler d'autres preuves ».

Enfin, le magistrat relevait que l'infraction a « fragilisé l'action de l'Etat et de ses institutions en Corse ». « Il convient de constater que l'infraction, en raison de sa gravité et des circonstances de sa commission, a provoqué un trouble exceptionnel et persistant à l'ordre public auquel la détention est l'unique moyen de mettre fin », concluait Patrice Camberou.

Cécile Prieur

REPRODUCTION INTERDITE

**E M P L O I**

OFFRES

**HOPITAL NOTRE-DAME de BON-SECOURS**  
Faisant partie du service public hospitalier (PSPH) situé à PARIS 14<sup>ème</sup> 68, rue des Plantes

**RECRUTE**

Pour son service d'assurance qualité, un professionnel formé à l'évaluation et à la qualité

Il est intégré au fonctionnement de l'équipe de direction. Il devra attester d'une expérience professionnelle dans le champ de l'évaluation et de l'assurance qualité au sein d'une entreprise du secteur tertiaire.

**Le poste est à pourvoir pour début septembre 1999**

Adresser CV + lettre de motivation à Madame Patricia AUBREE - Directeur Général Hôpital Notre-Dame de Bon-Secours 68, rue des Plantes - 75674 PARIS Cedex 14.

**ASSOCIATION HUMANITAIRE RECHERCHE**

**Secrétaire de Direction**  
diplôme : B.T.S.  
10 ans d'expérience  
Excellente présentation  
Connaissance parfaite des logiciels Word et Excel sous Windows  
Ayant le sens de l'organisation et de la communication

Rémunération : Convention Collective 51

Envoyer lettre de motivation, C.V. et référence à Madeleine GARDARIN - Directrice Emmaüs - Alternative 22, rue des Fédérés - 93100 Montreuil

**DEMANDES**

Cherchons représentant de commerce d'usinage des profilés et tôles châssis modulaire et refroidisseur en aluminium. Envoyer C.V. à Oehme KG. Orchideenstr., 2, D - 90542 Eckental.

J.H. 29 ans juriste, 16 mois exp. contentieux à Tahiti + divers stages, études à l'étranger, cherche emploi France ou étranger. Tril. angl. all. esp. Dispo. géographique totale. Tél./Fax : 05-56-84-97-98. Portable : 06-84-41-93-68

Pour vos annonces dans **L'EMPLOI**  
Tél. : 01.42.17.39.33  
Fax : 01.42.17.39.38

**MONTBLANC**

Le Meisterstück a 75 ans.

**Boutiques Montblanc**

Paris 6<sup>e</sup> : 47, rue de Rennes, 01 45 48 02 01  
Paris 8<sup>e</sup> : 60, rue du Faubourg Saint Honoré, 01 40 06 02 93  
Bordeaux : 26, Cours Georges Clémenceau, 05 56 48 67 40  
Nice : 2, rue Paradis, 04 93 82 40 40

## RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 16 JUIN 1999

## L'armée amène les couleurs sur le plateau d'Albion

Le 1<sup>er</sup> groupement des missiles stratégiques quitte officiellement, mercredi 16 juin, un site occupé depuis près de trois décennies. Si un régiment de la Légion devrait, en partie, compenser ce départ, la reconversion civile du plateau reste en suspens, et les communes s'inquiètent de la perte de ressources

MERCREDI 16 juin 1999 est une date hautement symbolique sur le plateau d'Albion : le 1<sup>er</sup> groupement des missiles stratégiques (GMS) implanté depuis près de trois décennies sur ce territoire calcaire de 800 kilomètres carrés, à cheval sur le Vaucluse, la Drôme et les Alpes-de-Hautes-Provence, va procéder à la remise de son drapeau. « Nous ferons du plateau d'Albion une reconversion exemplaire », avait déclaré Jacques Chirac en 1995, en annonçant la fermeture du site et le démantèlement des missiles de la « composante sol » de la force de frappe voulue par le général de Gaulle en 1962.

Cette nucléarisation du plateau avait alors provoqué une levée de boucliers des élus. Non sans paradoxe, les mêmes ont ressenti la décision élyséenne comme une « secousse tellurique ». Aussitôt, ils ont réclamé des mesures pour compenser le départ des personnels du 1<sup>er</sup> GMS, soit 3 200 personnes, familles comprises. Ils ont obtenu pour partie satisfaction. Alain Richard, ministre de la défense, s'est en effet engagé à introduire sur le site un régiment de génie de la Légion étrangère, un

groupement cynophile, et une unité de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), soit au total un peu plus de mille hommes, tous professionnels.

Mais la reconversion civile, qui concerne surtout Apt et deux villages perchés en altitude, Sault et Saint-Christol-d'Albion, reste en suspens. Pendant trente ans, avec les dix-huit silos enfermant les missiles enfouis à 30 mètres de profondeur, ces communes ont bénéficié des dividendes de la guerre froide : chaque année, dépenses induites comprises, aux alentours de 200 millions de francs (30,5 millions d'euros) tombaient dans leur escarcelle. Il faisait bon vivre en pays d'Apt, en conjugant militaires, fruits confits, et tourisme élitaire.

## SUBVENTIONS EUROPÉENNES

Lorsque sonna l'heure du départ, il fallut mobiliser, réfléchir dans l'urgence à des projets de substitution fédérateurs (*lire ci-dessous*). En 1997 a été créé un syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) pour la reconversion d'Albion, « un outil de pression et de négociation, [pour] rassembler des projets », fait valoir



Bernard Humbel, son président. Parallèlement, les élus signaient en juillet 1998 un contrat de territoire associant l'Etat, la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA), l'Europe et, marginalement, les conseils généraux de Vaucluse et des Alpes-de-Haute-Provence. A la clé, une enveloppe de 68,5 millions de francs (10,44 millions d'euros). Un deuxième contrat de territoire devrait être inclus au prochain contrat de plan

Etat-Région (2000-2006). Doté de 150 millions de francs (22,86 millions d'euros), ses moyens devraient se concentrer sur les cantons les plus touchés. Enfin, les élus sont en attente de subventions européennes.

L'avenir s'annonce donc moins sombre qu'il y a encore deux ans. Si, comme l'assurent de concert Pierre Mongin, préfet de Vaucluse, et Patrick Mérian, sous-préfet d'Apt, « la mobilisation de tous les acteurs est gage d'une reconversion réussie et que près de 70 % du total des aides mises à disposition sont à ce jour engagées, ce qui prouve qu'il y a des projets », il n'en va pas de même du fonds de reconversion constitué par le ministère de la défense (FRED). Sur 20 millions de francs prévus, seuls 2 millions ont été engagés. Cela alors que l'enveloppe mise à disposition par la région (20 millions de francs) a été totalement consommée.

« Il ne faut jamais oublier que nous sommes ici en zone rurale. Nous ne sommes ni à Brest ni à Cherbourg. Or le dispositif FRED s'applique à des reconversions industrielles. Pas à la cerise, l'une de nos principales richesses, encore

moins à la filière ovine ou à la production de lavande, explique Claude Angel, premier adjoint au maire d'Apt, qui s'empêche contre « le manque d'imagination de l'administration ». Pierre Boyer, le maire (PS) d'Apt, s'impatiente aussi : « Nous proposons une foule de projet concrets. On nous répond : "Vous n'entrez pas dans nos textes, nos règlements, notre cahier des charges." Pourquoi ne reconnaît-on pas aux acteurs locaux la capacité de s'organiser par eux-mêmes ? C'est à l'administration de s'adapter à nos besoins, et non l'inverse. »

## UN PARADIS POUR MARCHEURS

Les besoins, c'est, par exemple, le renouvellement du verger pour maintenir l'industrie du fruit confit qui a fait la fortune du pays d'Apt : « La pression foncière est telle que nombre d'exploitants se sont tentés de vendre », explique Serge Redon, producteur de cerises. Et la demande touristique résidentielle est forte. « Véritable cause provençale, formé de terrains calcaires, le plateau d'Albion séduit par la rudesse des roches blanches et le bleu des champs de lavande. Avec le départ des ogives, qui étaient fortement gar-

dées, ce territoire va pouvoir devenir un paradis pour les marcheurs, et pour les cyclistes qui viennent se préparer ici avant d'affronter le redoutable mont Ventoux, un tourisme pacifiste et rémunérateur.

Mais l'arrivée de nouveaux régiments, notamment de la Légion, continue à susciter des oppositions, principalement chez les Verts, qui prônent une « reconversion civile totale et durable » : ainsi ont-ils proposé l'installation sur les 70 000 mètres carrés vacants de l'ancienne base d'une université du troisième millénaire ; au cours de la campagne pour les élections européennes, Daniel Cohn-Bendit a suggéré la création d'un centre européen de formation civile à la prévention des conflits.

Fin érudit, libraire à Apt, opposant historique à la militarisation du plateau, Marc Dumas rêvait, lui aussi, à une « université de troisième type ». « Au lieu de cela, il est question d'implanter une faculté de droit à Marseille, en pleine zone de concentration urbaine. Est-ce cela l'aménagement du territoire ? »

Jean Menanteau

## Mille idées pour remplir les silos

DEPUIS L'ANNONCE de la fermeture de la base nucléaire du plateau d'Albion, les projets de substitution élaborés par les élus et susceptibles d'être subventionnés fleurissent. Il en est de tous ordres, certains farfelus, d'autres dignes d'attention, qui gravitent autour de l'agriculture, du tourisme, des nouvelles technologies, de la « valorisation de l'existant », comme le dit Gérard Himbel, président du syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) pour la reconversion d'Albion.

Que n'a-t-on imaginé pour rendre à la vie civile les silos contenant les missiles reliés aux deux impressionnants postes de commandement de tir (PCT), dont celui de Rustrel, racheté par la communauté de communes du pays d'Apt ? Certains y ont vu le lieu idéal pour l'installation d'une déchetterie. D'autres rêvaient d'implanter un « atomoscope », ou musée des missiles stratégiques. Les armées et les élus n'auraient pas accepté ce projet. Les écologistes, pour leur part, militent pour « un silo réhabilité pour nuits

étoilées ». En clair, la création d'un observatoire astronomique amateur.

Plus largement partagée serait la reconversion d'un poste de tir en laboratoire de physique dit « à bas bruit », qui intéresserait une vingtaine d'équipes de recherche françaises et étrangères.

## LE « BLÉ DES GAULOIS »

Un autre projet, apparemment surprenant, baptisé « le moine et l'internaute », propose de faire venir sur les principaux cantons intéressés - Apt, Sault et Banon - des artistes et des intellectuels, des universitaires français et étrangers, tous reliés au monde par Internet : « Nous les logerions gratuitement dans des gîtes et chambres d'hôte. En contrepartie, les résidents contribueraient à la vie culturelle et intellectuelle locale », s'enthousiasme Claude Agnel, premier adjoint au maire d'Apt.

Plus classiques sont les projets liés à la terre et à sa spécificité provençale tels que la filière « plants de lavande », la relance de l'épeautre,

cette céréale oubliée appelée le « blé des Gaulois », la réorganisation de la filière « agneaux des pré-Alpes » via la création de bergeries communales, la réimplantation d'espèces porcines rustiques, ou encore le projet d'extension de la fromagerie de Banon, qui rassemble vingt et un producteurs de lait de chèvre.

Le champ touristique est vaste, qui mise notamment sur des circuits de découverte à thème : circuit des pierres sèches, des ocres, des bastides... M. Humbel, par ailleurs maire de Saint-Christol, travaille à la création, sur sa commune, d'un centre de spéléologie qui pourrait être baptisé « le mystère des eaux disparues », parce que relié à la fontaine de Vaucluse. De même pourraient être facilités sur le plateau des centres de remise en forme axés sur la nature, le climat, le régime alimentaire méditerranéen. Cela non loin de la « nébuleuse » Avignon, Aix, Marseille, qui étouffe sous une démographie surdensifiée.

J. M.

## Les mosaïques joyeuses de la Goutte-d'Or

ÉGLISE SAINT-BERNARD, boutiques, écoles, espaces associatifs, théâtres, cafés, studios et ateliers, la rue et mêmes les terrains vagues... du 11 au 14 juin, plus de 70 artistes - peintres, sculpteurs, plasticiens, musiciens, photographes - qui n'ont pas d'ateliers pour exposer leurs œuvres ou se produire, ont investi tous les lieux qui font la vie et la diversité de la Goutte-d'Or, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Pour la huitième année consécutive et pour quatre jours, ce cosmopolite et attachant quartier parisien a donc fait la fête en offrant à ses habitants et aux visiteurs ce qu'il a de meilleur dans sa créativité.

« Plus qu'un quartier, la Goutte-d'Or est un véritable village ; un lieu unique de brassage culturel dans Paris dont nous voulons essayer de changer l'image un peu négative que l'on s'en fait, en prouvant que c'est avant tout un lieu fabuleux de vie et de création où se côtoient toutes les richesses du monde », explique Jean-Marc Bombeau, à la tête de l'association d'artistes Carré d'art (créée en 1992 et forte d'une cinquantaine de bénévoles) à l'origine de l'initiative « quartier ouvert ».

Le temps mi-figue mi-raisin n'a pas bridé le plaisir des centaines de visiteurs qui, programme en main, déambulaient au gré de leur fantaisie à la rencontre des lieux d'expositions en une sorte de jeu de piste urbain nonchalant et jubilatoire qui leur permettait, aussi, de s'imprégner du charme des petites rues populaires. Plaisir d'en-

tendre un morceau de jazz au saxo dans une boutique, une chanson ou une poésie dans un café ; d'apprécier le calme d'une éphémère et minuscule galerie d'art où s'épaulaient peintures et collages ou le rigolo et original Musée de la bouillotte.

Face au parvis de l'église Saint-Bernard, une scène ouverte a connu des moments savoureux, rap et hip-hop raflant, évidemment, la première place. Ailleurs, le choix était beaucoup plus éclectique et le plus souvent de qualité : free jazz, musique classique, afro-cubaine ou polyphonie.

## ET LE CARNAVAL

Cette fête de la créativité est aussi une fête des enfants très nombreux dans ce quartier populaire. Une sorte de pêche au trésor les a incités à pousser des portes pour pénétrer dans des cours inconnues transformées en lieux d'expositions. Ils devaient y découvrir un poisson fabuleux dissimulé par l'artiste dans son œuvre.

Samedi, un carnaval haut en couleur (vert, jaune, rouge) et en bruit, emmené par la Guilde des épouvantailleurs de Maximilian Capa, a sillonné joyeusement les rues pour converger via la mairie du 18<sup>e</sup> vers le stade Bertrand-Daunin, où la soirée s'est prolongée fort tard. La Goutte-d'Or, quartier Janus, aime aussi faire la fête.

Ali Habib

## Près de 350 000 ouvrages ont été détruits dans l'incendie de l'université Lyon-II

## LYON

de notre correspondant régional

Trois jours après le gigantesque incendie qui a ravagé l'aile sud et le dôme de l'université Lumière (Lyon-II), le brasier continuait de fumer par intermittence lundi 14 juin. Le sinistre qui a touché essentiellement la bibliothèque utilisée conjointement par les universités Lyon-II et Lyon-III menace désormais la structure du bâtiment édifié à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le long de la rive gauche du Rhône, quai Claude-Bernard. La partie centrale d'un des plus beaux bâtiments de la ville menace désormais de s'effondrer. Des mesures d'urgence, notamment l'étaient des façades, ont été décidées par la commission

de sécurité réunie lundi sur les lieux. Ce dispositif doit assurer la stabilité de l'ouvrage et permettre aux pompiers de s'assurer de l'extinction totale du foyer mais aussi le sauvetage des ouvrages qui auraient pu être préservés de l'incendie et de l'eau déversée en grande quantité pour le circonscrire. Enfin, les experts judiciaires et ceux des assurances de la ville de Lyon, propriétaire du bâtiment, pourront pénétrer dans le bâtiment et enquêter sur l'origine du sinistre, qui n'est toujours pas connue.

Malgré cet énorme incendie qui a touché essentiellement la bibliothèque, la vie universitaire a pu reprendre dans certaines parties de Lyon-II dès lundi. L'une des priori-

tés de son président, Bruno Gelas, et du recteur de l'académie de Lyon, Daniel Bancel, est d'assurer la continuité des cours et le déroulement des examens selon le calendrier prévu.

La seconde priorité des autorités universitaires est le rassemblement et le sauvetage des ouvrages de la bibliothèque qui n'ont pas brûlé. Celle-ci abritait plus de 450 000 livres et de nombreuses collections de journaux et de revues. Le nombre des ouvrages disparus dans les flammes ou détruits par l'eau approche les 350 000 titres. Les fonds anciens de la bibliothèque, environ 80 000 ouvrages qui étaient installés dans l'aile nord du bâtiment, n'a pas été touché. Il sera transféré à la bibliothèque municipale de la Part-Dieu.

Quant aux livres précieux et rares, qui ont été pour certains gorgés d'eau, ils ont été déposés dans un entrepôt frigorifique afin d'y être congelés. Ce procédé permet d'enlever l'humidité qu'ils contiennent puis de les sécher. « On peut ainsi récupérer des ouvrages même détremés à condition que leur réfrigération soit entreprise dans des délais très rapides. Ils resteront à cette température pendant quelques jours puis on les examinera pour déterminer le type de restauration qu'il faudra entreprendre », indique le conservateur en chef de la bibliothèque interuniversitaire, Pierre Micol.

Claude Francillon

dauphin



## CLEAR CHANNEL / DAUPHIN OTA

CLEAR CHANNEL vient d'acquérir plus de 50 % du capital de DAUPHIN OTA. Cette cession a été réalisée avec la famille fondatrice et la Compagnie Saint-Honoré au prix de 146,35 euros par action (coupon attaché), soit 960 francs par action.

CLEAR CHANNEL, par l'intermédiaire de sa filiale MORE Group, va lancer une OPA afin d'acquérir aux mêmes conditions la totalité des actions de DAUPHIN OTA cotée sur le Second Marché de la Bourse de Paris.

Le Conseil de Surveillance de la Société DAUPHIN, réuni le vendredi 11 juin, a qualifié cette OPA d'amicale et a recommandé aux actionnaires d'apporter leurs titres à l'offre.

CLEAR CHANNEL devient ainsi le numéro 1 mondial de la publicité extérieure, présent sur les cinq continents avec un chiffre d'affaires d'environ 8,8 milliards de francs (400 000 panneaux publicitaires, 3 300 contrats de mobilier urbain et de publicité transports).

CLEAR CHANNEL apportera au Groupe DAUPHIN, qui conserve son nom, des moyens accrus pour poursuivre son développement :

- En France, MORE O' FERRALL, spécialisée dans le grand format panoramique, sera rapprochée de DAUPHIN, leader sur son marché.
- ADSIEL, DAUPHIN MOBILIER URBAIN et SIROCCO seront réunies dans une même entité qui détiendra près de 15 % du marché.
- En Espagne et en Italie, les filiales de DAUPHIN auront les moyens d'accélérer leur développement.
- En Belgique, des synergies seront étudiées entre MORE Group et VIA MEDIA dont DAUPHIN détient 50 % du capital.

Le Conseil de Surveillance de DAUPHIN a nommé comme Président Monsieur Roger PARRY, Chief Executive de CLEAR CHANNEL International. Jacques MACHUROT continue à assurer la Présidence du Directoire. Il est assisté de deux Directeurs Généraux : Vincent BOULAY et Pierre LASISZ. Le Comité de Direction actuel de DAUPHIN est élargi afin d'accueillir Pierre LASISZ ainsi que Vincent PIOT, responsable de l'activité mobilier urbain. Les dirigeants des filiales françaises et étrangères de DAUPHIN conservent leurs fonctions.

**Du fait de cette cession, l'Assemblée Générale Mixte prévue le lundi 14 juin à 15 heures a été ajournée et reportée à une date ultérieure.**

Les banques Conseils de l'opération sont respectivement pour DAUPHIN, ABN AMRO et pour CLEAR CHANNEL, ROTHSCCHILD & Cie.



## HORIZONS

PORTRAIT

**J**EAN PEYRELEVADE est prêt pour un nouvel exercice de séduction médiatique. La privatisation d'une entreprise et son introduction en Bourse imposent à tout patron de se livrer à une campagne de communication de masse. Il faut séduire les investisseurs et convaincre les épargnants d'acheter des actions, en leur vantant les mérites et le potentiel de l'entreprise et en leur donnant confiance dans ses dirigeants. L'exercice n'est jamais facile. Avec le Crédit lyonnais, au passé chargé, il promet d'être encore plus délicat. Mais, boulevard des Italiens, à Paris, les proches de ce patron de cinquante-neuf ans partent confiants : ils savent que si leur président a un talent, c'est bien celui de la communication. Excellera-t-il autant dans la gestion courante que dans la gestion de crise ? Beaucoup l'attendent au tournant.

Car, si Jean Peyrelevade sait convaincre, il peut aussi agacer. Son calme apparent, son ton si sûr de lui, sentencieux, ses moues un peu hautaines, son habileté manœuvrière auprès des politiques ou des médias irritent. Ses pairs lui reprochent souvent de se présenter tantôt comme un chef d'entreprise prônant un capitalisme humain et vertueux, tantôt comme un citoyen soucieux de l'intérêt public, et de n'agir finalement qu'en fonction de son intérêt personnel et d'un besoin très fort de reconnaissance. Les banquiers, Michel Pébereau, le PDG de la BNP en tête, en ont assez de le voir mener sa barque et défendre l'indépendance de sa banque envers et contre tout sans s'interroger sur l'avenir de la place de Paris et des banques françaises en général. Les autres patrons se lassent des leçons qu'il leur inflige.

Dans le cadre d'un groupe de travail de la Fondation Saint-Simon sur le gouvernement d'entreprise, Jean Peyrelevade a publié un petit livre dans lequel il critique volontiers l'hégémonie du PDG français et la trop grande concentration des pouvoirs. Ce qui ne l'empêche pas de garder lui-même des sièges dans de très nombreux conseils d'administration : Air Liquide, Bouygues, Lyonnaise des eaux, LVMH, AGF, Lagardère Groupe, Club Méditerranée, Power Corporation of Canada. Et, selon ses détracteurs, de toucher les jetons de présence !

Mais tous, y compris les plus sévères à son égard, reconnaissent que, à la tête du Crédit lyonnais, Jean Peyrelevade a mené un « beau combat ». « Sa nomination s'est faite dans des conditions un peu curieuses », se souvient pourtant Marc Viénot, président d'honneur de la Société générale. C'était en novembre 1993. Edouard Ballardur, premier ministre, voulait propulser Jacques Friedman, un proche de Jacques Chirac, à la présidence de l'UAP. En 1986, M. Ballardur avait déjà écarté sans ménagement celui qui défendait alors l'économie mixte de la présidence de Suez. En 1993, il est mal à l'aise pour récidiver. Pas seulement parce que l'un de ses conseillers les plus influents, Alain Minc, ne cache pas son amitié pour Jean Peyrelevade. Mais aussi parce que, entre-temps, Jean Peyrelevade a obtenu ses lettres de noblesse dans l'establishment patronal. Le président de l'UAP a habilement gagné le respect en refusant d'apporter le soutien de son groupe, pourtant entreprise publique, au raid lancé en 1988 par Georges Pébereau sur la Société générale. Il avait dû pour cela s'opposer publiquement au ministre de l'économie, Pierre Bérégovoy, qui souhaitait « dénouer » les « privatisées » de la droite. Quelques années plus tôt, après avoir défendu une position modérée sur les nationalisations, il s'était déjà distingué en poussant Pierre Mauroy, dont il était directeur adjoint de cabinet à Matignon, à prendre le tournant de la rigueur.

Était-il l'homme idoine pour gérer le dossier Crédit lyonnais ? « A posteriori, le choix a été objectivement bon », reconnaît M. Viénot, qui s'est pourtant montré le plus virulent critique à mesure que le Lyonnais arrachait des dizaines de milliards de francs à l'Etat. Jean Peyrelevade lui-même avoue avoir eu un temps d'hésitation. Certes,



© LUYSEN

# Les entêtements payants de Jean Peyrelevade

**En cinq ans passés à la tête du Crédit lyonnais, il a fait la preuve de son obstination et de son habileté pour restaurer les comptes et l'image de la banque. A l'heure de la privatisation, M. Peyrelevade rêve de jouer encore les premiers rôles**

il avait brigué ce poste en 1988 avant d'être nommé à l'UAP. Il connaît bien le Lyonnais pour y avoir passé une dizaine d'années, à développer les financements aéronautiques, après ses débuts professionnels à la direction générale de l'aviation civile et avant d'entrer dans le cabinet de Pierre Mauroy, comme directeur adjoint, à Matignon en 1981.

Mais, à l'automne 1993, la maison est dans un tel état qu'il pose ses conditions. Dès lors qu'il a accepté la présidence du Crédit lyonnais, sans autre mot d'ordre de la part de l'Etat que celui de le sauver et de le redresser, le banquier marseillais prendra son rôle très à cœur, n'ayant de cesse d'obtenir les meilleures conditions financières possibles pour la banque, afin qu'elle ait les moyens de rester indépendante et suffisamment forte pour pouvoir un jour choisir librement son partenaire dans le mouvement de concentration bancaire européen. Il y est parvenu. Tant pis si cette approche n'était pas la meilleure pour ses concurrents, tant pis si elle n'était pas la moins coûteuse pour le contribuable. « Jean Peyrelevade était dans son rôle de président d'entreprise. Il était aussi dans son rôle vis-à-vis de l'Etat en cherchant à valoriser au mieux un actif du patrimoine public », estime un de ses amis qui préside une grande société de services.

Le combat a été rude. Le premier arrêté de comptes du pré-

sident du Crédit lyonnais est houleux. En mars 1994, Jean Peyrelevade estime qu'il manque 25 milliards de francs pour nettoyer les comptes de la banque et constater la dépréciation de ses actifs, en particulier de ses créances dans l'immobilier. Il demande que l'Etat sépare le bon grain de l'ivraie, découpe le Crédit lyonnais en deux, avec d'un côté la bonne banque, de l'autre la mauvaise. Grâce à l'arbitrage de Matignon, il arrachera au Trésor et à un ministre, Edmond Alphandéry, plus que réticents, le premier plan de sauvetage du Crédit lyonnais, le 26 mars 1994. La banque est alors délestée de 42 milliards de francs de créances immobilières douteuses.

Ce n'est qu'un début. Un an plus tard, un deuxième plan s'impose. Un examen plus approfondi des comptes convainc M. Peyrelevade que les pertes potentielles ne sont pas de 25 milliards, mais de 50 milliards de francs. Son ministre résiste, estimant qu'il « charge la barque ». Mais Jean Peyrelevade ne plie pas. Le 17 mars 1995, 190 milliards de francs d'actifs sont sortis du bilan du Crédit lyonnais et transférés au Consortium de réalisation (CDR).

En voulant absolument pouvoir clamer que le montage ne coûtera « pas un sou » au contribuable, Edmond Alphandéry fabrique une machine infernale qui punit le Crédit lyonnais en l'obligeant à fi-

nancer le CDR à perte. Jean Peyrelevade ne le pardonnera jamais à Edmond Alphandéry. Ce dernier lui rend bien son antipathie, rappelant volontiers que le président du Lyonnais a été associé à la conception des différents plans de sauvetage.

Gangrenés par ce plan banal, les rapports de Jean Peyrelevade avec Jean Arthuis, ministre de l'économie de 1995 à 1997, ne s'améliorent pas. Pour corriger un montage qu'il juge insupportable pour sa banque et obtenir toujours plus de l'Etat, M. Peyrelevade va de bras de fer en bras de fer, affrontant un ministre mal à

toute autorité. Ayant réussi, en accord avec Bercy, à éviter que la banque soit vendue aux enchères, le président du Lyonnais veut faire toute l'opération en Bourse. Son ministre réussit à lui imposer un noyau dur composé de quelques grands actionnaires partenaires. Aussitôt, M. Peyrelevade fait son choix, dédaignant les uns comme Axa, la BNP ou la Société générale, plébiscitant les autres, comme Allianz-AGF, la Commerzbank, ou encore certains clients du Lyonnais, dont François Pinault et Bernard Arnault. Il tente enfin de pousser André Lévy-Lang et Paribas à envisager leur avenir

« Vous vous êtes sauvé vous-même.

Vous êtes têtu comme un âne rouge »

Jacques Chirac à Jean Peyrelevade

l'aise, qui doit sans cesse rendre des comptes au commissaire européen à la concurrence Karel Van Miert. Abasourdi par le montant astronomique d'aides d'Etat en jeu, extrêmement irrité par l'attitude de l'administration et de l'Etat français depuis un malentendu créé par Alain Madelin, bref locataire de Bercy entre Edmond Alphandéry et Jean Arthuis, atterré par les revendications de Jean Peyrelevade, le Flamand ne passe rien à la banque publique. Remonté par ses collaborateurs, mais aussi par les concurrents du Lyonnais - Société générale en tête et BNP -, il exige de lourdes contreparties chaque fois que la banque veut un centime de plus, rêvant de son démantèlement.

Mais Jean Peyrelevade tient bon, usant de son arme favorite face à Bercy : la menace de démission. « C'était le seul élément de force que j'avais dans la négociation. Je ne l'ai pas fait jouer avec plaisir, mais ce n'est pas mon genre de passer la main sans avoir tout essayé. » Jean Peyrelevade sait que les candidats crédibles ne sont pas si nombreux pour ce poste difficile et risqué.

Rompant au fonctionnement de l'appareil d'Etat, le président du Lyonnais joue des tensions entre Bercy et Matignon pour sauver sa tête, voire, au bon moment, ob-

tenir l'appui de l'Elysée. Car, contrairement à François Mitterrand, Jacques Chirac nourrit une certaine sympathie pour ce patron mouton noir, qui n'est pas énarque, ni inspecteur des finances, et refuse les mondanités. Il lui sauve la mise en 1996. Lors d'une étape du Tour de France, Jean Peyrelevade aura l'occasion de remercier le chef de l'Etat de vive voix. « Vous vous êtes sauvé vous-même. Vous êtes têtu comme un âne rouge », lui répond celui-ci. Entêté, il l'est. Au point d'être parfois brutal, même dans les négociations avec ses amis. Gérard Worms, son professeur à l'X, avec qui il a travaillé étroitement à Suez, s'en souvient. Il ne lui a fait aucun cadeau lorsque, président de l'UAP, il négociait le rachat de l'assureur allemand Colonia. Il le sera aussi face à Dominique Strauss-Kahn, lorsque celui-ci devient ministre de l'économie. Les deux hommes pourtant s'apprécient, se respectent, se tutoient et se font confiance.

Pour autant, Jean Peyrelevade ne facilitera pas la tâche de son ministre dans l'ultime négociation marathon avec Bruxelles. Pour obtenir le dernier feu vert de la Commission, qui tombe finalement en mai 1998, « DSK » aura dû en permanence négocier sur deux fronts : côté Crédit lyonnais et côté européen.

La privatisation sera encore l'occasion pour Jean Peyrelevade de faire preuve de sa résistance à

avec le Lyonnais. Le rapprochement de la Société générale et de Paribas fera exploser ce beau schéma. Faut-il alors marier le Lyonnais à la BNP ? La question se pose. Mais, une fois de plus, Jean Peyrelevade, fermement opposé à cette solution, montre qu'il n'a pas peur d'affronter son ministre, rappelant qu'il a toujours dit à M. Strauss-Kahn : « Je suis prêt à fusionner avec la BNP ou la Société générale, à condition que ce soit toi qui me le demandes. » Entre-temps, le Crédit lyonnais fait circuler des chiffres apocalyptiques sur les conséquences sociales d'une telle fusion, réussissant à éloigner la BNP qui lance son projet de mariage à trois avec la Société générale et Paribas. Bercy ne cède pas pour autant sur toute la ligne au Lyonnais, l'obligeant à accepter dans son tour de table l'assureur français Axa et, pour 10 % du capital, une grande banque française, le Crédit agricole.

La multiplication des candidats au noyau dur du Lyonnais n'en est pas moins un coup de chapeau pour le travail de Jean Peyrelevade. Reste à savoir comment ce dernier va négocier le tournant de la privatisation. A compter du mois de juillet, M. Peyrelevade devra, presque pour la première fois dans sa carrière, rendre des comptes à des actionnaires privés. Il devra se concentrer sur la gestion pour parachever le redressement d'une banque très en retard sur ses concurrents en termes de rentabilité.

Ce n'est pas son point le plus fort, dénoncent déjà certaines voix, rappelant qu'il a été meilleur stratège que gestionnaire au quotidien à l'UAP et que Suez qu'il a présidé n'était qu'une holding. Il risque d'être encore affaibli si le rigoureux Pascal Lamy, son bras droit et ami, venait à la quitter pour prendre un portefeuille de commissaire à Bruxelles.

« Ces critiques et ces boutades, je les ai entendues souvent. » A commencer par ses quatre enfants, qui le plaisaient parfois sur le thème : « Tu as été président de Suez, de la Banque Stern et de l'UAP. Toutes ont disparu ! » Mais il reste serein. Pour lui, le redressement de la banque est bien engagé, sa structure de direction organisée autour d'un comité exécutif, suffisamment collégiale pour parler à toutes les critiques. S'il reconnaît préférer réfléchir aux décisions stratégiques plutôt que suivre leur application au jour le jour - ce que lui reprochent parfois les syndicats de la banque -, il rappelle enfin qu'il a personnellement obligé le Crédit lyonnais à construire tous les instruments de contrôle et de gestion dont il était totalement dépourvu en 1993. Il n'hésite pas non plus à mettre la main à la pâte lorsqu'il s'agit d'aller séduire un grand client.

Aura-t-il envie de rester dans un Crédit lyonnais normalisé ? Il semble en avoir la ferme intention. Il est encore trop tôt pour qu'il aille finir sa carrière comme VIP d'une banque anglo-saxonne ou qu'il aille parfaire ses performances au golf, qu'il ne pratique guère qu'avec son épouse. Sur-tout, l'histoire du Lyonnais n'est pas tout à fait terminée. Jean Peyrelevade rêve toujours de faire de la banque un acteur de poids dans un environnement bancaire européen en plein bouleversement.

Sophie Fay

# Reconstruire, maintenant ou jamais !

par Edouard Balladur

Ce qui devait arriver est arrivé : l'opposition républicaine et libérale est allée dispersée aux élections européennes, elle en sort fracturée et émietlée. L'union était possible : quatre des dirigeants conduisant les trois listes de l'opposition étaient, de 1993 à 1995, membres de mon gouvernement ; ce dernier a fait faire à l'Europe des progrès substantiels et sauvé la politique agricole commune. Je n'ai pas souvenir qu'aucun d'entre eux ait, à l'époque, émis des réserves sur sa politique.

Nous sommes maintenant devant les conséquences qu'entraîne cette division. Colère des électeurs qui voulaient une liste commune et dont le jugement devient plus sévère encore sur des querelles dont les effets les exaspèrent. Difficulté accrue d'organiser l'opposition qui, à chaque épreuve, se montre plus incapable de se coordonner. Discrédit de la classe politique, considérée par nos concitoyens comme enfermée dans ses rivalités de chapelle et insoucieuse de leurs aspirations. Renforcement de la gauche qui, elle, sait tirer profit de sa diversité, en évitant qu'elle ne devienne division dévastatrice. Dieu sait pourtant que les désaccords existent en son sein !

Devant ce champ de décombres, devons-nous nous résigner, prendre notre parti du spectacle que nous offrons aux Français ? Certains le pensent, justement en prenant l'exemple de la gauche qui, elle, sait s'accommoder de la division ; en se référant aussi aux expériences passées : aux élections législatives de 1986 et de 1993, disent-ils, la droite, organisée en deux grandes tendances, a gagné et elle a gagné encore à l'élection présidentielle de 1995.

Mais n'oublions pas qu'elle a perdu aussi en 1981, 1988 et 1997. Perdu, alors qu'il y a dans notre pays une adhésion majoritaire

aux idées de droite : le progrès économique et social par la liberté, la sécurité, la nation, l'application de la loi républicaine.

Puisque la droite se révèle, et de façon répétée, incapable d'organiser sa diversité, alors il faut saisir l'occasion de ce nouveau revers pour définir un ordre durable. Il appartient aux élus et aux électeurs de l'imposer.

La France connaît un scrutin majoritaire pour les élections législatives comme pour l'élection présidentielle. Il faut donc un parti pivot à droite comme à gauche. A gauche, il y en a un, incontesté désormais : le PS. Y en a-t-il un à droite ? Non. Les partis de l'opposition républicaine n'ont pas su définir leurs relations entre eux avec suffisamment de souplesse et d'ouverture d'esprit. Les conséquences sont là : d'un côté, c'est le soupçon d'hégémonie, de l'autre celui de double jeu. Ce n'est pas le risque d'éclatement du RPR, qui existe désormais, qui va faciliter les choses. L'UDF s'est scindée en deux il y a un an ; si le RPR se scindait aussi, le comble serait mis au désordre.

Que faire ? Laissons de côté les idées dépassées : nous résigner à l'émiettement, c'est nous résigner à la défaite perpétuelle, c'est ne pas avoir confiance en soi et refuser de construire un ordre stable qui existe durablement par lui-même ; changer le mode de scrutin, en tout cas pour l'élection législative, en instituant le scrutin à un tour dont le caractère implacable nous contraindrait à nous réformer, n'allons pas imaginer que quiconque nous y aidera afin de nous éviter tout effort ; créer une confédération avec des candidats communs aux élections législatives comme à l'élection présidentielle, on l'a déjà essayé, et cela n'a pas toujours suffi.

Quant à l'Alliance, instituée il y a un an entre le RPR, l'UDF et Démocratie libérale, et qui était une résurgence de l'idée confédérale que j'avais défendue il y a plus de

dix ans, elle est désormais morte-née. Je conseille de ne plus en parler.

Le choix est toujours le même, entre l'immobilisme et le mouvement. Le statu quo est impossible ou alors autant renoncer pour longtemps à reconquérir la confiance des Français. Il nous faut frapper un grand coup et montrer à l'opinion qu'enfin nous avons compris, le lui montrer de façon visible, éclatante. Nous devons donc créer entre les partis

**Nous devons créer entre les partis d'opposition un rassemblement organique qui laisse sa personnalité à chacun, certes, mais qui soit plus qu'une simple association aux liens lâches**

d'opposition un rassemblement organique qui laisse sa personnalité à chacun, certes, mais qui soit plus qu'une simple association aux liens lâches, formule dont nous nous sommes contentés jusqu'à aujourd'hui, avec le succès que l'on voit.

Comment faire ? Pour y parvenir, il n'y a qu'une solution : donner la parole aux électeurs et aux élus, sur l'organisation de l'opposition et sur son programme qui doit d'abord être le leur.

Il faudra prendre garde que, dans ce rassemblement nouveau et ses organes de direction, la place de chacun soit respectée et garantie, que ce rassemblement dispose d'un président unique, et non tournant, chacun des dirigeants des partis en exerçant la fonction à son tour, ce qui en fait un rôle de pure apparence quand il ne prête pas à sourire.

Il y aura des objections et des obstacles. On dira que ce rassemblement à forme fédérale rétrécit

l'espace à la fois vers la droite et vers la gauche. Je crois tout le contraire ; je n'ai pas observé que l'espace du PS ait été restreint parce qu'il a su rassembler ses tendances.

On dira que les états-majors des partis le refuseront sous prétexte de défendre l'identité de leur mouvement. Là encore, je crois le contraire. On peut faire en sorte que la personnalité de chacun soit respectée. Il appartient aux élus et aux électeurs de

Allemagne, le Parti conservateur ou le Parti travailliste en Grande-Bretagne, le Parti populaire en Espagne, le PS en France. En serions-nous incapables ? Je ne veux pas le croire.

Le temps n'est plus où les citoyens étaient les simples spectateurs des rivalités d'appareil. A eux de décider. De même que dans les entreprises la gestion moderne s'appuie sur la participation active des salariés, de même les citoyens veulent participer pleinement au débat politique.

La droite doit répondre à ce besoin. Cela suppose qu'elle organise avec ses électeurs un dialogue direct en les consultant sur la structure qu'ils souhaitent pour elle. Participeraient à cette consultation les élus tout d'abord, députés, sénateurs, députés européens, conseillers régionaux, conseillers généraux, maires, conseillers municipaux de toutes les communes, dès lors qu'ils se reconnaissent dans l'opposition républicaine. Cela représenterait déjà des dizaines de milliers de personnes, voire davantage.

Participeraient aussi à cette consultation les électeurs qui le souhaiteraient et qui seraient régulièrement inscrits sur les listes électorales. Chaque votant disposerait d'un mandat au moins, les élus pouvant bénéficier d'un nombre de mandats supérieur en proportion de la population qu'ils représentent.

A ce corps électoral, les différents mouvements de l'opposition devraient soumettre un projet d'organisation et, afin de prouver dès le départ leur bonne foi, décider tout d'abord de créer un groupe unique à l'Assemblée nationale, avec un président unique entouré d'un bureau respectant l'équilibre et les droits de chacun. Une fois mise en place cette organisation nouvelle, celle-ci consulterait une seconde fois

les Français, qu'ils soient élus ou électeurs, sur le projet gouvernemental d'avenir qu'ils souhaitent voir établi.

S'agissant de ce projet, j'ai suggéré, dans un document intitulé « Pour une voie nouvelle », quinze propositions qui, avec d'autres, peuvent fournir la base d'un débat. Je souhaite que les leçons du nouvel échec que l'opposition vient de subir soient tirées sans retard. Il faut que les députés de l'opposition décident rapidement eux-mêmes de constituer un groupe unique. Il faut que, dans le même temps, les dirigeants des mouvements de l'opposition décident d'une organisation nouvelle, et mettent en place la consultation des électeurs et des élus qui permettrait de la ratifier. Si la volonté d'aboutir existe, il suffira de quelques jours pour définir les principes et les modalités de cette organisation nouvelle.

Il est grand temps de se donner les moyens de réagir à une situation à bien des égards désastreuse. Après, il risque d'être trop tard. Cette fois, il est vraiment temps d'innover, sans se résigner à des échecs répétés. Evidemment, on peut toujours rêver que le pouvoir nous sera offert à nouveau même si nous ne faisons rien pour le mériter. Mais qu'en ferions-nous si nous ne nous y étions pas préparés ? Nous avons besoin d'une organisation nouvelle et solide afin de disposer, si les Français devaient nous faire confiance, du temps nécessaire à l'accomplissement des réformes indispensables à notre pays. Nous ne devons plus nous satisfaire de passer, de temps à autre, deux années au pouvoir.

Je souhaiterais qu'on y pense davantage qu'à la défense des positions acquises.

**Edouard Balladur**, ancien premier ministre, est député (RPR) de Paris (12<sup>e</sup> circonscription).

## PCF : beaucoup de bruit pour rien...

par Marc Lazar

QUE n'avait-on entendu à propos de la liste conduite par Robert Hue ! Le secrétaire national du PCF n'a cessé d'en vanter l'originalité : elle respectait une double parité (hommes-femmes, communistes-non communistes) ; il avait même annoncé une surprise au soir du 13 juin. Selon lui, cette initiative attestait le virage pro-européen et la « mutation » de son parti ; d'ailleurs, elle rendait visible une conception « non professionnelle » de la politique.

Avec 6,8 % des suffrages exprimés, le PCF se situe légèrement en dessous de son score des européennes de 1994. Devancé par les Verts, il est talonné par les trotskistes. Loin de surprendre, cette élection confirme que le PCF a atteint un palier après sa chute vertigineuse des années 80 : depuis que Robert Hue en a pris la direction, il y a maintenant plus de cinq ans, il évolue entre 6,8 et 9,9 % des suffrages.

La carte du communisme dans l'Union européenne laisse apparaître une nouveauté sans précédent. Auparavant, les bastions communistes se situaient au Sud : France, Espagne, Portugal, Italie et Grèce. Dans tous ces pays, les communistes oscillent entre 5,7 % et 8,6 % des voix, à l'exception du parti portugais qui continue son déclin, mais reste au-dessus des 10 %.

Désormais, les partis qui avoisinent ou dépassent largement les 10 % des suffrages exprimés se situent dans la partie septentrionale du continent, en Finlande avec « L'Alliance de gauche » qui a rassemblé 9 % des suffrages, mais surtout en Suède avec le Parti de la gauche, qui a frôlé les 16 %. Avec une nuance de taille toutefois : ces partis ont largué leurs amarres communistes en changeant de nom et d'identité. Ainsi, le parti suédois combat l'intégration européenne, défend l'Etat-providence national au nom d'un véritable chauvinisme social, mais aussi l'environnement et toutes les minorités. Surtout, il est devenu le pôle autour duquel se rassemble une gauche disparate, radicalisée, libertaire, qui se veut alternative à la social-démocratie.

Les partis de l'UE restés communistes ont de fortes divergences, par exemple à propos de l'Europe. Aux PC portugais et grec hostiles à l'Europe, s'opposent les autres PC, aujourd'hui pro-européens, à l'instar du PDS allemand et du PCF. De même, leur identité et leur stratégie diffèrent.

Le PCF et Refondation communiste en Italie évoluent à fronts renversés au regard de leurs histoires respectives. Alors que le premier se veut constructif et participe au gouvernement Jospin, le second a provoqué la chute du cabinet de Romano Prodi en 1998 et déclaré approuver la partie prétendument théorique du texte des Brigades rouges revendiquant le meurtre d'un conseiller du ministre du travail, le 20 mai dernier. Néanmoins, ils développent des actions semblables, comme au moment de la guerre du Kosovo qu'ils ont dénoncée avec plus ou moins de virulence, sans que cela ne leur rapporte électoralement. Tous se déclarent attachés à leur nom et tous s'évertuent à redéfinir un projet communiste.

Or, pour le moment, ils se montrent incapables de rassembler largement autour d'eux : hormis le PC grec, tous ont subi un échec électoral ce dimanche. Si le PCF n'a guère eu de mal à trouver des non-communistes parmi des personnalités, des dirigeants d'associations ou de syndicats, avides, pour de multiples raisons, de siéger au Parlement européen, il n'a pas réussi à fédérer la gauche du PS. De la sorte, le PCF, comme les autres PC de l'Europe du Sud, se confronte à ce que j'appellerai les deux hypothèses suédoises.

Où il demeure fondamentalement communiste, et il s'inscrit dans la problématique du « camarade 4 % » qu'a longtemps connue ce PC scandinave. Pour être représenté au Parlement à Stockholm, les partis doivent dépasser la barre des 4 % des suffrages. Aussi le PC obtint-il longtemps ce score, bénéficiant du vote d'une fraction d'électeurs sociaux-démocrates qui exerçait ainsi une pression continue sur le parti social-démocrate dominant.

En France, avec un autre système électoral, le PCF deviendrait le « camarade 7-10 % ». Un camarade tru-

blion : de temps à autre, il lancerait d'excellentes opérations de marketing, pousserait au conflit social, pèserait sur les orientations de la gauche réformatrice et attirerait des intellectuels peu regardants sur son passé totalitaire. Mais le PCF serait de plus en plus tiraillé entre la nécessité de donner des gages de sa fidélité au communisme, notamment du fait de la concurrence trotskiste, et la volonté de sa direction de rénover ce même communisme. Sur le moyen terme, il serait menacé d'une inexorable érosion ou d'une scission : à son tour et après tant d'autres de ses ex-partis-frères, il ferait l'expérience que le communisme ne peut pas se réformer.

Où bien le PCF engage un changement total, à l'instar de ce qu'a entrepris le parti suédois de la gauche ces derniers temps, sans pour autant renier son engagement européen ni sa volonté d'être un parti responsable. Ce qui l'amènerait inexorablement à dissoudre son communisme dans un *minestrone* insipide mais coloré par les multiples ingrédients de la gauche du PS : gauches républicaine, nationaliste, verte, bourdieusienne, radicalisée, féministe, homosexuelle, libertaire, syndicale, basique, citoyenne, associative, morale, etc.

Pareille opération arriverait trop tard et serait à hauts risques. Le PCF mécontenterait sa base traditionnelle qui pourrait céder aux sirènes de l'extrême gauche sans pour autant être assuré d'attirer les électeurs venus d'autres horizons. En outre, faire tenir ensemble ce catalogue à la Prévert dans un pays où la gauche a subi, des années durant, la puissance, le stalinisme, l'ouvriérisme et l'esprit dominateur du PCF relève de la gageure.

Le piètre résultat de la liste « Bouge l'Europe » démontre que le strass et les paillettes ne sont pas une politique. Le PCF ne peut plus se contenter de s'affirmer communiste tout en se voulant le plus bigarré possible : il devra choisir entre deux solutions dont aucune ne semble réjouissante.

**Marc Lazar** est professeur de sociologie politique à l'université Paris-X-Nanterre et à l'IEP de Paris.

MARDI 15 JUIN  
de 9h à 19h  
**EUROPE 2**  
vous offre  
**TOUTES LES MINUTES...**

...le nouvel album de  
**Jamiroquai**  
synkronized

**EUROPE 2**

Toutes les fréquences sur le 08 36 68 54 32 ( 2,23 F la minute ) et sur internet : [www.europe2.fr](http://www.europe2.fr)

# Les chasseurs, les paysans et l'inconscient français

par Christophe Gallaz

**E**TRANGE Hexagone. La vie publique y semble toute inscrite sous le signe d'une insurmontable fatalité : les Français, chaque fois que leur pays est contraint de méditer son rapport avec l'Europe à l'occasion d'un scrutin spécifique, se lancent dans une réinvention de leurs origines les plus caricaturales, c'est-à-dire les plus spectaculaires et généralement les plus rances.

C'est alors qu'ils muent leur territoire national en cette scène de théâtre scandaleuse où des chasseurs et des paysans peuvent se comporter librement comme des violeurs de normes juridiques internationales et des saccageurs de bureaux ministériels, comme on l'a vu ce printemps - tandis qu'à l'étage censément supérieur de la politique, où se tiennent leurs complices autant du côté de la majorité que du côté de l'opposition, la préparation des élections européennes du 13 juin n'a souvent été exploitée que comme prétexte à des positionnements de microchefs vernaculaires et de leurs vassaux.

Tout dans cette affaire participe bien sûr du sentiment de l'identité collective, facile à définir : on se sent soi dès lors qu'on imagine maintenir un équilibre entre le fait de participer au monde extérieur et celui d'en demeurer distinct. Il s'agit autant d'en être reconnu que de conserver une sensation de quant-à-soi. Or, à l'instar d'innom-

brables peuples, au gré d'un phénomène curieusement sous-analysé par les observateurs, les Français paient cher cette équation : pour la maintenir en équilibre, il leur faut d'abord s'automutiler.

Afin que des Picards, des Provençaux et des Alsaciens supportent de coexister sous une même bannière de manière à constituer une masse suffisante aux regards tiers, les uns et les autres doivent en effet commencer par réfréner au maximum la perception de leurs différences intérieures. Il n'est de sentiment national qui ne soit fondé sur ce processus d'illusion délibéré, auquel travaillent quotidiennement d'innombrables institutions à vocation patriotique allant des équipes sportives faitières (« *Allez les Bleus !* ») à l'appareil militaire.

Une seconde démarche peut alors advenir. Elle consiste à transférer mentalement, hors des frontières nationales, le paquet des dissensions objectives existant à l'intérieur du pays. A convertir la somme des désaccords internes naturels en une somme de soupçons dirigés vers l'extérieur. Picards, Provençaux et Alsaciens se sont donc accordés entre eux, mais se sont d'autant plus mêlés, ensemble, des Grecs ou des Allemands.

Le drame est que ces fonctionnements de l'inconscient restent soigneusement ignorés. Il s'ensuit des aboutissements dévastateurs. Le

peuple français, en s'imposant des comportements de cohésion aussi brutaux, s'inflige des douleurs sourdes et de surcroît s'aveugle à grande échelle. Au lieu que chaque Picard reconnaisse chaque Proven-

**Pour les Français, au niveau de crispation qui les caractérise sans qu'ils le sachent, l'ouverture européenne ne peut représenter qu'un problème à résoudre par la dénégation rampante, et non une expérience**

çal ou chaque Alsacien comme un Autre façonné dans sa pleine étrangeté, il les a déterminés comme des Mêmes. Au lieu de conclure avec eux un pacte de voisinage et d'entraide, qui prélude à son tour à la conclusion de pactes plus larges avec les Autres extérieurs à la nation, dans le cadre d'une culture réellement éprouvée de l'approche et de l'accord, il demeure ficelé dans les automatismes de l'égoïsme étrié.

Aucune évolution réelle n'est possible dans ces conditions. Pour les Français, au niveau de crispation qui les caractérise sans qu'ils le sachent, l'ouverture européenne ne peut représenter qu'un problème à résoudre par la dénégation

rampante, et non une expérience. Voyez Jean-Pierre Chevènement ou l'ancien président du RPR Philippe Séguin, chacun dans son style et selon son credo. Se gardant de répertorier véridiquement ce qui se

trouve hors de la France, d'imaginer des stratégies offensives dans ce cadre élargi puis de les déployer, ils ne parviennent qu'à s'en défier, différer l'examen des problèmes et contourner ces derniers à force de discours entortillés : dès lors qu'on a conçu l'identité française comme une citadelle peuplée d'enrôlés cooptés qui se décrètent unanimes, seule une adversité considérable peut régner alentour - et la guerre est toujours imminente.

Ces circonstances, nées d'une absence totale de méditation politique et civique collective sur les questions de l'altérité, entraînent la conséquence qu'on sait depuis quelques mois : elles légitiment la montée, sur la scène publique inté-

rieure, des chasseurs et des paysans les plus agressifs. Si vous les avez vus arrogants, teigneux et de surcroît obscènes à l'endroit de la ministre Dominique Voynet, et racistes et xénophobes à l'endroit de Daniel Cohn-Bendit, vous avez eu raison.

Le plus grave est qu'ils sont logiquement nécessaires, voire indispensables, sur le terrain que leur préparent des Jean-Pierre Chevènement et des Philippe Séguin, avec les complexités précautionneusement occultées d'un Lionel Jospin. Regardons-les comme des emblèmes. Les paysans incarnent mieux que quiconque la liturgie politique dominante en matière de nation : on pourrait dire qu'ils la garantissent par les racines, au sens littéral de ce mot.

Quant aux chasseurs, au grand bonheur inavoué des chantes de la franco-francitude, ils canardent moins des palombes et des bécasses survolant leurs petits fiefs que des normes communautaires en état de migration sur le territoire des Quinze.

Dans ces conditions, faisant une place essentielle aux combines d'urgence, comment plaider l'ouverture européenne ? Au nom de l'économie ? Ce serait accablant. Nul citoyen de France, a fortiori, nul citoyen des pays environnants constituant l'Europe, s'il n'a pas une conscience pleine de son sentiment national face au monde extérieur, ne peut considérer sans effroi viscéral l'avènement de cette énorme instance dont on lui rebat les oreilles sous le nom de « marché » communautaire.

Selon la *doxa* politique et généralement médiatique, l'acte de consommer serait un geste en soi fertile. Il permettrait à chacun d'approcher ses congénères, d'observer leurs inclinations et leurs goûts, de les côtoyer dans la grande circulation des marchandises et de s'entendre avec eux dans le flux généralisé des usages et des modes.

Or il faut se trouver en état de singulière plénitude intime pour qu'un tel paradis ne soit pas dissolvant. Dans la pratique, l'acte de consommer induit le plus souvent des processus inverses. Il rend chacun d'entre nous solitaire. Il nous met en état de concurrence avec nos semblables et nous plonge dans l'autisme scintillant des satisfactions volatiles. Il instille en nous l'angoisse perpétuellement renouvelée du manque possible. Il nous écrase au gré des hiérarchies qu'il institue. Il définit certains d'entre nous comme possédant les moyens d'acquiescer tel ou tel bien, et les autres comme ne possédant pas ces moyens : le pouvoir d'achat dont je dispose, c'est la domination que j'exerce sur mon voisin qui n'en dispose pas.

Quand un pays comme la France se rapproche de l'Europe en convoquant simultanément ses propres chasseurs et ses propres paysans pour leur demander de réarmer l'inconscient collectif contre tout ce qui procède du dehors, il concourt à rendre l'édifice communautaire aliénant et de surcroît faussaire : apte à sécréter non pas du bonheur, du partage et de la fraternité, mais de la misère diffuse et de l'iniquité.

A partir de là, le « marché » des Quinze et le chômage apparaissent comme deux catastrophes d'une ampleur analogue. Etre privé d'un travail à la faveur duquel accomplir son destin et se trouver dessaisi de soi-même dans le flux des biens et des marchandises, finissent par s'équivaloir. Une population qui chôme éprouve un tourment symétrique à celui d'une population lancée dans l'exercice compulsif de la consommation. L'une et l'autre se conjoignent dans leur suspicion de l'étranger, dans leur lassitude à l'égard des rouages démocratiques usuels et dans ce mélange d'indifférence, de violence et de découragement qui les caractérise en permanence.

Telles sont les perspectives. Il aurait été difficile de saboter jusqu'ici plus efficacement, par maladresse et surtout couardise généralisée, la grande œuvre imaginée voilà cinquante ans par quelques visionnaires agrégés autour de Jean Monnet pour empêcher un nouveau désastre mondial.

**Christophe Gallaz** est écrivain et chroniqueur.

**AU COURRIER DU « MONDE »**

**LES ÉLITES PARESSEUSES**

Comment un échec aussi manifeste peut-il prêter à autant d'autosatisfaction péremptoire et de bonne conscience ? L'intervention dans les Balkans se solde par une catastrophe humanitaire, une impasse politique, de graves déficits économiques et écologiques, une sérieuse hypothèque sur l'avenir de la région et un effacement de l'Europe. Qu'en France un tel échec ne suscite aucun débat politique (en particulier au Parlement) ni médiatique vaut symptôme du déficit démocratique et du façonnage de l'opinion dans notre pays (...).

C'est en France, pays du doute cartésien et de l'esprit de finesse qu'on assiste au triomphe d'une rhétorique incantatoire autant destinée à exorciser les démons du passé (Munich-Vichy-Auschwitz) qu'à diaboliser les ennemis du présent (il faut bien se résoudre à appeler ennemis des gens que l'on bombarde quotidiennement). La référence à Munich est risible pour qui connaît le contexte de la fameuse conférence, mais peu importe, les ânes la reprennent à l'envi. L'esprit munichois ne se situe-t-il pas plutôt dans l'acquiescement collectif à l'erreur avérée ? Au bout du compte, la référence à l'Allemagne nazie comme incarnation du mal absolu permet aux esprits paresseux (je parle de nos élites) de remplacer la pensée politique par le prêche émotionnel (...).

**Jean Reinert Pignat (Hérault)**

**ORDRE PUBLIC**

Mercredi 9 juin, à 18 h 45, je rentre chez moi en métro, en empruntant la ligne n° 4. L'affluence n'est pas importante (...). Assis sur un strapontin, un jeune homme. A proximité, un homme à moitié étendu sur les quatre places assises qu'il occupe seul. Nous venons de quitter la station Château-d'Eau. L'homme étendu semble aviné et marmonne en s'adressant au jeune homme du strapontin : « *T'es un pédé, toi.* » Nous passons la station Gare-de-l'Est. L'homme continue d'invectiver le jeune homme, qui ne bronche pas. Finalement, ce dernier se lève excédé et le bourre de coups de poing. Une dame les sépare. La bagarre n'a pas duré trente secondes.

Préoccupé par l'incident, je ne vois pas qui tire le signal d'alarme, alors que nous entrons dans la station Gare-du-Nord. Les portes à peine ouvertes, quatre ou cinq hommes en civil se précipitent à l'intérieur du wagon, saisissent brutalement les perturbateurs, les traînent sur le quai, les frappent au visage et les tutoient vertement. Des passagers crient : « *C'est pas lui qui a commencé !* » Ils relâchent le jeune homme mais s'acharment sur l'ivrogne qui ne se défend pas. Personne n'ose plus intervenir (...). Nous sommes honteux et stupéfaits. Elle est inquiétante cette violence du personnel chargé de garantir l'ordre public !

**Philippe Péricard Paris**

**RETARD**

Dans *Le Monde* daté 6-7 juin, je lis à la « une » : « *La France tombe sous le charme des parcs de loisirs. Elle comble peu à peu son retard par rapport aux Etats-Unis...* ». La formule n'a l'air de rien, et pourtant ! « *Comblant son retard* »... De deux choses l'une : soit cette formule vient à son auteur d'une manière spontanée, soit elle est choisie, mesurée, assumée. De ces deux possibilités de lecture, laquelle choisissez-vous ?

**Valérie Rombaut-Polje Paris**

**DÉCISION DE JUSTICE**

Si l'on peut parfaitement comprendre que la perspective d'inscrire un préfet à son tableau de chasse puisse aiguïser le zèle de n'importe quel magistrat normalement constitué, cet « enthousiasme » n'en paraît pas moins devoir obéir à certaines règles.

En retardant délibérément la future audition de Bernard Bonnet afin de prolonger l'inutile incarcération d'un homme dont on sait pourtant qu'il fera face à ses obligations, on aimerait se persuader que l'intérêt seul de la justice a prévalu et que la tentation un rien morbide d'humilier une personnalité hier encore si puissante n'a motivé en rien cette décision.

**Bertrand Martin Espalion (Aveyron)**

9 TELECOM : Le premier abonnement "téléphone + internet" gratuit. tout le monde va appeler le neuf



Abonnement "téléphone + Internet" gratuit!

Le meilleur tarif téléphonique national le week-end : la minute?

Seulement la minute le soir en semaine?

VOUS DEVRIEZ EN DEMANDER PLUS AUX TELECOMS.

www.9telecom.fr

9 TELECOM

\*Internet gratuit : hors coûts des communications locales, pour une durée de 12 mois. \*Tarif Week-end : le week-end (du vendredi minuit au dimanche minuit) et les jours fériés. \*Tarif Soir : de 19h00 à 8h00 du lundi au vendredi. Ces tarifs sont applicables en France métropolitaine, pour les appels hors département, hors appels vers les mobiles et numéros spéciaux. La Corse (2A et 2B), ainsi que les départements 75, 92, 93 et 94 sont considérés comme un seul département. Hors Crédit temps de 0,50 F TTC pour la première minute. Tarifs au 15/06/99.

# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

## Salubrité alimentaire

**E**N invitant ses partenaires de l'Union européenne à se donner pour but l'abandon progressif des farines animales dans l'alimentation des animaux d'élevage, le gouvernement français fixe un objectif ambitieux mais nécessaire. Il s'attaque à l'une des difficultés majeures rencontrées dans la recherche de la sécurité alimentaire, et, dans le même temps, ouvre une voie qui, fort heureusement, n'a plus rien d'utopique.

Beaucoup plus, sans doute, que l'affaire actuelle de la contamination alimentaire par la dioxine, c'est celle de la « vache folle » qui, en Europe, a mis en évidence, d'une manière spectaculaire, la menace sanitaire inhérente à de telles pratiques. L'opinion a ainsi découvert, en 1996, que le recyclage dans l'alimentation animale de déchets d'abattoirs ou de cadavres animaux peut affecter la santé des humains consommateurs de bêtes ainsi nourries. En Grande-Bretagne, différentes modifications dans les procédures industrielles de fabrication des farines animales – modifications autorisées par le libéralisme à la Thatcher, en vue d'obtenir de plus grands profits – avaient entraîné la dissémination d'un agent transmissible non conventionnel, responsable d'une nouvelle maladie animale. Dix ans plus tard, on apprenait que ce prion pathogène avait atteint l'espèce humaine et était à l'origine d'une nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), affection neurodégénérative aux conséquences toujours mortelles.

Malgré tous ces éléments, dûment documentés par les scientifiques européens, la Commission européenne n'a pu obtenir des pays membres de l'Union une harmonisation des processus industriels de fabrication des farines animales. Conduite par l'Allemagne, une majorité s'est opposée à la volonté française de prendre toutes les garanties sanitaires dans ce domaine. Aujourd'hui, les temps ont manifestement changé. L'affaire de la dioxine, une plus grande sensibilité de l'opinion publique européenne aux questions de sécurité alimentaire, tout comme la menace que continue de faire peser l'épidémie de la « vache folle », font que les autorités en charge de la santé, de l'agriculture et de la consommation ne tiennent plus pour anecdotique un sujet qui, hier encore, faisait sourire.

De nombreux obstacles restent certes à franchir. Il faudra trouver les moyens techniques permettant de détruire chaque année des millions de tonnes de déchets animaux sans nuire à l'environnement. Il faudra aussi que l'Europe modifie les axes de sa politique agricole commune et favorise la culture de plantes riches en protéines dans des espaces qu'elle a hier organisés en jachère. Pour autant, l'objectif doit, pour des raisons sanitaires évidentes, être atteint : obtenir qu'en Europe, dès les premières années du siècle prochain, tous les animaux d'élevage – poissons compris – ne soient plus nourris par les résidus des cadavres des générations qui les auront précédés.

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE  
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani, Dominique Aldy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Feneci, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet  
Directeur artistique : Dominique Royquette  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédacteurs en chef : Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Grelissamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Saigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Médiateur : Robert Solé  
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Forte baisse à Wall Street

LA FORTE baisse des cours qui s'était produite lundi à la Bourse de New York ne s'est pas poursuivie hier. Pourtant on n'a pas constaté de véritable reprise, et il est possible que le glissement continue. D'autre part, l'activité commerciale et industrielle ne s'améliore pas. On annonce une réduction de la production d'acier. Les prix sont en baisse. Le nombre des chômeurs a augmenté de 273 000 en mai.

On a évoqué à cette occasion la crise de 1929. Mais le krach boursier de 1929 était le résultat d'une forte inflation de crédit et d'un boom spéculatif inouï. Rien de tel aujourd'hui. Le cours des actions industrielles n'a pour ainsi dire pas monté depuis 1945. Le système bancaire, loin d'abuser du crédit, a pratiqué une politique de restrictions sévères. La circulation monétaire n'a fait que baisser depuis

1946, et les dépôts disponibles dans les banques ont à peine augmenté.

Les Etats-Unis ont connu en effet une certaine inflation, mais qui ne tenait pas à des causes d'ordre bancaire ou budgétaire. Les salaires et les prix ont monté. Les revenus se sont gonflés, alors que la masse monétaire ne variait pas. C'est là, semble-t-il, qu'il faut chercher la cause principale du marasme d'aujourd'hui. Le manque de fonds de roulement a, d'une part, gêné le commerce et, d'autre part, déterminé des ventes de valeurs.

A première vue, la dépression américaine ne paraît pas devoir être grave ni durable. Le principal danger c'est que, par un mécanisme psychologique bien connu, la baisse n'appelle la baisse, et que la dépression ne finisse par dégénérer en crise.

Marcel Tardy  
(16 juin 1949.)

## Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

# Inversion des rôles

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

IL Y A ENCORE dix ou quinze ans, si l'actualité se mettait à bouillonner comme ces jours-ci, on attendait d'une demi-douzaine de consciences en vue qu'elles en tirent une morale, une vision du monde, des souvenirs, en tout cas de la prose – ronflante ou gracieuse, selon les styles. On n'apprenait pas grand-chose, mais on se régala.

Imaginons un instant quel mélange de rosseries et d'attendrissements un Mauriac aurait tiré des élections européennes, au parfum de MRP retrouvé, des Dardanelles en Quatorze, du sparadrap à la tempe du Saint-Père ! Quel réveil antibourgeois un Sartre aurait salué dans les astuces de Belgrade, ou dans le score Laguiller-Krivine !

Las ! C'est la liberté des morts, de se taire ; c'est même la seule qui leur reste. Et depuis la disparition de ces ténors, le glas des âmes plus ou moins belles a sonné. Les préposés aux choses vagues s'en croyaient, ils disaient trop d'âneries. Place aux nouveaux seigneurs de l'opinion, omniscients et omniprésents : les Experts.

Avant même que paraissent les premières estimations des scrutins, les marchands de sondages reconvertis en politologues investissent colonnes et plateaux avec leurs caleulottes,

leurs gains significatifs, leurs tassements prévisibles, leurs messages clairs, leurs signaux forts ; la routine. Ils reviendront, c'est promis : quand leurs fourchettes se seront resserrées, affinées leurs analyses. Comment ont voté le Haut-Rhin et le Wurtemberg ? L'information citoyenne n'a plus de sens, désormais, que noyée dans des détails pour thèse de troisième cycle.

Même invasion de la Sainte-Expertise à propos des guerres. Les épaulettes étoilées succèdent aux galons pour étouffer les questions de principe sous les propos d'intendance : la situation est sous contrôle ; dormez, bonnes gens ; la chaîne de commandement veille ; il y aura un communiqué ! Un porte-parole civil de l'OTAN se mêle parfois aux uniformes, mais on l'a curieusement choisi, avec un sourire flottant d'amuseur de la classe, de poseur de boules puantes.

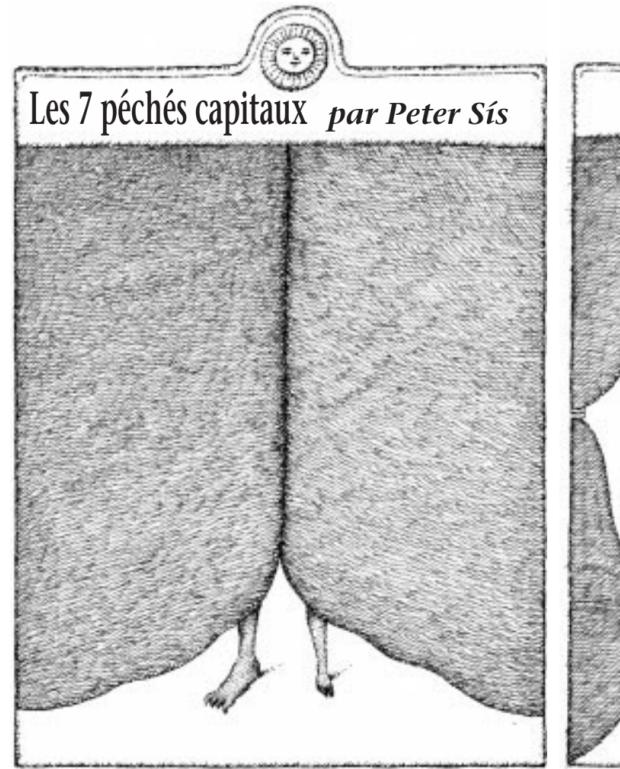
Même déferlement de compétences, quand la santé publique est menacée. Les professeurs en blouse blanche lèvent à peine l'œil de leur microscope où dansent les bactéries pour asséner des termes chimiques, des conseils de prudence mais sans panique. En manger ou pas ? Voyez votre médecin, votre marchand de volailles, débrouillez-vous.

Quand des universitaires se sont exprimés en

grand nombre sur les « frappes » aériennes de l'OTAN au Kosovo, c'était en se voulant stratégues, spécialistes du terrain, en se gardant bien de soulever des interrogations philosophiques à l'ancienne. Tout juste des questions de méthode pour approcher la vérité.

Pendant ce temps, à l'heure où le monde adulte célébrait le culte de la donnée chiffrée et du concret, des centaines de milliers d'adolescents candidats au baccalauréat s'improvisaient généralistes chevronnés, lundi 14 juin, en bachotant sur Descartes ou Kant. « Quant à moi, je pense que Nietzsche... », « De tout temps les hommes... » Les inscriptions dans les sections littéraires ont beau chuter, cela fait beaucoup d'apprentis-penseurs, qui, sitôt reçus, seront interdits de « laïus » au profit des connaissances exactes !

L'inversion des rôles est complète, et grave la déperdition de pensée qui s'ensuit pour tout le monde, quand un des esprits les plus érudits et féconds de ce temps, Umberto Eco, à lui seul incarnation d'une possible Renaissance et qu'on aimerait tellement interroger à perte de vue, pose simplement en principe (passionnante émission du *Gai savoir*, le 13 juin) qu'il s'interdit, alors que les stars incultes s'y autorisent sans vergogne... « de parler de Dieu à la télévision ».



Les 7 péchés capitaux par Peter Sís



L'AVARICE

## Indonésie, premiers pas vers la démocratie

Suite de la première page

Les formations qui ont dominé la campagne et les élections sont unitaires et à tendance pluraliste. Dans un pays où 90 % des gens au moins se réclament de l'islam, l'émergence de partis d'obédience musulmane est le fruit logique de la libéralisation politique. Mais, pour le moment, leur sérieuse percée s'est faite dans le désordre et les plus importants d'entre eux ne remettent pas en cause la neutralité religieuse de l'Etat. Il faudra attendre sans doute quelque temps pour mesurer leurs évolutions res-

pectives et, le cas échéant, la montée d'un islamisme politique. Sauf en cas de déstabilisation de l'archipel, le rendez-vous le plus révélateur pourrait avoir lieu, à ce sujet, en l'an 2004, lors des prochaines élections.

Des ambiguïtés et des handicaps, toutefois, subsistent. Rien ne prouve encore que les forces armées, dont le rôle politique est inscrit dans la Constitution, ont entièrement pris acte du vent de changement. Les comportements ne se sont, en tout cas, guère modifiés à Atjeh ou au Timor-Orienté. Après trois décennies de concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme, la décentralisation est probablement un impératif et figure dans presque tous les programmes de gouvernement. Il n'est pas pour autant question d'amender la Constitution.

L'Indonésie s'oriente vers un ré-

gime de coalition puisque aucun parti n'y disposera d'une majorité au sein du prochain Parlement et que la nomenclature d'ancien régime, pour préserver ses acquis, tente déjà de conserver la présidence. Le grand public, qui souhaite tourner la page, ne comprend pas. En outre, la ferveur dont ont bénéficié les principaux candidats à une élection présidentielle qui n'est prévue que pour novembre, à commencer par Megawati, la mieux placée d'entre eux, laisse planer un doute sur un rééquilibrage entre les pouvoirs exécutif et législatif.

### LÉGÈRE REPRISE ÉCONOMIQUE

En fait, dans l'esprit du public, l'Indonésie procède à une élection présidentielle dont les deux tours sont séparés par un long intervalle de cinq mois et dont le deuxième tour – l'élection du chef de l'Etat par un collège électoral – ne risque pas forcément de traduire le vote du 7 juin. Enfin, la prochaine administration héritera d'une situation économique encore très périlleuse. La dette extérieure s'élève à 160 milliards de dollars (155 milliards d'euros). De 13,7 % en 1998, la contraction devrait être encore de 2,3 % cette année et une légère reprise, dans une fourchette de 2,3 % à 4 %, n'est prévue que pour l'année prochaine.

Or, après trois décennies de dépolitisation, les Indonésiens attendent un coup de baguette magique de leurs futurs chefs. Mais il est également vrai que dans ce pays rien n'est apparemment spontané : sans feu vert, les émeutes de mai 1998 n'auraient pas eu lieu et, un an plus tard, la campagne électorale n'aurait pas débouché sur des parades réunissant, comme lors d'un carnaval, des centaines de milliers de gens dans les grandes villes de l'archipel.

Placé désormais au centre de la politique, la fille de feu Sukarno dispose d'une marge de manœuvre relative. Elle n'est pas encore certaine d'accéder à la magistrature suprême. Elle peut se rallier à la formule, bien indonésienne, d'une présidence dite de consensus. Un personnage comme le sultan de Yogyakarta ferait alors l'affaire. Mais le choix de Megawati, quel qu'il soit, devra s'accommoder de mentalités, d'habitudes et d'intérêts qui freinent le changement.

Alors que les résultats sont loin d'être complets, des manœuvres se sont déjà amorcées pour tenter de l'empêcher de gouverner. A la périphérie méridionale de l'Extrême-Orient, à la fois indolente et tumultueuse, dans un archipel qui appartient encore au tiers-monde avec ses taudis urbains, ses puissantes minorités et ses paysans pauvres, la libéralisation n'accomplit jamais que ses premiers pas.

Jean-Claude Pomonti

**Le Monde EN POCHÉ**

**Le Monde LES RÉGIONS ENTRE L'ÉTAT ET L'EUROPE**

39 F

Chez votre libraire.

**Le Monde MARABOUT**

**ALIMENTATION** La France a proposé, sans succès, d'interdire les farines et graisses animales dans l'alimentation des porcs et des volailles, lors d'une réunion des ministres de

l'agriculture des Quinze à Luxembourg, lundi 14 juin. ● FAUTE D'ACCORD, Paris envisage d'appliquer de telles mesures à l'intérieur de l'Hexagone. La Grande-Bretagne et le Portu-

gal sont les seuls à avoir étendu à tous les animaux l'interdiction des farines animales déjà adoptée par l'Europe pour les bovins. ● LA SUBSTITUTION de protéines végétales à des protéines

animales ne pose pas de problème technique, le soja pouvant remplacer la viande. La difficulté est économique, l'Europe étant importatrice nette de tourteaux de soja. ● POUR

LA FILIÈRE de l'alimentation animale en France, le surcoût d'une interdiction serait de 5 milliards de francs la première année et de 3 milliards par an à partir de la deuxième année.

# L'industrie de la nutrition animale se dit prête à renoncer aux farines de viande

L'utilisation exclusive de protéines végétales dans l'alimentation des porcs et volailles coûterait 5 milliards de francs à la filière. Pour faire face aux nouveaux besoins, il faudrait augmenter de 30 % les surfaces européennes cultivées en oléo-protéagineux

LES INDUSTRIELS français de l'alimentation animale, qui réclamaient une position claire des pouvoirs publics, pourraient se résoudre à la décision « extrême » que semble vouloir prendre le ministre de l'agriculture, Jean Glavany : la suppression totale des farines et des graisses animales au menu des porcs et des volailles.

La substitution de protéines végétales à des protéines animales ne pose pas de problèmes techniques. En effet, si la farine de viande comprend généralement 55 % de protéine assimilable, les tourteaux de soja (obtenus après séparation de l'huile) en apportent 47 %, ceux de colza 35 %, de tournesol 30 %. Les graines de pois protéagineux en comportent 23 %. Le soja s'impose donc – à l'instar du menu des végétariens – comme le meilleur substitut à la viande.

Se pose dès lors un problème économique : l'Europe qui est déficitaire à 30 % en protéines végétales devra avoir encore davantage recours au soja, américain ou brésilien, respectivement premier et

La facture de l'interdiction des farines animales	
COÛT DE LA SUPPRESSION DES FARINES DE VIANDE ET GRAISSES D'ORIGINE ANIMALE DANS L'ALIMENTATION DES VOLAILLES ET DES PORCS en francs	
<b>SURCOÛT ANNUEL</b>	
- pour la filière nutrition animale	<b>1 milliard</b>
• dont reformulation des aliments après suppression des co-produits animaux (farines de viandes et graisses animales) = 700 millions de francs	
• dont surcoût pour l'éleveur	
porc...../kilo de poids vif /.....	+ 10 centimes
volaille...../kilo de poids vif /.....	+ 20 centimes
dinde...../kilo de poids vif /.....	+ 30 centimes
œuf...../.....	+ 1 centime
- pour les abattoirs Non-revalorisation des déchets d'abattoirs	<b>1,5 milliard</b>
- surcoût lié à une augmentation de la demande en protéines végétales sur les marchés mondiaux	<b>325 millions</b>
<b>SURCOÛT ANNUEL TOTAL</b>	<b>2,825 milliards</b>
<b>AUTRE SURCOÛT</b>	
- Coût de la destruction des stocks de matières premières et d'aliments	<b>2,125 milliards</b>
<b>TOTAL DE LA FACTURE</b>	environ <b>5 milliards</b>
Source : (estimation SNIA) Syndicat national des industriels de la nutrition animale	

deuxième producteurs mondiaux de cette espèce végétale. Pour la France, le remplacement de 430 000 tonnes de farine de viande nécessite l'importation de 560 000 tonnes de tourteaux de soja en plus. En Europe, 2,5 millions de tonnes supplémentaires devront être importées pour suppléer aux 2 millions de tonnes de farine de viande actuellement utilisées.

#### EN CONTRADICTION AVEC LA PAC

Cette augmentation de 10 % des importations de tourteaux de soja dans l'Union européenne suscite d'autres interrogations : « Des sojas contenant des organismes génétiquement modifiés – ils présentent 60 % des surfaces cultivées en soja en Amérique du Nord – sont-ils vraiment plus souhaitables pour l'alimentation des animaux ? », s'interroge Pascal Coste, éleveur à Beynat en Corrèze. Ce président du syndicat des jeunes agriculteurs (CNJA) a été l'un des premiers à avoir appelé à la suppression des farines animales, « pour en finir

avec la gestion de crises successives, dont les agriculteurs sont victimes au même titre que les consommateurs ».

A priori, rien n'empêche les Européens de planter une espèce protéagineuse adaptée à nos climats, tel le pois ou le lupin. Ou davantage d'oléagineux, comme le colza ou le tournesol, dont les tourteaux serviront à l'alimentation animale. Mais, outre leur faible rendement en protéines, la nouvelle réforme de la politique agricole commune (PAC), mise en œuvre dès l'an 2000, n'encourage guère ces cultures. En 2003, après une baisse progressive des aides, l'agriculteur touchera une aide unique à l'hectare pour les oléagineux et les céréales. Il aura tout intérêt à semer, en priorité, des blés, au rendement supérieur et moins coûteux à produire.

Les protéagineux, tel le pois, bénéficient d'un prix légèrement supérieur, mais guère plus attractif. La Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux (FOP) a donc proposé, lundi 14 juin, que le budget européen prévoie des « mesures d'accompagnement » pour revaloriser les aides à la production, soit 300 à 400 millions d'euros sur un budget annuel de la PAC de 40,5 milliards d'euros. « En augmentant en Europe nos surfaces de 30 % en colza, tournesol et pois, nous pouvons remplacer les farines de viande consommées par les Etats-membres. Nous avons également un marché assuré pour l'huile comme lubrifiant dans le gazole, puisque les pétroliers doivent se conformer à des normes plus sévères concernant les teneurs en soufre », a souligné un porte-parole de la FOP.

La France, premier producteur européen de graines oléagineuses et de protéagineux (50 % de la production), aurait tout à gagner d'un tel sursaut d'indépendance. Mais que fera-t-on désormais des sous-produits d'abattoir ? Et qui, du consommateur ou du contribuable, paiera la facture ? « Nous sommes un pays riche, qui ne consomme plus, sur un bovin ou un porc, qu'un tiers de la carcasse, les parties « nobles » de l'animal. Un autre tiers – le cuir, les cornes – est recyclé. Le reste, sur lequel une grande partie est déjà détruite et incinérée, est constitué de produits sains qui n'ont pas de valeur suffisante en alimentation humaine ou entraînent trop de coût pour le transformateur. Ils doivent pourtant être valorisés... », s'alarme Bruno Point, président du syndicat des co-produits animaux (SIFCO).

Philippe Lemaître

Véronique Lorelle

## La sévérité prônée par la France rencontre un écho limité

#### LUXEMBOURG

de notre correspondant

Quinze jours après le début de la crise de la dioxine, les Quinze manifestent très peu d'entrain pour mieux encadrer leur production de farines animales, comme l'a montré la rencontre des ministres de l'agriculture de l'Union européenne (UE), lundi 14 juin, à Luxembourg. La France, qui a remis un mémorandum aux pays partenaires, demande que l'UE s'oriente vers un abandon progressif de ces farines dans l'alimentation des porcs et des volailles. Une décision a déjà été prise en ce sens en 1996 pour les ruminants, afin d'essayer de juguler l'épidémie d'encéphalite spongiforme bovine (ESB, maladie de la « vache folle »). Il ne s'agit là que d'un objectif lointain. Dans l'immédiat, Jean Glavany, le ministre français de l'agriculture, estime seulement

qu'« à très court terme, la réglementation animale doit être totalement harmonisée et appliquée avec rigueur ».

La situation en Europe, en effet, varie sensiblement d'un pays à l'autre, caractérisée, le plus souvent, par un grand laxisme, comme si la crise de l'ESB n'avait pas eu lieu. Seuls la Grande-Bretagne et le Portugal – les deux pays les plus touchés par la crise de la

« vache folle » – ont généralisé à toutes les bêtes d'élevage l'interdiction des farines animales. Quelques sous-produits d'abattoirs – ce que les vétérinaires appellent les « matériels à risques spécifiés », ou MRS – ont été bannis de la fabrication des farines au niveau de l'Union. Mais la Commission de Bruxelles n'a pu allonger la liste.

La France possède une réglementation nationale plutôt sévère, interdisant l'usage des cadavres des saisis d'abattoir ainsi qu'une liste de MRS sensiblement plus longue que celle en vigueur au niveau de l'Union. Une majorité de parte-

naires sont moins regardants : la plupart d'entre eux, dont l'Allemagne, la Suède, la Finlande, le Danemark, l'Autriche, permettent très largement l'utilisation des MRS ainsi que celle de cadavres et de saisis d'abattoirs. M. Glavany, se faisant l'écho des organisations de consommateurs, croit que de telles pratiques devraient être peu à peu prohibées.

Ce qui semble le bon sens même n'est, à l'évidence, pas compris de la sorte par la majorité des ministres. Ceux-ci n'ont toujours pas évoqué d'autres « matières premières » telles que les boues rési-

#### Hausse de 3 % du revenu par actif agricole

La production agricole française a augmenté en volume de 1,8 % en 1998 et le revenu par personne active a progressé de 3 %, après une hausse de 3,6 % l'année précédente. Ce chiffre, qui devait être rendu public mardi 15 juin à l'occasion de la réunion de la commission des comptes de l'agriculture de la nation, recouvre de fortes disparités par produit et par région.

Les producteurs de porcs, notamment en Bretagne, connaissent une très forte dégradation de leur situation (- 30 % environ), alors que les viticulteurs des régions d'appellation contrôlée enregistrent d'excellents résultats (+ 18 %). Arboriculteurs et maraîchers se situent aussi dans le haut du tableau alors que les céréaliers et les cultivateurs d'oléagineux, en raison de la baisse des cours, font une mauvaise année. Le revenu des éleveurs de bovins et des producteurs de lait s'accroît de 4 %. Selon la commission, seuls les revenus des actifs agricoles français, allemands, suédois et luxembourgeois ont progressé.

## Dioxine : premiers examens rassurants en France

SECON LES DERNIÈRES informations, données dans la matinée du mardi 15 juin auprès du secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale, les aliments pour animaux fabriqués fin janvier par la société Alimex de Marcheais (Eure-et-Loir) n'étaient pas contaminés par la dioxine. Les dosages effectués sur des prélèvements d'un lot en provenance de cette société, livré le 4 février (et fabriqué à partir de la graisse suspecte importée de Belgique) à un éleveur de volailles, ont fourni des résultats inférieurs à 1,4 picogramme (millionième de millionième de gramme) par gramme de matière grasse. Les dosages effectués sur des aliments fabriqués chez Alimex avant le 22 janvier ont d'autre part montré des concentrations inférieures à 1,5 picogramme par gramme de matière grasse.

Pour les produits laitiers, le seuil d'alerte est fixé à 3 picogrammes, la valeur-cible recherchée en France étant un taux inférieur à 1 picogramme.

Ces conclusions sont confirmées par les résultats des dosages officiels réalisés sur les productions des élevages qui s'étaient fournis auprès d'Alimex. Tous ces examens ont été effectués par le laboratoire

privé d'analyses industrielles Carso, situé dans la région lyonnaise, seul établissement en France capable d'effectuer en routine la recherche de dioxine. La filiale française du groupe Danone, qui avait fait effectuer cette même recherche par un laboratoire allemand sur des laits et des boissons lactées émanant d'élevages potentiellement exposés, avait également fourni des informations a priori rassurantes (*Le Monde* du 11 juin). Au vu de cet ensemble de résultats, le gouvernement devrait saisir prochainement les responsables de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments pour savoir si la mise sous séquestre des 238 élevages tenus pour potentiellement contaminés à partir des aliments d'Alimex peut être levée.

L'analyse est différente pour les élevages qui, dans le nord de la France notamment, se sont fournis en aliments pour animaux auprès de firmes belges. Selon les informations fournies aux autorités sanitaires françaises par les enquêteurs belges, les méthodes de fabrication des graisses incorporées aux aliments pour animaux étaient différentes selon que ces graisses étaient destinées à la Belgique ou à la France. On compte aujourd'hui, en

France, 384 élevages sous séquestre, parmi lesquels 246 de bovins, 131 de volailles, 4 d'ovins. Trois élevages de porcs situés dans le Nord et un dans les Ardennes sont également frappés par cette mesure.

« Tous les résultats dont nous disposons à ce jour sont négatifs et montrent qu'il n'y a pas de taux de dioxine supérieurs aux doses acceptables dans les produits qui avaient été soupçonnés d'en contenir, explique-t-on auprès du ministère de l'agriculture. Les comparaisons effectuées avec les résultats issus de la surveillance habituelle du plan dioxine nous laissent d'autre part penser qu'il n'y a pas eu, ces derniers mois, de pic de pollution à la dioxine dans notre pays. » On ne dispose toutefois pas encore des résultats des dosages concernant les élevages qui se sont fournis auprès de firmes belges. « Nous ne pourrions lever le dispositif de précaution qu'au fur et à mesure des résultats, avait expliqué, il y a quelques jours, Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche. Si par malchance ces résultats devenaient inquiétants, nous détruirions les lots sous séquestre. »

Jean-Yves Nau

duelles des stations d'épuration, mentionnées dans le récent rapport du service des fraudes révélé par *Le Canard enchaîné*. Ni l'acidité des poulets à la dioxine – dont les autorités belges n'ont toujours pas identifié la source de contamination –, ni la percée des partis écologistes aux élections européennes ne semblent les inciter à plus de sérieux dans la protection des consommateurs. « Dans la situation actuelle, il n'y pas la pression qui avait joué avec l'ESB et la crainte d'une transmission de la maladie de Creutzfeldt-Jakob », constate M. Glavany. Sauf rebondissement, on se limitera sans doute, dans l'immédiat, à engager des études, notamment sur la recherche de débouchés alternatifs pour les déchets d'abattoirs et pour les animaux morts, mais aussi sur la manière de se procurer dans des conditions économiques raisonnables les protéines végétales appelées à remplacer les farines. Le ministre français a indiqué que, faute de l'harmonisation qu'il réclame, si possible dès cette année, Paris pourrait décider, de façon autonome, l'interdiction des farines animales dans l'élevage. Il reste à voir quels seraient les effets sur les échanges au sein de l'Union.

## Les produits Coca-Cola ont été retirés de la vente en Belgique à la suite de cas d'intoxication

LES PRODUITS de la Coca-Cola Company sont interdits à la vente en Belgique. Le ministre belge de la santé publique, Luc Van den Bossche, a ordonné, lundi 14 juin, le retrait, avec « effet immédiat », de plus de 15 millions de canettes et de bouteilles fabriquées par l'entreprise. Cette décision ministérielle touche toutes les marques du numéro mondial de la boisson sans alcool : les boissons au cola (Coca-Cola, Coca-Cola Light, Sherry-Coke), les sodas (Fanta, Sprite, Aquarius, Kinley Tonic et Lift), les jus de fruits (Minute Maid), les boissons au thé (Nestea) et l'eau commercialisée par le groupe (Bon Aqua). Un retrait sans précédent. Selon la revue américaine *Beverage Digest*, Coca-Cola détient 64 % du marché belge des soft-drinks.

Cette mesure a été prise après l'apparition de cas d'hémolyse – destruction excessive de globules rouges – sur des personnes ayant bu la semaine dernière du Coca-Cola. « On n'a pas trouvé de raison (à cette intoxication), excepté le fait d'avoir bu du Coca-Cola », explique le ministère. Depuis le 7 juin, les cas de

malaises déclarés suite à la consommation de Coca se multiplient dans les écoles du pays, que ce soit à Bruges (est de la Belgique), Courtrai (sud-est) ou Bornem (nord). De nouveaux cas ont été signalés lundi 14 juin : quarante-deux élèves d'une école de Lochristi (nord) ont été prises de malaise après avoir bu des canettes de Coca-Cola provenant d'un distributeur automatique. Les victimes, toutes des filles, ont été hospitalisées, et dix d'entre elles ont passé la nuit à l'hôpital.

#### MANQUE DE CLARTÉ

Face à ce problème de santé publique, les autorités belges se plaignent du manque de clarté du géant américain. « Coca-Cola ne nous a fait aucune déclaration nette et ferme sur le produit à la base de l'intoxication », a déclaré à l'AFP Marc Pattyn, porte-parole du ministère de la santé. De son côté, l'entreprise affirme ne pas comprendre cette décision.

« Coca-Cola n'est pas au courant des éléments avancés par le ministère de la santé pour généraliser l'interdiction de distribution de tous les pro-

Ces « co-produits » d'abattoir représentent 2,3 millions de tonnes disponibles, dont un peu plus de la moitié est transformée, après traitement thermique, en farines animales, et l'autre en graisses (suif, saindoux, également utilisés dans l'industrie). D'ores et déjà, le tri et la destruction des abats à hauts risques (450 000 tonnes qui sont incinérées) ont coûté à l'Etat 640 millions de francs. Il finance cette dépense par une taxe sur la filière viande, répartie sur les plus gros chiffres d'affaires de la boucherie et des grandes surfaces. L'EDF et des cimenteries se chargent de convertir ces déchets en combustible.

#### COMBUSTIBLE

« Partant du modèle des abats à risque et en extrapolant à l'ensemble des co-produits animaux, nous aurions de 500 000 à 600 000 tonnes de déchets en plus, soit un coût supplémentaire de 700 ou 800 millions de francs pour leur destruction et autant pour les matières grasses », souligne Jacques Pujols, directeur de la Fédération des abattoirs publics (FNAP). Si les détruire coûte cher, il est vrai « qu'en dehors de l'alimentation animale, on ne s'est jamais vraiment penché sur d'autres formes de valorisations de ces déchets », reconnaît-on au SIFCO. Pour M. Pujols, il est probable que d'ici cinq à dix ans, les abattoirs utiliseront une partie des graisses comme combustible pour faire tourner leurs propres unités.

Au total, le Syndicat national des industriels de la nutrition animale (SNIA) a calculé que la suppression des farines et graisses animales au menu des volailles et des porcs aurait un surcoût de 5 milliards de francs la première année pour toute la filière, et de près de 3 milliards par an par la suite. « C'est compter sans le coût plus élevé de nos produits animaux qui ne seront plus compétitifs sur le marché mondial, et le risque de délocalisation de certains volaillers, fortement exportateurs, qui s'installent déjà au Brésil », glisse un responsable du SNIA. « Si c'est le prix à payer pour la sécurité alimentaire, il n'y a pas à hésiter, souligne Pierre Merlot, directeur du Syndicat des coopératives de production et d'alimentation animale (Syncopac). Mais il est tout de même inadmissible que depuis trois ans on ne soit pas parvenu à une harmonisation de la fabrication des farines dans un marché commun. »

Véronique Lorelle

Laure Belot

# Pour contrer la BNP, la Société générale relève son offre sur Paribas

La banque dirigée par Daniel Bouton ajoute le versement d'une soulte de 75 euros à sa proposition initiale de cinq actions pour huit titres Paribas. La place attend maintenant la réaction de la BNP

Lundi 14 juin, la Société générale a décidé de relever son offre sur Paribas en introduisant une soulte en cash. Au total, c'est un chèque de 1,5 milliard d'euros que la banque devra signer si tous les actionnaires de Paribas sont

séduits par la nouvelle offre. Grâce à cette surenchère, la Générale reprend l'initiative dans la bataille boursière qui l'oppose à la BNP. Pour contrer cette dernière offre, la banque dirigée par Michel Pébereau pourrait rapide-

ment riposter. Reste à connaître l'attitude des pouvoirs publics, qui s'inquiètent de l'intensification de la bataille boursière entre trois des principales banques françaises. Dans une interview donnée au quotidien *Les Echos*, lundi

14 juin, le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn avait souligné qu'il n'était « pas souhaitable que ces trois grandes entreprises remettent leur destin au seul hasard des marchés ».

À LA SURPRISE des marchés qui attendaient plutôt une revalorisation des offres de la BNP sur Paribas et la Société générale (SG), cette dernière a pris l'initiative la première. Lundi 14 juin, dans la soirée, la banque dirigée par Daniel Bouton a décidé de relever son offre sur Paribas. La nouvelle offre maintient la parité de 5 actions Société générale pour 8 actions Paribas, telle qu'elle avait été fixée le 1<sup>er</sup> février, mais y ajoute désormais le versement de 75 euros (975 francs) en liquide.

Autre nouveauté, la banque propose d'échanger 2 actions Société générale pour 3 actions Paribas, cette fois sans cash. Cette offre est particulièrement destinée aux particuliers qui ne souhaitent pas, pour des raisons fiscales, opter pour la première offre, le versement d'une soulte dans le cadre d'une offre publique d'échange (OPE) étant considéré par le fisc comme une plus-value de cession. Ce volet est toutefois plafonné à 30 % des titres visés, chacun étant libre de panacher les deux offres.

Au total, c'est un chèque de 1,5 milliard d'euros que la Société générale devra établir si tous les actionnaires de Paribas sont séduits par cette nouvelle offre. L'addition est lourde et pourrait avoir pour effet de diminuer d'autant les fonds propres de la banque. La Société générale indique en avoir les moyens. Selon elle, l'ensemble SG-Paribas a la capacité de dégager, d'ici 2001, 6 milliards d'euros de fonds propres, ce qui compensera l'effort réalisé par la banque pour séduire les investisseurs. Grâce à cette initiative, l'établissement dirigé par M. Bouton espère reprendre l'avantage dans la bataille boursière qui l'oppose à la BNP.

D'abord, la nouvelle offre de la Générale est plus attractive que celle la BNP. Sur la base des cours

de clôture de lundi, la surenchère de SG valorise l'action Paribas à un cours supérieur de 11,8 % à son cours actuel, soit 125,63 euros par titre (20,3 milliards d'euros). L'offre de la BNP sur Paribas ne valorise l'action de la banque qu'à 116,18 euros. Ensuite, la Société générale envoie un signal en direction des marchés, qui pouvaient encore croire à d'ultimes tractations entre Michel Pébereau (le PDG de la BNP), Daniel Bouton et André Lévy-Lang (le patron de Paribas). M. Bouton réaffirme son refus de négocier.

## SANS ALLER TROP LOIN

Pour contrer l'initiative de la Société générale, la BNP dispose de plusieurs solutions. Premièrement, elle peut parier sur une baisse du cours de la Générale, qui revaloriserait de fait ses offres. La banque de Michel Pébereau peut aussi surenchérir sur SG seule ou Paribas seule. Plusieurs opérateurs envi-

sagent même sur une surenchère sur les deux banques à la fois. « Depuis le début, il est clair que la BNP a une marge de manœuvre », souligne un proche du dossier. Mais avant de s'engager dans cette voie, M. Pébereau mesurera lors du conseil d'administration de la banque qui doit se tenir mercredi 16 juin, le soutien de ses grands actionnaires. La semaine dernière à Bordeaux, devant des clients de sa banque, il avait reconnu que « les actionnaires de la BNP n'avaient pas gagné grand chose depuis le lancement de ses offres sur la Société générale et Paribas ».

Dès lundi soir, la surenchère sur Paribas par la Société générale a provoqué une controverse autour du comportement de Claude Bébéar, président d'Axa, actionnaire de la BNP et de Paribas dont l'entrée au conseil de SG a été approuvée par les actionnaires le 4 juin. SG et Paribas ont d'abord annoncé lundi soir que la surenchère sur Pa-

ribas a été approuvée à l'unanimité. Axa a rectifié en indiquant que M. Bébéar n'a pas approuvé l'offre mais ne s'y est pas opposé.

L'attitude des pouvoirs publics sera aussi déterminante. Du côté des autorités boursières, la nouvelle OPE de la Société générale ne soulève pas de problèmes particuliers. Le Conseil des marchés financiers (CMF) a jusqu'à mardi 22 juin pour examiner la recevabilité de la surenchère, la Commission des opérations de bourse (COB) devant donner son visa dans la foulée. Seul le passage devant le Comité des établissements de crédits et des entreprises d'investissement (CECEI) pourrait s'avérer plus délicat. Cette émanation de la Banque de France a pour mission de veiller à la stabilité du système bancaire français. Le niveau de la surenchère apparaît compatible avec les moyens financiers de la Générale mais les pouvoirs publics veulent éviter que la

bataille boursière entre trois des principales banques françaises n'aille trop loin.

Dans une interview donnée au journal *Les Echos* lundi 14 juin, Dominique Strauss-Kahn a souligné qu'il n'était « pas souhaitable que ces trois grandes entreprises remettent leur destin au seul hasard des marchés », ce qui fait dire à certains que les autorités pourraient tout faire pour bloquer cette surenchère.

## INDISPOSER BERCY

Bercy examinera particulièrement la réaction des marchés. La cotation des titres de la Société générale et de Paribas a été suspendue pour le mardi 15 juin. Certains observateurs se demandent quelle sera l'attitude du Banco Santander Central Hispano (BSCH) déjà actionnaire de la Société générale à hauteur de 2,9 %. L'établissement espagnol pourrait être tenté de profiter de la faiblesse du cours de la banque française pour augmenter encore son poids dans la banque, ce qui ne manquerait pas d'indisposer Bercy et Matignon. M. Strauss Kahn a rappelé en début de semaine que « le gouvernement et la Banque de France ont pris position depuis plus de deux mois en soulignant l'importance qu'ils attachaient à l'intérêt national dans les restructurations en cours dans le secteur financier ». Mais du côté de la Société générale, on se veut serein. On ne voit pas comment Bercy pourrait s'opposer à l'arrivée de la BSCH dans SG-Paribas, alors que le Banco Bilbao Vizcaya détient 3,75 % du Crédit lyonnais en cours de privatisation.

Joël Morio et Pascale Santi

## Trois mois de bataille

● **1<sup>er</sup> février** : Paribas et la Société générale (SG) annoncent un projet de fusion de 15,1 milliards d'euros (environ 100 milliards de francs), pour créer la troisième banque européenne. L'opération, approuvée par les conseils d'administration des deux banques, se fera par offre publique d'échange (OPE) de titres Société générale contre des titres Paribas, la première proposant cinq actions nouvelles contre huit actions Paribas. La Société générale conditionne le succès de l'OPE à l'apport d'au moins 50,01 % du capital de Paribas.

● **9 mars** : isolée par la fusion entre la Société générale et Paribas, la BNP lance deux offres

publiques d'échange sur les deux banques, « non sollicitées », dont la valeur en Bourse est estimée à près de 200 milliards de francs (30 milliards d'euros). Elle propose 11 actions BNP pour 8 Paribas et 15 actions BNP pour 7 SG.

● **16 mars** : le Conseil des marchés financiers (CMF), l'autorité de régulation de la Bourse, juge recevable la double OPE lancée par la BNP.

● **26 mars** : SG et Paribas déposent un recours contre la décision du CMF du 16 mars.

● **7 juin** : le Banco Santander Central Hispano annonce avoir porté sa participation à 2,9 % dans le capital de la Société générale. Certains observateurs estiment

que la banque espagnole pourrait venir en aide à SG.

● **14 juin** : la Société générale relève son offre sur Paribas en proposant toujours 5 actions SG pour 8 titres Paribas, mais en y ajoutant 75 euros en cash. La Générale augmente son offre d'un montant maximum de 1,5 milliard d'euros, ce qui valorise Paribas à 20,3 milliards d'euros, une somme supérieure de 8 % à l'offre initiale.

● **17 juin** : la cour d'appel de Paris doit rendre son arrêt sur le recours présenté par la Société générale et Paribas visant à annuler les offres publiques d'échange que la BNP a lancées sur elles.

## Dossier Airbus : les gouvernements s'impatientent

Ils encouragent le lancement de l'A-3XX

LES GOUVERNEMENTS des quatre pays membres du consortium Airbus ont décidé d'imposer un été studieux à leurs industriels. Les ministres en charge du dossier



SALON DU BOURGET « d'ici la fin de l'été leurs propositions pour la création de la Société Airbus et [...] pour améliorer sans attendre leur organisation actuelle ».

Cette accélération du calendrier traduit l'impatience des pouvoirs publics européens. Lancée en 1996, la réflexion sur la transformation du groupement d'intérêt économique, simple structure de marketing, de commercialisation et d'après-vente, en une véritable société intégrée, propriétaire de ses bureaux d'études et de ses usines, n'a toujours pas abouti. Ni le groupe de réflexion réuni en 1996 pour parvenir « à un accord définitif d'ici la fin 1996 », ni la déclaration conjointe, le 9 décembre 1997, du président de la République et du premier ministre français, du chancelier allemand et du premier ministre britannique demandant « un projet clair et un échéancier détaillé pour le 31 mars 1998 » ne sont parvenus à vaincre les rivalités entre industriels.

## « JEU ÉGAL AVEC BOEING »

Le français Aérospatiale (37,9 % des parts d'Airbus), l'allemand Daimler-Benz Aerospace (37,9 %), le britannique British Aerospace (20 %) et l'espagnol CASA (4,2 %) butent sur les modalités de l'intégration de leur branche d'aviation commerciale, et notamment la valorisation de leurs apports.

Ce nouvel ultimatum sera-t-il le bon ? Pour augmenter les chances de succès, les gouvernements européens ont placé la barre nettement moins haut. Il n'est désormais plus

question d'intégration civile et militaire de l'ensemble des activités industrielles des quatre partenaires. La fusion de British Aerospace et de la branche défense de GEC, celle des français Aérospatiale et Matra, et le rachat de l'espagnol CASA par l'allemand DASA ont reporté à plus tard le « big bang » européen, c'est-à-dire la création d'une société européenne intégrée.

Paradoxe, c'est Jean-Claude Gaysot, le ministre des transports français, communiste, qui a expliqué que le rapprochement des cultures des quatre entreprises devrait faciliter le processus. Sous le regard surpris et réjoui de Siegmar

M. Forgeard, la restructuration industrielle est devenue indispensable en raison du changement de nature d'Airbus. Lancé en 1969 comme une structure de coopération industrielle entre la France et l'Allemagne, Airbus est devenu le grand rival de Boeing, avec 50 % de parts de marché, 2 000 avions fabriqués et 3 300 commandés.

M. Forgeard craint le retour en force de Boeing « dans deux ou trois ans », après plusieurs années de difficultés. Pour s'installer définitivement dans le ciel mondial, Airbus doit lancer un avion super-jumbo capable de concurrencer le 747 de Boeing, qui jouit d'un monopole lu-

## 20 000 avions en vingt ans

Boeing et Airbus vont se partager un marché d'environ 1 300 milliards de dollars au cours des vingt prochaines années, soit plus de 700 avions par an. Les deux constructeurs aéronautiques ont présenté, lundi 14 juin, des prévisions de marché relativement similaires, à l'exception notable du segment des très gros porteurs.

Le nombre d'avions en service devrait plus que doubler en vingt ans, pour atteindre environ 20 000 appareils de plus de 70 places. Pour Airbus, la multiplication des fréquences et des destinations sera limitée par la taille des aéroports et de l'espace aérien. Les compagnies aériennes auront besoin de 1 200 avions de plus de 400 places, ce qui justifie le lancement de son super-jumbo, l'A-3XX.

Mosdorf, son homologue allemand, M. Gaysot a même mis en avant, lundi, la « privatisation d'Aérospatiale » comme facteur de déblocage, abandonnant l'expression, plus politiquement correcte, « d'ouverture du capital ». John Battle, secrétaire d'Etat britannique pour l'industrie, s'est lui aussi félicité des « succès commerciaux d'Airbus, qui fait désormais jeu égal avec l'américain Boeing ».

Noël Forgeard, l'administrateur-gérant d'Airbus, ne pouvait rêver meilleurs supporters. La veille, il avait expliqué que « son équipe de management était prête pour exercer la pleine autorité » sur l'ensemble du processus industriel et les 37 000 employés, répartis aujourd'hui entre les quatre partenaires. Pour

cratif sur 20 % du marché en valeur. Malgré un coût de 10 milliards de dollars d'investissement, Airbus envisage de lancer cet avion, baptisé l'A-3XX. Là encore, les « ministres Airbus » ont encouragé ce « projet du XXI<sup>e</sup> siècle » mais ont souligné que ce projet d'investissement ne pourra être entrepris que dans le cadre d'une société de plein exercice et avec un retour sur investissement de 20 %. Pour répondre aux Américains, qui mènent une nouvelle offensive contre l'accord signé en 1992 sur les aides au secteur aéronautique, le ministre français a d'ores et déjà prévu 200 millions de francs dans le budget 2000 au titre des avances remboursables.

Christophe Jakubyszyn

## CORRESPONDANCE

# Une lettre de Gérard Loyer

À la suite de l'article intitulé « Le cartel du caoutchouc est condamné pour son inefficacité » paru dans *Le Monde* daté 25-26 avril, nous avons reçu de Gérard Loyer, directeur exécutif par intérim de l'Organisation internationale du caoutchouc naturel, la lettre suivante :

L'Organisation internationale du caoutchouc naturel (INRO) n'est nullement un cartel mais l'organe d'application de l'Accord international sur le caoutchouc naturel (INRA) représentant à parts, droits et devoirs égaux les principaux pays exportateurs et importateurs de caoutchouc naturel. (...) Les objectifs fondamentaux de cet accord sont de contribuer à assurer une croissance équilibrée de l'offre et de la demande de caoutchouc naturel et à assurer la stabilité du commerce de caoutchouc naturel. (...)

Durant une longue période, de juillet 1997 à juillet 1998, l'INRO ne s'est pas trouvée en position d'intervenir pour stabiliser le marché. En effet, l'achat de caoutchouc ne fut pas rendu possible en raison de l'expression de l'indice de référence (DMIP) en monnaies fortement dévaluées (ringgit de Malaisie et dollar de Singapour) comme suite à la crise asiatique. (...)

Le marché est aujourd'hui à son niveau le plus bas depuis plus de trente ans et ne laisse pas apparaître de signe fondamental de reprise. Seule l'INRO est capable de véritablement contribuer à l'amélioration du niveau de vie d'un grand nombre de millions de petits planteurs dans les meilleures conditions financières, économiques et de transparence ; elle contribue ainsi également à assurer l'avenir du caoutchouc naturel, dans l'intérêt des pays producteurs et des pays consommateurs, pourvu qu'elle bénéficie du soutien et des fonds nécessaires. (...)



**Assemblée Générale du 3 juin 1999**

Dividende : **4,20 F** (0,64 €)

par action plus avoir fiscal

Mise en paiement le 5 juillet 1999

**L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires, réunie sous la présidence d'Edmond Alphandery, Président du Conseil de Surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1998 ainsi que l'ensemble des résolutions qui lui étaient présentées.**

---

**Gilles Benoist, Président du Directoire, a présenté la CNP et ses activités, commenté les résultats 1998 ainsi que les perspectives et la stratégie du groupe.**

---

**Extraits de l'allocution de Gilles Benoist :**

**La CNP exerce un métier unique, l'assurance de personnes. C'est une entreprise originale de par sa stratégie de distribution.** Elle s'appuie sur trois réseaux de premier plan qui sont à la fois actionnaires et partenaires commerciaux : La Poste, les Caisses d'Épargne et le Trésor Public. Elle compte par ailleurs de multiples clients et partenaires externes, 150 établissements financiers, de grandes mutuelles, 14 000 collectivités locales et plus de 350 entreprises.

**Durant l'exercice 1998, la CNP a fait preuve d'une capacité de résistance très forte dans un marché difficile.** Son chiffre d'affaires s'est établi à 103,4 MdF (15,76 Md€) et son résultat net consolidé à 1,802 MdF (275 M€), en progression de 10 %.

La fidélité de ses clients et le dynamisme de ses réseaux ont permis une croissance de près de 16 % des placements gérés, 617 MdF (94,1 Md€) en valeur comptable au 31 décembre 1998.

**Le marché de l'assurance de personnes reste porteur en France** du fait de l'évolution démographique, de l'émergence de besoins lourds pour la retraite et la santé et d'une fiscalité encore incitative.

**Le début de l'année 1999 est prometteur pour la CNP.** Dans un contexte de retour du marché à la croissance, la CNP a enregistré, au cours du 1<sup>er</sup> trimestre, un chiffre d'affaires consolidé de 30,6 MdF (4,66 Md€), en hausse de 6,6 % par rapport à la même période l'an passé.

**La CNP a une triple ambition pour l'avenir :**

- améliorer sa position de premier assureur de personnes par le renforcement de ses liens avec ses partenaires et le développement de nouveaux marchés ;
- continuer à mener une politique sélective de développement à l'international ;
- augmenter ses résultats et poursuivre un objectif de rentabilité de 12 % sur fonds propres.

---

**Les temps forts de l'Assemblée Générale sont disponibles sur Internet : [www.cnp.fr](http://www.cnp.fr)**

---

Pour toute information complémentaire, écrivez-nous à CNP  
service des relations avec les actionnaires : 4, place Raoul Dautry - 75015 Paris  
Fax : 01 42 18 86 20 - E-mail : [actionnaires@cnp.fr](mailto:actionnaires@cnp.fr) - ou appelez le **N° Vert 8 000 544 544**



## COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 16 JUIN 1999

## La situation de la presse quotidienne s'améliore dans le monde

La diffusion des journaux a eu tendance à se stabiliser, voire à augmenter, en 1998, après une dizaine d'années de déclin, et leurs recettes publicitaires ont connu une croissance record. Les études montrent un intérêt nouveau des jeunes pour les quotidiens

## ZURICH

de nos envoyés spéciaux

Après des années de marasme, les éditeurs de quotidiens retrouvent le moral. La diffusion des journaux repart à la hausse dans plusieurs pays. Les recettes publicitaires explosent et de nombreux éditeurs n'ont plus peur de perdre de l'argent sur Internet. Pour Timothy Balding, directeur général de l'Association mondiale des journaux (AMJ), réunie en congrès à Zurich du 14 au 16 juin, la presse a fait face à « une crise sans précédent, avec une inflation des coûts d'impression, une nouvelle concurrence de la télévision par câble et satellite, et une longue période d'incertitudes provoquée par la croissance rapide d'Internet ».

Selon lui, « il semble clair que les journaux font un come-back après cette rude décennie ». Il s'appuie sur l'étude réalisée par la société ZenithMédia pour l'AMJ, *Les Tendances mondiales de la presse*. Dix-neuf pays sur quarante-cinq voient leur diffusion croître ou se stabiliser en 1998. Le Canada est en hausse pour la première fois depuis 1989, et la Fin-

lande depuis 1990. La diffusion a le plus progressé en Autriche, au Brésil, au Costa-Rica, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, au Portugal. Les grands marchés de la presse quotidienne continuent à souffrir, mais à un rythme plus ralenti.

Le Japon – pays où les quotidiens sont rois – baisse de 0,4 %, avec une diffusion de 72,4 millions d'exemplaires par jour. Malgré ce recul, la progression des ventes est de 0,7 % depuis 1994. Les Etats-Unis ont subi une chute de 1 %, plus forte qu'en 1997 ; 56,18 millions d'exemplaires y sont aujourd'hui vendus, contre plus de 59 millions il y a cinq ans.

Trois millions d'acheteurs ont également disparu dans les pays de l'Union européenne depuis 1994. Le rythme se ralentit en 1998, avec un recul de 0,5 %. Là encore, ce sont les grands marchés qui souffrent le plus. L'Allemagne (24,8 millions d'exemplaires) baisse de 0,7 % et a perdu un million d'acheteurs en cinq ans, tout comme le Royaume-Uni, qui a pourtant souffert en 1998 de la chute des quotidiens populaires comme le *Sun* et le

*Mirror*. En France, la diffusion des quotidiens a baissé de 0,7 % depuis 1994.

Dans les pays nordiques, où la pénétration des quotidiens est élevée, la baisse s'est accélérée au Danemark et en Suède, tandis que la Finlande a progressé et que la Norvège – où les lecteurs de journaux sont proportionnellement les plus nombreux – est restée stable. Les pays latins progressent : l'Italie (1,3 %), l'Espagne (0,8 %) et le Portugal (6,1 %).

## UNE ANNÉE FLORISSANTE

Si la tendance au redressement de la diffusion doit être confirmée dans les prochaines années, 1998 a été une année florissante pour la publicité. « Les recettes publicitaires ont affiché une croissance significative, et même spectaculaire, dans pratiquement tous les pays », indique Timothy Balding, qui précise qu'elles ont « dépassé le plus haut niveau des années 80 en Europe, Amérique du Nord et Asie-Pacifique ».

En Europe occidentale, les journaux ont augmenté leurs parts de marché pour la première fois de-

puis une dizaine d'années. Les Etats-Unis dominent le marché de la publicité, avec un chiffre d'affaires de 43,9 milliards de dollars (+ 6,2 %), devant l'Union européenne (20,2 milliards de dollars, dont 7,6 en Allemagne, 3,5 au Royaume-Uni et 1,4 en France) et le Japon (7,59 milliards de dollars).

Dernier signe encourageant pour les journaux : l'AMJ indique que, contrairement aux idées reçues, les jeunes s'intéressent à la presse quotidienne. « Les études montrent que le taux de lecture augmente parmi les jeunes, et que ceux qui sont sur Internet lisent plus de journaux », explique Timothy Balding. Qu'ils soient autrichiens, brésiliens, australiens, hongrois, irlandais, portugais, américains, espagnols ou turcs, ils lisent souvent plus volontiers un quotidien que les adultes. « Cela augure bien du futur, explique le directeur de l'AMJ, si l'industrie de la presse sait comment retenir et faire grandir cette génération montante de lecteurs de journaux. »

Michel Delberghé  
et Alain Salles

## La France au vingt-septième rang

TAUX DE PÉNÉTRATION POUR MILLE HABITANTS		EN 1998	EN 1997
1	NORVÈGE	588	598
2	JAPON	577	580
3	FINLANDE	455	453
4	SUÈDE	430	438
5	COSTA RICA	412	-
6	SUISSE	377	385
7	ISLANDE	368	-
8	AUTRICHE	331	296
9	ROYAUME-UNI	317	314
10	ALLEMAGNE	303	306
11	DANEMARK	300	307
12	PAYS-BAS	290	305
13	LUXEMBOURG	288	289
14	SINGAPOUR	273	-
15	NOUVELLE-ZÉLANDE	223	228
16	ÉTATS-UNIS	201	209
17	THAÏLANDE	194	-
18	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	175	202
19	ESTONIE	175	178
20	SLOVÉNIE	173	-
21	SLOVAQUIE	171	188
22	AUSTRALIE	168	174
23	HONGRIE	167	170
24	CANADA	167	173
25	BELGIQUE	158	158
26	IRLANDE	154	152
27	FRANCE	145	153

Source : Association mondiale des journaux

## Lionel Jospin à la vingtième Université d'été de la communication d'Hourtin

**LE PREMIER MINISTRE**, Lionel Jospin, se rendra à la vingtième édition de l'Université d'été de la communication, qui se tiendra du 23 au 27 août à Hourtin (Gironde). Il avait déjà inauguré la manifestation en 1997, en lançant le chantier gouvernemental destiné à combler le retard français dans le domaine des technologies de l'information.

Outre Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, plusieurs autres membres du gouvernement ont d'ores et déjà annoncé leur présence : Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, Dominique Voynet, ministre de l'environnement, Jacques Doundoux, secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie.

En vingt ans, la manifestation, créée en 1979 à l'initiative de la Ligue de l'enseignement et du Centre régional d'éducation permanente et d'action culturelle (Crepac) d'Aquitaine, est devenue l'immanquable rendez-vous de rentrée du monde de l'audiovisuel français. Les patrons du secteur public – comme Marc Tessier et Jean-Marie Cavada cette année – et des chaînes privées y font régulièrement étape sur le chemin du retour de vacances. Les décideurs du secteur de la communication ont remplacé les responsables de ciné-clubs des débuts.

Mais l'Université d'été de la communication est aussi restée un lieu de débats ouvert au grand public. De nombreux enseignants y côtoient les professionnels des médias. « La richesse d'Hourtin, c'est le contenu, c'est le sens », a rappelé Marcel Desvergnès, responsable de la manifestation, mardi 8 juin à Paris, en présentant le programme de la vingtième édition.

Cette année, sur le thème : « Le temps de l'homme mondial », une centaine de débats sont prévus, ainsi qu'une douzaine de rencontres professionnelles, dont la Convention des directeurs de radios locales de Radio-France. Des débats et des ateliers pédagogiques s'adressent plus particulièrement au public enseignant.

★ Renseignements et inscriptions auprès du Crepac, par fax au 05-56-69-62-60 ou sur Internet <www.crepac.com>

## Le film d'entreprise aide les dirigeants à renouer avec leur base

## DEAUVILLE

de notre envoyée spéciale

La scène se passe à Nioro, une petite ville du Sahel située à la frontière nord du Mali. La caméra filme, à la nuit tombée, des enfants assis dans des cours balayées par les vents. Ils tentent de regarder la télévision ou de faire leurs devoirs à la lueur vacillante d'une ampoule alimentée par un petit groupe électrogène. Le jour venu, d'autres images fixent une poignée d'agents EDF, membres d'un club Codev (une sorte d'ONG interne à l'entreprise), qui tirent des câbles et creusent des tranchées, dans le but d'apporter l'électricité aux 25 000 habitants de Nioro et plus seulement à un petit groupe de nantis.

Ces images du réalisateur Christian Lallier, racontant les petites et grandes difficultés rencontrées par ces bénévoles français débarqués de Limours (Essonne), ont valeur d'exemple chez EDF, qui les a financées pour moitié (200 000 francs). L'entreprise s'en

de communication jouent avec les codes traditionnellement réservés à l'information (on va interroger le salarié chez lui, avec sa femme, ou quand il prend un verre dans un café avec ses copains, façon reportage).

## NOUVELLE RAISON D'ÊTRE

Après avoir connu l'âge d'or (1988-1992), puis traversé une crise profonde (1992-1995), l'audiovisuel d'entreprise a peut-être trouvé là sa nouvelle raison d'être. Les cartes de visite audiovisuelles qui se contentaient d'habiller un texte commercial par des images et du son afin de le rendre plus digeste – une technique très en vogue dans les années 80 – n'ont plus leur place : « Les entreprises bougent trop vite. Imaginez la Société générale : si elle avait fait un film institutionnel en janvier, il serait déjà caduc », fait observer Gérard Denis, patron de l'agence de communication audiovisuelle et événementielle, Denis & Co. Les CD-ROM ou sites Internet sont aujourd'hui plus

### Un palmarès international

Vingt-deux films ont été récompensés par le jury de professionnels qui a comparé durant trois jours 264 films d'entreprise. C'est un document de neuf minutes présenté par une agence coréenne, LGAD, qui a reçu un Dauphin d'or dans la catégorie image institutionnelle. Le prix équivalent dans la catégorie marketing est revenu à Filmhans (Autriche), pour son film réalisé pour Datakom.

L'agence française BDDP Auditoire a obtenu celui de la communication interne pour un film à la James Bond censé motiver les conseillers financiers de La Poste. Une autre agence parisienne, Xemple, a reçu un Dauphin d'or pour ses images soutenant la lutte contre le cancer. Deux productions japonaises ont également été distinguées. L'agence Stratégik et Numérik a été récompensée pour ses images de synthèse expliquant le mécanisme de l'inflammation allergique. Enfin, le Dauphin d'or du programming (film de commande diffusé à la télévision) a été attribué à Cofiroute pour son film retraçant le périple du peintre Turner, qui remonta la Loire de Nantes à Orléans.

sert pour sensibiliser d'autres salariés aux relations sociales : « Pour montrer comment aborder un groupe de gens, pour que ça se passe bien et que des erreurs ne soient pas commises », explique Bernard Volait, le patron de l'agence Europimages FMP, qui a produit ce film qu'Arte diffusera, dans une version raccourcie, lors d'un Théma consacré à l'économie solidaire.

Nioro du Sahel, une ville sous tension est l'un des 264 films présentés en compétition lors du festival Communica, qui a réuni, du 10 au 12 juin à Deauville, près de 3 000 professionnels de l'audiovisuel d'entreprise. Il témoigne des nouvelles voies empruntées depuis un an par les réalisateurs de ce type de films. Désormais plus proches du documentaire que de la brochure filmée, ces courts métrages financés par les directions

adaptés à l'exercice. Les professionnels se reconvertisent et proposent désormais aux directions d'entreprise de mieux connaître leur environnement social. Le dernier cri : sonder les salariés ou les clients pour permettre, ensuite, de se valoriser à leurs yeux.

Même s'il montre que « l'on a écouté les gens sur le terrain », le film d'entreprise reste un outil de communication. Pour que ça marche, les thèmes doivent être précis et s'adresser à une communauté spécifique. « Au lieu de présenter les Centres Leclerc, on va expliquer la démarche de Michel-Edouard Leclerc pour former ses 30 000 ou 40 000 caissières à l'euro », cite en exemple M. Denis.

L'entreprise JC Decaux a, sur ce mode, servi d'argument « terrain » au ministère de l'emploi pour faire valoir l'application positive de la loi

sur les 35 heures. Grâce à huit films (de 26 minutes chacun) produits par Margot Communication, une caméra a plongé parmi le personnel de l'entreprise pour en tirer une galerie de portraits : tour à tour, le directeur des ressources humaines, le délégué syndical FO, puis celui de la CGT ont témoigné, comme Saïd qui fait partie des 152 nouveaux embauchés. Evidemment, point de critiques, tout au plus quelques bémols émis par ces témoins qui affichent un air satisfait, certainement inspirés par le slogan peint en lettres blanches sur l'un des murs des bureaux du pape de la sanissette : « Il ne faut pas être pessimiste, les pessimistes sont des spectateurs. »

Le verbatim de collaborateurs, qui permet de découper le scénario en tranches de vie, est la forme d'écriture privilégiée par les réalisateurs de ces films. Pour une raison de coût – « les talk shows ont toujours coûté moins cher que les divertissements », rappelle un professionnel – mais aussi, explique Gérard Denis, parce que les « vrais gens » parlent « avec une force extraordinaire, mieux que n'importe quel directeur général, et disent souvent des choses au cœur de la vérité, avec un ton qui balaye tout ». Le but de cette technique de communication, qui se nourrit de la spontanéité de ceux qui n'ont pas l'habitude de parler à une caméra, est aussi « d'éviter de faire porter la totalité du message par les dirigeants », reconnaît Jean-Charles Eleb, de l'agence Campana & Eleb.

## OUTILS D'AIDE AU CHANGEMENT

D'ailleurs, cette agence, pionnière des « autoportraits dans un milieu donné dont doivent sortir les valeurs d'opinions émergentes », affirme qu'elle ne réalise plus des films, mais des « outils d'aide au changement ». Pas question, pour elle, de se limiter au micro-trottoir : les personnes interrogées doivent être représentatives du milieu dont elles sont extraites pour que les films aient, au final, force de sondages.

Les images recueillies donnent ensuite lieu – comme ce fut le cas pour l'Union du transport public (UTP) qui a réuni, lors d'un congrès en octobre 1998, 400 dirigeants de sociétés de transport public ou privé – à des discussions entre patrons et usagers. « Nous leur avons apporté sur un plateau les gens du terrain pour une sorte de thérapie de groupe », affirme André Campana, un ancien journaliste politique qui créa, en 1976, avec Christine Okrent et Ivan Levaï l'émission « Vendredi » sur France 3.

Florence Amalou

## La presse hebdomadaire régionale mise sur la formation

LA PRESSE HEBDOMADAIRE RÉGIONALE (PHR) souhaite mettre l'accent sur la qualité de la formation continue de ses personnels et renforcer ses liens de partenariat avec les stations décentralisées de Radio-France. Au cours de son 26<sup>e</sup> congrès, qui a réuni 200 éditeurs à Chambéry (Savoie), jeudi 10 et vendredi 11 juin, le président du syndicat, Jean-Pierre de Kerroul, a annoncé la création d'un réseau, baptisé « Ecole des métiers de la PHR », permettant aux éditeurs d'engager des plans de formation interne avec des organismes préalablement labellisés par le syndicat.

Patrick Pépin, directeur général adjoint en charge des trente-huit stations locales de Radio-France et de l'action régionale, a proposé, de son côté, aux éditeurs un accord-cadre de partenariat afin de systématiser les échanges de services entre hebdomadaires et radios locales déjà engagés dans plusieurs régions. La presse hebdomadaire régionale compte 250 journaux, soit 8,5 millions de lecteurs et 500 000 salariés, dont 26 % de journalistes. – (Corresp.)

## Emap lance le 17 juin

### le mensuel masculin « FHM »

LE GROUPE EMAP lancera, jeudi 17 juin, un nouveau magazine masculin, *FHM*. Inspiré de son grand frère anglais, devenu un véritable phénomène éditorial (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juin), le mensuel français dirigé par Jean-Paul Lubot, éditeur, et Bruno Gosset, rédacteur en chef, sera tiré pour son premier numéro à 400 000 exemplaires, avec Sandra Bullock en couverture. Vendu 18 francs, il vise la première année une diffusion de 90 000 exemplaires et prévoit d'atteindre son équilibre en trois ans à 150 000 exemplaires. Le budget est de 30 millions de francs sur trois ans. Emap veut corriger le tir après l'échec de *Télémax*, qui a coûté 75 millions de francs. Kevin Hand, directeur général d'Emap, s'est déclaré « satisfait et confiant » pour le lancement du nouveau magazine. Pour Arnaud de Puyfontaine, directeur de la filiale française, le groupe doit poursuivre son développement par « lancements et acquisitions ».

## DÉPÊCHE

■ TÉLÉVISION : Dogan Media Group, société turque de communication, et la chaîne américaine CNN ont annoncé, dimanche 13 juin, la création d'une société commune pour créer une chaîne d'information continue en turc. CNN Turk sera lancée en septembre et sera distribuée sur le câble auprès de 7 millions d'abonnés. – (AFP)

**DOSSIERS DOCUMENTS**

**Au sommaire du numéro de juin**

**La population mondiale en mutation**

Les risques d'une explosion démographique tant redoutée s'éloignent. D'un continent à l'autre, les situations contradictoires diversifient à l'extrême le paysage démographique mondial. Après le « baby-boom », l'Europe devra-t-elle affronter le « papy boom » ?

L'Asie, continent le plus peuplé, a su relever le défi de la surpopulation. En Afrique, la poussée démographique s'accompagne d'une urbanisation accélérée malgré les pathologies qui accompagnent le développement des mégapoles.

Chez votre marchand de journaux  
**12 F - 1,83 €**

**Plus : LES CLÉS DE L'INFO**  
**4 pages pour décoder l'actualité**



FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

L'action Amper a pris, lundi 14 juin, 9,34 % à 14,87 euros lors de la reprise des cotations du principal équipementier espagnol spécialisé dans les télécommunications. Cette performance intervient à la suite du retrait de l'offre de rachat par son concurrent Radiotronics. La valeur Radiotronics a perdu de son côté 1,36 % à 50,75 euros. Les deux titres ont été exclus de l'indice espagnol, l'IBEX 35.

La valeur Alitalia était affectée lundi en Bourse par les propos tenus, vendredi 11 juin lors de l'assemblée générale des actionnaires du groupe, par le président de la compagnie aérienne, Fausto Cereti. Celui-ci a indiqué que le groupe ne s'attendait pas à réaliser des profits cette année notamment en raison de la baisse du trafic. Le titre a baissé de 3,4 % à 2,75 euros.

15/06 12h29

Table of stock prices for the Automobile sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

BANQUES

Table of stock prices for various banks, including ABNEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, ALLIED IRISH BA, etc.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for basic products, including ALUMINIUM GREEC, ARJO WIGGINS AP, ASSIDOMAN AB, etc.

CHIMIE

Table of stock prices for chemical companies, including AGA-A, AGA-B, AIR LIQUIDE/RM, etc.

Table of stock prices for various companies, including CLARIANT N, DEGUSSA-HUELS, DYNNO, etc.

CONGLOMÉRATS

Table of stock prices for conglomerates, including AKER RCI-A, CGIP/RM, CIR, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for telecommunications companies, including BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, DEUTSCHE TELEKOM, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for construction companies, including ACCIONA, ACESA REG, AKTOR SA, etc.

CONSUMMATION CYCLOQUE

Table of stock prices for consumer goods, including ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, ALITALIA, etc.

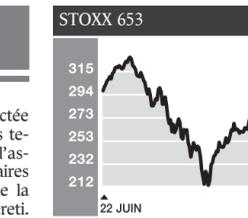


Table of stock prices for various companies, including FINNAIR, G WIMPEY PLC, GRANADA GROUP P, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for pharmaceutical companies, including ASTRA -A, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for energy companies, including AKER MARITIME, BG, BP AMOCO, etc.



Table of stock prices for various companies, including CHR. HANSEN HLD, CULTOR -I, DANISCO, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for equipment companies, including ABB AB -A, ABB AB -B, ABB BADEN, etc.

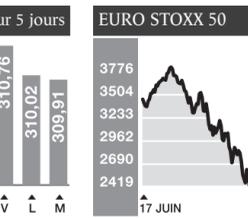


Table of stock prices for various companies, including AGF/RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

ASSURANCES

Table of stock prices for insurance companies, including AGF/RM, ALLEANZA ASS, ALLIANZ AG, etc.

MEDIAS

Table of stock prices for media companies, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS/RM, CARLTON COMMUNI, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for consumer goods, including AHOLD, ASDA GROUP PLC, ATHENS MEDICAL, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of stock prices for distribution companies, including ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, CARTEO/RM, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for high technology companies, including ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, BAAN COMPANY, etc.



Table of stock prices for various companies, including SMITHS IND PLC, STMICROELEC SIC, TANDBERG DATA A, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for utility companies, including ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, CENTRICA, etc.

AMSTERDAM

Table of stock prices for companies listed on the Amsterdam stock exchange, including AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

BRUXELLES

Table of stock prices for companies listed on the Brussels stock exchange, including ENVIPOCO HLD CT, FARDEM BELGIUM ABC, INTERNO HLD, etc.

FRANCFORT

Table of stock prices for companies listed on the Frankfurt stock exchange, including 1 & 1 AG & CO/KGAA, AXTRON, AUGUSTA BETEILIGUN, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO

Table of country codes for the Euro zone, including FR: France, DE: Allemagne, ES: Espagne, etc.

Advertisement for www.lemonde.fr featuring the word 'CHANGE!' in large letters.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for food and beverage companies, including ALLIED DOMECQ, ASSOCIATE BRIT, BASS, etc.

VALEURS FRANÇAISES

● Les cotations des titres Société générale et Paribas ont été suspendues, mardi 15 juin, en raison de la nouvelle offre de la Société générale sur Paribas. Cette dernière est double : soit cinq actions SG plus 75 euros pour huit actions Paribas, soit trois SG pour deux Paribas. ● Le titre BNP a reculé de 0,59 %, à 84 euros, mardi matin 15 juin, en réaction à la surenchère de la Société générale sur Paribas. ● Le titre Vivendi a progressé de 0,52 %, dans les premières transactions du mardi 15 juin. Sa filiale CGEA a annoncé le lancement d'une OPA sur l'américain Superior pour 1 milliard de dollars. ● L'action Suez Lyonnaise a baissé de 0,63 %, en début de séance, mardi 15 juin. Le groupe a annoncé qu'il avait été choisi pour mener la privatisation partielle des eaux de Santiago au Chili. Par ailleurs, il a acquis le groupe américain Calgon (traitement de l'eau) pour 405 millions d'euros. ● L'action Pinault-Printemps-Redoute a chuté de 4,10 %, à l'ouverture de la séance du mardi 15 juin. Le groupe a annoncé l'émission d'obligations convertibles pour un montant de 920 millions d'euros. ● Le titre SCOR a reculé de 1,49 %, mardi matin 15 juin. Le réassureur a émis des obligations échangeables pour un montant de 200 millions d'euros.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 15 JUIN
Liquidation : 23 juin

Table with columns: France, Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Montant coupon (€). Lists various French companies like B.N.P., Renault, Saint Gobain, etc.

Main table of stock prices with columns: Company Name, Previous Price, Current Price, Change, Coupon. Includes companies like BIC, B.S., B.N.P., BOLLORÉ, BONGRAIN, etc.

Table titled 'International' with columns: Précédent en euros, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, Montant coupon. Lists international companies like American Express, A.T.T., Barrick Gold, etc.

Table titled 'ABRÉVIATIONS' and 'SYMBOLES' explaining symbols used in the tables. Includes 'B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.' and 'SYMBOLES' for coupon types.

Table titled 'DERNIÈRE COLONNE RM (1)' with columns: Lundi daté mardi, Mardi daté mercredi, Mercredi daté jeudi, Jeudi daté vendredi, Vendredi daté samedi. Lists companies like I.C.C., ImmoBatiba, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 15 JUIN
Une sélection. Cours relevés à 12h30

Table of new market listings with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like Adlpartner, Alph soft, Alhamedia, etc.

On grandit, on grandit... Mais on sait rester à sa place\*

TOTALFINA advertisement featuring a large 'TOTALFINA' logo and the slogan 'La croissance s'explique'. Includes text about market performance and a small table of stock prices.

SECOND MARCHÉ

MARDI 15 JUIN
Une sélection. Cours relevés à 12h30

Table of second market listings with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like Adc, Aida, Alceo, etc.

Table of second market listings (continued) with columns: Valeurs, Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille. Lists companies like Claveux, Cnim, Cofitem, etc.

SICAV

Mintel: 3616 CDC TRESOR
FONSIACV 3177,49
MUTUAL DÉPÔTS SIC. C. 3153,33

Une sélection. Cours de clôture le 14 juin

Table of SICAV and FCP listings with columns: Émetteurs, Valeurs unitaires, Dates. Lists various investment funds.

CAISSE D'ÉPARGNE

08 36 68 09 00 (2,23 F/m)
Fonds communs de placements

Table of Caisse d'Épargne funds with columns: Fonds communs de placements, Valeurs, Dates. Lists various investment funds.

Crédit Mutuel

180,06 1181,12 14/06
176,60 1158,42 14/06
164,39 1078,33 14/06

Table of Crédit Mutuel funds with columns: Valeurs, Dates. Lists various investment funds.

Multi-Promoteurs CCBP-CDC

50 327,98 14/06
46,06 302,13 14/06

Fonds communs de placements

190,52 1249,73 14/06
187,48 1229,79 14/06

SG ASSET MANAGEMENT

162,76 1067,64 14/06
161,16 1057,14 14/06
159,31 1045,01 14/06

**SCIENCES** Le long du Nil, à quel- que deux cents kilomètres à l'ouest du fleuve, existent en Egypte une série d'oasis qui ont fait très tôt l'objet d'une occupation en raison

de leurs réserves en eau et de leurs capacités agricoles. ● BAHARIYA ET FARAFRA, qui forment le groupe des oasis du nord, semblent n'avoir fait partie intégrante de l'Egypte qu'à

partir du Nouvel Empire (1580-1085 av. J.-C.). ● PLUS TARD des forts dant de l'époque romaine et byzantine révèlent une forte occupation militaire de cette

sexe permanente ou passagère de ressortissants grecs ou romains qui ne parviendront pas à effacer la tradition de foi pharaonique des occupants. ● C'EST DANS CETTE OASIS

de Bahariya que plus de deux cents momies datant de la période gréco-romaine viennent d'être mises au jour après quatre ans de fouilles tenues secrètes.

## Une « Vallée des momies » est découverte à l'ouest du Nil

La nécropole mise au jour dans l'oasis de Bahariya pourrait abriter plusieurs milliers de dépouilles, ce qui en ferait le plus grand site funéraire égyptien. Ces reliques témoignent de l'occupation de ces greniers du désert trois cents ans avant notre ère

### LE CAIRE

de notre correspondant

Les archéologues égyptiens l'ont déjà surnommée « la Vallée des momies ». A en croire le Conseil supérieur des antiquités (CSA) d'Egypte, ce serait la plus grande nécropole jamais mise au jour dans la vallée du Nil. Deux cent cinq momies gréco-romaines datant de 332 av. J.-C. à la fin du deuxième siècle ont été découvertes près de la ville de Bawiti dans l'oasis de Bahariya (400 km au sud-ouest du Caire). Plus de deux cents momies, bien conservées, retrouvées alignées et empilées les unes sur les autres au cours de fouilles qui ont duré quatre ans.

Mais ce ne serait pas tout. Pour Zahi Hawwas, chef de la mission du CSA et directeur de la région archéologique de Guizeh, dont dépend l'oasis de Bahariya, la nécropole de Bawiti s'étendrait sur six kilomètres et comprendrait 200 tombes. Les archéologues ayant trouvé une cinquantaine de momies dans chacune des quatre tombes fouillées, le chef de la mission égyptienne n'écarter pas qu'il puisse exister quelque « dix mille dépouilles ». Une hypothèse dont la vérification demandera sans doute plus d'une dizaine d'années. En cas de confirmation, il s'agirait bien de la plus grande nécropole d'Egypte.

En attendant, les archéologues spécialisés dans la période gréco-romaine estiment que la découverte est « importante » car il s'agit d'« un nouvel ensemble homogène ». Toutefois, ils rappellent que des momies ont déjà été mises au jour en plus grand nombre dans d'autres oasis. Ainsi, 700 dépouilles ont été exhumées dans la localité de Douch située dans l'oasis de Kharga, et étudiées ces dernières années par l'archéologue française Françoise Dunand. Cinq cents autres « individus » remontant à la période romaine ont été retrouvés à Ain Labakha, dans la même oasis.

Cela n'enlève rien aux momies de la nécropole de Bawiti décou-



L'une des 200 momies gréco-romaines découvertes dans l'oasis de Bahariya.

verte il y a cinq ans par le plus pur des hasards. « L'inventeur » de la nécropole n'est autre en effet que l'âne d'un des gardiens des antiquités de la région. Un des sabots de cet animal s'étant enfoncé dans

« L'inventeur » de la nécropole n'est autre que l'âne d'un des gardiens des antiquités de la région

une crevasse, son maître est descendu pour le dégager quand il s'est trouvé devant une momie « le fixant du regard ». Après une rapide intervention du CSA, les antiquités de petites dimensions ayant une fâcheuse tendance à disparaître dans les oasis, les lieux

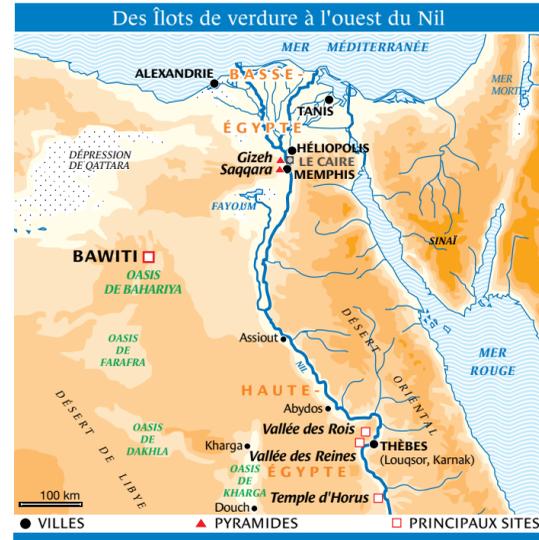
ont été gardés en attendant l'arrivée de la mission archéologique de Zahi Hawwas.

Selon l'archéologue égyptien, ces momies portent des masques dorés sur lequel est dessiné le visage du mort. Elles sont recouvertes d'un cartonnage fait d'un mélange de plâtre et de lin où figurent des divinités égyptiennes. D'autres ont été placées dans des sarcophages de terre cuite. Les méthodes d'embaumement sont celles pratiquées pendant la période gréco-romaine.

Les archéologues ont aussi trouvé dans ce qu'ils estiment être « des tombes familiales » des stuettes de divinité, de pleureuses et de « concubines du mort », figurines féminines nues aux formes plus que plantureuses. Des colliers et des bracelets en cuivre, certains sertis de pierres semi-précieuses, étaient déposés à côté d'amaulettes et de pièces de monnaie grecques. Pour M. Hawwas, la plus belle momie est celle d'une femme portant un masque sur lequel figure son

portrait et qui regarde deux enfants. Peut-être ceux, âgés de trois ou quatre ans, dont les dépouilles ont été découvertes aux côtés de la momie. Autre découverte d'importance, la momie d'un dignitaire de la région ainsi que le pousse le cobra royal et l'Horus figurant sur son masque.

Reste maintenant à savoir ce qui sera fait des momies de Bawiti. En



effet, en dehors des objets funéraires, une seule momie, celle d'un enfant, a été transférée au dépôt-musée de Bahariya. Elle devrait y être exposée quand le musée ouvrira ses portes. « Bientôt », selon le service archéologique égyptien. Quant aux autres, elles resteront sur place en attendant des études anthropologiques et médicales qui nécessiteront de grands moyens

financiers puisqu'il faudra disposer d'appareils lourds (scanner, matériel de radiographie etc). Si l'hypothèse avancée de plusieurs milliers de momies se confirme, les archéologues seraient alors en possession d'un matériel statistique permettant de dresser un tableau précis de la santé et de la mortalité de l'époque.

Outre les momies, la mission a d'autre part dégagé des objets de la vie quotidienne. Notamment un pressoir à vin avec sa zone de foulage d'où le moût se déversait dans une cuve par une gargouille. A cette époque, ces oasis du nord étaient recouvertes de vignes et leur vin, réputé en Egypte, figurait, si l'on en croit des historiens comme Strabon et Plinius l'ancien, sur les meilleures tables de Grèce et de Rome. Et jusqu'en Provence puisqu'une épave pleine d'amphores de vin égyptien a été découverte dans le golfe de Fos, près de Marseille.

Alexandre Bucciantti

### Les greniers du désert

Qui tenait l'Egypte pouvait affamer Rome ? Tacite ne s'y est pas trompé, qui la disait « séquestrée » par Auguste. Par ses richesses, la vallée du Nil était au premier rang des préoccupations romaines. Mais elle n'était pas la seule. Une série d'oasis s'étendent à 200 km à l'ouest du Nil selon une direction nord-sud qui, selon des spécialistes, pourraient être les traces visibles d'un ancien cours asséché du fleuve. Comme les oasis de Bahariya et de Dakhla, celle de Bahariya, surnommée « l'oasis du Nord », était connue pour ses cultures de céréales et pour ses vins. Des textes du Moyen Empire en attestent. Le plus ancien objet qui y fut découvert remonte au règne d'un Sésostris de la XII<sup>e</sup> dynastie. Quant aux premiers vestiges monumentaux, ils remontent au Nouvel Empire et apportent la preuve d'une occupation importante dès 1500 avant Jésus-Christ avec la tombe d'Amenhotep, surnommé « le prince de l'oasis du Nord ».

## Les baculovirus, inépuisables producteurs de protéines humaines

ILS FIGURENT en bonne place dans le bestiaire des biologistes moléculaires, produisent à eux seuls des milliers de substances, et font même l'objet, de plus en plus souvent, de colloques internationaux. Il y a quinze ans, les baculovirus n'étaient guère connus que de quelques spécialistes.

Aujourd'hui, ils constituent un matériel de choix pour fabriquer par génie génétique toutes sortes de protéines animales ou humaines. Une foudroyante ascension due en grande partie à la biologie singulière de ces agents infectieux, qui ont, dans la nature, pour cible quasiment exclusive la grande famille des insectes.

« Chez les vertébrés, les mécanismes de transmission d'une infection virale d'un individu à un autre peuvent s'effectuer par différentes voies (aériennes, génitales, sanguines, etc), mais chez les insectes, la seule voie de contamination – sauf cas très particuliers – est l'ingestion », rappelle Gérard Devauchelle, de la station de pathologie comparée (INRA-CNRS) de Saint-Christol-lès-Alès (Gard).

Protégés par leur squelette externe rigide et par leur système de respiration particulier (les trachées), ces invertébrés ne laissent guère d'autre voie. Face aux mécanismes de défense de leurs hôtes ailes, les virus ont donc dû, en retour, imaginer diverses solutions pour se propager d'un individu à un autre. Notamment pour résister aux conditions du milieu environnant (température, UV, acidité), auxquelles ils sont extrêmement sensibles.

« Deux stratégies ont donc été adoptées par ces micro-organismes :

la stratégie du très grand nombre (le virus se multiplie à un taux très élevé), et l'acquisition d'une forme de résistance », précise Gérard Devauchelle. Dans ce dernier cas – le seul qui intéresse ici les biologistes –, le microbe, une fois à l'intérieur de son hôte, y fabrique en grandes quantités une protéine particulière, la polyédrine, qui cristallise autour des virus nouvellement formés

pour les vertébrés. Et la présence dans leur patrimoine du matériel nécessaire à la fabrication de la polyédrine constitue, pour les généticiens, une véritable aubaine.

Cette protéine n'étant pas nécessaire à la multiplication du virus dans des cellules d'insectes en culture, il suffit en effet de remplacer le gène qui gouverne sa synthèse par n'importe quel autre

Les membres de ce vaste groupe (du latin « baculum » : petit bâtonnet) peuvent infester plus de 600 espèces d'insectes, ainsi que plusieurs espèces de crustacés

pour les protéger des agressions extérieures.

Ces « corps d'inclusion », très résistants, seront disséminés dans la nature à la mort de l'insecte. Après ingestion par un autre insecte, ils seront dissous dans le suc digestif, libérant les particules virales qui pourront alors réinitier une infection.

Ces microbes possèdent donc deux formes de dissémination : l'une, destinée à transmettre l'infection de cellule à cellule, l'autre permettant la contamination d'un individu à un autre.

Ainsi vont la plupart des virus d'arthropodes, parmi lesquels les baculovirus. Les membres de ce vaste groupe (du latin *baculum* : petit bâtonnet) peuvent infester plus de six cents espèces d'insectes, ainsi que plusieurs espèces de crustacés. Ils ne sont en revanche pathogènes ni pour les plantes ni

gène, par exemple, celui de l'insuline humaine, pour que le virus fabrique avec zèle la protéine correspondante.

« Après quinze ans de développement intensif, l'utilisation des baculovirus dans les cellules d'insectes est désormais l'une des technologies les mieux établies pour la production à grande échelle de protéines recombinantes », résumait Amine Kamen (Institut de recherche en biotechnologie de Montréal, Canada), lors d'un symposium récemment organisé, sur ce thème, à l'Institut Pasteur de Paris.

Au total, plus de mille composés biologiques (dont plus d'une centaine d'origine humaine) ont déjà été produits grâce à cette association entre baculovirus et cellules d'insectes.

Qu'elles proviennent du papillon *Autographa californica*, du ver à soie *Bombyx mori* ou de tout autre

invertébré, ces cellules présentent en outre l'avantage, comparées aux cellules de bactéries ou de levures, d'être infiniment mieux équipées pour fabriquer des protéines humaines « finies » – autrement dit, pourvus d'une activité biologique semblable à celles des protéines natives.

« Atout supplémentaire : une unique baculovirus, du fait de sa composition génétique, peut être reprogrammé pour fabriquer simultanément deux protéines étrangères, en grandes quantités et en proportion constante », précise Gérard Devauchelle. Concrètement, la culture en bioréacteur de cellules d'insectes à haute densité (environ dix millions de cellules par millilitre) permet d'atteindre un taux de production protéique de plusieurs centaines de milligrammes par litre. Un rendement appréciable, pour une mise en œuvre relativement aisée et économique.

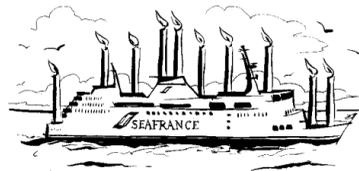
Aujourd'hui parfaitement maîtrisée et accessible à un grand nombre de laboratoires, la production protéique fondée sur ces virus d'insectes a déjà permis d'approfondir de nombreux axes de recherche. Certains ont pour objet de mieux comprendre la structure et la fonction de composés biologiques, d'autres visent à fabriquer des produits d'intérêt médical.

Plusieurs travaux sont notamment en cours pour faire fabriquer aux baculovirus des anticorps identiques à ceux que fabrique l'organisme humain, ainsi que diverses molécules vaccinales, dirigées contre la dengue, la grippe ou la malaria.

Catherine Vincent

### LES TRAVERSÉES

### CALAIS/BOUVRES



# Les physiciens américains reprennent la tête dans la course aux atomes superlourds

Des éléments portant les numéros atomiques 118 et 116 viennent d'être mis en évidence

L'atome d'uranium - numéro atomique 92 - est le plus lourd que l'on puisse trouver dans la nature. Les physiciens ont réussi à produire ar-

ticiellement de nouvelles espèces d'atomes dont le plus connu, le plutonium, synthétisé en 1940, porte le numéro 94. Mais plus le numéro

atomique augmente, plus la durée de vie de ces entités diminue. Les théoriciens prédisent l'existence d'éléments stables autour du

chiffre 114. Les chercheurs s'en approchent par le bas et par le haut. Des Américains viennent de découvrir les éléments 116 et 118.

DEPUIS plusieurs décennies, Américains, Russes et Allemands se livrent une course acharnée pour inventer des éléments chimiques inconnus à l'état naturel. Le plus célèbre d'entre eux à se lancer dans cette aventure, sous la pression il faut le dire des militaires américains soucieux de fabriquer une arme atomique, fut le physicien Glenn Seaborg, « inventeur » du plutonium en 1940 et ensuite de neuf autres éléments que la nature ne connaît pas ici.

Ne sont en effet naturellement présents sur la planète que quarante-deux éléments, le plus lourd d'entre eux étant l'uranium répertorié par son numéro atomique, le chiffre 92. Le suivant, le neptunium, porte le chiffre 93, le plutonium le 94 et ainsi de suite.

Ce que les physiciens américains du Lawrence Berkeley National Laboratory (LBNL) et des collègues allemands, polonais et russes ont réussi ces dernières semaines va bien au-delà. Ils ont produit, après de longues journées de bombardements intenses de cibles de plomb par des ions (atomes dépouillés d'une partie de leurs électrons) de krypton, les éléments 116 et 118. Ken Gregorich, le meneur de l'équipe, triomphe donc une nouvelle fois dans cette discipline confidentielle, avec d'autant plus de plaisir qu'il avait échoué l'an dernier dans ses tentatives de production de l'élément 114, fruit de toutes les passions.

La technique de bombardement utilisée alors - des ions calcium violemment projetés sur une cible de plutonium - n'avait rien donné. Trop brutale, cette « fusion chaude », qui a pourtant permis dans les années 60 et le début des années 70 de créer les éléments 102 à 106, détruisait tout avant de produire quoi que ce soit. Résultat :

Ken Gregorich s'est fait doubler par l'équipe russe de Youri Oganessian (Institut commun de recherche nucléaire de Dubna) aidé dans sa tâche par des Américains d'un autre laboratoire, le Livermore National Laboratory.

Là où Gregorich a tenté de passer en force, Oganessian a préféré jouer tout en douceur en faisant appel à la technique de la fusion froide, qui a permis aux Allemands du Gesellschaft für Schwerionenforschung (GSI) de Darmstadt d'engranger nombre de succès enviés. Entre 1981 et 1984, Peter Armbruster, Gottfried Münzenberg et Siegfried Hofman, les pères de cette toute nouvelle équipe lancée dans la course aux superlourds, ont identifié les éléments 107, 108 et 109. Puis, après quelques années sans résultats, ils ont inscrit au début des années 90 les éléments 110, 111 et 112 à leur tableau de chasse.

Après ces succès allemands, toujours à confirmer (un seul événement observé), de l'élément 114, la mise en évidence des éléments 118 et 116 par les Américains du Lawrence Berkeley National Laboratory est un pas de plus vers ce que les physiciens appellent des îlots de stabilité. En effet, la plupart des éléments que nous connaissons sont stables. C'est le cas, par exemple, de deux espèces de carbone - des isotopes -, le carbone 12 et le carbone 13 dont les noyaux abritent respectivement six et sept neutrons (et six protons tous les deux).

Avec huit neutrons, le carbone 14 est plus turbulent, ce qui le conduit à disparaître par décroissance radioactive. Et ce pour le plus grand bonheur des archéologues et des paléontologues qui l'utilisent pour dater leurs découvertes. Le carbone 11 est plus éphémère encore.

Là où l'un des isotopes de l'uranium, l'uranium 238, affiche une demi-vie (temps au bout duquel la moitié des atomes présents se sont désintégrés) de 4,47 milliards d'années, le plutonium 239 ne résiste que 24 400 ans. Quant aux éléments 110 et 111, ils ne dépassent pas la milliseconde comme si, plus on montait en numéro atomique, plus on était instable.

## L'hélium, l'oxygène et le plomb sont particulièrement magiques

En fait rien ne serait plus faux. Les théoriciens affirment que certaines combinaisons de protons et de neutrons confèreraient à leurs noyaux des propriétés magiques. Ils pensent en effet que protons et neutrons seraient disposés dans le noyau en couches concentriques propres à chacune de ces parti-

cules. Lorsque ces couches seraient remplies, le noyau deviendrait alors « magique », ce qui lui conférerait une certaine stabilité (*Le Monde* du 5 mars). De ce point de vue, l'hélium, l'oxygène et le plomb sont particulièrement magiques.

Dans ces conditions, existe-t-il au royaume des éléments artificiels et des superlourds des îlots de stabilité, des vallées tranquilles où pourraient reposer des atomes artificiels particulièrement stables. Les physiciens l'affirment. Ils vont même jusqu'à dresser le portrait-robot d'un de ces champions : un atome dont le noyau serait porteur de 114 protons (élément 114). Il serait alors magique et donc exceptionnellement stable par rapport à ceux qui le précèdent. Mais si, par chance, il avait aussi 184 neutrons, il deviendrait doublement magique et présenterait alors une demi-vie considérable.

Voilà pour le rêve. Reste que l'isotope du 114 découvert au début de l'année par les Russes avait, malgré ses 175 neutrons (9 de moins que ce qui confère un caractère magique), une demi-vie qui

flirtait avec les trente secondes. De quoi encourager les chasseurs de superlourds affirme Albert Ghiorso du LBNL pour qui « l'îlot supposé [de stabilité] existe ». Certes la découverte de l'élément 118 qui a disparu moins d'un millième de seconde après sa création n'en apporte pas strictement la preuve, mais il a permis, « grâce à une technique » que l'équipe de Ken Gregorich et Victor Ninov « ne croyait pas utilisable quelques mois plus tôt », de croiser tel Christophe Colomb autour de cette Amérique encore à découvrir.

En onze jours d'expériences, trois atomes de l'élément 118 ont en effet été observés à Berkeley, qui, chacun, ont donné lieu « à des désintégrations en chaîne » au cours desquelles sept isotopes de superlourds ont été mis en évidence - 118, 116, 114, 112, 110, 108 et 106 - dont le fameux 114. De quoi espérer bientôt accoster sur un nouveau rivage avec peut-être au passage la découverte de l'élément 113 toujours dissimulé.

Jean-François Augereau

## Mais transgénique et papillons, la prudence s'impose

LES CHERCHEURS américains qui avaient annoncé que le maïs transgénique Bt pouvait être fatal au papillon *Danaus plexippus* (Monarque), ont tempéré leurs propos, vendredi 11 juin. Leurs résultats doivent être interprétés avec « prudence ». « Notre étude a été menée en laboratoire, et il serait déplacé, sur la seule base de ces résultats préliminaires, de tirer des conclusions sur le risque pour les populations en milieu naturel », a indiqué le professeur John Losey (Université de New York).

Les travaux qu'il a dirigés, publiés dans la revue *Nature* (datée du 20 mai), avaient déclenché les critiques des industriels producteurs de maïs Bt. « Il s'agit d'observations faites en laboratoire, dans des conditions qui ont poussé le Monarque dans ses derniers retranchements », avait commenté Christian Morin, porte-parole de Novartis (*Le Monde* du 26 mai). Les chenilles ne pouvaient se nourrir que de feuilles de laitier enduites de pollen de maïs transgénique : quatre jours plus tard, 44 % d'entre elles avaient succombé à ce régime alimentaire.

## L'intuition mathématique se logerait dans les lobes pariétaux du cerveau

LE RAISONNEMENT mathématique et ses fulgurances créatrices constituent depuis toujours un mystère. Einstein lui-même tentait d'expliquer la source de son inspiration : « Les mots du langage, écrits ou parlés, ne semblent pas jouer un rôle dans mon mode de pensée. Les entités psychiques qui semblent servir comme éléments de base sont certains signes et des images plus ou moins claires qui peuvent être volontairement reproduits et combinés. »

De nombreux mathématiciens ont rapporté des expériences similaires. D'autres, à l'inverse, insistent sur le rôle primordial joué par la symbolique mathématique dans leur processus mental. Alors, qui croire ?

Il semblerait en fait que le cerveau humain et ses cent milliards de cellules nerveuses utilisent deux zones différentes du cortex pour traiter les opérations arithmétiques exactes et les calculs approximatifs, plus intuitifs. Des chercheurs de l'Institut national de la recherche médicale (Inserm) en France et du Massachusetts Institute of Technology (MIT) ont établi, ainsi que l'a rapporté en mai la revue *Science*, que l'arithmétique exacte, acquise en utilisant la symbolique du langage, stimule le lobe frontal gauche. Tandis que les calculs approximatifs et les évaluations rapides sollicitent les lobes pariétaux droite et gauche, des aires habituellement chargées des représentations visuelles et spatiales et de la commande des doigts. « On pense que ce deuxième circuit est celui de l'intuition mathématique », explique Stanislas Dehaene, un des signataires de l'article, spécialiste des neurosciences cognitives et directeur de recherches à l'Inserm.

Pour arriver à ces résultats, les scientifiques ont mené deux types d'expériences. Les Américains, dirigés par Elizabeth Spelke, autre signataire de l'article et psychologue de la cognition au MIT, ont formé des volontaires bilingues parlant le russe et l'anglais aux mathématiques. Pour les uns, l'apprentissage

s'est effectué en anglais, et pour les autres en russe. Puis ils ont été interrogés sur des problèmes arithmétiques dans la langue dans laquelle ils n'ont pas été formés. Les chercheurs du MIT ont alors constaté que ces volontaires mettaient jusqu'à une seconde de plus pour résoudre un calcul exact. Par contre, si le problème nécessitait un calcul approximatif, le retard lié à la langue disparaissait.

### « LE MODÈLE DES DEUX ROUTES »

De leur côté, les Français ont soumis des volontaires monolingues à des interrogations mathématiques précises et approximatifs et, simultanément, ils ont « regardé » ce qui se passait dans leur cerveau à l'aide d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique fonctionnelle (IRMf).

Ils ont pu alors visualiser avec précision les aires cérébrales activées, ce qui a confirmé la différence constatée par les spécialistes américains.

Les travaux franco-américains confirment certains modèles cognitifs, qui postulaient déjà que l'arithmétique élémentaire utilise deux modes distincts d'activité cérébrale. Ils corroborent aussi le « modèle des deux routes » proposé par le chercheur français, à la suite d'études qu'il avait menées précédemment à la Salpêtrière, sur des adultes souffrant de lésions cérébrales ou des enfants « dyscalculateurs ».

Mais ils posent également des questions d'ordre évolutif. L'existence de zones corticales, indépendantes du langage, mais capables de visualiser des quantités, indique que cette organisation cérébrale précède l'apprentissage de la langue. Elle serait donc innée chez l'enfant et les primates, ce que certaines observations ont déjà permis de constater. C'est une fonction très ancienne qui serait utilisée pour l'imagination créatrice des mathématiciens.

Christiane Galus

REPOSEZ-VOUS SUR NOUS.

LA LIVRAISON DE NUIT POUR VOS ENVOIS DE PLUS DE 30 KG EST UN NOUVEAU SERVICE SERNAM. CONTACTEZ-NOUS AU 0 803 800 804

**SERNAM**

BIDRÉ CORFOURATE - Photo: Dimitriy Kishon - 1.09 F.TC/inn

# Feijoada ou bacalhau ?

## Deux cuisines séparées par un même océan

LÀ-BAS, au fond de la rue Mazarine, la coupole de l'Institut reste éclairée. Les Immortels prient pour nous. Cela ne peut pas nous faire de mal. Ici, au carrefour Buci, Saint-André-des-Arts, Dauphine, on est à Hammamet, à Corfou, à Naxos. Le quartier sent la brochette et le bord de mer. Soir d'un premier été dans le sixième.

À la terrasse de Chez Albert, personne ne veut céder sa place. On traîne sur des pâtisseries et de vagues souvenirs de Lisbonne. Albert est une vieille gloire de l'endroit, depuis longtemps inscrit au tableau d'honneur des adresses lusitaines de la capitale. Un authentique au milieu de toutes ces fumeroles incertaines. Jamais pris en faute de tricherie ni de manque de bonne humeur. Au demeurant, l'alant n'est pas ce qui va le plus mal à ces austères Portugais, proposant généralement leur patrimoine gastronomique en plats de contrition.

Il faut comprendre. Là où l'auberge espagnole à la parisienne amuse son public à coups de tapas, de paellas et de flamencos talonnés jusqu'à la corde, lui, l'autre homme de la Péninsule, n'a de distractions à offrir que la rude provende de l'Atlantique et les impénétrables récriminations du fado. Pas toujours gai. Heureusement, il y a la morue, le bacalhau. Poisson souverain contre l'ennui ; remède absolu. Poisson grave aussi, qui nous rappelle que les temps furent quelquefois plus durs que nos plaintes de circonstance. Poisson biblique. Les Portugais le connaissent bien.

Sur certains marchés économes et éparpillés, on le rencontre en

vrac, jeté sans précaution de séchoirs lointains. On se croirait chez un cordonnier en avis de saisie. Mais toutes ces semelles vont trouver propriétaire à leur goût. Il n'y en aura jamais assez. Encore et encore ! Et que l'eau ruisse sur tout ce sel, sur tout ce tannage, pour lui redonner ses forces vives. Miracle de la morue. Albert la propose dans ses multiples fonctions et sous les habillages les moins éloignés de la tradition. Faire autrement serait incorrect ; encore faut-il avoir la foi et un peu de mémoire.

Terre-Neuve, corne de brume, barques portées manquantes, jeunes promises déjà drapées des voiles du veuvage. Campagne de pêche rue Mazarine... Respectons. Les tables sont bleues et les murs blancs. De vieux Portugais aux cheveux argentés et crantés comme aux beaux jours viennent parfois y prendre leurs repas en solitaire. Silencieux et doctes comme des marbres, le regard agrippé dans les lointains.

« Deux peuples séparés par la même langue », ici, non plus l'anglais et l'américain, mais le portugais et le brésilien, éloignés par deux cuisines : la portugaise et ses salaisons de grand large, la brésilienne mijotée dans les fumets du chaudron tropical. Rue Berthollet, dans le cinquième, Botequim sert une feijoada qui pourrait bien être aussi parfaitement authentique que celle que l'on pratique du côté de Salvador de Bahia.

Qu'est-ce qu'un plat national ? On dira un geste où sont censés



DESSINS : DESCLOZEUX

### Deux peuples éloignés par deux cuisines : la portugaise et ses salaisons de grand large, la brésilienne mijotée dans les fumets du chaudron tropical

être rassemblés les pensées et les actes culturels les mieux établis d'un pays. Une sorte d'hymne qui, malgré les déclinaisons régionales, se joue généralement sur la même gamme mélodique. Sans aucune lassitude, la population consacre son délice, relevant à chaque fois le défi de la répétition dans un élan patriotique et déterminé. Recette

en étandard. Chose impossible à admettre dans notre pays de cocagne, où l'unité s'est faite par la diversité des trésors de guerre de chacune de nos baronnies territoriales, le Brésil, lui, s'est rassemblé autour de la recette première comme s'il s'agissait d'une autre Constitution.

Vivre et mourir d'un ragoût. On en parfume les lèvres de l'enfant dès qu'il est en âge de comprendre ce qui va lui arriver et on ne lâche plus le citoyen jusqu'à l'ultime moment de son ultime repas. En cas de subversion ou d'incompatibilité d'humeur, l'institution du samedi - messe obligatoire pour tous -, vient rappeler le rite à ses devoirs. On le sait chez Botequim où, pour le déjeuner de l'avant-dernier jour de la semaine, une seule et unique invitée est inscrite au menu : elle, la piquante et chaude vierge noire.

C'est une préparation étrange, à l'oeil plutôt africain, de sagesse cependant occidentale et pourtant relevée au feu caraïbe. Du vaudou domestiqué. L'affaire vient de loin. Les esclaves y ont apporté le fond de sauce fait d'abats de porc - dans

son évolution, la recette admettra des quartiers de poitrine de l'animal et des saucisses - auxquels on adjoint des haricots noirs, principaux acteurs de la fête. Tout ça est d'un sombre terriblement profond ; les bourguignons les plus opérationnels font pâles à côté.

Mais voilà des couleurs. Servie à part, une assiette de feuilles de chou en lanières, blanchies et croquantes, est proposée, accompagnée de fines tranches d'orange. Bigre. Et également du riz ; et, dans une coupelle, du manioc, que l'on prendra forcément pour du parmesan. Tout cela pourrait être d'une fadeur désarmante si un concassage de piments converti d'huile ne venait offrir à l'ensemble sa signature évidente et logique.

Un peuple qui se nourrit dans l'abri d'une seule et unique chapelle ne peut pas se tromper. La grande sagesse du métissage est qu'il apporte l'équilibre de survie. Ici, à travers la foi populaire et la flamme nourricière que distribue le symbole, une nation se prémunit contre les agressions tout en protégeant les marques de son identité. Gardiennes infatigables et jalouses, les femmes sont aux fourneaux. Avec une seule mission : transmettre.

Jean-Pierre Quélin

- ★ Chez Albert, 43, rue Mazarine, 75006 Paris. Tél. : 01-46-33-25-57. Menus : 90/130 F, 13,72/19,81 F. Carte : 200/250 F, 30,48/38,11 F. Botequim, 1, rue Berthollet, 75005 Paris. Tél. : 01-43-37-98-46. Carte : 150/200 F, 22,86/30,48 F.

# TOQUES EN POINTES

## Bistrots

### AU PACTOLE

Un nouveau chef expérimenté vient d'être engagé au Pactole, qui affiche l'ambition de renouer avec la tradition d'une cuisine inventive et passionnée, établie ici par Jacques Manière il y a trente ans. Thierry Chauvel, formé par Henri Faugeron, a été successivement commis saucier chez Paul Bocuse, chef garde-manger auprès d'Alain Ducasse à Juan-les-Pins, chef de partie chez Guy Savoy, et pâtissier chez Michel Guérard. Un tour de France exemplaire. Sa première carte de printemps est prudente, mais compte déjà quelques réussites : une hure de lapin aux herbes, la délicatesse même, un fin ragoût d'escargots au bouillon de fèves et pois gourmands, une savoureuse palette de porc fermier en cocotte et pommes grenailles, ou encore une entrecôte à maturité frottée de purée de truffes. Le style Manière était une façon très simple de faire des choses compliquées. Thierry Chauvel, avec retenue, est conscient de l'héritage. Service enthousiaste et souriant. Cave modeste, mais qui bénéficie des conseils de Georges Blanc. Au déjeuner, plat du jour, avec une salade et un verre de vin : 98 F, 14,94 €. Formule : 148 F, 22,56 €. Menu : 178 F, 27,14 €. A la carte, compter 250 F, 38,11 €.

★ 44, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris, tél. : 01-46-33-31-31. Fermé samedi midi et dimanche.

★ 27, avenue Reille, 75014 Paris, tél. : 01-45-89-17-05. Fermé le dimanche et le lundi.

### BISTROT MONTSOURIS

La Bretagne des bois, des genêts, des fougères et des ajoncs, c'est l'Argoat qui fut longtemps l'enseignement tutélaire de cette auberge, aux abords du parc Montsouris, nouvelle forêt de Brocéliande. De cette époque - brillante - subsiste le cadre, un peu suranné, une poignée de fidèles, le poulet fermier aux écrevisses, et Janine Gaulon, l'enchanteresse. Mais, bistrot oblige, la carte s'est gentiment encanaillée, avec la terrine de queue de bœuf, le céleri à la remoulade - fameux - la morue poêlée aux pommes de terre persillées, l'andouillette au maçon et le saucisson chaud lyonnais. Notons les sardines fraîches au muscadet, de délicieux harengs pommes à l'huile, et les plats du jour présentés sur l'ardoise. Formule déjeuner et dîner : 108 F, 16,46 €. A la carte, compter 180 F, 27,44 €.

★ 27, avenue Reille, 75014 Paris, tél. : 01-45-89-17-05. Fermé le dimanche et le lundi.

Jean-Claude Ribaut

## Les crackers

Nous mangeons dix fois moins de crackers que les Anglais, mais nous en mangeons de plus en plus. L'an dernier, les Français ont croqué 2 000 tonnes de ce biscuit salé, léger et croquant, sorte d'hybride entre une biscotte et un pain azyme. Dans les pays anglo-saxons, d'où il est originaire, on l'utilise le plus souvent pour accompagner le fromage. Selon Guilem Dupont, un Montpelliérain qui travaille à Liverpool pour la marque Jacob's (principal fabricant anglais) « les deux tiers des Britanniques mangent leurs crackers après le dîner, avec du fromage. Bizarrement c'est aussi un marché très saisonnier, car la période de Noël est un véritable boom pour les ventes. Par tradition, il s'en consomme alors trois à quatre fois plus que pendant les autres mois de l'année ». C'est à une famille de boulangers irlandais, les Jacob, que l'on doit la popularisation de ce biscuit salé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. William B. Jacob et son



filis Georges N. Jacob avaient jusque-là fait preuve d'une certaine réussite dans la fabrication de biscuits pour les rations des marins au long cours. Leurs tentatives de diversification dans le biscuit fantaisie furent moins heureuses, jusqu'à ce jour en 1885 où ils débutèrent, pensant toujours satisfaire la marine marchande, la fabrication du « cream cracker ». Celui-ci allait connaître auprès d'un très large public un succès foudroyant. Contrairement à ce que laisse supposer son nom, le cream cracker ne contient pas une once de crème. Mélange de farine de froment, de matière grasse,

de poudre à lever, de malt et de sel, sa pâte avant cuisson avait autrefois une couleur blanc crème qui lui valut son surnom.

La recette a peu varié depuis les origines, et le secret d'un cracker réussi tient toujours dans son temps de repos. Aujourd'hui, dans l'usine Jacob's de Liverpool, on laisse après fabrication la pâte s'aérer seize heures dans une salle chaude et humide. Elle est ensuite malaxée et aplatie en un long tapis de 1 millimètre d'épaisseur sur 1 mètre de long. Elle passe sous un emporte-pièce qui découpe chaque cracker à sa forme définitive et imprime dans la pâte au moyen de picots d'acier, le nom du biscuit, celui de son fabricant, et vingt-cinq minuscules trous qui permettront à la chaleur de le traverser sans le faire gondoler. Ces cream crackers de Jacob's sont largement importés en France. On trouve en revanche moins facilement les waters biscuits, ces modèles de crackers

ronds, comme ceux à la marque Carr's. Ces variétés moins friables et un peu plus sèches doivent leur nom au fait qu'on les servait traditionnellement avec du Schweppes. Enfin, il existe un cracker totalement inconnu sur notre sol, le *cornish wafer*, un exemplaire plus tendre, inventé en Cornouailles, et qui fait outre-Manche le délice des personnes âgées. Sans le savoir, le public français snobe d'ailleurs tous ces produits anglo-saxons. Les trois quarts des Français achètent des crackers à la marque Heudebert. S'ils pensent soutenir la panification nationale, ils sont dans l'erreur. La marque appartient à Danone, qui fait fabriquer cela en Italie. Il y a huit ans, elle rachetait aussi Jacobs aux Anglais. Nous sommes cernés.

Guillaume Crouzet

★ Cream crackers Jacob's, 7 F, 1,06 €, environ les 200 g. Crackers de table Heudebert, 7,50 F, 1,14 €, environ les 250 g.

### GASTRONOMIE

Publicités

#### PARIS 5<sup>e</sup>

### L'Atlas

Gastronomie Marocaine  
Menu 98 F Déjeuner et Carte  
12, boulevard Saint-Germain  
☎ 01.46.33.86.98 - F/lundi

#### PARIS 6<sup>e</sup>

### Vagenende

Maison classée, fondée en 1904  
Cuisine traditionnelle et du marché  
Service continu TLJ de midi à 1h du matin  
142, bd Saint-Germain - ☎ 01.43.26.68.18

#### PARIS 7<sup>e</sup>

### LA TERRASSE

Face à l'École Militaire, qualité et tradition, au 1er étage son restaurant gastronomique.  
Menu 180 F (vin et café compris).  
Menu press-cigée à 215 F avec homard.  
Banc d'huîtres -  
2 pl. de l'École Militaire - ☎ 01.45.51.62.60

#### PARIS 12<sup>e</sup>

### Les SAVEURS de PRINTEMPS

"Une cuisine de goûts pour des gens de goût"  
Exceptionnel menu des 4 cuisines régionales  
Sichuan, Shangai, Canton, Pékin à 150 F et Carte  
23, avenue Docteur Arnold Netter  
☎ 01.44.68.99.99 - Fermé Lundi

#### PARIS 15<sup>e</sup>

### ALCANTARA

à 200 m d'altitude au 6<sup>e</sup> étage (ascenseur direct)  
une Vue de Paris à vous couper le souffle !  
Tous les jours, déjeuner dîner Bar-Cocktail  
Tour Maine-Montparnasse  
33, Av. du Maine 15<sup>e</sup> - Tél. 01 40 64 77 64

#### PARIS 6<sup>e</sup>

### LE POLIDOR

depuis 1845  
Authentique bistrot parisien de rencontre artistique et littéraire  
Menu midi 55 F, 100 F et  
Carte 90/120 F - 41, rue Monsieur Le Prince  
☎ 01.43.26.95.34 - O.T.L.J. jusqu'à 0h30

#### PARIS 6<sup>e</sup>

### Yugaraj

Spécialités Indiennes  
"Yugaraj demeure, dans sa catégorie, l'un des plus sûrs représentants parisiens". GautMillau 99-14/20  
A midi le Delhi-Express 130 F  
Carte environ 180 F à 190 F  
14, rue Dauphine 01.43.26.44.91 - Fermé mardi midi

#### PARIS 7<sup>e</sup>

### LES MINISTÈRES

Depuis 1919 un brin de Paris.  
Menu 175 F apéritif et vin compris.  
Servi même le Samedi et Dimanche.  
30, rue du Bac - Tél. 01.42.61.22.37  
LE RESTAURANT DE LA BELLE ÉPOQUE

#### PARIS 14<sup>e</sup>

### MONIAGE GUILLAUME

Terrasses, Spécialités de Poissons et Bouillabaisse, Homards du Vivier.  
Salon part. 25 pers. - Chbres confort\*\*  
MENU CARTE : 185 F/245 F  
88, rue de la Tombe-Issoire. Tél. 01.43.22.96.15

#### PARIS 15<sup>e</sup>

### DIX VINS

"Une cuisine subtile et savoureuse à prix imbattable". JC Ribaut.  
Menu 100 F midi et soir  
57, rue Falguière  
☎ 01.43.20.91.77  
- F. dim. et lundi midi -

#### PARIS 1<sup>er</sup>

### L'Escargot Montorgueil

Nouvelles formules : Midi Bistro 80 F - 130 F  
Le Soir : Menu 180 F et Carte TLJ  
38, rue Montorgueil - ☎ 01.42.36.83.51

#### PARIS 6<sup>e</sup>

### La Chope d'Alsace

Repas d'affaires  
Menu 169 F  
4, Carrefour de l'Odéon PARIS 6<sup>e</sup>  
Rés : 01 43 26 67 76  
Ouvert jusqu'à 2 h du matin  
Parking rue de l'École de Médecine

#### PARIS 7<sup>e</sup>

### Choumieux

SPECIALITE DE CASSOULET et CONFIT DE CANARD  
Tous les jours jusqu'à minuit.  
Dimanche service continu de 12 h. à minuit.  
Banquet de 10 à 110 pers. Salons climatés.  
79, rue St-Dominique (7<sup>e</sup>) Tél. 01.47.05.49.75

#### PARIS 7<sup>e</sup>

### La Poule au Pot

Poule au pot, Andouillette AAAA, Croustillant poire et chocolat...  
Formule 98 F. Menu 138 F. Carte.  
Fermé samedi midi et dimanche  
121, rue de l'Université - ☎ 01.47.05.16.36

#### PARIS 8<sup>e</sup>

### A.G. Le Poète

L'UN DES MEILLEURS RAPPORTS QUALITÉ PRIX  
Menu 100 F - 145 F - 215 F + Carte  
27, rue Pasquier - ☎ 01.47.42.00.04  
Fermé Sam. midi et Dim.

#### PARIS 1<sup>er</sup>

### L'Epi d'Or

Un des derniers bistrots des Halles  
Cadre authentique, Cuisine du terroir  
Menu 105 F - Carte 220 F environ  
25 rue J-J Rousseau 1er - ☎ 01 42 36 38 12

#### PARIS 5<sup>e</sup>

### MAHARAJAH

"Un des restos indiens plus connus" (TELERAMA)  
72, bd Saint-Germain 5e  
127 F - 169 F - Climat.  
01.43.54.26.07 / T.L.J.

#### PARIS 11<sup>e</sup>

### LES GRANDES MARCHÉS

Place de la Bastille  
Au pied de l'Opéra de la Bastille, une grande adresse pour un repas de qualité.  
Huitres toute l'année, poissons du marché, plats traditionnels et vins à découvrir.  
Tous les jours de 11 h 30 à 1 h 30 du matin.  
Réservation : ☎ 01 43 42 90 32  
\* 1 entrée, 1 plat, 1 dessert.

#### PARIS 11<sup>e</sup>

### LE JARDIN du CURÉ

Béni soit qui bien y mange !  
"Cuisine du marché à l'excellent rapport qualité/prix". Menu 89 F et 129 F. Fermé dim. soir  
6 av. Parmentier 11<sup>e</sup> - ☎ 01 43 79 19 61  
46 r. Jacques Hillairet 12<sup>e</sup> - ☎ 01 43 42 18 22

#### PARIS 11<sup>e</sup>

### AU VILLAGE

Spécialités Africaines  
"LABEL : 3 ÉTOILES EN BROUSSE"  
Live music tous les soirs 7/7  
Menus 89, 98, 135 F et Carte 150 F  
86, av. Parmentier - ☎ 01.43.57.18.95

#### PARIS 5<sup>e</sup>

Renseign. publicité :  
☎ 01.42.17.39.40  
(Fax : 01.42.17.39.25)

### Les Frères Blancs

RESTAURATEURS À PARIS

## Tout l'été 228 F\*

# Plateau Rouge

1/2 Homard Frais du Canada, Langoustines Roses, Tourteau, Araignée de Mer, Grosses Crevettes Roses, Crevettes Grises, Étrille et Coquille de Saumon.

Charlot 12, place Clichy • 01 53 20 48 00  
L'Arbucé 25, rue de Buci • 01 44 32 16 00  
Le Municiphe 7, rue Saint-Benoît • 01 42 61 12 70  
Le Petit Zinc 11, rue Saint-Benoît • 01 42 61 20 60  
La Taverne 24, boulevard des Italiens • 01 53 33 10 00  
Brasserie Lorraine 2, place des Termes • 01 42 27 80 04  
Le Procope 13, rue de l'Ancienne-Comédie • 01 40 46 79 00  
La Maison d'Alsace 39, av. des Champs-Élysées • 01 53 93 97 00

\* Prix service compris. 15% sur H.T. hors boissons



**ART CONTEMPORAIN** La Biennale de Venise, qui a ouvert samedi 12 juin, a attribué son Lion d'or à Louise Bourgeois et à Bruce Naumann. La richesse de sa section

d'APERTutto, dans les nouveaux espaces récupérés sur l'ancien Arsenal, fait pâlir presque toutes les prestations des pavillons nationaux. ● POUR l'Association française d'ac-

tion artistique, la Biennale est l'occasion pour les artistes français d'envoyer « un signal fort ». ● DIX-SEPT CHINOIS sont présents. L'un d'entre eux, Chen Zhen, estime que

l'indifférence de l'Etat à l'égard de l'art contemporain « a créé une espèce d'espace libre ». ● LES POLÉMIQUES attendues sur les transformations de la Biennale (page 40)

n'ont pas eu lieu. ● HARALD SZEEMANN, commissaire, déclare dans un entretien au *Monde* que si « les journaux ne sont pas contents, les artistes, si ».

## L'exposition internationale de la Biennale de Venise pulvérise les bastions nationaux

La section d'APERTutto, imaginée par le Suisse Harald Szeemann, commissaire de la 48<sup>e</sup> Biennale, combat l'idée d'art national, remisee dans des pavillons du même nom, qui ont bien du mal à capter longtemps l'attention des amateurs

**BIENNALE DE VENISE.** Giardini et Arsenal. Tél. : 00-39-041-241-10-58. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. De 10 heures à 17 heures, du 1<sup>er</sup> octobre au 7 novembre. Entrée : 25 000 liras (80 F environ). Catalogue en deux volumes : 100 000 liras (330 F environ).

### VENISE

de notre envoyé spécial

La puissance de Venise venait de ses activités maritimes. Ses chantiers navals, ses arsenaux colossaux sont encore là pour en témoigner. Aujourd'hui, ils abritent l'essentiel de la section d'APERTutto, créée par Harald Szeemann (lire notre entretien page 40), dont le dynamisme, la richesse et l'inventivité spectaculaires font pâlir presque toutes les prestations nationales organisées par les pays participants installés dans leurs pavillons des Giardini. La France s'en tire à peu près, avec un pavillon politiquement correct, mais qui n'a pas esthétiquement convaincu la totalité des visiteurs.

Pour Olivier Poivre d'Arvor, directeur de l'Association française d'action artistique (AFAA), il s'agissait de montrer l'universalité de la France, terre d'accueil. Pour Denys Zacharopoulos, commissaire avec Hou Hanru de la double exposition de Jean-Pierre Bertrand et de Huang Yongping, la question est d'importance. D'origine grecque, il a lui-même choisi de vivre en France, « non pas à cause de la nationalité, mais à cause d'une philosophie, et d'une idée de société ». La France, c'est l'invention de valeurs républicaines qui préfigurent celles des citoyens du monde. Sans perdre ses racines, on peut les mettre au profit d'un monde meilleur, au-delà des limites de l'histoire et de la géographie ». Et d'ajouter, à propos des deux artistes : « Il s'agissait de multiplier l'espace, pas de le diviser. »

C'est peut-être ce frottement de deux personnalités aussi différentes que celles de Jean-Pierre Bertrand, né en 1937 à Paris, et de Huang

Yongping, né en 1954 à Xiamen, qui permet l'étrange harmonie du pavillon français. Les piliers de bois du chinois, échos des colonnes soutenant la façade, partent du jardin pour entrer dans le bâtiment et en percer les verrières. Elles sont surmontées d'étranges bestioles en fonte d'aluminium, sorties du panthéon chinois. Les cédrats et les tableaux jaunes du second, ses deux salles, apparemment vides, mais dont les vitres, peintes en jaune, imprègnent délicatement l'atmosphère d'une lueur diffuse, la balustrade de faitage extérieur redorée par ses soins, sont peut-être un peu trop subtils, comparés à des pavillons plus excentriques.

La Biennale, dans ses bons moments, est un melting-pot à l'échelle planétaire. Tout se mêle, se répond, dans un déferlement affriolant

Même le dallage de la dernière salle, doré, puis démolit, et qui repose 3 mètres plus bas, ne parvient pas à être violent : un exemple de la trop fameuse mesure française. Qui semble avoir gagné les Etats-Unis : Ann Hamilton, à qui on doit des trouvailles extrêmement poétiques, comme ce mur de larmes montré naguère à la Fondation Cartier, ne parvient pas à impressionner, malgré sa déferlante de pigment rouge (*Le Monde* daté 13-14 juin).

On préférera peut-être ceux qui, comme les Français, ont joué le jeu de l'universalité. Le Brésilien Jack Leimer, qui a construit un triangle d'objets de pacotille, de ceux qui pullulent dans les boutiques vénitienes et lui rappellent furieusement les bondieuseries dont son pays est friand. D'autres pavillons sont plus durs. On sortira rapidement de chez les Yougoslaves serbes, après avoir regardé une figure de terre cuite éventrée, pour s'attarder dans le double pavillon croate et slovène : le premier, au centre, montre une installation mêlant robot et vidéo ; des scènes de bondage insensé encadrent une bête suspendue au plafond et animée, qui évoque à la fois un chien, un nuage, et un ours en peluche. Inquietante, elle nage dans l'air pour atteindre



« Zhao Bandi and Panda » : « Cela t'ennuie si je fume une cigarette ? – Cela t'ennuie si je suis mort ? », par le Chinois Zhao Bandi (né en 1963), 150 x 200 cm.

une vidéo évoquant des scènes sous-marines. En passant sur les côtés, on entre dans l'exposition slovaque. C'est du moins ce que disent les murs, sur un air qui rappelle le *You Are Entering The Free Derry*, cher aux Républicains irlandais. Les artistes y sont légion, cela se voit aux tatouages : chacun a accroché une des œuvres, dans de très petits formats standards. Au centre de la salle, un tatoueur est à la disposition du public, qui peut choisir son motif. Personne ne semble avoir opté pour celui représentant la silhouette de la célèbre tache de vin qui illumine le front de Mikhaïl Gorbatchev...

Il y a du politiquement plus correct. Malheureusement. Comme ce Japonais, qui tente de faire pousser les rejets de l'unique arbre à kakis ayant survécu au bombardement de Nagasaki. Ou cet Autrichien, qui a accroché des tee-shirts à deux palettes, chacun signalant, dans sa

langue vernaculaire, les nombreuses nations qui ne sont pas représentées à la Biennale. Ou Katarzyna Kozyna, primée par le jury, dont la vidéo montre des personnages dénudés, suant dans un hammam, adipeux, mais s'épilant soigneusement, soucieux de leur corps difforme et peu appétissant : des hommes, naturellement.

Après cette salubre réaction féministe, il est aussi possible de s'attaquer à l'esprit de famille, grâce à Max Dean, qui a inventé une machine à déchiqueter les photos-souvenirs. Un bras articulé les puise dans une pile et les jette au broyeur après les avoir présentées au spectateur. Lui seul décidera de leur sort : s'il implore, posant les paumes de ses mains sur des contacteurs installés à cet effet, la photo échappe à son sort funeste et retombe dans une autre boîte, à l'abri. Max Dean expose dans la section d'APERTutto,

décidément la plus riche : à quelques mètres de là, Vesna Vesic, Serbe qui vit à Belgrade, illustre la fin du Psaume 51 : « Lave-moi, et je serai plus blanc que neige. » La vidéo montre, cadré en très gros plan, le parcours d'une larme sur le visage d'une femme qui pleure en silence. Bouleversant.

Elle voisine avec Saverio Lucariello, Italien installé à Paris, et découvrit, lorsqu'il était peintre, par le critique Aniello Placido. Aujourd'hui, il réalise des vidéos drolatiques où, dans des postures loufoques, il improvise de longs poèmes aux connotations lettristes. Il y a aussi Tim Hawkinson, dont les douze mannequins jouent des percussions en s'aidant d'organes qui ne sont habituellement pas destinés à cela ; ou Simone Aaberg Kaern et ses portraits de femmes pilotes de la seconde guerre mondiale, avec, à un mur de distance, le chasseur à réac-

tion que Paola Pivi a retourné, le rendant aussi impuissant et bête qu'une tortue posée sur le dos de sa carapace.

La Biennale de Venise, dans ses bons moments, est un melting-pot à l'échelle planétaire. Le Français Olivier Blancart, qui n'était pas convié, s'est invité tout seul en descendant le Grand Canal à la force du poignet sur une embarcation de son cru, trop petite pour une gondole, mais trop grande pour ce qu'elle était censée représenter. A quelques encablures, la Coréenne Kim Soo-Ja, solide personnalité qui promet, a garé son camion rempli de ballots d'édrédons, dédié aux réfugiés du Kosovo. A côté, le Suisse Thomas Hirschhorn a construit un aéroport de carton pour des réfugiés universels. Tout se mêle, se répond, dans un déferlement affriolant.

Tiens, des canards laqués, sûrement un Chinois. Non, juste un trip-tique (en vidéo) d'Anna Jermolowa, née en 1970 à Saint-Petersbourg et établie à Vienne... « Préférez-vous mettre en danger votre identité nationale ou votre produit national brut ? Pourquoi ? », demande Esther Ferrer dans le pavillon espagnol. Elle y réalise également un des plus épatants trompe-l'œil qu'il nous ait été donné de rencontrer, avec un faux cadre de miroir, situé à quelques mètres du miroir réel. Au premier visiteur qui le traverse pour venir vers vous, c'est le choc assuré. Mélange de politique et de culture visuelle, qu'elle assume avec ironie en demandant à nouveau : « Préférez-vous que la prochaine opération de l'OTAN soit transmise par CNN ou par Arte ? » Des questions qui méritaient d'être posées. Comme cette affirmation, à peine exagérée, du Chinois Zhou Tiehai : « Les relations dans le monde de l'art sont les mêmes que les relations entre Etats dans l'ère de l'après-guerre froide. »

Le verdict du jury en témoigne. En donnant le Lion d'or du pavillon national à l'Italie qui, par la grâce de Harald Szeemann, n'en possédait plus, par le truchement de cinq Italiennes réunies dans d'APERTutto, il a montré que les nations dans l'art ne connaissent pas de frontières, même ouvertes. Elles sont justes sexistes : deux de leurs compatriotes, Perino et Veve, auteurs d'une des œuvres les plus surprenantes de la Biennale, une peau d'éléphant en papier mâché transformée en tapis de salon, ont été laissés de côté. Ils sont jeunes, nés en 1973 et 1974, mais ont sans doute le défaut d'être mâles. Tant pis : ils entreront dans la carrière quand leurs aînés n'y seront plus.

Ha. B.

## Une présence chinoise massive et stimulante

Regards critiques sur la Chine et sur l'Occident

### VENISE

de notre envoyé spécial

Serait-ce la réponse tardive aux voyages de Marco Polo ou la suite du tableau prémonitoire d'Erro représentant Mao Zedong sur la place Saint-Marc ? Sur une centaine d'artistes, la 48<sup>e</sup> Biennale compte dix-sept Chinois. L'un d'eux, Cai Guo-Qiang, a même reçu un des prix internationaux de la Biennale. Son œuvre est inspirée d'un groupe de cent sculptures de travailleurs, sol-

lutions et étudiants, commandées par le régime lors de la révolution culturelle. Intitulée *Venice Rent collecting Courtyard*, la sculpture est volontairement inachevée, pour « marquer le changement dans l'art en Chine ». Le Pékinois Zhao Bandi raille les « campagnes idéologiques » en vogue en Chine sur l'hygiène et la sécurité en se mettant en scène avec un panda en peluche, sur une série de posters. L'un d'eux le représente assis sur un fauteuil, sur le point d'allumer une cigarette. Au panda, assis sur un autre fauteuil, il demande, dans une bulle de bande dessinée : « Cela t'ennuie si je fume une cigarette ? » « Cela t'ennuie si je suis mort ? », répond la peluche.

### « ESPACE LIBRE »

L'Occident n'échappe pas à leur regard critique. Wang Du, installé à Paris depuis neuf ans, fustige péle-mêle médias et société de consommation dans onze bustes peints alignés sur une table. On y reconnaît Yasser Arafat, Jacques Chirac, Monica Lewinsky ou Patrick Poivre d'Arvor. Autre Chinois de Paris, Chen

Zhen a assemblé des chaises et des lits tendus de peaux de tambour, que le visiteur peut frapper à loisir à l'aide de bâtons. L'œuvre, intitulée *Jue Chang, 50 coups chacun*, en référence à une maxime bouddhiste sur le partage des responsabilités dans tout conflit, a été présentée durant le vernissage par trois moines tibétains qui ont entonné des prières tout en battant le rythme.

« La situation en Chine est paradoxale, explique Chen Zhen. L'art contemporain n'a pas de soutien économique, pas de marché mais cette indifférence de l'Etat a créé une espèce d'espace libre pour les artistes. » Il est heureux, « en tant que Chinois », de voir les artistes de son pays ainsi représentés à Venise, tout en espérant qu'il ne s'agit pas que d'« une mode ». Ou, même s'il ne le dit pas, d'un nouveau coup de marketing qui rappellerait fâcheusement la « découverte » des artistes de l'ex-URSS durant la spéculation du marché de l'art, dans les années 80.

Ha. B. (avec AFP)

### TROIS QUESTIONS À...

OLIVIER POIVRE  
D'ARVOR

**1 Vous dirigez l'Association française d'action artistique (AFAA), subventionnée par le ministère des affaires étrangères et, à ce titre, responsables du choix des plasticiens présentés au pavillon français de la Biennale. Comment s'est opéré votre choix ?**

C'est une tradition : depuis 1948, l'AFAA choisit le commissaire du pavillon français. Mais nous avons modifié la règle : depuis 1997, nous désignons un artiste, et c'est lui qui choisit le commissaire qui l'épaulera. A ma connaissance, nous sommes le seul pays à procéder ainsi. Mais le comité de spécialistes que nous réunissons pour procéder aux désignations a plus d'intérêt à se prononcer sur un artiste que sur le nom d'un conservateur ou d'un critique : c'est une manière de mieux affirmer un choix.

**2 Venise est un moment très important pour les artistes. Quelles sont les raisons de la désignation du duo Jean-Pierre Bertrand et Huang Yongping ?**

Venise est le moment le plus visible de notre présence à l'étranger.

La Biennale est aux arts plastiques ce que le Festival de Cannes est au cinéma, et nous nous devons d'envoyer un signal fort. Hubert Védrine est venu pour l'inauguration et c'est la première fois qu'un ministre des affaires étrangères est présent en cette circonstance. En désignant ces deux artistes, nous voulions témoigner d'un esprit d'ouverture, rappeler que ce sont ceux qu'on appelait les « métèques » qui ont fait la gloire de l'art français depuis le début du siècle. Nous ne savions pas que Harald Szeemann allait donner tant d'importance à la Chine, d'où Huang est originaire, mais cela confirme la justesse de ce choix. Bertrand et Huang se sont d'abord regardés en chiens de faïence, puis ont passé beaucoup de temps ensemble, et le pavillon est un des plus spectaculaires.

**3 Est-ce le début d'une reconquête ?**

Notre présence artistique à l'étranger est au plus bas et vous aurez du mal à trouver un décideur, un de ces grands « prescripteurs » de l'art international, qui soit capable de citer plus de cinq artistes français, morts le plus souvent. C'est à cette situation que nous voulons remédier.

Propos recueillis par  
Harry Bellet

**FIAC**  
15-20 sept. 99 l'Amérique Latine à l'honneur  
Pavillon du Parc  
Porte de Versailles, Paris  
Reed - OIP. tél. : 08 36 68 00 51 (2,23 ttc / min)  
http://fiac.reed-oip.fr e-mail: fiac@reed-oip.fr

**U.C.S. ANTIQUITES**  
Recherche : Meubles anciens  
Argentierie - Bronzes  
Objets 1900 - GALLÉ  
ACHAT TABLEAUX  
IMPRESSIONNISTES  
Renoir, Bonnard, etc...  
ESTIMATIONS GRATUITES  
Partage de successions  
21 bis, Av. de Ségur 75007 PARIS  
☎ 01.53.69.06.06  
Déplacements Paris - Province

## Une révolution culturelle à l'image du nouveau dynamisme italien

### VENISE

de notre envoyé spécial  
Harald Szeemann a tout dit en une formule : « Je n'ai pas promis de concept nouveau mais seulement une promenade au cours de laquelle vous allez de surprise en surprise dans des espaces nouveaux et adaptés. » La définition est parfaite. Le commissaire aux arts plastiques de la 48<sup>e</sup> Biennale est satisfait. Et, avec lui, toutes les autorités qui l'ont accompagné dans ce long déambulatoire de l'art contemporain riche en surprises : que ce soit Paolo Baratta, président du conseil scientifique de la Biennale, qui ne dit mot mais sourit constamment, ou Giovanna Melandri, ministre des biens culturels, venue en éclaircir découvrir une Biennale revigorée. Tous ont pris place sur un banc face à l'entrée de la rade pour une conférence de presse improvisée en compagnie du ministre britannique de la culture, Chris Smith, venu lui aussi se frotter à ce festival créatif aux allures de chasse au trésor.

Les responsables de cette édition enrichie et réformée de la Biennale s'attendaient à un feu roulant de questions, à des critiques sur la nouvelle formule, sur les polémiques soulevées par l'arrivée du secteur privé dans cette institution désormais centenaire, sur sa transformation en entité autonome. Il n'en fut rien. Le pari est manifestement réussi, et les organisateurs espèrent bien dépasser largement le chiffre des 170 000 visiteurs de la dernière édition.

Giovanna Melandri n'a pas caché sa satisfaction : « C'est une Biennale extraordinaire qui correspond pleinement à ses objectifs de relance. La récupération de ces espaces à la cité de Venise - corderie, arsenal, artillerie, Tese et Gaggiandre - pour la culture et pour l'art est une initiative fantastique. »

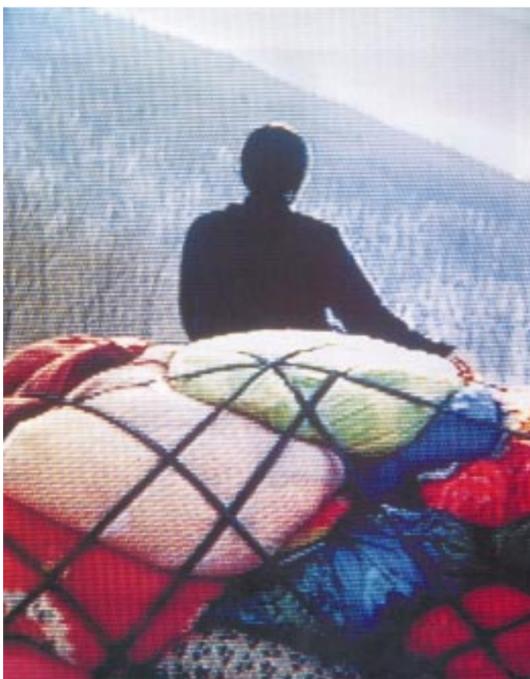
Au total, 10 000 mètres carrés supplémentaires donnent aux artistes la possibilité de s'exprimer pleinement et offrent une nouvelle vie à des espaces à l'abandon (*Le Monde* du 29 avril). Ce qui pourrait être un parcours du combattant dans un dédale de bâtiments désaffectés devient une promenade revigorante à un pas rythmé par l'étonnement, l'agacement, l'émerveillement, ponctuée par des échappées sur la darse et ses bateaux.

### ESPACES RECONQUIS

Ici, une bétonnière sculptée en tek ; là, des bouteilles pleines qui s'écrasent devant vos pieds (vidéo), le concert discordant de drôles de tambours - chaises, lits, récipients couverts de peaux sur lesquels le visiteur est invité à frapper - ou un tapis aquatique gigantesque posé sur l'eau, patchwork d'un repos bienvenu... Ce labyrinthe infini de trouvailles inédites secoue les plus grandes lassitudes.

A l'avenir, ces espaces reconquis sur la décrépitude abriteront sans doute les bureaux de la Biennale ainsi que les archives. En 2000, ils seront utilisés pour la Biennale d'architecture, dont Massimiliano Fuksas aura la charge, et pour l'exposition multidisciplinaire consacrée aux Balkans, annoncée par Paolo Baratta. Cette nouvelle dimension a déjà pris l'ascendant sur les pavillons nationaux, qui disparaissent bien disparaître en 2001.

Giovanna Melandri explique que l'autonomie et l'ouverture au secteur privé sont bien dans la même ligne que les objectifs du gouvernement : « La mise en place d'un modèle dans lequel la fonction publique de la politique culturelle a sa place entière mais qui doit aussi être attrayant pour le privé afin d'en accroître le prestige, la force, la renommée, la dynamique et la capa-



« Cities on the Move » (1997), vidéo de la Coréenne Soo Ja-kim (née en 1957) : camion Bottari chargé de baluchons.

cielle d'innover. » En février, le Parlement a adopté un texte prévoyant des allègements fiscaux pour les entreprises intéressées par le développement culturel. Le décret d'application est attendu. Pour le ministre, la Biennale est « l'affirmation de cette nouvelle volonté ».

### AVEC LES ARTISTES

Cette métamorphose suscite quelques tiraillements. Des polémiques se feront jour, à n'en pas douter. On s'attendait toutefois à des controverses à propos de l'utilisation du pavillon italien (le plus important) par des artistes d'autres nationalités, notamment les Chinois. Harald Szeemann a répondu du tac au tac : « Moi, je discute avec les artistes. Les Italiens voulaient être dans les nouveaux espaces. C'est ce qui a été fait. » Ce nouvel état d'esprit vise à ne pas créer de ghetto. La délégation offi-

cielle italienne est pour la première fois composée de cinq femmes, âgées de vingt-huit à trente-neuf ans. Encore un signe d'évolution.

Il a aussi été beaucoup question de la présence du pavillon yougoslave, qui, finalement, ne dérange personne. Todor Stevanovic peint des soleils noirs et des oiseaux noirs.

Il ne pense pas à Slobodan Milosevic : « Je peins. » Il a toujours peint depuis l'éternité car, dit-il, « il n'est pas né, il n'est pas vivant, il n'est pas mort ». La Biennale n'a évidemment pas échappé au conflit du Kosovo : un camion de réfugiés chargé de balluchons, une loterie pour le financement d'écoles en Macédoine au pavillon autrichien et un avion de chasse, ventre en l'air, car la guerre a enfin basculé vers la paix.

Michel Bôle-Richard

## Harald Szeemann, commissaire de la Biennale « Envoyez des jeunes, envoyez des femmes ! »

« Vous avez créé en 1980 la section Aperto, destinée à exposer de jeunes artistes à côté des pavillons nationaux. Aujourd'hui, vous avez baptisé la Biennale d'APERtutto. Pourquoi ?

- Aperto, c'était l'ouverture. d'APERtutto, je le pense comme une extension et une rupture, une longue promenade dans les bâtiments magnifiques de l'Arsenal, avec des surprises, un mélange d'artistes de toutes les nationalités et de tous les âges. J'ai même désiré rendre hommage à quelques disparus, en réunissant ce que je crois être l'essence de leur œuvre, comme Dieter Roth, Gino de Dominicis et Mario Schifano. Pour moi, ils sont encore vivants. J'ai aussi voulu encourager la participation des jeunes et des femmes. C'est ce que j'ai dit aux Scandinaves, qui me demandaient conseil : « Envoyez des jeunes, envoyez des femmes ! » Le monde est comme cela aujourd'hui, comme d'APERtutto, une structure ouverte : il n'y a plus de style prépondérant. Il faut dépasser toutes ces discussions sur l'art qui emmerdent tout le monde. J'ai voulu donner de l'énergie à cette mémé qu'était la Biennale.

- Vous avez également déclaré que, pour qui se souvient des Contes d'Hoffmann, d'APERtutto, c'est aussi le diable. Les Italiens, dont vous avez supprimé le pavillon, ne sont pas loin de penser cela de vous. Etes-vous Faust ou le diable ?

- Les deux ! Il fallait supprimer le pavillon italien traditionnel où cohabitaient l'exposition internationale et cinq salles horribles d'artistes locaux. Les journaux ne sont pas contents, les artistes, si : ils ont été confrontés directement à leurs confrères du monde entier. Cela dit, je ne remets pas complètement en cause les pavillons nationaux. Certains, je le répète, m'ont même consulté pour leur

sélection, mais comme je n'ai accepté ma nomination que le 10 janvier, beaucoup avaient déjà fait leur choix. Mais je trouve qu'il y a eu des années où les pavillons nationaux montraient des œuvres plus fortes : les Allemands, Beuys ; les Américains, Lichtens- tein ; les Français, Raysse... La Biennale doit s'ouvrir encore. La prochaine, je la voudrais « Apertissima » !

- D'où votre regard sur la Chine qui a été favorisé, je crois, par votre amitié pour l'ancien ambassadeur de Suisse à Pékin, Uli Sigg...

- Pour une fois que la Suisse a un ambassadeur intelligent ! Uli Sigg collectionne depuis longtemps l'art contemporain. Lorsqu'il a été nommé en Chine, il a acheté des artistes chinois. Après un séjour en Corée, pour la biennale de Kwang-Ju, je suis allé le voir à Pékin. Il m'a ouvert sa résidence et j'ai fait ma première sélection d'après les œuvres qu'il avait acquises. Je suis ensuite allé dans les ateliers. Un autre Suisse, Lorenz Helbling, qui travaille avec les artistes de Shanghai, m'a aussi donné des informations. Avec les Chinois, j'ai eu des discussions formidables. Ils forment une génération qui ne veut pas s'exiler, mais changer les choses de l'intérieur. Pour survivre, ils doivent mettre au point une double stratégie, en usant des médias traditionnels de l'art, mais avec une ironie qui n'existe plus beaucoup en Occident. On m'a reproché d'avoir choisi plus de Chinois que d'Américains, mais je crois que ce qui se passe à New York aujourd'hui n'est pas très intéressant. Moins en tout cas que ce qui se passe en Californie : peut-être parce que, sur la côte Ouest, l'influence orientale est plus grande... »

Propos recueillis par Harry Bellet

1999 L'École de Nancy

**L'ÉCOLE DE NANCY / ART NOUVEAU**  
**La FORCE D'UN RÊVE**

Trois expositions exceptionnelles

L'École de Nancy, 1829-1909  
GALERIES POIREL, NANCY

L'École de Nancy, Fleurs et ornements, "Ma racine est au fond des bois"  
MUSÉE DE L'ÉCOLE DE NANCY

L'École de Nancy, Peinture et Art nouveau  
MUSÉE DES BEAUX-ARTS, NANCY

et de nombreuses autres manifestations

Jusqu'au 26 juillet 1999

<http://www.ecole-de-nancy.com>

(03.83.33.11) - 1620 - Vitrail aux colognettes et

A l'initiative de la Ville de Nancy et avec le concours du Ministère de la Culture et de la Communication, du Conseil Régional de Lorraine, du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle et de la Communauté Urbaine du Grand Nancy.



EN VUE

■ Il y a plus d'un siècle, le colonisateur britannique avait reconnu à la petite communauté des Itsekiris le contrôle d'une vaste portion du delta du Niger où, depuis, se sont installés les Urhobos, plus nombreux. Sur son lit d'hôpital, **Richard Ayomike**, Itsekiri, arrosé d'essence et brûlé, dénonce le « nettoyage ethnique » des Urhobos.

■ Selon **Lu Youmei**, président de la société chargée du projet, le barrage des Trois Gorges sur le Yangtsé, le plus grand ouvrage hydroélectrique du monde, résistera aux crues, aux tremblements de terre, et même « à un raid de l'OTAN ».

■ Une banque du sperme de Chengdu, capitale de la province du Sichuan, mettra à la disposition des Chinois stériles « de plus en plus exigeants » une semence de « premier choix » provenant des dons de l'élite intellectuelle et financière du pays.

■ A Hoi Han, ancien port de commerce, au sud de Na Trang au Vietnam, les trois quarts des abus sont commis par des femmes étrangères, rapporte **Chris Beddoe**, responsable du groupe international de lutte contre le tourisme sexuel.

■ Une ancienne nonne de l'ordre des sœurs de la Pitié, qui dirigeait dans les années 80 en Irlande un foyer religieux, a été jugée coupable, vendredi 11 juin, du viol d'une fillette confiée à ses soins.

■ Une mère octogénaire israélienne, arrêtée à l'aéroport de Tel Aviv, transportait dans ses semelles de ses souliers de la cocaïne pour son fils, « tout ce qu'elle a au monde ».

■ A Bangui, où les prisons font défaut, la « méthode **Mazague** » – du nom du commissaire, chef de l'office du répression du banditisme – obtient de bons résultats : « La première fois, ils sont bastonnés ; la seconde, liquidés à la Kalachnikov ».

■ Les faux mendiants seront punis d'un an d'emprisonnement, d'après un récent décret du président irakien **Saddam Hussein** ; les vrais, de trois mois seulement.

■ **Thabo Mbeki**, nouveau président de l'Afrique du Sud, a été intronisé, mercredi 16 juin, à Pretoria, sous la statue de **Louis Botha**, général boer, enfermée pour l'occasion dans des caissons de bois entourés de filets.

■ La Terre se réchauffe, les eaux du Pacifique montent, 75 000 habitants de la République de Kiribati sont menacés. D'ores et déjà, Tebua Tarawa et Abanuea, deux îles de l'archipel, ont disparu.

Christian Colombani

« **ADIEU MADIBA** ». C'est le titre du supplément à la gloire du président Nelson Mandela publié par le *Sowetan*, le quotidien de la communauté noire. A bientôt quatre-vingt-un ans, « Madiba », comme l'appellent affectueusement les Sud-Africains, prend officiellement sa retraite, mercredi 16 juin, date de l'investiture de son successeur, Thabo Mbeki. A cette occasion, l'Afrique du Sud tourne une page de son histoire et la presse rend un dernier hommage au héros et à l'idole de tout un peuple. Les élections du 2 juin ont

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

*Alain Peyrefitte*  
■ L'opposition paie ses divisions au prix fort. Elle n'a pas su gérer sa diversité. De ses différences, qui n'étaient pas pires qu'à gauche, elle a fait des différents. Est-elle pour autant le champ de ruines que l'on décrit ici et là ; (...) Si l'actuelle majorité réussit à entraîner ses gauchistes, et l'opposition une majorité des chasseurs de la France profonde et des électeurs des deux Fronts, on retombe sur un partage stable : quelque 47 % d'électeurs pour la gauche, et 53 % pour la non-gauche, hostile à la perpétuation d'un gouvernement de gauche. Le véritable problème de l'opposition se situe au sein du RPR. (...) un parti de « godillots » se justifie quand il y a une direction affirmée. (...) Enchaîné par la cohabitation, Jacques Chirac ne

peut, du haut de cette position équivoque, tenir le langage clair d'un chef de l'opposition. (...) Le parti qui l'a porté à l'Élysée est devenu un espace à moitié vide. La nature politique, elle aussi, a horreur du vide.

RFI

*Dominique Burg*  
■ Les partis politiques meurent aussi. Ils refusent d'y croire, et puis un jour, il faut bien se résigner, l'issue fatale n'est pas loin. Le RPR connaît ces heures sombres, il est en danger de mort. (...) Si le RPR veut sauver sa peau, il lui faudra apaiser ses divisions internes, solder ses rancunes, mais surtout refonder sa doctrine, réinventer un projet. Toute la difficulté, qu'il n'a pas réussi jusqu'à présent à surmonter, est de procéder à cette refondation à la fois avec et sans Jacques Chirac. Avec Jacques Chirac, parce que le pré-

Les adieux à Nelson Mandela

La presse sud-africaine rend un vibrant hommage au fondateur de l'Afrique du Sud moderne, qui laisse la place à Thabo Mbeki. Cela tourne parfois à la « mandelamania », y compris dans certaines publicités détournées



sortant et propose des textes inédits comme le récit de ses années d'emprisonnement sous l'apartheid, écrit par un compagnon de détention. Le cahier spécial du *Sowetan*, lui, rassemble, sur 27 pages, les hommages rendus au vieux combattant par les figures politiques du monde entier. La

couverture est occupée par une photo magnifique et émouvante qui montre M. Mandela vêtu d'une des chemises chatoyantes qu'il affectionne tant, le visage pensif et marqué par le poids des années.

A côté du cliché, c'est son dauphin, Thabo Mbeki, qui a l'honneur de rendre le premier hommage. « *Après un long chemin, nous sommes arrivés au point de départ d'un nouveau voyage. Nous t'avons, toi Madiba, comme l'étoile la plus proche et la plus brillante pour nous guider. Nous ne pouvons*

*pas nous perdre* », écrit M. Mbeki en faisant référence à l'après-Mandela. A l'intérieur du supplément illustré de nombreuses photos, les messages des chefs d'Etat rivalisent de louanges pour saluer une figure hors du commun qui a marqué ce siècle. Bill Clinton, le président américain, évoque le parcours de M. Mandela comme « *une des histoires véritablement héroïques du XX<sup>e</sup> siècle* ».

Bête noire des Etats-Unis, mais ami du président Mandela, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi salue celui qui a montré que, « *tôt ou tard, le peuple finit toujours par l'emporter sur les tyrans, aussi puissants soient-ils* ». Yasser Arafat, de son côté, rend hommage à « *un combattant de la liberté et à un leader de génie* ». « *Merci, mon ami Nelson Mandela, pour ce que vous avez fait pour votre peuple, votre nation et pour l'humanité* », ajoute le leader palestinien. Moins lyriques mais toujours opportunistes, les grandes entreprises et les annonceurs publicitaires sont présents presque à chaque page du supplément « Adieu Madiba » pour souhaiter une bonne retraite à M. Mandela et faire, en même temps, la promotion de leurs produits. « *Aucun autre président au monde n'a eu un tel impact sur la mode* », proclame ainsi la publicité d'un magasin de vêtements, illustrée par une photo de Madiba dans une de ses fameuses chemises. Une façon comme une autre de lui rendre hommage.

Frédéric Chambon

SUR LA TOILE

VIRUS

■ Le FBI a mis en garde les internautes américains contre un fichier nommé Worm. Explore.zip, acheminé par courrier électronique, qui contient un puissant virus informatique. Une fois décompressé et ouvert, il peut détruire une partie des données contenues dans l'ordinateur. Il serait parti d'Israël début juin et aurait déjà touché une douzaine de pays. Le site affiche une liste de quatre cents personnes présentées comme des « membres de notre association », où l'on remarque quelques noms célèbres comme Michel Charasse.

PROFILS BANCAIRES

■ En décembre 1998, le département américain du Trésor avait demandé aux citoyens de donner leur opinion par courrier électronique sur un nouveau projet de loi visant à obliger les banques à créer des profils individuels de tous leurs clients, et à prévenir les autorités de toute activité sortant des « transactions normales » telles que définies par le profil. Résultat de l'opération : plus de 254 000 internautes se sont déclarés hostiles à ce système, et seulement 72 favorables. Le projet a été annulé, mais le gouvernement prépare un nouveau texte.

www.prefet-bonnet.org

Stéphane Bonnet crée un site de soutien à son père, le préfet Bernard Bonnet

APRÈS avoir pris la défense de son père à la télévision et dans les journaux, Stéphane Bonnet a décidé de s'adresser directement à l'opinion publique en créant le site officiel du comité de soutien au préfet Bernard Bonnet. Au-dessous d'une photographie de l'ex-préfet au garde-à-vous en grand uniforme, Stéphane Bonnet publie un texte résolument offensif : « *Les événements de ces derniers jours me font craindre le pire pour mon père, qui est de plus en plus dans la position d'un fusible que trop de monde a intérêt de faire sauter (...). Je le dis, c'est mon père qui a recueilli personnellement le nom d'Alain Ferrandi, le principal suspect dans l'assassinat de Claude Erignac. Il a donné cette information au procureur de la République de Paris le 16 novembre 1998, il y a plus de six mois. Que s'est-il passé depuis ? Qui a souhaité cacher la vérité aux Français sur la mort du préfet Erignac, et pourquoi ? En trois jours, la police est parvenue à faire arrêter tous les suspects, avant le débat à l'Assemblée nationale et après que mon père eut « menacé » de sortir le*



dossier au grand jour (...). Maman me disait ce matin encore qu'elle avait une pensée pour M<sup>me</sup> Erignac, qui a souffert pendant de longs moments de l'absence d'informations, alors que certains qui connaissaient – grâce à mon père – les noms des

coupables attendaient le moment propice pour faire briller leur nom (...). »

Stéphane Bonnet veut aussi faire savoir que sa famille n'est pas seule dans son combat : « *Nous avons reçu beaucoup de témoignages de sym-*

*pathie, et des déclarations comme celles de M. Maurice Grimaud, de M. Christian Bonnet, de M. Jean Glavany nous apportent un précieux réconfort (...). J'invite tous les Français qui se sentent concernés à se mettre en rapport avec nous le plus vite possible.* » Le site affiche une liste de quatre cents personnes présentées comme des « membres de notre association », où l'on remarque quelques noms célèbres comme Michel Charasse. Trois jours après l'ouverture du site, le forum de discussion était encore peu fréquenté ; une vingtaine de messages tous très favorables au préfet et émanant souvent de fonctionnaires : « *Rage et impuissance (...)* : les assassins, les malfrats, les politiques véreux sont toujours en liberté, mais le préfet Bonnet est toujours en prison... Il a eu le tort d'être un grand serviteur de l'Etat et donc d'obéir aux ordres qui lui étaient donnés. Qu'il sache que beaucoup d'anonymes petits serveurs consciencieux de notre République le soutiennent. »

Yves Eudes

Partez en vacances avec Le Monde

**FAITES SUIVRE OU SUSPENDRE VOTRE ABONNEMENT PENDANT VOS VACANCES :**

- Retournez ce bulletin au moins **12 jours** à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonné (en haut à gauche de la « une » de votre journal).
- Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

**[Vous êtes abonné(e)]**

Pour les suspensions ou transferts vacances : un numéro exclusif 0 803 022 021 (0,99 F TTC la minute)

Votre numéro d'abonné (impératif) : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Commune de résidence habituelle (impératif) : \_\_\_\_\_

Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant) du : \_\_\_\_\_ au : \_\_\_\_\_

Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement) du : \_\_\_\_\_ au : \_\_\_\_\_

Votre adresse de vacances : Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

**RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES.**

Retournez-nous au moins **12 jours** à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	96/14,64
3 semaines (19 n°)	139/21,19
1 mois (26 n°)	173/26,37
2 mois (52 n°)	378/57,63
3 mois (78 n°)	562/85,68
12 mois (312 n°)	1 980/301,85

Bulletin à renvoyer à : **Le Monde - Service Abonnements 24, avenue du Général Leclerc - 60646 Chantilly Cedex**

Offre valable jusqu'au 31/12/99

**[Vous n'êtes pas abonné(e)]**

Pour tout autre renseignement : 01.42.17.32.90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi 901MQVAC

Votre adresse de vacances : du : \_\_\_\_\_ au : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre adresse habituelle : Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Votre règlement :  Chèque bancaire ou postal joint  Carte bancaire n° : \_\_\_\_\_

Date et signature obligatoires : \_\_\_\_\_

Bac, le corrigé de PPDA

par Alain Rollat

On reconnaît le réfugié serbe à ses bagages : il a, lui, le temps de les emporter. Mais « *à quoi reconnaît-on un événement historique ?* ». C'était l'un des sujets du bac philo. Patrick Poivre d'Arvor s'y est aventuré en dissertant sur le Kosovo. Selon lui, « *l'histoire retiendra, d'abord, qu'il y a bien eu au Kosovo de terribles massacres, comme l'OTAN disait en avoir la certitude avant de bombarder la Serbie* ». Les reportages réalisés par Marine Jacquemin et Patrick Bourrat légifèrent son affirmation. Les charniers signalés ici et là semblent plus authentiques que celui de Timisoara. Les témoignages recueillis sur place recourent ceux des réfugiés albanais. Les présomptions de crimes contre l'humanité s'en trouvent alourdies. Mais à quoi, objectivement, reconnaît-on un cimetière criminel ? Comment le distingue-t-on d'un cimetière ordinaire ? Toutes

les fosses communes, en surface, ne se ressemblent-elles pas ? Les images de TF 1, pas plus que celles des autres chaînes de télévision, ne prouvaient rien, dans l'immédiat, de ce qu'elles auraient voulu pouvoir démontrer. Pour étayer qu'elle fût, l'affirmation de PPDA trouvait donc ses limites dans l'éternelle différence entre l'exercice journalistique, qui raconte les événements au présent, et la recherche historique, qui a besoin de recul pour les analyser. Patrick Poivre d'Arvor a été victime du paradoxe qui consiste à parler d'histoire à propos de l'actualité alors que l'histoire est la connaissance du passé. Il est tombé dans le travers de l'historien amateur trop pressé de justifier sa thèse originelle, en l'occurrence celle des démocraties occidentales : le bien-fondé d'une « guerre juste » faite à la « barbarie ». Cela ne veut pas dire que sa dissertation était médiocre. Ces

images de cimetières donnaient une terrible actualité à la vision de Hegel selon lequel l'histoire n'est qu'une « *vallée des ossements* », la fosse commune où finissent les espérances « *les plus grandes et les plus élevées, détruites par les passions humaines* », la pierre tombale où, de tout temps, « *ont été sacrifiés le bonheur des peuples, la sagesse des Etats et la vertu des individus* ». Il n'y avait pas mieux que le Kosovo pour justifier cette thèse hegelienne qui fait de l'histoire l'électrochoc utilisé par la nature pour forcer l'humanité à s'interroger sur sa finalité. Mais le véritable événement serait que l'histoire ne se répète plus sous sa forme balkanisée, pour que les tracteurs serbes labourent, enfin, dans le même sens que les tracteurs albanais. *Nota bene* : on reconnaît un tracteur à ce qu'il n'est pas un camion de déménagement.



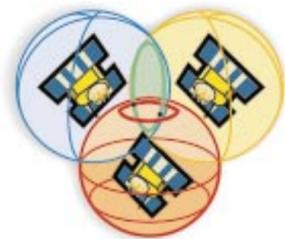


# Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

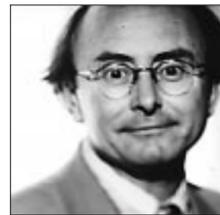
MERCREDI 16 JUIN 1999

www.lemonde.fr/aietek



**LA TECHNIQUE**  
Comment l'Europe veut concurrencer le GPS américain. P. VIII

**LES HOMMES**  
Portrait de Dominique Wolton en cybertrublion. P. VI



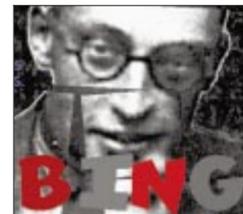
**LA TECHNIQUE**  
Un record de vitesse : 1 000 000 000 000 données binaires par seconde sur 1 000 km. P. IX

10<sup>12</sup>



**LES PRODUITS**  
Cartes flash, minidisquettes et minidisques durs : le vade-mecum des nouvelles mémoires. P. VI

**« LE MONDE » - CANAL +**  
Voyage au pays des mots avec des guides nommés Percet et Queneau. P. V



**PETITES ANNONCES**  
30 pages d'offres d'emplois. P. XI à XL

L'ENQUÊTE



**RETOUR DE FORCE**  
EDF cultive sa fibre haptique dans le domaine de la formation en expérimentant la manipulation d'appareils lourds ou onéreux sur ordinateur. P. II

## Le virtuel revient à la réalité

CERTAINS s'y voyaient déjà. La réalité virtuelle devait ouvrir aux hommes les portes de nouveaux espaces. Un casque, une paire de gants et le grand voyage sensoriel dans un imaginaire reconstitué par la grâce du numérique et de la 3D pouvait commencer. Première à se lancer sur le concept, l'industrie du jeu vidéo a rapidement réalisé tout le bénéfice qu'elle pouvait tirer d'une telle technologie. Au début des années 90, des constructeurs comme

Sega et Nintendo se sont attelés à l'élaboration d'une nouvelle génération de systèmes de jeux. Le cinéma n'est pas, lui non plus, resté insensible à ses sirènes. Dès 1983 avec un film comme *Brainstorm* de Douglas Trumbull ou plus récemment *eXistenZ* de David Cronenberg, les studios se sont emparés du phénomène pour en donner une vision trompeuse et réductrice aux yeux du grand public. Trompeuse car les prouesses technologiques mises en avant ne

correspondent à rien dans la réalité. Réductrice parce que la réalité virtuelle ne se limite pas à des gadgets pour héros de grand écran. Trente ans après l'apparition des premiers casques d'immersion dans un espace tridimensionnel, la réalité est en effet bien loin des scénarios imaginés par Hollywood. « C'est vrai que ce n'est pas l'explosion attendue, analyse Philippe Fuchs, professeur au centre robotique de l'Ecole des mines de Paris. On n'a jamais réussi à immerger l'homme dans le virtuel pour la simple et bonne raison que l'on ne connaît pas bien le comportement humain. Nous sommes pour l'instant ignorants de la complexité de nos mouvements et de nos sens alors que la réalité virtuelle doit procurer à une personne des expériences sensorimotrices, donc mentales, dans un monde qui n'existe pas. »

Scientifiques et informaticiens cherchent aujourd'hui à collaborer plus étroitement avec les neurophysiologistes et les psychologues pour arriver à replacer l'homme au cœur du virtuel dans de bonnes conditions. Et si la technique a jusque-là pris le dessus sur les aspects humains, la tendance actuelle vise au contraire à mieux comprendre comment fonctionnent vision, toucher et odorat pour faciliter l'élaboration de systèmes acceptables par l'homme. « Le meilleur exemple reste la souris, explique Gérard Subsol, ingénieur à l'Inria. C'est un objet que tout le monde utilise et qui fonctionne très bien mais qui ne reproduit aucun mouvement humain normal. A contrario, le concept des gants de réalité virtuelle est un échec car aucun travail préalable n'a été effectué sur le mécanisme du toucher. »

Sous l'impulsion des industriels, la réalité virtuelle se découvre des applications bien réelles. Les constructeurs de voitures ou d'avions l'adoptent dans leurs outils de conception assistée par ordinateur et de simulation. Dans l'industrie nucléaire ou les transports, le recours au virtuel améliore la prévention des accidents. Même la médecine s'en est emparée. Aux Etats-Unis, une équipe de recherche expérimente d'ailleurs le concept d'enseignant virtuel (« Le Monde interactif » du 13 janvier). Chez EDF, on utilise aussi la simulation pour former les techniciens sur des objets lourds,

dangereux ou onéreux à reproduire. « Le problème, prévient Philippe Fuchs, c'est que nous ne savons toujours pas comment réagissent les gens quand ils travaillent longtemps dans un environnement représenté en trois dimensions. Il y a un manque de recul évident sur cette question et on bute toujours sur le même problème : il faut revenir aux sens humains si l'on veut sortir la réalité virtuelle de la préhistoire. »

Guillaume Fraissard

Les rencontres **Laval Virtual**, qui se sont tenues début juin, ont dévoilé au **grand public** les utilisations **professionnelles** de la simulation

Après avoir conquis les jeux vidéo et le cinéma, les mondes numériques débarquent en force dans l'entreprise. Mais pour atteindre leur pleine maturité, ils devront encore apprendre à s'adapter à l'homme



L'Institut de recherche en **informatique** et automatique (Inria) met au point un environnement en **trois dimensions** qui permet aux apprentis **chirurgiens** d'opérer un foie tout en **pixels**



regardez-vous en page centrale



# Planche à billets, planche de salut ?

Les banques centrales ont anticipé la possible pénurie de petites coupures résultant d'une hypothétique panique



**MANQUERA-T-ON** de billets de banque à l'aube de l'an 2000 ? De nombreux pays craignent que la population ne se précipite en décembre aux guichets des banques et des distributeurs pour se constituer un stock d'argent liquide. Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale américaine va imprimer 50 milliards de dollars (48 milliards d'euros, 314 milliards de francs) en billets pour répondre aux inquiétudes des citoyens. La Banque nationale suisse a annoncé à son tour une hausse des réserves d'argent liquide à hauteur de 60 milliards de francs suisses (37,6 milliards d'euros, 247 milliards de francs), soit deux fois le montant de la monnaie en circulation, afin de parer à tout affolement de la clientèle. « *La Banque nationale suisse disposera à la fin de 1999 de la plus importante réserve de numéraire au monde* », affirme Niklaus Blattner, secrétaire général de l'Association suisse des banquiers.

En France comme dans l'ensemble des pays de la zone euro, le problème de disponibilité de liquidités à la veille de l'an 2000 semble lui aussi résolu. Comme ses partenaires, la France a commencé la transition de son outil de production de pièces et billets pour disposer d'un stock d'euros suffisant en 2002. Pour les billets en euros, la planche démarrera en janvier 2000. « *D'ici à la fin de l'année, la Banque de France ne produira que des*

*francs*, précise Philippe Giraud-Sauveur, directeur chargé des systèmes de paiement de l'Association française des banques. Elle établira des stocks de billets suffisants pour passer les années 2000 et 2001 ; de plus, des réserves de numéraire sont habituellement réalisées chaque année en prévision des hausses de consommation dues aux fêtes de fin d'année. » En décembre, la Banque de France n'aura jamais eu autant de francs qu'à la veille du passage à l'an 2000. Ses réserves seront disponibles avec quelques semaines d'avance, au cas où les Français perdraient leur sang-froid.

Si les problèmes de réserves de liquidité sont techniquement réglés, les réactions du public sont toujours à craindre. La BNP a indiqué qu'à partir du 1<sup>er</sup> décembre, le volume des retraits d'argent sera étroitement surveillé. En cas de forte hausse imputable à des craintes liées au passage à l'an 2000, une campagne de communication visant à rassurer la clientèle est prévue. La Mission an 2000 devrait, en septembre, faire le point avec les décideurs du monde bancaire sur le profil psychologique des Français. Aujourd'hui, ils restent impassibles.

Quelques banques centrales :

- **Euroland** : [www.ecb.int](http://www.ecb.int)
- **Allemagne** : [www.bundesbank.de](http://www.bundesbank.de)
- **Belgique** : [www.bnb.be](http://www.bnb.be)
- **Espagne** : [www.bde.es](http://www.bde.es)
- **France** : [www.banque-france.fr](http://www.banque-france.fr)
- **Pays-Bas** : [www.dnb.nl](http://www.dnb.nl)
- **Italie** : [www.bancaditalia.it](http://www.bancaditalia.it)
- **Portugal** : [www.bportugal.pt](http://www.bportugal.pt)
- **Royaume-Uni** : [www.bankofengland.co.uk](http://www.bankofengland.co.uk)

Eric Nunes

## LES ENTREPRISES

# Reuters tisse son fil sur la Toile

« **NOUS GAGNONS** plus d'argent aux Etats-Unis avec Internet qu'avec les journaux et les magazines. En cinq ans, nous sommes passés d'une reconnaissance zéro de notre marque à 31 % des internautes qui consultent nos dépêches, aujourd'hui capables de l'identifier. » Vus de l'Hexagone, les propos d'Andrew Nibley, président de Reuters NewMedia, ont de quoi surprendre. Un dogme bien ancré chez les professionnels d'Internet voulait en effet que le contenu coûte de l'argent et n'en rapporte pas. Or le président de la filiale de Reuters l'affirme : il n'a pas mis plus de deux ans à rendre bénéficiaire l'activité de fourniture d'information à ceux qu'il appelle les « éditeurs Internet », les sites portails, comme Voilà, Nomade ou Yahoo!.

Il avance comme principale raison de ce succès la construction d'un nouveau modèle commercial basé sur l'audience et le partage des recettes publicitaires. « *Sur Internet, il est très facile de savoir ce qui est consulté et par combien de personnes. Il suffit de compter les hits. Dans ce contexte, il nous a paru normal de demander une part des recettes publicitaires aux sites auxquels nous apportions de l'audience.* » Toutes les agences de presse ont adopté peu ou prou ce modèle. Fidèle à son statut d'association, Associated Press a ainsi choisi de fournir aux journaux adhérents un service clés en main comprenant fil d'information et bandeaux publicitaires : les mêmes dépêches de Boston à Seattle, mais dans un habillage local. Les recettes sont ensuite réparties entre les supports. L'AFP, qui avoue être partie un peu tard dans la course au Web, s'est bien rattrapée depuis, avec un incontestable succès de son Journal Internet, présent sur presque tous les portails francophones. Le décollage de ce produit ne lui a pourtant pas permis de dé-

Le site de l'agence s'est imposé comme la référence boursière en ligne

passer 3 % de son chiffre d'affaires, réalisés avec les activités en ligne en 1998.

Sur quoi reposent alors les performances de Reuters NewMedia ? Incontestablement sur sa capacité à intégrer très vite les nouvelles technologies. En 1994, la filiale a été créée sous la forme d'un fonds de capital-risque. Les premiers investissements se sont portés sur des sociétés qui n'allaient pas tarder à devenir célèbres et peser lourd en Bourse comme Yahoo ! et Infoseek. Mais Reuters a aussi misé sur les transactions avec des technologies de sécurisation et de cryptage en collaboration avec Verisign, Intertrust et Digimark. Aujourd'hui, la demande pour l'information financière qui ne cesse de croître (1 milliard de recherches de cotation à travers Yahoo ! et 35 millions de visiteurs par mois pour les dépêches) incite Andrew Nibley à penser que les services de transaction ne tarderont pas à suivre. « *Nous sommes un peu les rabatteurs qui invitent le badaud à entrer sous la tente. Une fois qu'il y est, il est possible de lui proposer des services commerciaux. Un internaute veut en savoir plus sur une entreprise ? Nous pouvons l'orienter vers le service que nous sommes en train de monter avec Dow Jones à travers une joint-venture. Là, il effectuera une recherche payante sur l'histoire de la société.* »

Corinne Manoury

## L'AFP double son offre

L'AFP vient de présenter un nouveau service Internet destiné aux entreprises, aux collectivités locales et aux correspondants de presse. AFP-Direct est une nouvelle mouture d'un service lancé en 1994 pour toucher les clients qui ne consultent pas suffisamment de dépêches pour justifier l'abonnement aux fils d'informations.

Un abonnement ouvre les portes du site [www.afp-direct.com](http://www.afp-direct.com). On y accède aux dernières dépêches classées par rubrique, aux fonctions de recherche d'informations, qui portent sur les quatre-vingt-dix derniers jours. L'utilisateur peut être alerté par courrier électronique dès que tombe une dépêche qui comporte l'un des mots-clés qu'il a choisis. Pour Hervé Manfrini, responsable marketing pour la France, « *le service est moins cher puisqu'on ne le paye plus à la durée, mais il est aussi moins rapide et moins fiable.* » Si l'adaptation du service à Internet lui permet de toucher de nombreux clients, l'agence a décidé de maintenir l'ancienne mouture, accessible par connexion informatique sur le réseau privé de l'agence au moyen d'un logiciel spécifique. Les deux systèmes puisent les informations dans une base de données commune.

## La parole est à vous

**CHAQUE SEMAINE, Jean-François Colonna, coauteur du Bug de l'an 2000 chez Flammarion, répond aux questions des lecteurs du « Monde interactif »**

« **Pourra-t-on utiliser les ascenseurs le 1<sup>er</sup> janvier 2000 ?** » (Jeanne Touzain, Lille)

Certains type d'ascenseurs sont équipés de dispositifs de surveillance de la fréquence des opérations de maintenance. Ceux-ci peuvent se fier à la date, dont une mauvaise gestion peut faire croire que la dernière opération de contrôle a été effectuée depuis beaucoup trop longtemps, alors qu'il n'en n'est rien. Dans ces conditions, l'action programmée consiste généralement à amener la cabine à un palier avec les portes ouvertes et sans possibilité de l'utiliser davantage. Le bogue interne aux ascenseurs ne risque donc pas de mettre des personnes dans une situation inconfortable ou dangereuse. Malgré tout, un ascenseur demande de l'énergie électrique et peut utiliser le téléphone pour les urgences. Il semble donc que si des problèmes de type an 2000 sont à craindre avec des ascenseurs, leurs causes en seront assez probablement externes. Un petit conseil donc, évitons de provoquer le diable : ne sollicitons pas (trop) les systèmes sensibles aux instants critiques !

■ [bogue2000@lemonde.fr](mailto:bogue2000@lemonde.fr)

## Le tour du bogue

« **Préoccupant** »

Selon un rapport publié le 2 juin par la Commission européenne, toutes les infrastructures-clés des Etats membres de l'Union ne sont « pas sûres d'être tout à fait prêtes » pour passer sans encombre le cap de l'an 2000. Le rapport juge la situation « *préoccupante* » et demande aux institutions publiques d'« *intensifier leurs travaux* » sur la préparation au passage à l'an 2000, en accordant « *une attention particulière aux effets transfrontaliers et à la planification d'urgence* ».

**Inquiétant**

Dans ce même rapport, la Commission européenne s'interroge sur la capacité des pays de l'Est à se préparer au passage à l'an 2000 et souligne les risques d'accidents pouvant survenir sur les sites nucléaires de l'ex-Union soviétique. Le rapport indique que l'Agence pour l'énergie atomique lui a demandé de soutenir des missions d'inspection sur trois sites nucléaires, en Bulgarie, en Ukraine et en Russie. Parallèlement, la Maison Blanche a exposé ses inquiétudes sur la situation russe par la voix de son spécialiste du bogue de l'an 2000, John Koskinen : « *Les experts américains savent assez peu de choses sur la façon dont réagiront les systèmes russes lors du passage à l'an 2000.* » Dans le dernier classement de l'agence Gartner Group sur le degré de préparation des pays au passage à l'an 2000, la Russie se situait parmi les pays les plus mal classés en compagnie, notamment, de l'Ethiopie, du Nigeria et de la Roumanie.

**Aérien**

Les services des transports aériens russes vont devoir investir encore 47 millions de roubles (12 millions de francs, 1,9 million d'euros) pour terminer la mise en place du plan de lutte contre le bogue de l'an 2000. Selon l'aviation civile russe, ces fonds seront prioritairement destinés à la mise à niveau des deux principaux centres de contrôle aériens, ceux de Moscou et de Koltsovo, dans l'Oural. En ce qui concerne les 126 autres centres russes, les travaux de mise en conformité au passage à l'an 2000 auraient été déjà effectués...

**Efficace**

La banque centrale allemande, la Bundesbank, a testé avec succès ses systèmes de paiement dans le cadre de la préparation au passage à l'an 2000. « *La maîtrise technique et sans accrocs du passage à l'an 2000 dans le système de transferts de paiements est d'une importance particulière pour la stabilité du système financier* », commente la Bundesbank.

## Stratégies

### Iridium casse les prix

L'opérateur de téléphonie mobile par satellite Iridium a décidé de réduire le prix de ses communications internationales pour capter de nouveaux utilisateurs. Aux Etats-Unis, l'un des principaux distributeurs d'Iridium vient de baisser la minute de communication vers l'étranger à 4,29 \$ (4,10 €, 26,90 F) contre 6 \$ dollars (5,70 €, 37,60 F) auparavant. Les appels locaux sont eux facturés 1,79 \$ (1,70 €, 11,20 F). Iridium annonce aussi une baisse du prix des téléphones portables adaptés. Les terminaux seront désormais facturés aux alentours de 2 000 \$ (1 910 €, 12 540 F) au lieu de 3 000 \$ (2 870 €, 18 820 F).

### Mickey de plus en plus gourmand

La compagnie américaine Disney est en négociations pour acheter toutes les actions du moteur de recherche Infoseek, dont il détient déjà 43 %. La transaction sur les 57 % restants pourrait se réaliser soit par fusion, soit par échange d'actions. Disney se réserve le droit de retirer son offre en fonction de l'évolution du marché boursier.

### Des puces en pleine forme

Les ventes totales de puces électroniques devraient atteindre quelque 140,8 milliards de dollars (135 milliards d'euros, 883 milliards de francs) en 1999, en hausse de 12,1 % sur un an. C'est la plus forte croissance depuis 1995, selon les prévisions de l'Association de l'industrie des semi-conducteurs. En 1998, les ventes avaient reculé de 8,4 %. Les professionnels estiment que ce rebond devrait se poursuivre l'année prochaine avec une croissance légèrement supérieure à 15 % et attendent mieux encore pour les années 2001-2003. Ces bons chiffres mettent fin à la série noire provoquée par une forte surproduction et la crise économique asiatique, qui avaient provoqué un effondrement du prix des mémoires.

### Pas de brevet sur le sang humain

Le 9 juin, l'Office européen des brevets (EPO) a décidé que le sang humain ne pouvait pas être breveté et que l'usage de cellules sanguines à des fins médicales n'avait pas un caractère d'invention. Une réponse qui fait suite à un brevet déposé pour l'Europe par la firme américaine Biocyte en 1988. L'office a donc annulé le brevet qui portait sur l'usage de cellules sanguines prélevées dans le placenta ou le cordon ombilical pour traiter les leucémies chez l'enfant. En revanche, les gouvernements européens veulent pouvoir faire breveter les logiciels, comme l'accorde la convention de Munich sur le droit d'auteur. Pour certaines associations, une telle mesure menacerait les éditeurs indépendants ainsi que le développement des logiciels libres. Réponse le 25 juin.



BARAL BARON

### www.electropolis.tm.fr

En 1995, le musée Electropolis de Mulhouse publiait un site qui faisait figure de pionnier dans l'univers des musées virtuels. La nouvelle version offre désormais une visite virtuelle dans les expositions consacrées à l'électricité et à ses applications. De plus, le site brosse, à l'attention des plus jeunes, une histoire de l'électricité et leur explique les propriétés de sa variante statique grâce à de nombreuses expériences.

### www.freelance.com

Fort d'une trentaine de commerciaux qui couvrent les grandes villes françaises ainsi que les Etats-Unis, l'Espagne, la Belgique et la Suisse, Freelance Technologies compte déjà plus de 6 000 intérimaires répertoriés, dont 200 sont actuellement en mission. Les services sont gratuits pour les travailleurs indépendants, qui doivent juste envoyer leur curriculum vitae par courrier électronique pour entrer dans la base de données de cette agence d'intérim pour informaticiens.

# le. top.des.réseaux

## Les sites scientifiques et technologiques à visiter

### www-ima.enst.fr

Le site du département images de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (ENST) est une mine d'informations pour ceux qui s'intéressent, de près ou de loin, au traitement des documents visuels. Il est chargé de concevoir et de mettre en œuvre des actions d'enseignement et de recherche des méthodes de traitement de l'information visuelle et des techniques de sa représentation, en particulier sous forme vidéo. Traitement d'images de radar à antenne synthétique, imagerie aérienne et cartographie, numérisation et modélisation d'objets et de scènes en trois dimensions, autant de thèmes issus des thèses soutenues par des étudiants de l'ENST que l'internaute peut consulter.

### www.cern.ch

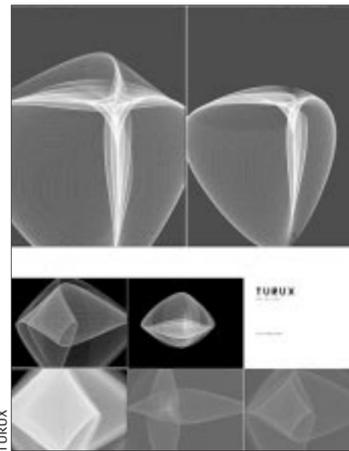
Le Centre européen pour la recherche nucléaire (CERN) est le plus grand laboratoire mondial de recherche en physique des particules. Le site plonge le visiteur dans les entrailles du centre, l'occasion pour lui de se familiariser, à travers une large galerie de photographies, avec détecteurs et autres accélérateurs de particules. En outre, l'internaute apprendra à différencier un quark « up » d'un quark « down », « étrange » ou « charmé », ou encore à visualiser la trajectoire d'une particule invisible grâce à une démonstration qui en laissera pantois plus d'un.

### www.turux.org

Ça fait du bruit. Ça bouge dans tous les sens. C'est Turux. Ne cherchez pas à comprendre ce

que cela signifie, il s'agit du pseudonyme d'une joyeuse bande d'artistes du Web pétris de talent. Une fois passé l'obstacle d'une page d'accueil qui n'a d'accueillante que le nom, la surprise est grande. Dessins à influence géométrique, créations à partir de courbes de niveau... le tout prenant forme devant les yeux ébahis de l'internaute. Le visiteur est invité à participer activement au jeu en faisant tourner un objet en fil de fer dans un espace tridimensionnel. Il peut également créer lui-même ses propres figures en jouant avec un télécran électronique. Petite précision : il n'est pas nécessaire de retourner son micro-ordinateur pour effacer son dessin.

Une sélection de Stéphane Mandard



TURUX

## LES ENTREPRISES

# Les « zinzins » de la Bourse en ligne

**TENTANT.** Et il ne faudrait guère être poussé pour y succomber. Si l'on s'en tient du moins à quelques chiffres, vertigineux, montés en épingle et qui ne sont qu'un instantané : en un an (de mai 1997 à mai 1998), l'action du libraire en ligne Amazon.com a augmenté de 3 550 % ; celle de l'annuaire Yahoo ! de 2 583 % ; celle du fournisseur de services en ligne AOL de 1 200 %... On y risquerait volontiers quelques économies, même s'il existe aussi quelques coups de chaleur. Ainsi, du même Yahoo ! : le 5 avril, son cours atteignait son plus haut niveau historique à 244 \$ (233 €, 1 530 F). Un mois et demi après, l'action avait perdu près de la moitié de sa valeur, à 126 \$. Idem pour Amazon.com, dont le cours, fin mai, a chuté du quart en un jour, ou pour AOL. Selon Wired.com, sur les 33 valeurs Internet introduites en Bourse entre janvier et avril, 21 avaient chuté en dessous de leur valeur d'introduction passé le premier trimestre, après avoir

en moyenne quadruplé le premier jour de leur cotation.

Un univers irrationnel, où les références traditionnelles sont bousculées. Où, par exemple, la moindre rumeur peut déclencher de surprenantes réactions en chaîne : le 7 avril, Lycos diffuse une information concernant le rachat possible de PairGain, une entreprise d'équipements de réseaux téléphoniques, par la compagnie israélienne ECI Telecom ; les cambistes achètent massivement le titre PairGain, qui a gagné 32 % au cours de la séance. Malgré les démentis, le titre a fini sur un gain de 10 %. Gary Hoke, l'ingénieur de PairGain qui avait diffusé la rumeur, arrêté par le FBI, risque cinquante ans de prison et une amende de 5 millions de dollars (4,8 millions d'euros, 31 millions de francs).

« C'est un monde de fantômes et de frénésie », confirme Olivier de

## Sur le Web, le particulier peut aisément se faire cambiste. A ses risques et périls

Montety, directeur général de Fimatex, filiale de la Société générale, intermédiaire boursier en ligne et qui, le premier en France, a proposé le 21 avril un accès au marché américain des valeurs de nouvelles technologies, le Nasdaq. Acheter le matin et revendre le soir : l'exercice est même devenu un phénomène de société aux Etats-Unis, où l'on ne compte plus ces nouveaux chercheurs d'or appelés *day traders*. Certains avisés, probablement. Mais beaucoup

d'autres aussi, aveuglés par les lumières de cette nouvelle Las Vegas. Au point que la Security and Exchange Commission (SEC), gendarme américain de la Bourse, a exigé récemment des courtiers en ligne qu'ils mettent en garde leurs clients contre les risques encourus sur ce marché hautement spéculatif. Ce qui n'a pas ralenti les ardeurs des investisseurs particuliers : le site du courtier Charles Schwab est déjà tombé en panne une bonne demi-douzaine de fois depuis le début de l'année à cause de l'augmentation du trafic (jusqu'à 160 000 ordres par jour). Les plus honorables établissements se convertissent : le 8 juin, la banque d'affaires Goldman Sachs et la première maison de titres aux Etats-Unis, Merrill Lynch, lasses de se faire tailler des croupières par ces nouveaux intermédiaires, se sont associées au courtier Madoff Securities pour développer leur

propre Bourse électronique. Le phénomène n'a pas pris la même ampleur en France, mais l'activité, qui existait déjà avec le Minitel (Cortex, Abax), se développe, et ceux qu'Olivier de Montety appelle les nouveaux « zinzins » - les investisseurs internautes et non plus les investisseurs institutionnels - se multiplient.

A ce jour, la quinzaine de *discount brokers* hexagonaux ont séduit un peu moins de 100 000 clients sur les 6 millions de Français qui possèdent des titres. « Notre rôle, précise Olivier de Montety, est aussi d'alerter contre les dangers d'un investissement qui ne serait pas économiquement rationnel. » Et de rappeler quelques bons vieux principes : le rendement est certes fonction du risque, mais « les arbres ne montent pas jusqu'au ciel » ; « on n'investit bien que dans des choses que l'on comprend bien ». Prudence en

somme. D'autant que la Bourse et Internet ont noué des relations incestueuses : ces courtiers en ligne sont aussi souvent des valeurs cotées sur le Nasdaq, et l'une des valeurs préférées des clients d'E\*Trade n'est autre qu'... E\*Trade.

O. Z.

### Courtiers français :

- www.abax.tm.fr
- www.absysteme.fr
- www.boursedirect.com
- www.cortal.net
- www.cpr-etrade.com
- www.directfinance.com
- www.dubus.fr
- www.erafin.com
- www.ferri.fr
- www.fimatex.fr
- www.i-bourse.fr
- www.portzamparc.fr
- www.selftrade.fr
- www.vegafinance.fr
- www.wargny.fr

## Trois questions à...

### Bernard Barnier, patron de presse financière

**1 Vous dirigez Bloc-Notes, une lettre d'information financière des PME cotées, et l'agence Bourse communication. Comment jugez-vous la possibilité désormais proposée à tous de passer directement des ordres sur le Nasdaq ?**

L'ouverture au grand public d'un marché qui était jusque-là réservé à une élite est une très bonne chose. Cela permet surtout de simplifier la vie des particuliers. Pour eux, jusqu'à présent, acheter sur le marché américain des nouvelles technologies signifiait faire appel à des professionnels, qui eux-mêmes passaient par des intermédiaires aux Etats-Unis, ce qui signifiait devoir fournir le double de garanties, payer double commission, y passer plus de temps... Bref, la démarche était lourde. Mais attention, il faut aussi se méfier de cette facilité : elle accentue l'aspect ludique de l'opération. Cela peut être un jeu, mais à condition de se souvenir que c'est un jeu d'argent, qui peut devenir dangereux, surtout sur un marché aussi volatil que celui des valeurs high-tech.

**2 Précisément, quels sont les dangers liés aux investissements sur le Nasdaq ?**

Les risques, comme toujours, sont à la mesure des gains que l'on peut réaliser. Mais il ne faut pas oublier que de nombreuses valeurs sont déjà très chères, très largement surévaluées, et que l'occasion de réaliser d'importantes plus-values est peut-être

déjà passée. L'autre risque est d'ordre plutôt psychologique. Les investisseurs français peuvent être déboussolés sur le Nasdaq, où les variations sont parfois très importantes, mais où l'on accepte plus volontiers la règle du jeu. Voyez avec le Nouveau Marché, l'équivalent parisien du Nasdaq : grosso modo, les valeurs high-tech ont augmenté en moyenne de 50 % en 1998. Depuis le début de l'année, on a enregistré une baisse de 4 %, et tout le monde parle de dépression. Sur le Nasdaq, il y a parfois des chutes de 20 % en quelques séances, et tout le monde en profite pour acheter.

**3 Avec cette prudence de rigueur, conseilleriez-vous cependant à des particuliers d'investir sur le Nasdaq ?**

Pourquoi pas ? Il ne faut négliger aucun marché. Toutefois, je suggérerais plutôt d'acheter des valeurs technologiques en France. Pourquoi, en effet, aller acheter ailleurs plus cher ce que l'on a ici ? Certes, on n'enregistre pas sur le Nouveau Marché les mêmes mouvements spectaculaires. Mais avec la mondialisation, on peut miser sur un rapprochement des cours de la Bourse. Bien sûr, si l'on aime les sensations fortes, il vaut mieux regarder vers le Nasdaq. En se rappelant que pour celui qui n'y connaît rien, cela ressemble plus à une salle de jeu que de marché.

Propos recueillis par Olivier Zilberstein



**CAMIF**  
CATALOGUES

**490 F**

Un prix comme ça,

**www.camif.fr**

vous y avez droit !

Le compact Olympus Superzoom 700 BF

Le choix du vrai GROUPE CAMIF

**MACHINES À ÉCRIRE**  
d'Antoine Denize, Gallimard, 1999  
Pour Mac et PC CD-ROM  
Configuration minimale : Power PC, 16 Mo de RAM, système 7.1 ou Pentium 133, 16 Mo de RAM, Windows 95  
Prix : 299 F (45,58 €)

**MONSIEUR JOURDAIN** amoureux cherche le secret de la séduction dans la combinatoire : « *Marquise belle, d'amour mourir me font vos beaux yeux.* » Son ridicule n'a cependant pas dissuadé plusieurs écrivains de rendre justice à la combinatoire. Ainsi, au XX<sup>e</sup> siècle, Raymond Queneau et Georges Perec : les *Cent Mille Milliards de poèmes* ou les *243 Cartes postales* sont d'étranges ovnis poétiques, si étranges que l'édition imprimée en atténua la virtuosité. Antoine Denize l'a bien compris en restituant ces œuvres dans le média fait pour elles : le CD-ROM. Mais les *Machines à écrire* sont d'abord une création : sommaires flottants accrochés au pointeur de la souris, musiques de Bach (génie, lui aussi, de la composition entendue comme une grammaire) ou de jazz (plaisir de la variation), chaque écran léché comme une photo d'art interactive... le charme agit tout de suite. Mais ce serait manquer l'essentiel que de se livrer au seul plaisir esthétique. Projetée par exemple dans le ciel de Perec, une machine à générer des injures provoque l'affichage d'inénarrables apostrophes : « *conchyliculteur !* », et déjà les mots parlent avec leur apparence autant qu'avec leur définition. Chez Queneau, la panoplie d'un écolier d'autrefois (pupitre et plumier) vous adresse conseils et commentaires pour composer un conte à votre façon : côté plumier, des voix rechignent devant le sujet de rédaction proposé ; côté page blanche, on s'enthousiasme : à vous de choisir qui écouter. Toujours chez Queneau, les *Cent Mille Milliards de poèmes* s'avèrent être une forme d'hypertexte avant la lettre. Antoine Denize ne se contente pas de le montrer, il en profite pour donner à voir le mauvais esprit de George Sand, le brio de Jean Meschinot : sous vos yeux, les textes d'une quarantaine d'auteurs se déforment, se recomposent, les mots changent de place. Chaque énoncé montre en lui-même un autre

## Exercices de style



**Sur les traces de Raymond Queneau, les mots parlent avec leur apparence autant qu'avec leur définition**

### Depuis l'Oulipo, on sait que poésie et informatique peuvent faire bon ménage. Démonstration avec des « Machines à écrire »

programme, ce sont des lettres qui coulent inépuissamment comme une fête en l'honneur des livres qui ont inspiré l'auteur. Antoine Denize entend bien mettre ses auteurs préférés en rapport avec la vie, celle qu'on mène en vrai, et offre à son lecteur-spectateur-coauteur la possibilité d'adresser une vraie carte postale (la société d'édition Yvon est partenaire) par courrier électronique : tapez au dos un court texte selon les principes affichés, et votre texte détermine une carte particulière (le mot « plage » joue alors comme un filtre d'image) dont vous pourrez toutefois modifier le fond, le ciel, le premier plan ou le pourtour. Le destinataire sera surpris par l'analogie parfaite entre votre carte électronique et celles en vente sur les lieux de vacances... « *Je suis en Italie. La plage est délicieusement chaude. Pensées affectueuses* » et merci, Antoine.

Patrick Longuet (Canal+)

## Le Monde CANAL+

Sabir cyber

# Avatar

*L'embêtant avec les avatars femmes, c'est que ce sont souvent des hommes.*

**LA CYBERCULTURE** n'engendre pas qu'un sabir anglo-informaticien. Ainsi *avatar* renoue en français avec son sens originel après bien des avannies, bien des avatars justement, dans le sens populaire (« *malheur, mésaventure* ») que le Grand Robert nous présente comme un contre-sens. Un avatar, dans une communauté virtuelle graphique, désigne en effet l'apparence que prend un internaute pour apparaître aux autres. C'est une image, mais c'est déjà une matérialisation. Un avatar est à la fois un pseudonyme, une personnalité qui se montre – ou se cache – derrière une forme, et cette forme elle-même. Nous sommes ici très proches du sens premier du mot dans la religion hindoue, où l'on désigne ainsi une incarnation de Vishnou. Le mot vient du sanscrit, où *avatāra* signifie « descente ». Dieu descend ici-bas et



prend une enveloppe charnelle, un avatar. « *L'Inde s'accommode du Christ comme des autres dieux, et voit facilement en lui un avatar* » (André Malraux, *Antimémoires*).

Les origines de ce nouvel emploi du mot sont peut-être à rechercher dans un roman de science-fiction, *Snow Crash*, de Neal Stephenson, publié en 1994. Ou dans les travaux du Medialab, notamment plusieurs articles publiés à l'occasion du Siggraph, la conférence annuelle des spécialistes de l'image en 3D et de l'interactivité électronique. Mais les amateurs de jeux vidéo se souviennent que la série *Ultima* de Richard Garriott proposait au joueur, dès les années 80, de s'incarner dans un héros nommé justement l'Avatar.

Ce raccourci brutal entre l'Antiquité religieuse indienne et les prouesses modernes de l'image sur ordinateur n'est pas une surprise complète : la redécouverte des religions orientales par les baba cools de tous poils, dès les années 60, avait déjà badigeonné de modernité *gourou, karma, ou mantra*, dont il est fait, ici ou là, un grand usage dans les cybermédias.

Mais ces mots conservent leur sens exotique parce que, justement, ils servent à exprimer de manière exotique un sens pour lequel il existe des mots indigènes : un gourou de la micro, par exemple, est en fait un expert. *Avatar* est au contraire, dans le cyberspace, un mot de premier rang. Comme il ne sert pas à dire « à l'indienne » quelque chose que l'on pourrait désigner autrement, il perd aussi sa connotation orientale. Les jeunes internautes, qui connaissent le mot, devront apprendre plus tard que Vishnou, lui aussi, se faisait représenter par de multiples formes humaines, bien pratiques pour cacher ses véritables desseins.

Dans son cadre, *avatar*, terme à la fois ambitieux et subtil, n'a pas de concurrents. *Personnage* dit autre chose : c'est avouer que l'on se place dans une fiction, que l'on n'a pas d'autre projet que le jeu. Or, si un avatar peut mentir, il peut aussi s'engager très sérieusement. Dans le carnaval électronique que propose Internet, un avatar aurait pourtant pu être un travesti, mais c'est une autre histoire. Domage, peut-être, car dans la pratique des communautés virtuelles, de nombreux avatars sont ce que le langage courant appelle des travestis, et qu'en outre il est plus modeste qu'un homme se change en femme plutôt qu'il croie être Dieu.

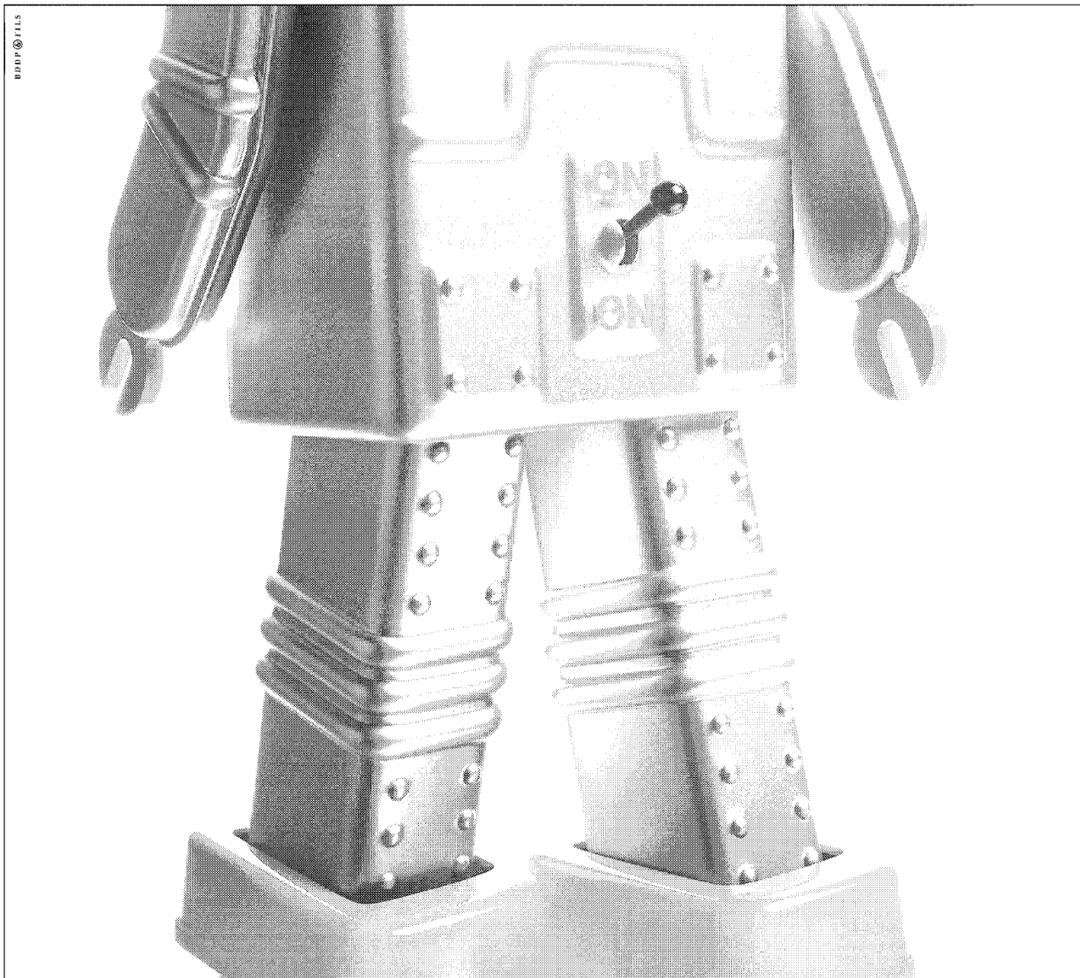
Cléo (Canal+)

## Tendance

**LE DESTIN** d'*avatar* est lié à celui des communautés virtuelles, telles que le Deuxième Monde de Canal+ en 3D et en français, ou Palace, en 2D. Il est donc incertain. Ces systèmes permettent des conversations en temps réel sur Internet avec, théoriquement, plus de chaleur qu'un simple système où l'on communique par écrit (*chatroom* – salle de conversation – ou parfois *salon*). La limite de ces systèmes, pour l'instant, c'est que même si l'on y voit les autres avatars, on ne communique avec eux que par écrit. De ce fait, l'avantage de la représentation par l'image n'apparaît à beaucoup que comme une lourdeur inutile, puisque, dès que ça devient intéressant, on se concentre finalement sur une fenêtre de texte. Mais, là où les communautés virtuelles s'implanteront, *avatar* prospérera.

## Dico

AUCUN dictionnaire généraliste, même sur CD-ROM, ne mentionne le nouveau sens du mot. Mais Gabriel Otman, dans son *Dictionnaire des mots de la cyberculture*, en traite, et l'on peut se référer à l'ouvrage de Bruce Damer, *Avatars !*.



### Eveil et Jeux recommande Télécommerce pour acheter sur internet 24h sur 24.

- Télécommerce est le premier label qui sécurise vos achats sur internet.

- Les sites sur lesquels vous commandez ont signé un contrat avec France Télécom. Ils s'engagent à vous livrer dans les délais annoncés et à ne vous débiter qu'à la mise en livraison. Télécommerce simplifie vos achats et sécurise vos paiements.

- Pour en savoir plus, [www.telecommerce.fr](http://www.telecommerce.fr) ou 0 802 01 2000. (c.74 F puis c.79 F la minute)

TELECOMMERCE

LE COMMERCE SUR INTERNET AVEC FRANCE TÉLÉCOM

# Mémoires à la carte

**LES SUPPORTS** d'enregistrement amovibles se glissent dans des produits grand public pour stocker images, voix, musiques et vidéos, étendre la capacité de stockage et transférer les informations vers les équipements informatiques (ordinateur, imprimante, etc.).

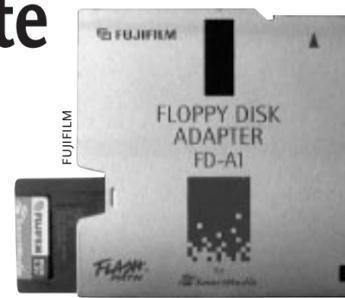
Ces supports faciles à utiliser existent sous trois formes : cartes de mémoire flash, minidisquette et minidisque dur. La plupart des produits commercialisés sont basés sur le principe de la mémoire Flash, un composant électronique capable de conserver les données même lorsqu'il n'est pas alimenté. Les cartes Flash se déclinent en modèles CompactFlash, SmartMedia, MultiMediaCard et MemoryStick. La Compact Flash possède une électronique de contrôle qui la rend plus souple à l'usage que ses concurrentes.

Plus anciennes et dominantes sur le marché, la Compact Flash et la Smart Media s'intègrent dans les lecteurs de carte PC (dits « PCMCIA ») des ordinateurs portables. Deux trouble-fêtes sont venus s'ajouter sur le marché en 1998 et 1999, à savoir la MultiMediaCard et le MemoryStick. Histoire de brouiller les cartes, les dispositifs ne sont pas compatibles les uns avec les autres.

Le prix très élevé de la technologie flash (entre 20 F et 75 F – de 3 € à 11,5 € – le mégaoctet) et sa capacité réduite (de 2 Mo à 96 Mo) laissent le champ libre à

**Flash ou magnétiques, les nouveaux supports pour l'image, la voix, la musique et la vidéo arrivent sur le marché**

d'autres technologies venues de l'univers magnétique. IBM devrait rapidement lancer son disque dur Microdrive, d'une taille inférieure à celle d'une petite boîte d'allumettes et d'une capacité de 340 Mo. Sanyo devrait l'adopter dans un futur appareil photo numérique. Il faudra également compter avec Iomega, dont la disquette Zip à haute capacité a connu un large succès. La firme a présenté en juin 1999 le Click!, une microdisquette de 40 Mo qui ne coûte que 120 F (18,3 €).



## Transférer

La Flash Path distribué par Fujifilm est un adaptateur dans lequel on insère une carte à mémoire SmartMedia. Pour visualiser des images prises par un appareil photo numérique et enregistrées sur la carte, il suffit de glisser le Flash Path dans le lecteur de disquettes d'un PC (Windows 95/98/NT4) ou d'un Macintosh (systèmes 7.5.3 et ultérieur). Lecteur Flash Path FD-AD : 590 F (90 €). Également disponible : le lecteur USB de cartes SmartMedia SM-RI à 690 F (105 €).  
**Fujifilm : 01-30-85-65-43.**  
**www.fujifilm.fr**

Fabricants		Capacité en Mo	F/Mo	€/Mo	
Flash	SmartMedia	Toshiba, Samsung	2 à 16,32 annoncés	20 à 25	3
	CompactFlash	SanDisk, Hitachi	4 à 96	35	5,3
	MultiMediaCard	Siemens	8 à 16,32 annoncés	76	11,6
	MemoryStick	Sony	4 à 16,32 annoncés	44	6,7
Magnétique	Click!	Iomega	40	3	0,5
	MicroDrive	IBM	340	non commercialisé	



L'imprimante DPP-MS300E. Ce périphérique d'impression est également équipé d'un logement pour les cartes CompactFlash et SmartMedia.  
 Prix : 5 000 F (760 €).  
**Sony : 08-03-84-28-42.**  
**www.sony.fr**

## Ecouter

Le Yeep-E32 est un baladeur numérique MP3 dans lequel on glisse des cartes SmartMedia amovibles qui remplacent les cassettes audio. Disponible à la fin de l'année avec des cartes contenant 8 Mo ou 16 Mo de données. Une carte 32 Mo est déjà annoncée par Samsung.  
 Prix encore non fixés.  
**Samsung : 01-49-38-65-00.**  
**www.samsung.com**



**Produits sélectionnés par Agnès Batifoulier**

## Filmer

Le JVC Digital Dualcam GR-DVX7 fait office de Caméscope et d'appareil photo numérique. Les clichés sont enregistrés sur une carte à mémoire MultiMedia Card que l'on introduit à l'avant. La mémoire Flash numérique intégrée peut stocker environ 60 photos numériques en mode standard ou 30 en mode fin dans le Caméscope. Celui-ci est livré avec une carte qui contient 4 Mo de données. Carte 8 Mo en plus : 790 F (120 €). Prix du GR-DVX7 : 13 990 F (2 130 €). Adaptateur pour lire la carte MultiMedia Card en option.  
**JVC : 01-61-04-11-11.**  
**www.jvc.fr**

## Imprimer

Quarante images haute résolution prises par l'appareil photo numérique Cyber-Shot DSC-F55 ou par les Caméscope DCR-TRV8 et DCR-TRV10, dotés de fonctions « photos », sont enregistrées sur la carte Memory Stick qui contient 16 Mo de données. Pour les tirer directement sans passer par un ordinateur, il suffit d'insérer la carte dans

## LES HOMMES

# Le Net est un réseau non pensant

**C'EST UNE PETITE PHRASE**, d'apparence anodine. Mais qui a fait un peu malgré elle le tour de la planète Internet et provoqué un joli brouhaha. « *Internet n'est pas un média* », affirme Dominique Wolton. Haro sur le chercheur et tollé général sur le Web. Où, quand il n'est pas soupçonné d'être le suppôt d'une « *bureaucratie française fin de siècle qui s'affole devant la perte de ses instruments traditionnels de contrôle social* », on voit en Wolton un étrange « *Martien dans un jeu de chistera* ». Bigre ! Et encore ne sont-ce là que les plus modérées des contributions d'un groupe de discussion francophone. Polémique.

Qui sème la provocation, récolte la discorde. Mais Dominique Wolton, 52 ans, écarte l'argument d'un revers de la main. On l'excuse, il réfute : non, chercheur ne rime pas avec provocateur. « *Etre chercheur, c'est cultiver sa liberté et sa révolte. Et donc la société qui n'aime ni l'une ni l'autre vous perçoit comme un provocateur.* » Nuance.

Dans son bureau du laboratoire Communication et politique, UPR 36 du CNRS, Dominique Wolton s'agite. La pièce est vaste, blanche et froide. Dans une grande bibliothèque, blanche elle aussi, les volumes s'alignent en étagères méticuleusement étiquetées. Il y a le rayon « *média, culture et société* », le rayon « *télévision* », le rayon « *l'homme* ». Et d'autres ainsi. Au mur, la photo, un rien jaunie, des écoliers de la rue Damesme, signée Doisneau, 1956.

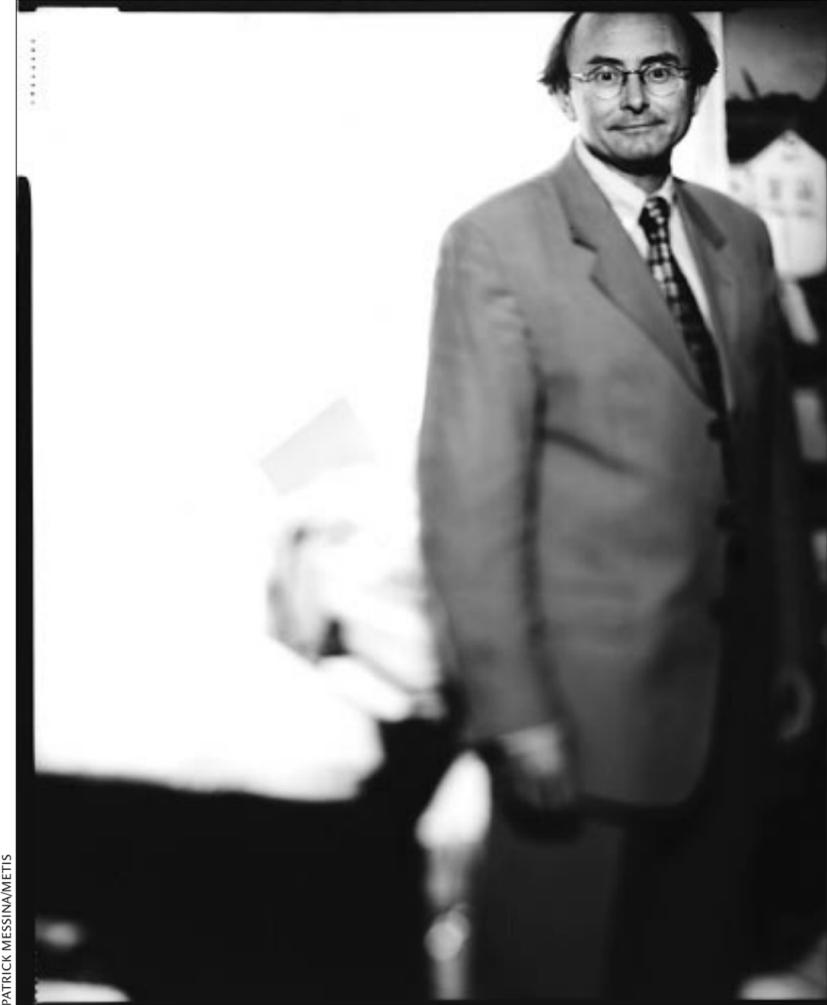
A l'image du décor, le discours de Dominique Wolton est d'abord un peu clinique. Carré, en tout cas. Géométrique. C'est à lui, en premier lieu, qu'il refait la démonstration, comme un mathématicien vérifierait mentalement ses calculs. « *C'est le message qui est important, et non la manière dont il arrive* », martèle-t-il. Comme une évidence, dont il ne comprendrait pas qu'elle provoque une telle zizanie. « *Un média, c'est un projet, pas un tuyau, c'est une idée de programme, une idée de public. La force d'Internet, c'est précisément de ne pas être un média.* » Où ressurgit la « *théorie critique des nouveaux médias* », sous-titre de son dernier ouvrage, *Internet et après ?*, paru chez Flam-

**Selon Dominique Wolton, la Toile n'est pas un média : « Un média, argue-t-il, c'est un projet, pas un tuyau »**

marion. Dominique Wolton y souligne avant tout cette fascination pour la performance, qui occulterait le vrai débat sur le contenu ; y note le décalage entre sciences techniques, qui vont plus vite, et sciences de l'homme ; y prophétise que la libération des sociétés ne sera pas au bout des nouveaux médias ; y craint enfin que « *toutes les chances d'un superbe contresens soient réunies* ».

Extrait : « *Dans une société où l'information et la communication sont omniprésentes, l'enjeu ne concerne pas le rapprochement des individus ou des collectivités, mais au contraire, la gestion de leurs différences ; non la célébration de leurs ressemblances, mais celle, beaucoup plus complexe, de leur altérité. Il n'y a rien de plus dangereux que de voir dans la présence de techniques sans cesse plus performantes la condition du rapprochement entre les hommes. C'est même le contraire. Plus ils sont proches les uns des autres, plus les différences sont visibles, plus il faut garantir certaines distances pour supporter les dissemblances et réussir à cohabiter.* »

Un brûlot anti-Internet ? Pas même. Un nouveau volume – le seizième – d'une quête qui pourrait se résumer en cette question : « *Pourquoi donc les hommes ont-ils tant de mal à se comprendre et à se tolérer ?* » Une recherche commencée il y a vingt-cinq ans, avec la parution du *Nouvel ordre sexuel*. Singulier parcours qui mènerait ainsi de l'amour au Web. De l'autre à soi et réciproquement. Et qu'importe, finalement, comment



s'appelle la fragile passerelle tendue au-dessus du vide. « *C'est l'altérité qui me fascine* », insiste le chercheur.

Autres lieux, autres mots. Pour écrire, pour se retrouver, Dominique Wolton abandonne son bureau du CNRS et se retire dans un petit appartement près de la Sorbonne. Ermitage d'élection, de désordre, peuplé de livres en cascade, de meubles anciens, de fauteuils fatigués, de valises ouvertes à même le sol, de vieilles aquarelles qui figurent des voiliers. Là, le verbe se fait naturellement plus rond. Loin de l'agitation et des controverses. Dominique Wolton s'apaise, fouille dans ses souvenirs pour remonter à la source de son penchant pour la communi-

cation. Evoque son enfance en terre d'Afrique, ce continent « *trop méprisé* », cette « *civilisation de l'oral, qui ne laisse pas de traces matérielles de sa culture* ». Ses premières vocations, instituteur, puis haut fonctionnaire. Ses premiers travaux sur l'évolution des mœurs et des techniques. Ses livres, et deux surtout, qui sont surtout des rencontres, ses deux entretiens avec Raymond Aron et le cardinal Jean-Marie Lustiger, « *deux ex-communiés en quelque sorte, témoins du poids du conformisme* ». Son cheminement vers la communication, « *à l'aveuglette* ». « *C'est, dit-il, que l'on ne constate que rétrospectivement que l'on est chercheur en sciences sociales.* » Ses frustrations, parfois, de constater

combien sa discipline a mauvaise presse, combien « *elle est dévalorisée comme sujet de recherche* ». Combien, au bout du compte, il « *est plus difficile de comprendre la société que les techniques* ». On y revient, forcément.

Non, Internet ne changera pas les hommes. Parce que « *ce n'est pas la communication qui relie les hommes, mais l'incommunication* ». Pour prouver : « *Il n'y a jamais eu autant de moyens de communication, et il n'y a jamais eu autant de solitude.* »

Olivier Zilbertin

**Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias**, Flammarion, 129 F (20 €).

## Dates

**26 avril 1947**  
Naissance à Douala (Cameroun).

**1971**  
Licence de droit.

**1973**  
Thèse en sociologie sur la mutation des mœurs.

**1979**  
Entrée au CNRS.

**1988**  
Création du laboratoire Communication et politique au CNRS.

**1989**  
Création de la revue *Hermès*, sous-titrée « *cognition, communication, politique* ».

## Publications

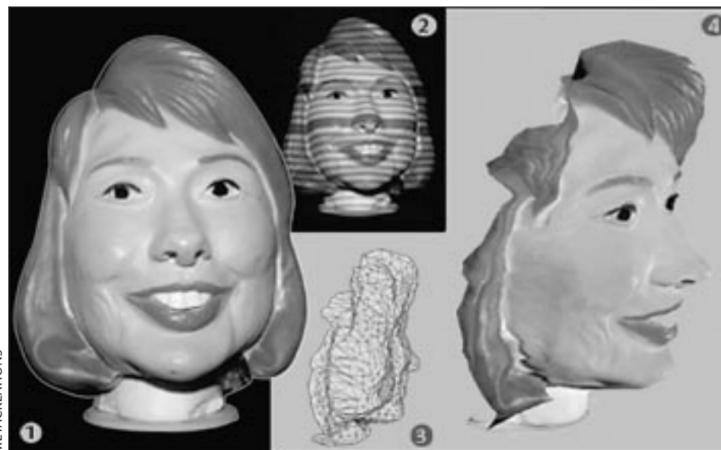
- *Le Nouvel Ordre sexuel*, Seuil, 1974
- *Les Dégâts du progrès. Les travailleurs face au changement technique* (avec la CFDT), Seuil, 1977
- *Les Réseaux pensants. Télécommunications et société* (avec A. Giraud et Jean-Louis Missika), Masson, 1978
- *L'Information demain. De la presse écrite aux nouveaux médias* (avec J.-L. Lepigeon), La Documentation française, 1979
- *L'Illusion écologique* (avec Philippe Faivre et Jean-Louis Missika), La Documentation française, 1979
- *Le Tertiaire éclaté. Le travail sans modèle* (avec la CFDT), Seuil, 1980
- *Raymond Aron, spectateur engagé* (avec Jean-Louis Missika), Julliard, 1981
- *La Folle du logis. La télévision dans les sociétés démocratiques* (avec Jean-Louis Missika), Gallimard, 1983
- *Terrorisme à la Une, médias, terroirisme et démocratie* (avec Michel Wieviorka), Gallimard, 1987
- *Jean-Marie Lustiger, le choix de Dieu* (avec Jean-Louis Missika), de Fallois, 1987
- *Eloge du grand public, une théorie critique de la télévision*, Flammarion, 1990
- *War Game, l'information et la guerre*, Flammarion, 1991
- *La Dernière Utopie. La naissance de l'Europe démocratique*, Flammarion, 1993
- *Jacques Delors, l'unité d'un homme*, Odile Jacob, 1994
- *Penser la communication*, Flammarion, 1997
- *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Flammarion, 1999

**L'Actualité Multimédia sur France Info**  
 tous les samedis dans "Multimédia"  
 tous les dimanches dans "Info-Net"  
 avec Jérôme Colombain

# Un déclic, deux clichés, trois dimensions

**JUSQU'À PRÉSENT**, pour modéliser des objets en trois dimensions à partir de photographies, il fallait multiplier les prises de vue (Quicktime VR) ou utiliser des scanners lasers dans des studios professionnels. Mais l'accord de licence signé par l'éditeur de logiciels d'imagerie Meta-Creations avec Kodak et Intel ouvre la voie de la photographie 3D au grand public. Avec l'appareil Minolta 3D 1500, il suffit en effet d'une paire de clichés pour reconstruire la totalité d'un objet et restituer son volume à un visage. A l'origine du projet Metaflash, on trouve Alexander « Sasha » Migdal, physicien et théoricien de la gravité quantique et des quarks. En 1988, il quitte l'Union soviétique et son poste de directeur du laboratoire de prospective cybernétique pour partir enseigner à l'université de Princeton. Afin de mettre en pratique ses théories sur la triangulation dynamique, il fonde alors Real Time Geometry, un laboratoire spécialisé dans l'imagerie en relief. Il occupe depuis le poste de directeur scientifique de Meta-Creations.

L'appareil de photographie 3D se compose d'un boîtier Minolta Dimage EX 1500 modifié et d'un flash un peu particulier. A chaque déclic, une seconde vue est prise pour laquelle le sujet (1) est éclairé non par une lumière blanche et uniforme, mais par un ensemble de bandes de couleurs (2) réfléchies par le sujet avant de revenir vers un capteur de l'appareil. Selon l'angle de retour de chaque couleur, le logiciel MetaFlash déduit la distance des différentes parties du sujet. Lors de cette triangulation, l'image est ainsi changée en un ensemble de facettes qui forment le modèle tridimensionnel. Ce squelette (3) peut alors être déformé, transformé, lissé, raccordé à d'autres images et adapté avant que le cliché traditionnel lui soit appliqué ou « plaqué ». La photographie en trois dimensions (4) est alors prête pour être envoyée sur le Web ou pour être visionnée sur un ordinateur par l'intermédiaire du module (plug-in) Metastream téléchargeable gratuitement sur Internet ou préinstallé sur



**Le Minolta 3D 1500 rend la photo en relief simple et - relativement - bon marché**

Windows 98 ou Windows 2000 (la version Macintosh n'est pas encore disponible). Ce système possède toutefois ses limites, puisqu'il ne permet pas de photographier de sujet mesurant plus de 1,5 mètre - qui doit être suffi-

samment proche de l'appareil - ni d'utiliser un zoom.

Le Minolta 3D 1500, qui sera commercialisé en septembre aux Etats-Unis aux alentours de 3 500 \$ (3 350 €, 21 000 F), devrait faire le bonheur des musées et des sites marchands, qui vont pouvoir, facilement et à moindres frais, présenter en ligne et sous toutes les coutures leur catalogue d'œuvres d'art ou de produits.

Olivier Dumons

www.metacreations.com  
www.metastream.com

## Dans les labos

### Record de microscopie

Une équipe de chercheurs du Lawrence Berkeley National Laboratory (Californie) est parvenue à observer des colonnes d'atomes de carbone dans un diamant, en améliorant la résolution de leur microscope électronique, qui, pour la première fois, franchit le seuil de l'angström, soit un dix milliardième de mètre. La plus petite dimension observable est désormais de 0,89 angström.

### Nez électronique

92 % d'efficacité. C'est la performance d'un nez électronique chargé d'évaluer la maturité des fruits. Conçu à l'université de Warwick, en Grande-Bretagne, ce capteur chimique est associé à un réseau de neurones qui utilise la logique floue pour le traitement des données. Appliqué à la banane et aux pommes, le nez est également employé pour évaluer la qualité du café, de la bière et du vin.

### Robots volleyeurs

Les spécialistes britanniques de la robotique se sont donné rendez-vous le 13 septembre à l'université de Reading. Cinq universités anglaises et irlandaises s'affronteront sur un mini-terrain de volley au travers de robots d'une trentaine de centimètres. Les chercheurs entendent montrer que leurs robots sont capables de coopérer pour poursuivre un but commun.

### ADN crypteur

Les chercheurs de l'école de médecine du Mont Sinai (New York) ont mis sur pied un système de cryptographie qui masque des messages dans l'ADN. A partir d'un code alphabétique défini selon les quatre bases de la molécule, ils ont codé leur message puis appliqué le principe de la stéganographie, qui consiste à noyer une information utile dans un océan d'informations sans intérêt. Cette technique pourrait être adaptée pour placer des identificateurs invisibles sur des objets pour éviter la contrefaçon.

### Bordeaux, capitale du laser

Le CNRS et l'université Bordeaux-I ont inauguré le Centre d'étude des lasers intenses et applications (Celia), qui disposera d'un laser unique au monde, capable de délivrer une puissance de 1 térawatt (10<sup>12</sup> watts) pendant 20 femtosecondes (10<sup>-15</sup> secondes) à raison de mille impulsions par seconde. Applications envisagées : la chimie, l'imagerie médicale et la fabrication de composants électroniques.

## LA TECHNIQUE

**LANCÉ** dans les années 80, le système global de positionnement par satellite (GPS) reste sous contrôle des militaires américains. Ils disposent, au travers de signaux cryptés, d'une précision d'une dizaine de mètres au lieu des 100 mètres accessibles au public, gratuitement il est vrai. A tout instant, le Pentagone peut décider de débrancher l'accès civil au GPS, au nez et à la barbe des marins, aviateurs, randonneurs, taxis et routiers de la planète qui ont largement adopté la technologie. Washington peut aussi le « libérer », comme ce fut le cas lors de la guerre du Golfe. Tous les baroudeurs de la planète ont bénéficié pendant plusieurs mois de la précision militaire. L'armée américaine avait dû équiper ses troupes de récepteurs civils et, donc, supprimer le cryptage des signaux.

Deux systèmes ont tenu tête au GPS américain. Mais la Russie ne semble plus en mesure de financer la poursuite de son programme Glonass (Global Navigation System) et le Navstar (Navigation Satellite Timing and Ranging), américain également, semble distancé. L'Europe s'inquiète de cette suprématie américaine dans un secteur stratégique et appelé à un fort développement économique, dont la navigation maritime ne représente qu'une infime partie. Les flottes de camions, autobus ou taxis, par exemple, recourent de plus en plus souvent au positionnement par satellite associé à la téléphonie mobile pour transmettre en temps réel la position des véhicules.

L'Union européenne a confié à l'Agence spatiale européenne (ESA) le soin de mettre sur pied un projet baptisé GalileoSat, qui pourrait compter 24 à 45 satellites d'ici à 2008 pour un montant évalué entre 2 milliards et 3 milliards d'euros (13 milliards à 20 milliards de francs). En attendant, l'ESA poursuit le programme Egnos (European Geostationary Navigation Overlay Service), qui vise à améliorer, en Europe dans un premier temps, la précision des systèmes GPS et Glonass. Alcatel assure la maîtrise d'œuvre du projet, qui devrait être opérationnel en 2002.

D. D.

# L'Europe dans la bataille du GPS

### Le système GPS

De la taille d'un téléphone, le capteur de signaux GPS fonctionne n'importe où sur la planète. Seule la canopée lui pose des problèmes de réception. A partir des informations reçues de trois ou quatre satellites spécialisés, il permet de déterminer sa position à 100 mètres près et de l'afficher sur une carte électronique. Au total, vingt-quatre satellites voyagent au-dessus de la Terre, dont trois de secours.

**1 Temps ou distance**

Le récepteur mesure le temps mis par le signal du satellite pour lui parvenir. Le premier satellite capté permet de synchroniser l'horloge du récepteur avec le GPS. Pour chaque autre satellite, le temps est converti en distance puisque les ondes voyagent à environ 300 000 kilomètres par seconde.

**2 Construction du point**

Une fois connues l'heure exacte et la distance, le récepteur trace en quelque sorte une sphère autour de chaque satellite de rayon égal à la distance entre récepteur et satellite. L'intersection de deux sphères permet de déterminer un cercle sur lequel se trouve le récepteur.

**3 Détermination de la position**

L'intersection du cercle de position avec la sphère mathématique d'un troisième satellite définit deux points. L'un se déplace très rapidement. Il est éliminé au profit du second, lié à la vitesse de déplacement du récepteur. Dans la pratique, 3 satellites permettent de déterminer la longitude et la latitude. Un quatrième est nécessaire pour connaître l'altitude.

**4 Le GPS différentiel**

De nombreuses sources d'erreurs donnent une incertitude sur la position calculée. Le long des côtes, ou à proximité des aéroports, des balises différentielles sont implantées. A partir de leur position connue et de celle calculée en temps réel, elles envoient des signaux radio aux récepteurs différentiels qui leur permettent d'effectuer des corrections. La précision est ramenée à quelques mètres.

**3ème cycle**  
MARKETING / COMMERCE  
SUR INTERNET  
**Pour réussir dans les nouveaux métiers**  
Recrutement Bac +4/5, Ingénieurs, DEA, DESS, ESC... jusqu'à fin juillet 99  
Formation d'octobre 99 à septembre 2000 dont 6 mois de mission en entreprise.  
www.devinci.fr/mci  
Brochure et dossier au 01 41 16 73 12  
Courrier ou E-mail : mci@devinci.fr  
MCI - Pôle Universitaire Léonard de Vinci  
92916 Paris La Défense Cedex  
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE PRIVÉ

EMMANUEL SÉQUIER

E. SEQUIER

# Agenda

## RENCONTRES

**Le 15 juin**  
**Technologica 99**  
 Forum d'information sur les nouvelles technologies comprenant différents ateliers d'information, un espace de recrutement et un cybervillage.  
 Entrée gratuite.  
 ■ [www.01-informatique.com](http://www.01-informatique.com)

**Jusqu'au 18 juin**  
**Plate-forme AFIA**  
 Un cycle de conférences organisé par Association française pour l'intelligence artificielle (AFIA) et l'Ecole polytechnique. Quels sont les besoins des industriels en matière d'intelligence artificielle et les différentes thématiques de recherche ?  
 ■ [www.afia.polytechnique.fr/plate-forme](http://www.afia.polytechnique.fr/plate-forme)

**Du 18 au 20 juin**  
**La souris aux champs**  
 Première Fête de l'Internet à Saint-Jean-du-Gard. Concours des meilleurs sites de la région consacrés à l'arrière-pays.  
 ■ [perso.infonie.fr](mailto:perso.infonie.fr)  
 ■ [art.actif@sourisinternet.htm](mailto:art.actif@sourisinternet.htm)

**Jusqu'au 19 juin**  
**Festival du film interactif**  
 Le premier Festival international du film de l'Internet (FIFI) s'adresse aux réalisateurs, infographistes et informaticiens ; 246 films ont été retenus pour plus de 900 présentés.  
 ■ [www.annecy.org](http://www.annecy.org)

**Les 19 et 20 juin**  
**Salon du Bourget**  
 Le Salon de l'aéronautique et de l'espace ouvrira ses portes jusqu'au 20 juin.  
 ■ [www.salon-du-bourget.fr](http://www.salon-du-bourget.fr)

**Du 21 au 23 juin**  
**Enjeux et opportunités du multimédia**  
 Trois journées de rencontres entre investisseurs, chercheurs et utilisateurs des technologies multimédias. Quatre ateliers « techniques » de mise à jour sont également au programme.  
 ■ **Cité des sciences et de l'industrie**  
 ■ [www.chips.ibm.com/must99/99/francais.htm](http://www.chips.ibm.com/must99/99/francais.htm)

**Recherche et culture scientifique**  
 L'Association des musées et centres de développement de la culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) tient son 17<sup>e</sup> congrès à Dijon.  
 ■ **36, rue Chabot-Charny, à Dijon.**  
 ■ Tél. : 03-80-58-98-50.

## Les événements de l'été

**Du 22 au 25 juin**  
**INET 99**  
 Le prochain sommet pour Internet se tiendra à San Jose (Californie), et tentera de faire un état des lieux de l'usage du Web dans des domaines aussi variés que l'e-business, l'éducation ou l'édition. Le programme des conférences et autres informations partiques sur le site de l'ISOC.  
 ■ [www.isoc.org/inet/99](http://www.isoc.org/inet/99)

**Jusqu'au 30 juin**  
**EuroPrix**  
 La Commission européenne et le ministère de l'économie autrichien organisent la deuxième édition de l'EuroPrix MultimediaArt. Le concours récompense les meilleures productions multimédias européennes dans sept catégories. Dépôt des dossiers jusqu'au 30 juin. Le prix de l'inscription est de 984 F (150 €).  
 ■ [www.europrix.org](http://www.europrix.org)

**Exprimez-vous avec votre Macintosh**  
 Computer Bench organise une compétition internationale de création photométrique et images de synthèse autour, notamment, des thèmes de la médecine,



**Jusqu'au 24 juin**  
**Cyberéalisme**  
 Une trentaine de photomontages numériques de l'Iranien Chayan Khoi exposés dans un hôtel particulier du Marais.  
 ■ [www.chayan.com](http://www.chayan.com)

de l'éducation, de la vidéo ou d'Internet. Seule obligation : que le Macintosh d'Apple soit au centre de l'œuvre réalisée. Les meilleures créations seront exposées du 15 au 19 septembre lors du Salon Apple Expo.  
 ■ [www.computerbench.fr/concours.htm](http://www.computerbench.fr/concours.htm)

**Du 3 au 17 juillet**  
**Futuroscope on games**  
 Quinze jours de rencontres, de compétitions et de concours autour du jeu vidéo. Le Défidéo opposera 32 joueurs en duel sur 4 jeux. Le site du Futuroscope

diffusera en direct les informations du festival.  
 ■ [www.futuroscope.com](http://www.futuroscope.com)

**Jusqu'au 29 août**  
**Je vole**  
 Du rêve à l'aventure technique, cette exposition est consacrée aux différentes techniques de vol et de glisse sur l'air.  
 ■ **Forum des sciences de Villeneuve-d'Ascq.**  
 ■ Tél. : 03-20-19-36-36.  
 ■ [www.forum-des-sciences.tm.fr/lieu/lieu3.htm](http://www.forum-des-sciences.tm.fr/lieu/lieu3.htm)

**Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier**

## LA TECHNIQUE

# La folle course du téra-bit/s

**LILLE-MARSEILLE ?** Il faudra encore attendre. Les chercheurs du Centre national d'études des télécommunications (CNET), le bras scientifique de France Télécom, se sont contentés des quelques mètres carrés de leur laboratoire pour franchir le cap du téra-bit par seconde sur 1 000 kilomètres de distance. Mille milliards d'informations élémentaires, l'équivalent d'une centaine d'encyclopédies en trente volumes transportées dans un mince cheveu de verre.

« Nous avons enroulé la fibre dans des bobines de la taille d'un petit pneumatique », s'amuse Patrick Vandamme, directeur du laboratoire Réseaux de transport optique au CNET de Lannion. Il a fallu mettre bout à bout pas moins de quarante bobines de 25 kilomètres chacune, entrecoupées tous les 100 kilomètres d'amplificateurs optiques chargés de régénérer les signaux faiblissants.

Là où certains s'appliquent à entasser des centaines de minces faisceaux dans une fibre de matériau très high-tech, les scientifiques du CNET se contentent de quelques dizaines de couleurs dans une fibre ordinaire. Leur secret ? L'utilisation du principe du soliton découvert en 1973 et démontré expérimentalement en 1980. « A l'origine, le terme vient de "solitaire". Le "on" est venu plus tard », raconte Patrick Van-

**1 000 kilomètres, 10<sup>12</sup> données binaires, une seconde, une pause « énergie » tous les 100 km. Quatre ingrédients pour un record de transmission battu par le CNET**

damme. De l'électron au méson, de nombreuses parcelles de matière s'appuient sur ce suffixe. « Dans un soliton, il y a une idée de particule. Le soliton est en quelque sorte une onde solitaire, une courte impulsion lumineuse dont on maîtrise les propriétés pour compenser les deux défauts majeurs des fibres optiques. » En prin-

cipe, la source laser utilisée pour transporter les informations affiche une seule couleur. Elle est en réalité formée d'une superposition de couleurs très proches, qui ne se déplacent pas toutes à la même vitesse dans le verre et déforment l'onde. Une altération qui s'accroît lorsque l'intensité lumineuse devient si forte que le matériau change de propriétés. « Plutôt que de restreindre la puissance de la source pour rester dans un mode linéaire, ce qui limite la distance de transport de l'information, on l'augmente pour mettre à profit les effets de l'optique non linéaire et conserver la forme de nos solitons. Il y a un côté un peu magique », poursuit Patrick Vandamme.

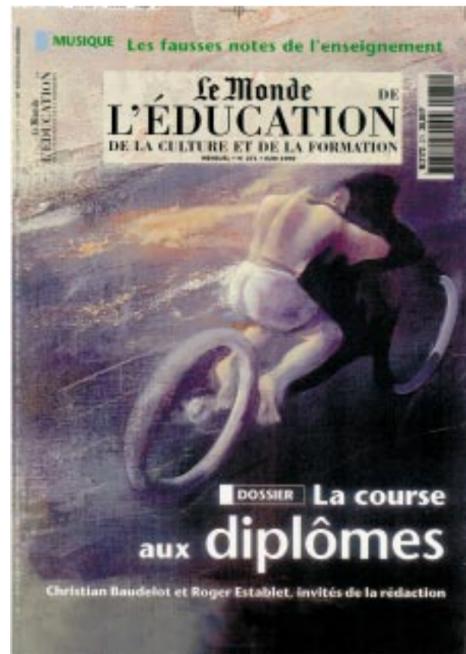
A force de contrôler la durée, la distribution spectrale et l'intensité de leurs « particules », les chercheurs sont parvenus à transporter 20 gigabits par seconde et par laser. 20 milliards d'impulsions espacées chacune d'environ 50 picosecondes, 50 millionnièmes de millionième de seconde pour les amateurs de nombres vertigineux. « En mélangeant les faisceaux de 51 lasers de couleurs légèrement différentes dans la même fibre, nous avons légèrement dépassé le téra-bit par seconde », calcule Patrick Vandamme pour expliquer la technique, couramment utilisée, du multiplexage spectral. La 51<sup>e</sup> couleur ? « Elle nous permet de faire taire les esprits chagrins qui n'oublient jamais de rappeler que le gigabit ne fait pas tout à fait un milliard d'informations par seconde. Cette fois, nous sommes au-delà du téra-bit/s de façon certaine. »

Le résultat obtenu au CNET ne devrait pas se contenter d'une inscription au Livre des records. Une dizaine de chercheurs issus du centre ont créé, il y a quelques semaines, une start-up baptisée Algety Télécom qui tentera d'industrialiser le savoir-faire né du record. « Nous n'avons pas encore de concurrents sur la technologie des solitons, se réjouit François Favre, l'expérimentateur de la bande », selon son ancien patron au CNET. Comme ses collègues, François Favre a quitté le centre de recherches pour investir temps et argent dans l'entreprise embryonnaire. Au total, 30 millions de francs (4,6 millions d'euros) ont été collectés dans leurs poches, auprès de fonds de capital-risque et, bien sûr, de France Télécom. Les premiers produits devraient être commercialisés d'ici deux ou trois ans, « à condition de démontrer que l'on en est capable ».

Denis Delbecq

## Linéaire, ma fibre optique ?

**L'OPTIQUE** est une discipline étonnante. Quand on double la quantité de lumière qui pénètre dans un matériau, du verre par exemple, l'énergie double à la sortie. Mais dépassez un certain seuil et ses propriétés changent du tout au tout, au point que, parfois, il devient opaque. D'ordinaire, on évite d'en arriver là pour conserver la quiétude des ondes dans les fibres. Des esprits malins tentent de détourner ce comportement « non linéaire » à leur profit. C'est ainsi que solitons, amplificateurs optiques et commutateurs à lumière transportent les signaux, les regonflent au besoin, ou les aiguillent d'une fibre à l'autre, permettant d'éviter d'incessantes conversions lumière-électricité qui freinent les réseaux de communication.



EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX  
**VIENT DE PARAITRE**  
 100 PAGES 30 F - 4,51 €

### Philosophie :

- Faut-il changer l'enseignement de la philo ?
- Tous les conseils pour réussir l'épreuve du baccalauréat.

### Dossier :

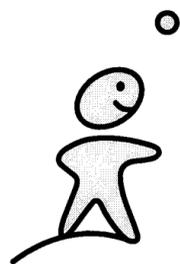
#### La course aux diplômes

- Le diplôme est-il toujours la meilleure protection contre le chômage ?
  - Meilleures jusqu'au secondaire, les filles abandonnent ensuite les premières places aux garçons. Enquête.
  - Les enfants de milieu populaire font des études plus longues. Un effort qui se retourne souvent contre eux.
  - Passer des concours peut-il rendre malade ?
    - Le bac ? Un mythe égratigné.

### Culture :

- Passion chez les jeunes, la musique n'est pas toujours vécue comme un plaisir à l'école. Pourtant l'enseignement commence à changer.
- Tri Yann, Lubat, Zebda, Tiersen : paroles et souvenirs d'artistes.

**MINE DE RIEN, IL YA UN PEU DE VOUS DANS CE LOGO.**



**Managers des Systèmes d'Information, Retrouvez-nous en pages 30-31...**